

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°237

DÉCEMBRE 2004

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

## Sommaire :

- **DEUX CENTS PERSONNALITÉS KURDES APPELLENT L'UNION EUROPÉENNE A PRENDRE EN COMPTE LES REVENDICATIONS DU PEUPLE KURDE EN TURQUIE**
- **BRUXELLES : L'EUROPE DIT « OUI » A L'OUVERTURE DES NEGOCIATIONS D'ADHESION AVEC LA TURQUIE**
- **MME LEYLA ZANA EN VISITE EN FRANCE RECOIT LA MEDAILLE VERMEIL DE LA VILLE**
- **LES ELECTIONS EN IRAK : UNE LISTE COMMUNE POUR LE KURDISTAN REUNISSANT LE PDK ET L'UPK MAIS AUSSI DES PARTIS CHRETIENS ET TURCOMANS**
- **DAMAS : OFFENSIVE JUDICIAIRE CONTRE LES KURDES ET LES INTELLECTUELS ARABES**
- **LE PENTAGONE ANNONCE LA PERTE AU COMBAT DE PLUS DE 1000 MILITAIRES DEPUIS L'INTERVENTION EN IRAK**
- **SOULEIMANIEH : DECOUVERTE DE FOSSES COMMUNES RENFERMANT PRES DE 600 CORPS**
- **L'ONU CONDAMNE LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN IRAN**
- **UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE TURQUE MET EN CAUSE LA RESPONSABILITE DES POLICIERS POUR LE MEURTRE EN NOVEMBRE DERNIER D'UN PERE ET DE SON FILS AGE DE 12 ANS A KIZILTEPE ET LA DISPARITION DE 11 VILLAGEOIS EN 1993 A DIYARBAKIR**
- **VLADIMIR POUTINE, EN VISITE OFFICIELLE EN TURQUIE, SE FELICITE QUE « LES VUES AVEC ANKARA EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME CONVERGENT »**
- **APRES LE SCANDALE DU PROGRAMME « PETROLE CONTRE NOURRITURE », LE CONSEIL DE SURVEILLANCE INTERNATIONALE POUR L'IRAK JUGE QUE L'AUTORITE PROVISoire DE LA COALITION A MAL GERE L'ARGENT IRAKIEN**
- **AINSI QUE...**

---

### **DEUX CENTS PERSONNALITÉS KURDES APPEL LENT L'UNION EUROPÉENNE A PRENDRE EN COMPTE LES REVENDICATIONS DU PEUPLE KURDE EN TURQUIE**

**D**EUX cents personnalités représentant toutes les tendances et sensibilités politiques et culturelles kurdes en Turquie ont signé un appel pour un règlement équitable de la question kurde dans le cadre des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Un tel règlement, selon cet appel, signé à l'initiative de

l'Institut kurde de Paris, nécessite notamment :

- *une Constitution nouvelle et démocratique, reconnaissant l'existence du peuple kurde, lui garantissant le droit de disposer d'un système d'enseignement public et des médias dans sa langue ainsi que le droit de fonder des associations, des institutions et des partis destinés à concourir à la libre expression de sa culture et des*

*aspirations politiques;*

- *une amnistie politique générale afin d'instaurer un climat de confiance et de réconciliation et de tourner définitivement la page de violences et de conflits armés ;*

- *mise en œuvre avec le soutien de l'Europe d'un vaste programme de développement économique de la région kurde comprenant en particulier la reconstruction de plus de 3 400 villages kurdes détruits dans les années 1990 et des mesures incitatives pour le retour à leurs foyers des trois millions de déplacés kurdes.*

Les signataires demandent aux autorités turques et aux dirigeants européens de rendre justice aux Kurdes en Turquie en faisant droit à leurs revendications légitimes pour assurer la paix et la stabilité régionales et de considérer la satisfaction de ces revendications comme un critère essentiel pour mesurer les progrès de la Turquie sur le chemin de son adhésion à l'Union européenne.

Parmi les signataires figurent notamment, Mme Leyla Zana, lauréate du Prix Sakharov, les anciens ministres Adnan Ekmen et ?erefettin Elçi, les maires d'une trentaine de villes kurdes dont celui de Diyarbakir, de nombreux anciens députés et maires, des représentants de la société civile, des barreaux, des syndicats ainsi que des universitaires, des écrivains et des artistes.

Outre ces signataires vivant en Turquie, des personnalités kurdes originaires de Turquie et vivant dans les pays de l'Union se sont associées à cet appel. Parmi elles, Mme Nalin Pekkül, présidente de la Fédération nationale des femmes social-démocrates de Suède, ancienne députée du Parlement suédois ; Feleknas Uca, parlementaire européenne, les représentants des principales organisations culturelles et sociales kurdes d'Europe, des universitaires, des écrivains et des artistes.

C'est sans doute la première fois qu'un éventail aussi large et représentatif de toutes les sensibilités politiques et culturelles kurdes s'associe autour d'un texte formulant d'une façon concise les revendications des 15 à 20 millions de Kurdes en Turquie. La coordination de cette campagne civique a été assurée

par l'Institut kurde de Paris. L'appel a d'abord été publié le 8 décembre en version anglaise dans le quotidien *International Herald Tribune* sous le titre de « *What do the Kurds Want in Turkey ?* », puis le 10 décembre dans le quotidien français *Le Monde* sous le titre de « *Que veulent les Kurdes en Turquie ?* » et en dernier lieu en version allemande dans le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 15 décembre sous le titre de « *Was fordern die Kurden in der Türkei ?* ».

Les autorités et la presse turques ont vivement réagi à la publication de cet appel en prenant particulièrement à partie Leyla Zana et ses collègues anciens députés kurdes, mais également le président de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan. Toutefois, les critiques, essentiellement des attaques personnelles à l'encontre des initiateurs et des signataires, ont volontairement évité la discussion sur le fond de l'appel. Le rédacteur en chef du quotidien turc *Hurriyet*, qui quelques semaines auparavant avait refusé la publication d'une annonce culturelle (la rétrospective des films de Yilmaz Güney à Paris) de l'Institut kurde prétextant que le mot kurde était fâcheux même dans une annonce, s'est distingué en discutant uniquement du prix de l'annonce, s'étonnant que des journaux européens consentent d'importantes réductions à l'Institut kurde.

De retour d'une visite officielle à Bruxelles, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, a, le 11 décembre, déclaré : « *Il est difficile de comprendre par quel critère politique, historique, sociologique, géographique, économique on tente de séparer cette*

*valeureuse nation unie comme l'ongle et la chair, faisant une dans son destin, dans sa douleur et dans sa gloire* ». « *Je voudrais critiquer avec virulence et avec tout mon coeur la comparaison faite entre notre brave nation et des exemples à mille lieues étrangers à l'âme de cette géographie et à sa pâte. On ne peut pas avaler ça ... Nous n'allons pas tomber dans leur jeu, dans leur piège. La Turquie et cette nation ne vont pas tomber dans ce jeu. Il faut qu'ils prennent acte de cela.* »

Cemil Çiçek, ministre turc de la Justice et porte-parole du gouvernement a dénigré l'appel en déclarant que les signataires avaient été instrumentalisés. Le vice-Premier ministre, Mehmet Ali ?ahin a simplement rétorqué que le contenu de ce manifeste était anti-constitutionnel. D'autres ont brandi la menace comme à leur habitude, tel l'ancien ministre de l'intérieur, Mehmet Agar, connu pour ses relations avec le grand banditisme : « *Ceux qui veulent tester la volonté de la Turquie subiront des dommages comme dans les années 20* ». Pour Taha Akyol, ancien militant de l'extrême droite turque et éditorialiste au journal *Milliyet*, il faut y voir une simple provocation de la part de la « *diaspora fanatique* » kurde alors que pour lui la question kurde n'est qu'une « *question de démocratie* » et d' « *intégration sociale* ». Longtemps apparenté à l'ultra-nationalisme turc, ce journaliste n'hésite pas dans son article daté du 11 décembre à critiquer l'appel qu'il qualifie de « *nationalisme ethnique fanatique* ». D'autres journalistes se cantonnent à l'insulte, ainsi ?akir Suter, journaliste au quotidien *Aksam*, crie le 11 décembre à la trahison et qualifie les signataires dont Leyla Zana de « *grossiers personnages* » et d' « *insolents* ».

Du même journal, Yalçın Peksen, sous le titre de « *What do the Turks want ?* » demande plus de moyens pour le turc au lieu d'éduquer des anglophones incultes, le développement économique des régions habitées par les Turcs, le retour chez eux des millions de Kurdes et des Turcs (pour faire bonne mesure) qui ont rempli les métropoles, « *si possible un parti d'opposition* », « *le ramassage des poubelles* » etc... Au journal *Vatan*, Güngör Mengi implore Dieu pour qu'il vienne en aide à Leyla Zana.

Cette campagne médiatique orchestrée et outrancière montre que malgré des réformes législatives annoncées à grand renfort de publicité, les mentalités restent très chauvine et intolérantes dans la classe politico-médiatique turque. Le fait qu'un appel pacifique de citoyens faisant usage de leur droit fondamental de pétition, ne remettant aucunement en cause les frontières existantes et de surcroît favorables à l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie soit accueilli avec un tel déferlement d'intolérance montre clairement que le régime

turc a encore un très long chemin à parcourir pour s'appropriier les valeurs européennes.

L'ancien chancelier allemand Helmut Kohl rappelle dans les colonnes de *Frankfurter Allgemeine Zeitung* qu'il avait en 1997 dit au Premier Ministre turc de l'époque Mesut Yilmaz que l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne lui paraissait très difficile non pas à cause de sa religion mais à cause de sa culture politique. La réaction turque à l'appel des personnalités kurdes montre combien cette culture reste encore chauvine et intolérante. Oser demander qu'Ankara reconnaisse aux 15 à 18 millions de Kurdes de Turquie des droits similaires à ceux qu'il revendique pour les 150 000 Turcs chypriotes relève, aux yeux des dirigeants turcs, de quasi-trahison. On savait que selon la fameuse maxime d'Atatürk, enseignée encore de nos jours dans les écoles et les casernes turques qu'« *un Turc vaut tout l'univers* », on sait maintenant qu'à l'aune des dirigeants d'Ankara un Chypriote turc vaut aussi plus de 100 Kurdes de

Turquie, en terme de droits.

La campagne médiatique menée autour de l'Appel a eu le mérite de rappeler que la question kurde n'est toujours pas réglée en Turquie et de provoquer un débat animé parmi les Kurdes, les Turcs et les Européens sur les moyens de son règlement.

Le fait que les Kurdes, toutes tendances politiques confondues, se prononcent pour un règlement pacifique dans le cadre des frontières étatiques existantes, et qu'ils citent les exemples des pays démocratiques comme l'Espagne, le Royaume-Uni ou la Belgique, dans la recherche d'une solution, a suscité des échos favorables dans l'opinion européenne notamment au Parlement européen et au sein de la Commission.

À terme, le processus amorcé par cet Appel pourrait créer une dynamique nouvelle parmi les Kurdes de Turquie et favoriser l'évolution des esprits vers l'adoption des méthodes de combat civique et pacifique.

Pour le texte complet de l'Appel et la liste des signataires, voir les pages 89, 90, 91, 92 et 93 de la revue de presse.

#### BRUXELLES : L'EUROPE DIT « OUI » A L'OUVERTURE DES NEGOCIATIONS D'ADHESION AVEC LA TURQUIE

**L**E Conseil européen a décidé le 16 décembre au soir d'autoriser l'ouverture des pourparlers en vue de l'adhésion d'Ankara, qui frappe depuis plus de 40 ans à la porte de l'Union européenne. La Turquie, membre de l'Otan depuis les années 1950, a conclu un accord d'association avec l'UE dès 1963. Sa demande d'adhésion a été rejetée à la fin des années 1980 et n'a pas été retenue sur la

liste des candidats en 1997. Finalement, en 1999 le sommet européen de Helsinki avait accepté d'inclure dans la liste officielle des pays candidats à l'adhésion.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement « *se sont mis d'accord pour considérer que la Turquie avait clairement démontré sa capacité à engager les réformes nécessaires et l'ont invitée à poursuivre sur cette voie. Fort de ce constat, et sur la base des*

*conclusions de la Commission, les négociations d'adhésion pourront donc s'ouvrir le 3 octobre 2005* ».

Le « oui » européen reste sous condition. La Turquie doit élargir à Chypre son accord d'union douanière, ce qui revient à reconnaître implicitement Chypre, entrée dans l'UE des 25 le 1<sup>er</sup> mai 2004. La Turquie a donné son accord pour faire une déclaration d'intention avant le 3 octobre 2005. L'ouverture des négociations devrait pouvoir se faire le 3 octobre 2005 sans garantie de résultats et les négociations devraient durer au

minimum 10 ans. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, voulait une échéance plus proche mais les Européens, notamment les Français, ont préféré repousser le début des discussions après la tenue des référendums sur le Traité constitutionnel. En cas d'échec des négociations, les dirigeants européens ont prôné un « ancrage ferme » de la Turquie à l'UE « avec un lien le plus fort possible ».

La délégation turque s'est déclarée déçue par les propositions du sommet. Le principal parti d'opposition turc, parti républicain du peuple (CHP) a pressé le Premier ministre turc de suspendre les négociations avec l'UE, assurant que l'UE n'était pas prête à admettre le pays comme un membre à part entière. Recep Tayyip Erdogan avait déjà affirmé que l'idée d'un « partenariat privilégié », prônée par certains pays, ne sera pas acceptée.

Dans une résolution non contraignante, le Parlement européen, a, quant à lui, voté le 15 décembre par un « oui » massif, 407 voix pour et 262 contre, l'ouverture des négociations.

Les Kurdes de Turquie estimant que le rapprochement de la Turquie et de l'UE leur permettra d'obtenir davantage de droits, se disent résolument pro-européens. Ainsi, environ 50.000 Kurdes se sont réunis le 12 décembre à Diyarbakir pour manifester leur soutien à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et demander plus de droits. A l'appel du principal parti pro-kurde, le Parti démocratique du peuple

(DEHAP), et sous le mot d'ordre « oui à la diversité, non au séparatisme », les manifestants ont défilé dans la ville en agitant les drapeaux kurdes jaune, rouge, vert et derrière des banderoles proclamant notamment : « nous voulons faire partie de la Turquie avec notre identité kurde, nous voulons l'adhésion à l'UE ». "Les Kurdes devraient être reconnus comme un élément fondateur (de la république) et leur identité devrait être garantie par la Constitution », a lancé à la foule Hatip Dicle, ancien député kurde emprisonné pendant dix ans avec Leyla Zana, prix Sakharov du Parlement européen.

Par ailleurs, environ 7.000 Kurdes, selon la police, ont manifesté le 11 décembre à Bruxelles pour demander la "reconnaissance de leurs droits" dans le cadre des futures négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE. A l'appel de la confédération des associations kurdes en Europe (Kon-Kurd), les manifestants ont défilé devant le siège des institutions européennes. Favorable à la demande d'adhésion de la Turquie, la Kon-Kurd demande que l'UE soit « un arbitre impartial pour la résolution de la question kurde en soutenant un cessez-le-feu bilatéral ».

Cependant, dans plusieurs pays européens l'opinion publique reste sinon hostile du moins réticente à l'éventualité de l'adhésion turque. Cette hostilité reste très majoritaire en France où quatre jours après la décision du Conseil européen, les députés et sénateurs français ont exprimé le 21 décembre leurs réticences lors d'une séance spéciale de

questions au gouvernement, qui a donné lieu à une passe d'armes entre François Bayrou et Jean-Pierre Raffarin. Premier orateur, le président de l'UDF, farouche opposant à l'entrée de la Turquie dans l'Union, a dénoncé « un débat à la va-vite, sans vote », révélateur selon lui du « verrouillage des institutions françaises ». « S'il n'y avait pas la discipline du parti, ce serait une majorité qui dans cette assemblée vous dirait non », a-t-il pronostiqué.

Défendant le « oui si » de Jacques Chirac à l'adhésion de la Turquie, le Premier ministre français a rappelé que « négociation n'est pas adhésion » et que « la possibilité d'arrêter les négociations est maintenue ». M. Raffarin n'a pas exclu la possibilité d'un ? « lien partenarial » entre l'Union européenne et la Turquie si Ankara ne remplit pas les conditions requises pour l'adhésion. Il a fait valoir que la Turquie devrait avant toute adhésion « consolider sa démocratie », « progresser dans le respect des droits de l'homme et des minorités », « confirmer le processus de réconciliation régionale qui a été engagé avec la Grèce » et « régler la question de Chypre ». Le Premier ministre a par ailleurs souhaité que la Turquie remplisse son « devoir de mémoire » en reconnaissant le génocide arménien de 1915. Notant que le processus allait « durer dix ans, quinze ans peut-être », M. Raffarin a assuré que « le peuple souverain » aura « le dernier mot » sur l'adhésion. Jacques Chirac s'est engagé à réviser la Constitution pour rendre obligatoire un référendum sur cet élargissement.

### Mme LEYLA ZANA EN VISITE EN FRANCE RECOIT LA MEDAILLE VERMEIL DE LA VILLE DE PARIS

**O**UELQUES mois après sa libération des prisons turques où elle a passé 10 ans pour délit d'opinion, Mme Leyla Zana est arrivée le 13 décembre en France. Elle a été reçue par Monsieur Bertrand Delanoë, Maire de Paris, qui l'a honorée en lui remettant le 15 décembre au cours d'une cérémonie la médaille de Vermeil de la Ville de Paris, en présence de nombreux élus municipaux dont Mme Khédidja Bourcart, Adjointe au Maire chargée de l'Intégration et des étrangers non communautaires et Mme Anne Hidalgo, Première Adjointe au Maire de Paris.

Au cours de son bref séjour qui a duré jusqu'au 17 décembre, Mme Zana, accompagnée d'un de ses codétenus, l'ex-député Orhan Dogan, a rendu visite à toutes les personnalités et les organisations de défense de droits de l'homme qui lui ont témoigné leur solidarité pendant ses dix années de détention pour les remercier. Elle a notamment rencontré, Mme Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés, qui a été son

plus grand soutien pendant ses années d'emprisonnement.

Mme Ségolène Royal, qui fut son avocate lors de son procès à Ankara en 1994, l'a reçu au cours d'un petit-déjeuner à l'Assemblée nationale. MM Charrière-Bournazel, Roland Dumas et Daniel Jacoby, qui furent également ses avocats, ont pu revoir Leyla Zana au cours d'un dîner organisé par l'Institut kurde de Paris et le Comité International pour la libération des députés kurdes en Turquie (CILDEKT). L'organisation Femmes Solidaires qui a pris sa défense et celle de ses autres collègues députés emprisonnés a reçu Leyla Zana et exprimé sa joie de la voir parmi elle. Mme Zana a également rencontré des représentantes de l'Alliance des Femmes pour la démocratie pour les remercier de leur solidarité.

De son côté, la ville de Bobigny, qui durant les années d'emprisonnement de Mme Zana, avait accueilli ses deux enfants lui a rendu hommage en donnant son nom à une rue de Bobigny, au cours d'une cérémonie organisée le 17 décembre par le maire de Bobigny, en présence d'une foule

nombreuse. Elle a rencontré les dirigeants des principaux partis politiques français dont François Hollande, Premier secrétaire du Parti socialiste, François Bayrou, président de l'UDEF, Mme Marie-Georges Buffet, secrétaire nationale du PCF et des responsables du parti des Verts dont Sergio Coronado et Patrice Farbiaz pour leur exposer ses analyses. Le 16 décembre, elle a rencontré à Strasbourg au cours d'un déjeuner les représentants des principaux groupes du Parlement européen, après avoir rendu visite au Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Mme Zana, qui est connue dans l'opinion publique comme la figure emblématique du combat pacifique des Kurdes de Turquie pour la reconnaissance de leur identité et de leurs droits culturels et qui a été à ce titre honorée de plusieurs prix internationaux des droits de l'homme, dont le Prix Sakharov du Parlement européen, milite en faveur de l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie.

Pendant le séjour de Leyla Zana en France, son procès continuait en Turquie, mais l'audience du 17 décembre a été reportée au 25 février en son absence.

### LES ELECTIONS EN IRAK : UNE LISTE COMMUNE POUR LE KURDISTAN REUNISSANT LE PDK ET L'UPK MAIS AUSSI DES PARTIS CHRETIENS ET TURCOMANS

**L'**ORDRE des 256 listes en compétition en Irak pour les élections à l'Assemblée nationale transitoire, le parlement autonome du Kurdistan et les 18 conseils provinciaux, prévues le 30 janvier, a été tiré au sort le 20 décembre. Cent neuf listes comprenant au total quelque 7.200 candidats sont en compétition pour l'élection des

275 membres de l'Assemblée nationale transitoire, selon les chiffres définitifs de la Commission électorale. 73 partis politiques sont en lice, 27 personnalités à titre individuel et neuf listes de coalition. A ces 109 listes s'ajoutent les 16 en course pour le Parlement du Kurdistan, et le reste pour les assemblées provinciales.

Le tirage au sort s'est déroulé à l'aide d'une grande sphère contenant des boules portant chacune un nombre qui devait être attribué à chaque liste. Les trois premières boules ont été tirées par l'envoyé spécial de l'Onu Ashraf Qadhi, sous le regard de représentants des participants à l'élection et de la presse, lors d'une cérémonie qui a duré deux heures. Les numéros attribués aux participants vont de 101 à 366, pour un total de 256

numéros, dix listes s'étant entre-temps retirées.

La numérotation à trois chiffres a été choisie pour éviter toute confusion chez les électeurs, qui pourraient penser par exemple qu'un candidat portant le numéro 1 aurait plus d'importance que celui ayant le numéro 134. « Nous avons choisi ce système de numérotation pour ne pas induire en erreur les électeurs », a déclaré Abdel Hussein Hindaoui, chef de la Commission électorale.

Sur les bulletins de vote figureront le numéro de la liste, son nom et son logo. L'électeur devra cocher une seule d'entre elles pour chaque scrutin, à la proportionnelle intégrale.

Le jour de l'élection, chaque Irakien aura deux bulletins de vote. L'un pour l'élection de l'Assemblée nationale et l'autre pour celui l'assemblée provinciale qui les concerne. Les Kurdes irakiens en auront trois car ils devront également voter pour leur parlement autonome.

Les principales formations kurdes irakiennes dont le parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ont décidé le 1<sup>er</sup> décembre de présenter une liste commune aux élections générales. La naissance de cette liste témoigne de la volonté des Kurdes de garantir leur droit à l'autonomie quand il s'agira de rédiger une Constitution permanente. « Les forces politiques kurdes se sont accordées sur une liste commune aux élections générales et au scrutin pour le Parlement (autonome) kurde », a annoncé le 1<sup>er</sup> décembre Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) après un entretien le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani.

Il a qualifié l'accord d'« historique » et y a vu un acte politique qui va dans « l'intérêt des Kurdes et de tous les Irakiens ». M. Talabani a appelé « le peuple du Kurdistan à participer aux élections car, a-t-il souligné, nous avons besoin de chaque voix afin d'obtenir le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée nationale irakienne ». Interrogé sur les raisons pour lesquelles les deux partis kurdes n'avaient pas rejoint une liste d'Arabes irakiens, M. Talabani a répondu : « Nous n'avons pas pu nous mettre d'accord sur la place des Kurdes. Il y a des Assyriens (chrétiens) et des Turcomans (dans notre liste) mais pas le Front turcoman ».

Le 30 janvier, les Kurdes doivent désigner les 111 députés de leur Parlement autonome des provinces de Souleimaniyah, Erbil et Dohouk. « La situation actuelle nous force à mettre en avant l'avenir du Kurdistan avant nos intérêts particuliers et à présenter une liste commune qui garantisse les droits du peuple kurde irakien », a souligné de son côté M. Barzani.

« Cela signifie que les Kurdes ont oublié leurs différends pour défendre en commun leurs intérêts », a déclaré Salaheddine Bahaeddine, chef de l'une des 17 formations signataires, l'Union islamique du Kurdistan. « Dans le passé, toutes les formations kurdes souffraient de la mainmise du PDK et de l'UPK. La situation a changé après que ces deux partis, le PDK et l'UPK ont décidé d'associer ces formations à la liste », a-t-il déclaré. « La formation de cette liste a été dictée par la nécessité après que nos frères chiïtes ont formé la leur », a ajouté M. Bahaeddine.

Mohammed Haj Mahmoud, chef du Parti socialiste démocratique du Kurdistan, met en avant l'impact de l'unité kurde sur un bon déroulement du scrutin dans

l'ensemble de l'Irak. « Les élections sont un moyen d'enraciner la démocratie, de favoriser la stabilité en Irak et de se débarrasser de l'anarchie, du terrorisme et de l'insécurité qui affectent plusieurs de ses régions », estime-il.

Les Kurdes, qui représentent environ 25 % de la population, entendent jouer de tout leur poids dans la rédaction de la Constitution définitive par le Parlement afin de préserver leur autonomie dans le cadre d'un Irak fédéral. Dix-huit listes kurdes ont été validées par la commission électorale.

De son côté, le président irakien, Ghazi al Yaouar, a annoncé le 8 décembre qu'il serait candidat sur une liste intitulée « *Iraqiyoun* » (Irakiens).. « L'Alliance unifiée irakienne », la liste la plus puissante est dirigée par Abdoul Aziz al Hakim, chef du Conseil suprême de la Révolution islamique en Irak (CSRII), qui a passé des décennies en exil en Iran. « L'Alliance unifiée irakienne » comprend 228 candidats représentant les différents courants chiïtes à l'exception de celui du jeune chef radical Moqtada al-Sadr. Cette coalition comprend également le parti islamique Dawa- ainsi que le Congrès national irakien d'Ahmad Chalabi. Le Premier ministre par intérim, Iyad Allaoui, a dévoilé quant à lui sa candidature le 15 décembre, jour de la clôture des inscriptions, son nom apparaissant en tête d'une alliance de 240 candidats appelée la « Liste Irak », qui comprend plusieurs ministres. « Ce que nous offrons, c'est une promesse au peuple irakien et nous ferons de notre mieux pour la tenir et garantir l'avenir et la prospérité de l'Irak en consolidant l'unité nationale, assurant la sécurité, protégeant ses frontières et en restant ferme face

aux interventions étrangères dans ses affaires », a-t-il déclaré. Le Parti communiste irakien, qui avait présenté le 11 décembre « La liste de l'Union du peuple », a organisé le 17 décembre à Bagdad le premier grand meeting de la campagne pour les élections, réunissant dans une salle omnisports quelque 2.000 militants enthousiastes. Ils ont appelé à un Irak démocratique et qui respecte les droits de l'Homme. La liste de l' « Union du peuple », qu'ils parrainent et dont l'emblème est le soleil, présente autant de candidats que le nombre de sièges de la future Assemblée nationale, soit 275, avec 91 femmes.?

Le sunnite Adnan Pachachi, qui avait initialement appelé au report des élections, a également annoncé à la date-butoir pour le dépôt des inscriptions sa participation au scrutin. Cet ancien ministre des Affaires étrangères, chef du Rassemblement des démocrates

indépendants, a précisé qu'il conduirait une liste d'au moins 70 candidats.

D'autres listes, regroupant des formations turcomanes ou chrétiennes ont été également déposées auprès de la Commission électorale

La loi électorale prévoit qu'un tiers au moins des candidats de chaque liste doivent être des femmes. Le territoire irakien n'a pas été découpé en circonscriptions et chaque parti ou alliance recevra un nombre de sièges proportionnel aux suffrages obtenus au niveau national.

L'Assemblée nationale provisoire de 275 membres issue des élections du 30 janvier nommera un gouvernement de transition et rédigera une Constitution. Si celle-ci est adoptée en octobre prochain par référendum, elle servira de base légale à la tenue de nouvelles élections générales avant le 15 décembre 2005.

#### DAMAS : OFFENSIVE JUDICIAIRE CONTRE LES KURDES ET LES INTELLECTUELS ARABES

**L**A cour de sûreté de l'Etat de Damas a condamné le 26 décembre un Kurde syrien, soupçonné d'être membre du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à quatre ans de prison pour, notamment, « tentative de porter atteinte à un pays ami », la Turquie, a indiqué l'avocat Anouar Bounni. Kawa Mohammad Hanane, emprisonné depuis un an, a été également reconnu coupable d' « appartenance à une organisation secrète ».

Le procès de cinq autres Kurdes syriens soupçonnés d'appartenir au PKK se poursuit devant ce tribunal d'exception, selon Me

Bounni, un militant des droits de l'Homme.

Jusqu'à 1998, Damas soutenait le PKK (rebaptisé Kongra-Gel), mais lorsque la Syrie et la Turquie se sont retrouvées au bord d'un conflit armé en raison de ce soutien, les dirigeants syriens ont décidé d'expulser Abdullah Ocalan, aujourd'hui emprisonné en Turquie.

Par ailleurs, le tribunal a reporté le procès du correspondant à Damas du quotidien arabe Al-Hayat, Ibrahim Hmaid, au 27 mars 2005, selon Me Bounni. M. Hmaid, chef du bureau d'Al-Hayat à Damas, avait été arrêté en décembre 2002 pour « diffusion de fausses informations », avant d'être libéré

sous caution en mai 2003. Me Bounni a dénoncé le fait que « les autorités syriennes recourent à la cour de sûreté de l'Etat pour réprimer et terroriser les partisans des droits de l'Homme ».

D'autre part, Me Anouar Bounni a dénoncé l'arrestation d'un écrivain kurde syrien, Taha Hamed, arrêté le 2 décembre par les autorités syriennes à son retour de Turquie. Il a dénoncé cette arrestation « après les attaques lancées contre les écrivains et intellectuels dont Nabil Fayad et Jihad Nasra ». « Nous appelons à libérer Hamed et tous les prisonniers politiques, à cesser de terroriser les intellectuels et les écrivains, et à mettre fin aux arrestations politiques », a déclaré M. Bounni.

Le journaliste et écrivain Nabil Fayad a été libéré en novembre après plus d'un mois de détention pour avoir dénoncé dans des articles « la corruption » des autorités. Il avait fondé en septembre le Rassemblement libéral syrien, un forum de discussion politique. L'écrivain et journaliste Jihad Nasra, un cofondateur du Rassemblement libéral syrien, a été arrêté le 30 septembre puis relâché le 5 octobre.

Par ailleurs, un parti kurde a appelé le 8 décembre le président syrien Bachar al-Assad à décréter une amnistie en faveur de quelques 200 Kurdes qui avaient été arrêtés lors de heurts sanglants en mars dans le nord de la Syrie. « Nous exhortons le président Assad à amnistier ces prisonniers kurdes, à indemniser ceux qui ont été lésés par ces événements et à autoriser le retour dans leurs universités de tous les étudiants qui en avaient été expulsés », indique un communiqué signé par Aziz Daoud, secrétaire général du Parti démocrate progressiste kurde, interdit mais toléré. «

Maintenir en prison ces citoyens, les faire juger par un tribunal d'exception qui porte contre eux des accusations sans fondement, attise le mécontentement de la population kurde », souligne le texte.

Le communiqué estime à « plus de 200 » le nombre des Kurdes détenus lors des événements de mars, dans la prison de Adra près de Damas, « en plus des Kurdes qui se trouvent aux mains des services de sécurité ». Selon M. Daoud, « la libération de tous les prisonniers d'opinion en Syrie consolidera l'unité nationale et permettra à notre pays de mieux faire face aux défis auxquels il est confronté ».

Quinze des 200 Kurdes arrêtés sont actuellement jugés par la Cour de sûreté de l'Etat, un tribunal d'exception dont les jugements sont sans appel. Ils sont accusés d'« actes de sabotage » et d'« incitation à la sédition, à des dissensions confessionnelles et à la guerre civile ». « Ces quinze Kurdes ont entamé début décembre une grève

de la faim pour protester contre les traitements inhumains qui leur sont infligés et les mauvaises conditions de détention », indique le communiqué.

Du 12 au 17 mars, des affrontements ont opposé des Kurdes aux forces de l'ordre ou à des tribus arabes dans des régions kurdes de la Syrie, faisant 40 morts, selon des sources kurdes, 25 morts selon les autorités syriennes. La population kurde de Syrie, estimée à 1,5 million de personnes, représente environ 9% de la population et sont installés essentiellement dans le nord. Outre la reconnaissance de leur langue et de leur culture, ils revendiquent des droits politiques et administratifs.

Le 7 décembre, les autorités syriennes ont libéré 112 détenus politiques à la faveur d'une amnistie présidentielle « dans le cadre d'une politique d'ouverture et de tolérance », selon l'annonce de l'agence officielle Sana.

Bretagne. La veille, deux attaques dont une déjà contre un poste de police du quartier Al-Amel (ouest de Bagdad), avaient fait 26 morts dont 12 policiers.

Par ailleurs, les deux journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot, libérés le 21 décembre après 124 jours de détention en Irak, ont quitté Bagdad pour Paris. Le premier secrétaire du Parti socialiste François Hollande a souhaité que le gouvernement informe le Parlement sur les conditions de la libération des deux journalistes.

A Mossoul une attaque due à l'explosion d'une roquette le 21 décembre visant une base américaine a fait 22 morts, dans 20 Américains. Parmi les victimes figurent 20 Américains - 15 soldats et cinq civils sous contrat avec l'armée- et deux soldats irakiens. Au total, 66 personnes ont été blessées, dont 42 Américains. L'attaque a été revendiquée par le groupe radical islamiste Ansar al-Sunna.

Le 17 décembre, huit policiers turcs se rendant à bord de quatre voitures depuis la Turquie à l'ambassade turque de Bagdad pour y relever les agents en place, ont été attaqués à la hauteur de Mossoul. Cinq d'entre eux, ainsi que deux chauffeurs irakiens, ont trouvé la mort au cours de l'assaut. « Les terroristes n'ont ni religion, ni race, ni pays », a affirmé le 20 décembre le Premier ministre turc lors d'une cérémonie qui a eu lieu sur l'esplanade du ministère de l'Intérieur et à laquelle participaient l'ensemble des dignitaires civils et militaires turcs, dont le président Ahmet Necdet Sezer et le chef de l'état-major, le général Hilmi Ozkok.

D'autre part, l'attaque la plus sanglante contre des Kurdes à

#### LE PENTAGONE ANNONCE LA PERTE AU COMBAT DE PLUS DE 1000 MILITAIRES DEPUIS L'INTERVENTION EN IRAK

**L**E bilan officiel des militaires américains tués au combat en Irak dépasse désormais la barre du millier de morts. Le 10 décembre, le Pentagone annonçait la perte de 1.003 membres du personnel militaire américain tués au combat en Irak. Outre ce bilan, 275 soldats ont été tués dans des actions « nonhostiles », c'est-à-dire accidentellement, depuis l'intervention en Irak.

La capitale irakienne a été relativement épargnée par la violence depuis que les Marines et des forces irakiennes ont lancé le 8 novembre une opération majeure contre la ville de

Falloujah. La dernière attaque importante à Bagdad remonte au 30 septembre lorsque plus de 40 personnes, en majorité des enfants, avaient été tuées dans des attaques suicide simultanées dans le quartier Al-Amel. Cependant le 4 décembre, pour la deuxième fois en deux jours, la police irakienne a été la cible d'un attentat suicide meurtrier qui a coûté la vie à au moins quatre policiers et fait 49 blessés, dont 42 policiers, selon les hôpitaux de la capitale. L'explosion a eu lieu non loin de la « Zone verte », où se trouvent les bureaux du gouvernement irakien et les ambassades des Etats-Unis et de Grande-

Mossoul a eu lieu le 4 décembre. 17 combattants kurdes ont été tués dans un attentat suicide à Mossoul, journée également marquée par la mort de deux soldats américains et de nombreux Irakiens, à moins de deux mois des élections générales. « *Dix-sept peshmergas ont trouvé la mort et 40 autres ont été blessés quand leur convoi a été attaqué par une voiture piégée conduite par un kamikaze vers 16h30 dans le quartier Karama* », a déclaré Saad Pira, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Mossoul. Selon lui, le convoi était composé de quatre minibus venant de la ville kurde d'Erbil avec à bord 80 peshmergas se rendant à Mossoul pour relever des combattants kurdes déployés sur place. Un site internet islamiste a diffusé un communiqué attribué à l'Organisation d'Al-Qaïda au pays du Rafidaïn (Mésopotamie), dirigée par l'islamiste jordanien Abou Moussab Al-Zarqaoui, revendiquant cet attentat.

Par ailleurs, deux personnes ont été blessées le 12 décembre dans l'explosion d'une voiture piégée au passage du convoi d'Amine Najjar, représentant local du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) à Erbil. La déflagration a eu lieu dans la rue principale du quartier Moalemene. Selon la police, quatre roquettes antichars se trouvaient dans le véhicule mais une seule, commandée à distance, a explosé. Il s'agit du premier attentat à Erbil depuis les deux attaques suicide du 1er février qui avaient fait 105 morts. De plus, le gouverneur de la province kurde de Dohouk, Nechirvan Ahmad, a été une nouvelle fois le 4 décembre la cible d'un attentat à l'explosif alors qu'il se rendait à son bureau et l'opération a été

revendiquée par le groupe islamique armé Ansar Al-Sunnah. La télévision kurde a indiqué que des engins artisanaux avaient explosé au passage du convoi à 08H10 locales dans la ville de Dohouk, personne n'a été blessé. Le 14 septembre, le même groupe avait revendiqué une première tentative d'assassinat de ce gouverneur.

Les chrétiens du Kurdistan ont, pour leur part, célébré Noël malgré la crainte d'attentats dont ils ont été pourtant épargnés jusqu'à présent, contrairement à d'autres de leurs coreligionnaires d'Irak. A l'entrée du bourg d'Enkawa, proche de la ville d'Erbil, des ouvriers municipaux ont accroché des guirlandes de lampes multicolores et de décorations aux arbres et aux poteaux électriques, tandis que d'autres ont nettoyé les rues en prévision de la fête.

Le bourg, situé à quatre kilomètres à l'ouest d'Erbil, est l'une des nombreuses localités du Kurdistan habitées majoritairement par des chrétiens, dont beaucoup vivent également dans les grandes villes du Kurdistan irakien. Les chrétiens d'Irak représentent environ 3% de la population, soit quelque 700.000 personnes sur un total de 24 millions, majoritairement musulmans.

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003, les chrétiens ont été visés par plusieurs attentats, dont quatre à Bagdad et Mossoul, faisant au moins 12 morts en août. A la mi-octobre, des bombes artisanales ont explosé près de cinq églises de Bagdad, sans faire de victime. Selon les autorités irakiennes, au moins 15.000 chrétiens irakiens ont déjà quitté le pays depuis le mois d'août.

Yonadem Kana, chef du Mouvement démocratique assyrien en Irak, et membre du Conseil national irakien, a, le 4 décembre, indiqué que plus de 1.500 membres d'un groupe de chrétiens irakiens ont été envoyés dans le nord de l'Irak pour protéger les chrétiens de cette région après la série d'attaques qui a visé des églises à Bagdad et Mossoul. Ces combattants se sont déployés à Bagdida, près de la ville de Mossoul, a-t-il expliqué. « *Nous ne voulons pas transformer notre mouvement en milice* », a-t-il assuré. « *Mais s'il le faut, nous pouvons armer plus de 10.000 hommes* ». En visite en Syrie, Yonadem Kana a expliqué que son mouvement n'avait pas l'intention de déployer des combattants dans d'autres villes irakiennes et qu'il n'avait pas besoin de la protection des forces de la coalition. « *Nous n'accepterons pas que notre passé ethnique et religieux soit utilisé comme une carte dans les mains de forces étrangères pour agir en Irak et prolonger l'occupation* », a-t-il déclaré.

Les villes saintes chiites de Najaf et de Kerbala, dans le centre de l'Irak, ont été secouées le 19 décembre par deux attentats qui ont fait au moins 66 morts et près de 180 blessés, à six semaines des élections générales. Ces attentats, les plus sanglants contre les chiites depuis ceux de mars 2004 qui ont fait plus de 170 morts à Kerbala et à Bagdad, ont été commis près des mausolées de l'imam Ali et de l'imam Hussein, deux des lieux les plus vénérés par la communauté chiite d'Irak et du monde. 52 personnes ont été tuées et 140 autres blessées à Najaf et l'attaque suicide à la voiture piégée à Kerbela a fait 14 tués et une quarantaine de

blessés dans une station d'autobus. Le 15 décembre, dix personnes avaient été tuées et 40 autres blessées, dont le représentant du grand ayatollah Ali Sistani, cheikh Abdel Mehdi Kerbalâi, dans une attaque à la bombe qui avait visé la porte ouest de ce même mausolée.

Les ministres de l'Intérieur de l'Irak et de ses voisins ont plaidé le 1<sup>er</sup> décembre pour une plus grande coopération régionale contre la guérilla irakienne, qui continue de semer l'insécurité. Au terme d'une conférence de deux jours à Téhéran, les ministres de huit pays (Irak, Iran, Arabie saoudite, Koweït, Syrie, Turquie, Jordanie, Egypte) « insistent sur la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Irak » et soulignent dans un communiqué « la nécessité d'une coopération accrue » en matière de contrôle des frontières. Mais ce communiqué final, difficilement adopté selon des sources proches des discussions, n'efface pas les piques échangées entre Bagdad et Téhéran, qui se sont mutuellement reprochés de ne pas assez lutter contre le terrorisme.

De son côté, le ministre irakien de la Défense Hazem Chaalane a, le 15 décembre, accusé l'Iran et la Syrie d'être responsables des violences dans le pays. M. Chaalane ? n'a pas mâché ses mots contre Téhéran et Damas, voyant notamment dans l'Iran l'« ennemi le plus dangereux de l'Irak et de tous les Arabes », devant des officiers supérieurs irakiens et américains. « Le terrorisme en Irak est entretenu par le renseignement iranien, le renseignement syrien, les affidés de Saddam Hussein en collaboration avec le groupe (de l'islamiste jordanien Abou Moussab) Zarqaoui », a-t-il ajouté. Les Etats-Unis ont mis en garde le 15 décembre l'Iran et la Syrie contre toute ingérence dans les affaires internes de l'Irak, même si les militaires américains reconnaissent avoir du mal à évaluer l'importance de leur influence. « Nous continuerons de faire savoir clairement, tant à la Syrie qu'à l'Iran (...) que l'ingérence dans les affaires internes de l'Irak n'est pas de leur intérêt », a déclaré le président américain George W. Bush, en recevant à la Maison Blanche le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi.

détentions arbitraires sans accusation ni procès".

Elle condamne les exécutions d'enfants de moins de 18 ans, en violation des lois internationales, et déplore « les atteintes faites par la justice et les forces de sécurité aux journalistes, parlementaires, étudiants, chefs religieux et universitaires », ainsi que « la fermeture injustifiée de journaux et de sites Internet ».

L'ONU exhorte Téhéran à se conformer à ses obligations en matière de droits de l'Homme, notamment en faisant respecter l'interdiction de la torture, en réformant son système judiciaire, en supprimant toute discrimination religieuse et en interdisant les châtiments corporels.

Par ailleurs, Ali Younessi, ministre iranien des Renseignements, a, le 22 décembre, déclaré qu'une dizaine de personnes ont été arrêtées au cours des derniers mois pour avoir espionné les activités nucléaires iraniennes au profit des services de renseignement américains et israéliens mais aussi pour avoir proposé de vendre à l'Iran une bombe atomique. « Ils ont été remis au tribunal révolutionnaire et leur identité ne sera pas révélée avant le début de leur procès », a-t-il indiqué. M. Younessi a annoncé que ses services avaient arrêté des « espions qui avaient été envoyés par les Américains et les Israéliens pour proposer de vendre à l'Iran une bombe atomique ou de l'uranium » pour piéger l'Iran.

Il a aussi ajouté que « certains espions avaient reçu l'ordre de contaminer les sites nucléaires. Il suffit de toucher un élément d'un site nucléaire avec un mouchoir contaminé pour ensuite prétendre qu'il y a eu enrichissement » d'uranium à cet endroit. Les inspecteurs de

## L'ONU CONDAMNE LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN IRAN

L'ASSEMBLÉE générale des Nations unies a approuvé le 20 décembre une résolution soutenue par les Etats-Unis condamnant les violations des droits de l'Homme en Iran, citant notamment de nouvelles atteintes à la liberté d'expression, les exécutions d'enfants et les persécutions contre les opposants politiques et dissidents religieux. Le texte, qui n'a aucune valeur légale mais qui reflète l'opinion de la

communauté internationale, a été approuvé par 71 pays, contre 54. Il y a eu 55 abstentions. L'Assemblée générale des Nations unies est composée de 191 pays-membres.

Dans cette résolution, l'Assemblée générale estime que « la situation empire » en Iran en matière de liberté d'expression et des media, et souligne "plus particulièrement les nouvelles persécutions contre l'expression pacifique d'idées politiques, telles que les arrestations et les

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont découvert un degré de contamination très élevé dans certains sites nucléaires. Les Iraniens ont toujours affirmé que cette contamination provenait de matériels de seconde main importés de l'étranger.

D'autre part, la presse iranienne a le 4 décembre rapporté que trois journalistes réformateurs iraniens récemment libérés avaient écrit à la justice ultra-conservatrice des lettres de repentance dans lesquelles ils disent que des « contre-révolutionnaires » et des étrangers leur ont « lavé le cerveau ». « J'ai eu le cerveau lavé par des éléments radicaux, mes relations avec des contre-révolutionnaires et mes entretiens avec des radios étrangères », a écrit Omid Memarian dans sa lettre, citée par plusieurs journaux. « Je me suis fait piéger, ainsi que des gens comme moi, par ceux qui n'étaient préoccupés que de leur

intérêt politique personnel et qui se sont servis de nous comme de marionnettes », a confessé de son côté Roozbeh Mir-Ebrahimi, selon la presse. « J'ai propagé des mensonges et j'ai été encouragé à le faire par ceux qui attaquent le régime islamique depuis des années », a avoué Chahram Rafizadeh, selon les journaux.

MM. Memarian et Rafizadeh ont recouvré la liberté le 1<sup>er</sup> décembre au soir contre une caution de 500 millions de rials (56.800 dollars), a indiqué l'agence estudiantine Isna. Roozbeh Mir-Ebrahimi avait été relâché la semaine précédente en échange d'une caution de 300 millions de rials (34.000 dollars). Tous trois avaient été arrêtés au cours d'une campagne de la justice contre les journalistes accusés de propagande contre le régime, d'atteinte à la sécurité nationale, de trouble à l'ordre public ou encore d'insulte aux valeurs religieuses sacrées.

L'offensive de la justice, coïncidant avec la reprise en main par les conservateurs vainqueurs des législatives de février, a visé en particulier internet, un des moyens d'information privilégiés par les Iraniens. M. Memarian dirigeait ainsi un site avant d'être arrêté le 10 octobre. M. Mir-Ebrahimi, ancien responsable des pages internationales du quotidien réformateur Etemad, écrivait lui aussi sur la Toile avant son arrestation le 27 septembre. M. Rafizadeh, responsable de la section culturelle du journal Etemad ("Confiance"), avait été arrêté le 7 septembre.

Les confessions publiques, comme celles qui ont suivi immédiatement la Révolution ou les manifestations étudiantes de 1999 et que diffusait la télévision, s'étaient faites plus rares ces dernières années, quand les réformateurs dominaient le Parlement.

**UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE TURQUE MET EN CAUSE  
LA RESPONSABILITE DES POLICIERS POUR LE MEURTRE EN  
NOVEMBRE DERNIER D'UN PERE ET DE SON FILS AGE DE 12 ANS  
A KIZILTEPE ET LA DISPARITION DE 11 VILLAGEOIS EN 1993 A DIYARBAKIR**

**L**A justice turque a, le 29 décembre, inculpé quatre policiers dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat d'un Kurde, Ahmet Kaymaz, et de son fils, Ugur, âgé de 12 ans, abattus le 21 novembre, par des tirs à l'extérieur de leur maison dans la ville de Kiziltepe. Selon l'acte d'accusation, les quatre policiers risquent entre deux et six ans de prison. Le document demande que les policiers impliqués dans la tuerie soient emprisonnés pour avoir outrepassé les limites de la légitime défense.

Les autorités locales avaient simplement expliqué qu'il

s'agissait d'une « opération contre des terroristes armés d'un groupe kurde rebelle ». Mais des organisations de défense des droits de l'homme et des députés ont estimé que le père et son fils étaient des civils non armés tués par exécution sommaire.

Une commission parlementaire turque a, le 22 décembre, nettement mis en cause la responsabilité des forces de l'ordre pour ces meurtres mais également pour la disparition de 11 villageois, en 1993. Le président de la Commission, Mehmet Elkatmis a accusé la police de Kiziltepe de « négligence lourde » dans les tirs qui ont tué Ahmet

Kaymaz et son fils, Ugur. « Les personnes tuées et celles contre lesquelles était menée l'opération n'étaient pas les mêmes », constate la commission. Celle-ci recommande que les policiers locaux soient suspendus pour permettre le déroulement de l'enquête dans des conditions sereines. Selon la commission, Ahmet et Ugur Kaymaz « auraient pu être capturés sans dommages, si les forces de la police s'en étaient donné la peine ».

Dans le dossier de la disparition, en 1993, de onze habitants du village d'Alaca, dans la province de Diyarbakir, la Commission parlementaire insiste sur la nécessité de mener une enquête complète sur les restes qui ont été retrouvés au mois de novembre par d'autres villageois dans une « fosse commune ». Les

onze hommes avaient disparu après avoir été détenus par les forces de sécurité lors d'une opération.

Ces deux affaires ont provoqué une vague de colère en Turquie et sont considérées comme un

test sur la volonté de la Turquie de respecter les droits de l'Homme, dans la perspective de son entrée dans l'Union européenne. Le 11 décembre, environ 2.000 personnes s'étaient rassemblées dans le centre

d'Istanbul pour protester contre cette exécution. Au son de tambours et percussions, les manifestants ont défilé derrière des banderoles, dont l'une proclamait : « À l'âge de 12 ans, on a le droit de vivre ».

### **SOULEIMANIEH : DECOUVERTE DE FOSSES COMMUNES RENFERMANT PRES DE 600 CORPS**

**U**NE nouvelle fosse commune contenant près de 60 corps a été mise au jour le 29 décembre près de la ville de Souleimanieh, par des ouvriers qui creusaient des fondations pour la construction d'un hôpital. « La fosse a été découverte par des ouvriers à Dabachane » au nord de la ville, a déclaré à la presse Salah Rachid, ministre des Droits de l'Homme du gouvernement de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) qui contrôle la province de Souleimaniyeh. « Ils sont tombés sur les restes de six corps et nous pensons que la fosse en contient une soixantaine », a-t-il ajouté, indiquant qu'avant le lancement des travaux, des habitants avaient indiqué qu'il pourrait y avoir sur le site les restes de corps de Kurdes tués pendant le soulèvement de 1991 par les troupes du régime de Saddam Hussein.

M. Rachid a demandé l'aide de la Force multinationale, dirigée par

les Etats-Unis, pour dégager et identifier ces corps, indiquant que son gouvernement n'avait pas les moyens de le faire.

Le 14 décembre, un charnier contenant près de 500 corps, dont ceux de femmes et d'enfants, avait déjà été découvert à cet endroit. « Mes ouvriers creusaient la terre pour bâtir des pavillons lorsqu'ils ont découvert des crânes, des os et des lambeaux d'habits. Nous avons informé aussitôt les autorités locales », avait alors raconté l'entrepreneur, Ahmad Majid. Cet homme, qui construisait une cité pavillonnaire à Dabachane, à 4 km au nord de la ville, avait précisé que les autorités lui avaient indiqué, après avoir examiné le site, que le charnier datait de 1990 et contenait environ 500 corps, dont ceux de femmes et d'enfants. Des habitants de plusieurs localités du Kurdistan se sont rués sur le site à la recherche de leurs proches disparus. « En 1990, avant que les Kurdes ne prennent le

contrôle de cette région, mon mari et d'autres hommes ont été arrêtés par des sbires de Saddam (Hussein) et accusés de collaborer avec les peshmergas (combattants kurdes) », a affirmé Fatima Ali, 36 ans. « Jusqu'à présent, je ne savais pas où il avait disparu. Chaque fois que j'apprenais, par la télévision, la découverte d'une fosse commune, je m'y précipitais et aujourd'hui j'ai trouvé ses vêtements et sa carte d'identité dans une des poches », a-t-elle ajouté. Une autre personne a également trouvé le corps de son fils. « Il avait été pris dans notre maison car il avait déserté au début de 1990. Je l'ai trouvé parmi les morts », a déclaré le mollah Mohammad Salay.

La coalition, dirigée par les Etats-Unis, avait recensé en mars 259 charniers contenant quelques 300.000 corps de personnes exécutées par le régime baassiste ou tuées lors des guerres lancées par l'Irak après l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein en 1979. Mais l'ampleur exacte des exactions de l'ancien régime n'est toujours pas connue et certaines estimations font état de plus d'un million de tués.

### **VLADIMIR POUTINE, EN VISITE OFFICIELLE EN TURQUIE, SE FELICITE QUE « LES VUES AVEC ANKARA EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME CONVERGENT »**

**L**E président russe Vladimir Poutine est arrivé le 5 décembre à Ankara pour une visite historique en Turquie, la première d'un chef d'Etat russe depuis trente-deux ans. Cette

visite de deux jours consacre le réchauffement des relations parfois tendues entre les deux pays dont le commerce bilatéral s'est très fortement développé depuis la fin de la Guerre froide. M. Poutine, qui venait d'achever

une visite officielle en Inde, a été l'hôte le soir même de son arrivée d'un dîner donné en son honneur par le président turc Ahmet Necdet Sezer. « Nous sommes déterminés à renforcer nos relations (...) nous avons la conviction de parvenir à des décisions courageuses » afin de développer les relations bilatérales turco-russes, a déclaré

le président russe lors du banquet. Il a aussi espéré que sa visite à Ankara puisse ouvrir de « nouveaux horizons », notamment dans les domaines des relations commerciales et économiques entre les deux pays.

M. Sezer a pour sa part souligné la nécessité de coopérer sur le plan international contre le terrorisme, qui constitue « une menace contre l'Humanité », et pour ce faire la mise en oeuvre efficace des accords signés dans le domaine de la lutte anti-terroriste entre Ankara et Moscou. Le chef de l'Etat turc a également indiqué qu'il était de l'intérêt et de la responsabilité des deux pays d'assurer la paix, la stabilité et le développement économique de l'Eurasie.

D'importantes mesures de sécurité ont été prises pour le séjour du président russe. Plus de 3.000 policiers ont été mobilisés à cet effet et plusieurs routes menant de l'aéroport d'Ankara au complexe présidentiel où sont logés M. Poutine et sa délégation ont été temporairement fermées. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, qui fait partie de la délégation, a affirmé dans une tribune publiée le 5 décembre par le quotidien turc *Milliyet* la volonté de Moscou de renforcer sa coopération avec Ankara. Celle-ci est excellente au niveau des échanges bilatéraux qui ont atteint 6,8 milliards de dollars en

2003 et devraient s'élever à 10 milliards de dollars en 2004.

Les investissements turcs en Russie dépassent 12 milliards de dollars et les entreprises turques se sont vu confier dans ce pays des projets d'un montant global de 10 milliards de dollars, tandis que la Turquie est une destination privilégiée des vacanciers russes.

En revanche, les relations politiques ont parfois été troublées par des accusations réciproques de soutien au terrorisme, Moscou affirmant que la Turquie fermait les yeux sur les activités de militants tchéchènes sur son territoire, Ankara accusant la Russie d'accueillir des membre du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). « Nous souhaitons renforcer encore notre coopération avec la Turquie sur les questions du terrorisme, du séparatisme, de la discrimination sur des bases ethniques, du fondamentalisme religieux et du crime organisé », a écrit M. Lavrov dans *Milliyet*. Malgré la politique officielle de non-ingérence mise en avant par Ankara, la cause des Tchétchènes fait l'objet d'une sympathie générale en Turquie -- qui abrite des communautés du Caucase--, notamment au sein des milieux islamistes, grâce aux activités des associations tchéchènes.

La Russie et la Turquie ont ainsi signé plusieurs accords de coopération consacrant le réchauffement de leurs liens

bilatéraux. M. Poutine a laissé entendre que les divergences de vues qui ont empoisonné pendant de longues années les relations entre les deux pays avaient été surmontées. « Nous sommes reconnaissants à la nation et aux dirigeants turcs pour le soutien moral et politique offert à la Russie dans sa lutte contre le terrorisme international », a-t-il déclaré le 6 décembre devant la presse. « Les vues (des deux pays) sur les moyens de combattre le terrorisme convergent », s'est félicité M. Poutine.

Au total, six accords bilatéraux notamment dans les domaines économiques et militaires ont été signés et une déclaration sur l'approfondissement de la coopération multilatérale a été formulée par M. Poutine et son homologue turc Ahmet Necdet Sezer. La déclaration russo-turque « non seulement scelle la qualité améliorée de la coopération entre la Russie et la Turquie, mais définit aussi les orientations futures de notre coopération », a estimé le président russe.

A l'ordre du jour figurait aussi la question de l'encombrement du Bosphore, voie d'eau vitale pour l'acheminement du pétrole russe vers les marchés mondiaux. Les Russes se plaignent des restrictions du trafic maritime imposées par la Turquie, alors que les Américains sont en train d'achever la construction d'un oléoduc pour acheminer via la Turquie le brut d'Azerbaïdjan.

#### APRES LE SCANDALE DU PROGRAMME « PETROLE CONTRE NOURRITURE », LE CONSEIL DE SURVEILLANCE INTERNATIONALE POUR L'IRAK JUGE QUE L'AUTORITE PROVISOIRE DE LA COALITION A MAL GERE L'ARGENT IRAKIEN

**L**E pétrole irakien et son cortège d'irrégularités continuent de faire couler de l'encre. Le 13 décembre, c'était au tour du Conseil de surveillance

internationale pour l'Irak, créé par l'ONU, de rendre son rapport sur la gestion par les Américains de l'argent du pétrole irakien et des fonds du programme "pétrole contre nourriture".

Le Conseil de sécurité de l'ONU avait mis sur pied un Fonds de développement irakien pour aider l'Autorité provisoire de la coalition (CPA), dirigée par Paul Bremer, à administrer l'Irak. Ce Fonds incluait les sommes provenant des ventes de pétrole irakien par la CPA ainsi que les millions de dollars restant de

« pétrole contre nourriture », bouclé en novembre. Selon le conseil de surveillance, la CPA aura mal géré l'argent irakien et pas réussi à lutter contre la corruption.

A l'heure où l'ONU est montrée du doigt par les Etats-Unis à cause de la gestion du programme « pétrole contre nourriture », au coeur d'un scandale de corruption impliquant notamment le fils du secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, le dossier des malversations autour du pétrole irakien se diversifie. Selon Charles Duelfer, rapporteur de la CIA, qui a conclu à l'absence d'armes de destruction massive en Irak, mais s'est aussi penché sur les finances de Saddam Hussein, son « magot » provenait surtout de ventes illicites de pétrole à la Syrie, à la Jordanie et à la Turquie, qui lui rapportaient bien plus que les détournements via le programme « pétrole contre nourriture ». Entre les deux guerres du Golfe, l'Irak était sous embargo. De 1996 à 2003, le programme humanitaire de l'ONU a autorisé Bagdad à vendre son pétrole pour financer l'achat de vivres ou médicaments afin de soulager les souffrances des Irakiens. Un programme perverti, Bagdad ayant versé des

pots-de-vin à tour de bras et détourné des sommes importantes. Dans le collimateur, Kofi Annan a délégué l'ancien patron de la Réserve Fédérale américaine, Paul Volcker, pour mener sa propre enquête.

Le rapport de l'inspecteur en désarmement Charles Duelfer a établi que les détournements du programme « pétrole contre nourriture » ont rapporté 1,7 milliard de dollars à Saddam Hussein. Soit beaucoup moins que les contrats pétroliers illicites, d'un montant d'environ 8 milliards: plus de quatre avec la Jordanie, 2,8 avec la Syrie, 710 millions avec la Turquie.

Les membres des commissions sénatoriales américaines additionnent les chiffres de cette contrebande et ceux des détournements de « pétrole contre nourriture », reprochant le tout (soit 21,3 milliards de dollars) en bloc aux Nations unies. Mais pour les congressistes démocrates, il est impossible de tenir l'ONU pour responsable d'une contrebande dont Washington avait connaissance: « *Les trois-quarts de ces sommes (...) étant une chose à laquelle nous avons acquiescé, cela montre à quel point c'est une erreur d'en accuser Kofi Annan* », souligne Carl Levin, sénateur démocrate du Michigan.

Selon d'anciens responsables du département d'Etat, Washington n'avait guère d'autre choix que de fermer les yeux: en 1991, la Jordanie était aux abois, privée d'un partenaire commercial crucial par les sanctions contre l'Irak. Et ne pouvait acheter son pétrole ailleurs, boycottée par ceux qui lui reprochaient d'avoir soutenu Bagdad... « *Nous nous sommes rendus compte que la Jordanie s'effondrerait* » si elle ne pouvait accéder au pétrole irakien, explique David Mack, secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient à l'époque.

Quant au trafic avec la Syrie, Washington aura élevé maintes objections, mais « *il ne semblait y avoir aucun moyen de l'arrêter en dehors de l'action militaire* », note Allen Keiswetter, qui occupa le poste de Mack en 2000-2001.

Les revenus des ventes de pétrole à la Syrie, déposé sur des comptes à Damas, ont notamment servi à Saddam à acheter des armes conventionnelles, précise le rapport Duelfer: de 2000 à 2003, la Syrie a été la principale source d'exportations interdites vers l'Irak. Par elles passaient les contrats avec le Bélarus, principal fournisseur d'armements de haute technologie, la Corée du Nord et la Bulgarie.

### AINSI QUE...

• **UNE PETITION, SIGNEE PAR 1.7 MILLION DE PERSONNES DEMANDANT UN REFERENDUM SUR L'INDEPENDANCE DU KURDISTAN D'IRAK, ENVOYEE A KOFI ANNAN.** Une association kurde a annoncé le 26 décembre avoir réuni 1,7 million de signatures dans une pétition demandant un référendum sur l'indépendance du Kurdistan d'Irak et l'avoir envoyée au

secrétaire général des Nations unies. « *Une délégation de notre association s'est rendue le 22 décembre au siège de l'Onu à New York où elle a remis la pétition signée par plus de 1,7 million de Kurdes demandant un référendum sur l'indépendance* », a déclaré Karouane Abdallah, membre du Mouvement pour un référendum au Kurdistan. « *Les signatures ont*

*été collectées dans l'ensemble des villes du Kurdistan d'Irak* », a-t-il ajouté, indiquant qu'une copie de la pétition doit être remise au siège genevois de l'Onu le 5 janvier.

M. Abdallah a indiqué que son mouvement avait l'intention de sonder les Kurdes sur l'indépendance lors des élections du 30 janvier 2005, en leur demandant de répondre par écrit à la question: « *Voulez-vous ou*

*non l'indépendance pour le Kurdistan ? ».*

Le Mouvement a été fondé par des intellectuels et des personnalités indépendantes après la chute du régime de Saddam Hussein, en avril 2003.

Les principaux partis kurdes, le parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) n'appellent pas à l'indépendance mais ont défendu et obtenu un statut fédéral pour l'Irak, qui a été reconnu dans la constitution provisoire adoptée en mars 2004.

**• KIRKOUK : LES KURDES DEMANDENT LE REPORT DES ELECTIONS JUSQU'A CE QU'UNE SOLUTION SOIT TROUVEE A LA SITUATION DES KURDES VICTIMES D'ARABISATION FORCEE DANS CETTE VILLE.**

Des dizaines de personnes ont manifesté le 30 décembre à Kirkouk pour condamner les violences contre les Kurdes et demander le report des élections locales dans la ville. Les manifestants, des Kurdes, ont demandé aux forces de l'ordre de faire la lumière sur l'assassinat de plusieurs habitants kurdes de Hawija, à 50 km à l'ouest de Kirkouk le 19 décembre. « *Nous demandons de châtier les auteurs de ces assassinats et de protéger 541 familles qui ont quitté Hawija pour Kirkouk* », a déclaré l'un des organisateurs de la manifestation Nawzad Abdallah Hassan. Quelque 1.500 Kurdes avaient auparavant manifesté le 22 décembre pour exiger des forces de sécurité irakiennes et multinationales de sévir contre les auteurs de ces assassinats, alors que trois fonctionnaires kurdes ont été enlevés le 24 décembre et un quatrième a été blessé près de Kirkouk par des inconnus déguisés en membres de la Garde nationale irakienne. Les manifestants, des dizaines

d'étudiants et d'enseignants, ont également demandé le report des élections provinciales jusqu'à l'application de l'article 58 de la Constitution provisoire. Cet article prévoit de mettre fin à la situation créée dans Kirkouk par le régime du président déchu Saddam Hussein qui en a chassé des Kurdes, et y a encouragé l'établissement d'Arabes.

L'élection des 18 Conseils de provinces, dont celui de Taamim, dont Kirkouk est le chef-lieu, doit se dérouler le 30 janvier en même temps que celle de l'Assemblée nationale de 275 sièges et d'un Parlement de 111 membres pour la région autonome kurde.

Près de 300 personnalités kurdes appartenant au PDK et au UPK ont menacé, le 15 décembre, de boycotter les élections générales si l'article 58 de la loi d'administration de l'Etat, la Constitution provisoire irakienne n'est pas appliquée. Les partis et organisations kurdes ont lancé une campagne pour le report de l'élection du conseil de la province irakienne de Taamim jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée à la question complexe de la composition ethnique de sa capitale, la ville pétrolière de Kirkouk. Quelques 1.500 personnes, dont des Arabes, ont manifesté le 16 décembre à Kirkouk pour soutenir l'appel lancé dans ce sens.

Les partis kurdes revendiquent le rattachement de Kirkouk à leurs provinces autonomes, mais les autorités intérimaires à Bagdad ont prôné jusqu'ici une solution du problème à travers des commissions chargées de vérifier les plaintes sur l'expropriation par l'ancien régime de Kurdes de Kirkouk.

**• NAJAF : 600 RESPONSABLES DE CINQ PROVINCES CHIITES JETTENT LES BASES D'UNE REGION AUTONOME COMPARABLE A CELLE DU KURDISTAN IRAKIEN.**

Quelques 600 responsables et personnalités de cinq provinces chiites du centre de l'Irak ont annoncé le 6 décembre leur intention de former des institutions communes, jetant les bases d'une région autonome comparable à celle du Kurdistan irakien. A l'issue d'un congrès de plusieurs heures dans la ville sainte de Najaf, les participants ont annoncé vouloir mettre en place une commission de sécurité pour les cinq provinces. Ils ont également décidé la création d'un Conseil régional qui aura pour tâche de relancer l'activité économique dans cette région relativement défavorisée qui forme le coeur chiite de l'Irak. Les participants ont souligné « *l'importance de tenir les élections générales à la date prévue* » du 30 janvier et se sont félicités de la position des chefs religieux chiites appelant à ne pas reporter ce scrutin, comme le demandent des formations et des personnalités sunnites.

Le congrès a souhaité avoir des relations de coopération avec les pays étrangers proches des cinq provinces et appelé à écarter les anciens cadres du parti Baas de Saddam Hussein de leur administration. « *Le Congrès de solidarité des provinces du Moyen-Euphrate* », s'est ouvert par un appel du gouverneur de la province de Najaf, Adnane al-Zorfi, à la naissance d'un rassemblement régional. Le vice-gouverneur de Kerbala, autre ville sainte chiite, Oukail al-Khozai, a soutenu ces idées. « *Nous devons nous constituer en unité régionale dans le cadre de l'Irak fédéral* », a-t-il déclaré devant l'assistance.

Outre les provinces de Najaf et Kerbala, celles de Babel, de Qadissiyah et de MOUTHANNA sont représentées au congrès. Les provinces chiites de Bassorah, Wasset et Zi-Qar, dans le sud et le sud-est, n'ont pas été représentées. L'idée d'une région autonome chiite était dans l'air depuis des mois mais c'est la première fois qu'autant de responsables de zones chiites tiennent un congrès pour concrétiser cette idée. La Constitution provisoire irakienne reconnaît le caractère fédéral de l'Irak.

• **STRASBOURG : LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE DE L'EXPRESSION.**

La Cour européenne des droits de l'homme a, le 9 décembre, condamné la Turquie pour violation du droit à la liberté d'expression au détriment d'un militant du parti pro-kurde HADEP (Parti de la démocratie du peuple).

Cemil Elden avait été condamné en octobre 1997 à un an de prison et au versement d'une amende par la Cour de sûreté de l'Etat pour avoir prononcé un an plus tôt un discours critiquant en termes virulents la politique du gouvernement à l'égard de la population kurde.

« *L'intéressé s'exprimait en sa qualité d'homme politique, dans le cadre de son rôle d'acteur de la vie politique turque, n'incitant ni à l'usage de la violence ni à la résistance armée ni au soulèvement, et il ne s'agissait pas d'un discours de haine* », estime, dans son arrêt, la juridiction du Conseil de l'Europe.

Conformément à sa jurisprudence, elle estime également que la Cour de sûreté de l'Etat, aujourd'hui disparue,

n'était pas un tribunal impartial du fait de la présence en son sein d'un juge militaire. Ankara devra verser 7.200 euros pour dommage matériel et moral à Cemil Elden.

• **ROTTERDAM : UN HOMME D'AFFAIRES NEERLANDAIS ARRÊTÉ POUR AVOIR FOURNI DES INGREDIENTS PERMETTANT LA FABRICATION D'ARMES CHIMIQUES AU REGIME DE SADDAM HUSSEIN.**

Les autorités des Pays-Bas ont annoncé le 7 décembre l'arrestation d'un homme d'affaires néerlandais soupçonné d'avoir fourni au régime de Saddam Hussein de quoi fabriquer des armes chimiques qui ont notamment servi contre les Kurdes d'Irak en 1988. « *Le suspect, un négociant en produits chimiques, est soupçonné d'avoir fourni les ingrédients permettant la fabrication d'armes chimiques au régime de Saddam Hussein* », a déclaré le porte-parole du parquet national de Rotterdam, Wim de Bruin.

L'homme, identifié par les médias néerlandais comme Frans van Anraat, 62 ans, est le premier ressortissant néerlandais soupçonné de complicité de génocide, a précisé M. de Bruin. Il devra également répondre de crimes de guerre. Il s'apprêtait apparemment à fuir le pays puisque ses bagages étaient faits lors de son arrestation, a-t-on ajouté de même source.

Ce négociant en produits chimiques est notamment soupçonné d'avoir fourni de quoi fabriquer le gaz moutarde utilisé lors de l'attaque de la ville kurde de Halabja en 1988. Selon les autorités néerlandaises, M. Van Anraat a fourni « *des milliers de tonnes de produits de base pour des armes chimiques entre 1984 et 1988.* » Ces matières premières provenaient des Etats-Unis et du

Japon. « *Plusieurs indications permettent de déduire que le suspect était au courant de la destination et de l'utilisation finales des produits de base qu'il fournissait* », a indiqué le bureau du procureur. « *Une des plus atroces attaques à l'arme chimique fut la destruction de la ville d'Halabja le 16 mars 1988. On estime que 5000 personnes sont mortes* », a-t-on indiqué de même source.

L'enquête des autorités néerlandaises a montré que l'homme d'affaire traitait directement avec les autorités irakiennes, mais utilisait une société écran panaméenne avec un bureau en Suisse pour dissimuler ses relations avec Bagdad.

Les douanes américaines ont ouvert il y a plusieurs années une enquête sur les activités de M. van Anraat, selon le bureau du procureur. Les Etats-Unis ont conclu qu'il était impliqué dans la fourniture de quatre livraisons de thiodiglycol, un produit de base du gaz moutarde. Il avait été arrêté en 1989 en Italie, à la demande des Etats-Unis, mais avait pris la fuite vers l'Irak où il est resté jusqu'à l'attaque de la coalition conduite par les Etats-Unis en 2003, date à laquelle il s'est réfugié aux Pays-Bas, selon les autorités néerlandaises. Pour des raisons inexplicables, les Etats-Unis ont retiré en 2000 leur demande d'extradition du négociant. De ce fait, les autorités néerlandaises, qui étaient au courant de sa présence dans le royaume depuis 2003, n'avaient pas de base juridique pour son arrestation. Les accusations de génocide et crimes de guerre leur en fournissent. Le suspect a été placé en détention provisoire jusqu'à sa comparution initiale où son éventuel emprisonnement sera décidé. Son interpellation

est le résultat d'une enquête menée en coopération avec les Etats-Unis, la Suisse, la Belgique et la Jordanie.

En juillet, des responsables du tribunal spécial irakien chargé de juger Saddam Hussein avaient indiqué que l'ancien chef d'Etat devait répondre de sept accusations de crimes contre l'humanité, notamment pour l'attaque au gaz de la ville de Halabja lors de la guerre Iran-Irak.

• **IYAD ALLAoui EN VISITE A MOSCOU.**

Le Premier ministre irakien Iyad Allaoui a déclaré le 8 décembre à Moscou que l'Irak devait être régi par un système fédéral, soulignant la coopération « *constructive* » des représentants kurdes avec le gouvernement. « *Nous nous prononçons pour un système fédéral, dans le cadre d'un pays uni* », a déclaré M. Allaoui. Les représentants kurdes « *participent de manière productive dans le travail du gouvernement* », a-t-il ajouté.

Il a rappelé que la tenue des élections législatives le 30 janvier prochain n'était que « *la première étape, après laquelle devrait être adoptée la Constitution de l'Irak,*

*préalablement soumise au referendum, avant que ne soient tenues les élections régionales* ».

Après son séjour en Allemagne où il était arrivé le 2 décembre, M. Allaoui est arrivé le 6 décembre en Russie pour sa première visite et sa première rencontre avec le président Vladimir Poutine. Le Premier ministre irakien a promis que la Russie aurait « *un rôle de leader* » dans la reconstruction du pays en retour d'un effacement quasi-total de la dette irakienne de 8 milliards de dollars, accordé par Moscou.

• **LA SUEDE ACCUEILLE 185 KURDES D'IRAN BLOQUES A LA FRONTIERE JORDANO-IRAKIENNE.**

Un groupe de 185 Kurdes iraniens bloqués depuis plus de 18 mois dans la zone neutre près de la frontière jordano-irakienne, est parti le 8 décembre d'Amman pour la Suède où ils ont obtenu l'asile politique. Le responsable en Jordanie de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), Fernando Arocena, a indiqué que son agence se chargeait du transport des réfugiés, de leur camp à l'est de la Jordanie vers l'aéroport

d'Amman. Le groupe est formé de 131 adultes et 54 enfants dont cinq bébés, a ajouté M. Arocena.

Fin novembre, 202 autres Kurdes iraniens s'étaient également rendus en Suède, à l'initiative du Haut commissariat de l'Onu pour les réfugiés (HCR). Ces réfugiés avaient fui l'Irak vers la frontière jordanienne, lors de l'offensive militaire menée par les Etats-Unis en mars 2003. Ils font partie d'un groupe de 1.048 Kurdes iraniens bloqués dans la zone neutre après que la Jordanie leur eut interdit l'entrée dans son territoire. Mais en octobre, ces réfugiés ont été transférés dans un camp à Roueiched, à l'intérieur du territoire jordanien, proche de la frontière, en prévision de leur départ pour la Suède. « *Ils ont été acceptés dans le cadre de notre programme pour les réfugiés et nous leur avons délivré des permis de résidence* », a de son côté affirmé une diplomate de l'ambassade de Suède en Jordanie, Ann Sofie Nilsson. « *Ils seront accueillis à Stockholm puis transférés dans différentes zones du pays, où leur logement, les écoles et des leçons de suédois leur seront fournies* », a-t-elle ajouté.

IRAK

# Où mènera la stratégie américaine des 80 % ?

Convaincu d'avoir l'appui des Kurdes et des chiïtes, Washington s'attaque à la majorité sunnite, qui ne représente que 20 % de la population. Une option à haut risque, estime le journaliste américain David Ignatius.

THE DAILY STAR

Beyrouth

Quand on pousse le gouvernement Bush à expliquer la stratégie américaine pour l'année prochaine en Irak, on obtient en réponse ce que j'appellerai la "solution des 80 %". Cette analyse étant au cœur des espoirs de la Maison-Blanche pour l'avenir, il convient de l'examiner attentivement. Les stratèges de Bush sont convaincus que, aussi sanglante qu'elle paraisse, l'insurrection en Irak n'ira jamais au-delà de 20 % de la population irakienne, à savoir les sunnites. Le reste des Irakiens – environ 60 % de chiïtes et 20 % de Kurdes – n'apprécient peut-être pas l'occupation américaine, mais ils ne s'allieront jamais avec les sunnites, associés à l'ancien régime de Saddam Hussein et à ses brutalités.

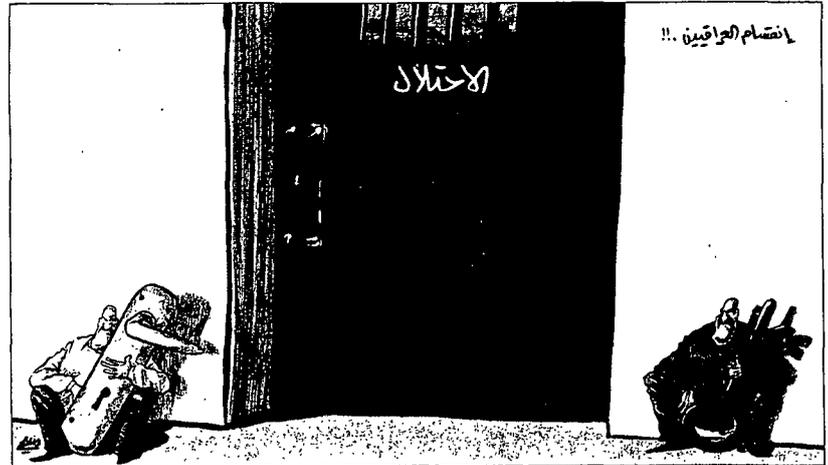
D'où le calme relatif qui régnait ce mois-ci dans le reste de l'Irak, tandis que les forces américaines pilonnaient le bastion sunnite de Falloujdjah. On pouvait presque entendre les chiïtes et les Kurdes d'Irak marmonner : "Ils l'ont bien cherché." Autant dire que le malheur des uns fait le bonheur des autres. C'est dans cet esprit qu'il faut comprendre la logique froide de la solution des 80 %.

En outre, Washington dispose d'une stratégie pour rassembler les sunnites, stratégie qu'on peut résumer en deux mots : Iyad Allaoui. Le Premier ministre irakien par intérim, quoique chiïte lui-même, est un ancien membre du parti Baas, et il a gardé des contacts avec certains de ses anciens leaders sunnites. A Bagdad, il y a plusieurs mois, Allaoui m'a expliqué les efforts qu'il faisait pour séparer ces ex-baasistes laïcs des fondamentalistes barbus qui dominent de plus en plus la résistance.

Les autorités américaines savent qu'il sera sans doute impossible de pacifier les zones sunnites d'Irak avant les élections [le 30 janvier 2005]. Mais elles entendent contourner le problème en proposant une liste Allaoui qui comporte 20 % de sunnites, afin que ceux-ci soient représentés même s'ils boycottent le scrutin.

Forte de cette stratégie, la Maison-Blanche reste optimiste, malgré la succession de mauvaises nouvelles en provenance d'Irak. Robert Black-

▲ L'occupation, les Irakiens divisés. Dessin de Rasmi paru dans Asharq al-Awsat, Londres.



will, qui jusqu'à récemment supervisait la politique intérieure au sein du Conseil national de sécurité (NSC), a même lancé, lors d'une réunion récente avec de hauts fonctionnaires français, que Paris devrait s'attendre à une victoire américaine en Irak, et non à une défaite.

Que doivent penser les observateurs indépendants de la solution des 80 % sur laquelle misent tant les Etats-Unis ? Certains Irakiens, par ailleurs bien disposés envers les Américains, évoquent plusieurs problèmes. Premièrement, le fait que les Etats-Unis dépendent d'un petit nombre d'individus, tels Allaoui et le grand ayatollah chiïte Ali as-Sistani, pour calmer le jeu. Si ces derniers venaient à mourir, il serait difficile de les remplacer.

Deuxièmement, certains font valoir à juste titre que la dépendance des Etats-Unis vis-à-vis des chiïtes et des Kurdes renforce les haines communautaires, ce qui risque d'entraîner l'Irak dans la guerre civile. La plupart des Irakiens ne voudraient pas en arriver là ; de fait, selon un récent sondage, 69 % d'entre eux ne pensent pas qu'un tel conflit ait des chances de se produire. Pourtant, les risques de guerre civile sont particulièrement nets, à en juger par certains témoignages selon lesquels des bandes de tueurs, déployées par les Iraniens, auraient été créées en vue d'assassiner des leaders sunnites. Le 14 octobre, le chef des services spéciaux irakiens, Mohammed Shahwani, a accusé l'organisation Badr du Conseil islamique suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), soutenu par l'Iran,

d'avoir tué dix de ses agents : il aurait trouvé des preuves accablantes du complot dans trois "lieux sûrs" iraniens à Bagdad. Les dirigeants du CSRII ont rejeté cette accusation.

Des sources irakiennes m'ont dit qu'elles avaient des preuves de l'existence d'un plan iranien visant à recruter 3 000 chiïtes irakiens pour constituer des commandos de tueurs de dix à quinze hommes chacun. Ces mêmes sources parlent aussi d'un plan iranien mis en œuvre en Syrie l'été dernier, qui consistait à former au renseignement certains des cadres de l'armée du Madhi de Moqtada as-Sadr, organisation antiaméricaine. "Les Iraniens partent du principe que les sunnites ne doivent plus jamais reprendre le contrôle de l'Irak", m'a assuré une source irakienne. Les sunnites, eux aussi, se sont lancés dans une guerre sale. Les insurgés, eux, ont mené leur propre campagne d'assassinats contre les autorités irakiennes, y compris l'armée et la police. Dans leur grande majorité, les victimes sont des chiïtes.

C'est pourquoi la "solution des 80 %" présente le risque d'aggraver les haines religieuses et communautaires. La Maison-Blanche aura déjà bien de la chance si 4 Irakiens sur 5 sont satisfaits des résultats des prochaines élections prévues. Mais le gouvernement Bush ne devrait pas prétendre qu'il s'agit là d'une base saine pour un Irak démocratique.

David Ignatius

William Safire

# Let's not delay Iraq's election

WASHINGTON

**W**elcome to the world's interrelated four-month, four-nation election cycle" was the challenge posted here in October.

So far, voters who support implanting freedom in the Middle East have won three in a row, electing President Hamid Karzai in Afghanistan, the American ally John Howard in Australia, and President George W. Bush here in America.

Now pessimists are trying desperately to call off the fourth election — the one scheduled for late January in Iraq to elect a 275-member national assembly that will write a constitution — lest they lose that vote, too.

For one awful moment last week, it seemed the foot-draggers might succeed. The old Sunni Arab politician Adnan Pachachi, who had been the UN's choice for interim leader last year but was roundly rejected by Iraqis, convened a cabal of Sunni groups worried about a Shiite majority. They sought to appease violence by urging a six-month delay; that would give Sunni insurgents time to regroup after their Falluja defeat and then escalate warfare to push elections back forever.

This small gathering's consensus was reported as a major impetus to delay the vote. Even more alarming was the report that "the two main Kurdish parties supported the delay request."

If true, that would be a stunner. Could it be that the courageous Kurds, with 20 percent of the population — and having been protected from Saddam's genocide for the past decade by American and British air power — were about to double-cross the United States and side with the Sunni Baathists who had persecuted them?

On the phone, I put it to the top Kurd serving in the interim Iraqi government, Deputy Prime Minister Barham Salih: Were the Kurds chickening out?

"This whole story was an exercise in political spin," he replied. As he had just told David Frost on BBC, Iraq is not the calamity we see on television. "I was supposed to be a Kurdish representative to that meeting, but it wasn't possible," Salih informed me. "A junior representative took part. No decision was made, and we did not endorse the delaying of the election."

No waffling?

"We have demonstrated our resolve in Falluja," Salih said. "Holding the election will be tough, but delaying it would be tougher. We will do everything in our power to honor our commitment to free elections."

Pachachi, the chief spinner of delay, means trouble. At the Ambrosetti conference in Italy a year ago, I saw him with Amr Moussa, head of the Arab League, receiving instructions from Sunni Central.

Pachachi has long been in the pocket of the Saudi royals, and a picture of him kissing the hand of the United Arab Emirates ruler, Sheik Zayed, disgusted many Iraqis, who blocked the UN's choice.

Instead, Iraqi leaders chose Ayad Allawi, a secular Shiite; now Pachachi's pan-Arab crowd is out to avert elections and bring back Sunni minority rule.

My bona fides with the Kurdish people go back a generation, to friendship with their nationalist patriot, Mustafa Barzani. Kurds were the open source of a 2001 column reporting the presence of an affiliate of Al Qaeda, Ansar al-Islam, in northern Iraq, where terrorists tried to kill Salih.

Hungry Kurds first told me of Saddam's oil-for-food scam, and still remember Christer Elfverson, the Swede who spent four years as the UN deputy to Benon Sevan — a bureaucrat

who saw no evil in the denial of \$4 billion worth of food and medicine owed the Kurds.

Today their pesh merga is the readiest and fiercest Iraqi fighting force. In Iraqi uniform, these mountain warriors are helping to pacify Mosul; they want to avoid Kurd-Arab clashes, but a million Kurds live in Baghdad and their trained compatriots will defend them from terrorists.

It's simplistic to prognosticate the coming election as 60 percent Shiite, 15 percent Sunni, 20 percent Kurd, 5 percent other. Only half the Shiites and Sunnis are fervent Islamists, while most of the Kurds are secular Sunnis. The result is an Oliver Hardy demographic: "a fine mess," susceptible to democratic surprises by charismatic local candidates.

The most important element in the two months leading up to this fourth election is a sense of inexorability. The United Nations may run, the Pachachi reactionaries may drag a foot, the terrorists may intimidate — but the vote must go on. Democracy delayed is democracy denied.

E-mail: safire@nytimes.com

---

## There are worse things than a nuclear Iran

■ By Borut Grgic

**W**ITH so much attention now focused on Iran's nuclear potential and intentions, the bottom-line assumption is that Europe and America cannot tolerate a nuclear Iran. But that may not be the worst option.

Convincing Iran to stay on the no-nukes track is an important trans-Atlantic security objective, and Washington and Europe should work together to ensure that the mullahs adhere to the deal presented to the International Atomic Energy Agency this week. The question is: What if they don't? Should Europe and America opt for the military card? Probably not.

For one, the threat from a nuclear Iran is not im-

manent, particularly in light of the available deterrence option. Second, the goal of the Euro-American strategy for Iran should be a transformed, democratic, integrated Iran, and not necessarily a nonnuclear one. This means that if the price for a democratic Iran is Tehran's being allowed to develop limited nuclear capabilities, then so be it. Europe and American can afford it.

There are also no good military options. For one, a military strike against Iran would probably not receive Security Council authorization — Russia and China, and most likely France, would not support it. Another use of force without UN approval would only further weaken the value of the multilateral ap-

proach to international crisis management.

And what would come after an attack? The invasion of Iraq is a reminder that a top-down approach to democracy and a free-market economy is not necessarily the best way to transform decades of political stagnation and economic underdevelopment in an Islamic country. At this point, neither Europe nor the United States has the necessary staying power to see through a full transformation of Iran.

A military strike short of an invasion would do little in terms of extinguishing what is in fact a national obsession in Iran to develop a nuclear bomb. It would, however, isolate the reformist camp and strengthen the hand of the radical mullahs.

The transformation and democratization of the Middle East as a whole would also be undermined. A strike on Iran would only further enrage the Islamists and significantly complicate efforts to move the Palestinian-Israeli peace process forward. The opportunity to capitalize on Yasser Arafat's death and establish a Palestinian state would be lost.

The central challenge for an effective Euro-American strategy on Iran is to preserve the reform process inside Iran, ensuring that reform continues and that pro-Western forces are strengthened.

### The central challenge is to preserve the Iranian reform process.

With oil prices shooting through the roof, sanctions against Iran, let alone force, would damage the world economy. Europe can't afford to lose Iran's natural gas supplies when that would only strengthen Russia's hand over the EU energy market, and the U.S. economy is too weak to lose Iranian oil. Finally, China, desperate for energy, would oppose sanctions.

The Bush administration, it seems, has decided that it will not tolerate a nuclear Iran. The perception in Washington is that the medium-term risks that come with Tehran's developing a bomb are higher than the longterm benefits associated with supporting and nurturing the democratic process.

But what if the real risk comes from the Islamic radicals, whose power will swell in the event of a military attack? In this case, Washington is off the mark in its threat assessment, and Europe needs to find a way to preserve a common European approach. Another split inside Europe would be bad news for the future of a common European security and defense policy. Europe should avoid such a split, and agree ahead of time on a long-term strategy for Iran.

Borut Grgic is director of the Institute for Strategic Studies in Ljubljana.

## Le Monde 3 DÉCEMBRE 2004

# A l'approche des élections en Irak, l'armée américaine renforce ses effectifs

Le nombre de militaires américains devrait atteindre le record de 150 000 hommes. Sunnites, chiites et Kurdes s'emploient, chacun de leur côté, à former des listes communes

► **Renforcement militaire.** Le nombre de militaires américains déployés en Irak va passer de 138 000 hommes à 150 000 hommes entre la fin décembre et le début de janvier 2005, a annoncé le Pentagone, mercredi 1<sup>er</sup> décembre. Ce renforcement de la présence militaire en Irak se fera par la prolongation du déploiement de certaines unités et l'arrivée de troupes fraîches, notamment des parachutistes.

Deux bataillons d'une division aéroportée doivent prochainement quitter les Etats-Unis dans le cadre de ce déploiement. « *Le but est principalement d'améliorer la sécurité pour les élections, mais aussi de garder la pression sur les insurgés, après l'opération de Fallouja* » a déclaré le général David Rodriguez.

Plusieurs élus influents, républicains comme démocrates, ont récemment jugé nécessaire un renforcement militaire. Le sénateur démocrate Jack Reed a, de son côté, appelé « *l'administration Bush à être honnête avec les Américains* » et affirmé que « *notre engagement militaire allait se compter en années, pas en mois* ».

L'état-major interarmées a par ailleurs annoncé que l'offensive de novembre contre les insurgés

retranchés à Fallouja a coûté la vie à 71 militaires américains.

► **Elections.** Sous haute protection militaire américaine, chiites, sunnites et Kurdes s'affronteront, le 30 janvier, pour le contrôle des 275 sièges de l'Assemblée constituante, qui devra organiser des élections à un Parlement permanent d'ici à la fin 2005. Les deux principales formations kurdes, le

### L'offensive contre les insurgés retranchés à Fallouja a coûté la vie à 71 militaires américains

Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani et l'Union démocratique du Kurdistan de Djalal Talabani, ont accepté de constituer une liste commune, à laquelle participeront également des représentants des minorités chrétienne et turkmène. Barzani et Talabani, rivaux de longue date, ont qualifié cet accord d'« *historique* ».

Côté chiite, le rassemblement se précise. « *Il y aura une liste*

*nationale, avec des représentants d'une grande quantité de communautés, et pas seulement les chiites*, a dit Hussain Al-Chahristani, membre d'un comité de six personnes qui travaille à la formation de cette liste. *Nous espérons qu'elle sera acceptable pour la majorité des Irakiens, et pas seulement pour les chiites.* »

S'ils représentent 60% de la population irakienne, les chiites ont été longtemps écartés du pouvoir sous Saddam Hussein, qui était sunnite. Les responsables des deux principaux mouvements chiites, le Dawa et le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (SCIRI), figureront sur cette liste. Devraient également y participer des proches de l'imam Moqtada Al-Sadr, qui a pris la tête de deux insurrections contre les Etats-Unis cette année.

► **Vote de la diaspora.** Alors que les ministres de l'intérieur de l'Irak et de ses voisins achevaient difficilement, mercredi, une réunion de deux jours destinée à favoriser la sécurité en Irak, le premier ministre irakien, Iyad Allaoui, a rencontré, dans un grand hôtel fortement gardé à Amman, des Irakiens vivant en Jordanie pour les inciter à participer aux élections générales. « *Nous tentons de*

*convaincre une majorité d'Irakiens, particulièrement ceux de la diaspora, de prendre part au vote* », a dit le porte-parole du gouvernement, Thaër Al-Nakib. Selon des estimations non officielles, 100 000 Irakiens vivent dans le royaume. L'Irak entend financer le vote des Irakiens de la diaspora dans quatorze pays, dont la Jordanie.

► **Guérilla.** La journée du mercredi a été marquée par la mort de quatre gardes nationaux irakiens, tués dans une attaque de rebelles près de Samarra, à 125 km au nord de Bagdad. A Baaqouba, à 60 km au nord de Bagdad, un camionneur a été tué par l'explosion d'une bombe et, mardi, trois enfants l'ont été par des échanges de tirs après une attaque contre une position américaine. Deux autres Irakiens ont été tués par un engin explosif à Doulouiyah, à 70 km au nord de Bagdad. Dans la même région, à Balad, deux camionneurs turcs ont été tués et le chauffeur d'un camion koweïtien a été enlevé.

A Ankara, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a déclaré que près de 70 ressortissants de son pays avaient été tués en Irak depuis le début de l'intervention de la coalition américano-britannique au printemps 2003. - (AFP, Reuters.)

Modernizing economies II ■ By Erinc Yeldan and Mark Weisbrot

# Is Turkey the next Argentina?

ANKARA

Foreign money has been pouring into Turkey at a rapid pace, fueling an economic expansion that has many investors and analysts praising the country's policies and reforms. But those who remember a similar excitement about Argentina in the early 1990s, which was followed by one of the most disastrous collapses in Latin American history, should be wary.

The parallels are striking. Argentina's growth in the early 1990s was also spurred by foreign capital inflows, and it also led to an overvalued currency that helped destroy the country's manufacturing base. And even during the country's growth years, when it was the poster child of the International Monetary Fund, there was little job creation.

Turkey's economy actually shrank in the years 1998-2001, with a 9.5 percent plunge in the last year. In response to the crisis, the government borrowed heavily from the IMF — \$31.8 billion between 1999 and the present — and adopted a set of policies that the IMF advocated. These policies brought about very high real interest rates, reductions in the government's fiscal authority and spending, an increase in foreign borrowing, a floating exchange rate and a rise in the local currency. They also resulted in privatization of state-owned industries (and consequent unemployment), and a removal of agricultural and other subsidies.

Supporters of these policies point to the economic recovery since 2001. The Turkish economy grew by an average of 7 percent annually in 2002-3, and is expected to have grown at the same rate in 2004. Inflation, which was at 68.5 percent in 2001, has been brought to a projected 11.4 percent for 2004.

But beneath these numbers, a crisis looms. The expansion has been driven by a huge inflow of capital from abroad, \$10.9 billion in 2003 (4.6 percent of the economy) and \$12.5 billion in just the first eight months of 2004. These are overwhelmingly speculative, short-term inflows — not direct investment, for example, which would expand the country's productive capacity and create jobs. Foreign direct investment has in fact fallen since 2000. The country is very vulnerable to a serious economic downturn when the inflow of foreign money goes dry.

These kinds of massive speculative capital inflows have a habit of reversing themselves, as they did in Asia in 1997, setting off the Asian financial crisis and a regional depression. In such situations, investors eventually begin to worry about the sustainability of such borrowing and debt. Any number of external events could trigger such an exodus

from Turkey: For example, if U.S. and world interest rates rise, as they undoubtedly will from their current historic lows, safe assets like U.S. Treasury securities will become much more attractive.

The influx of speculative money from abroad has also pushed the Turkish currency, the lira, to an overvalued level. This, too, is a bubble waiting to burst. In the meantime it has devastated traditional Turkish industries that are typically labor-intensive by making imports artificially cheap, thus aggravating the unemployment problem. The lira had risen 139 percent against the dollar between 2000-2003.

The country's public debt is unsustainable at 70 percent of the economy. In order to sustain it presently, the IMF has the government running a primary (excluding interest) budget surplus of 6.5

percent. This is extremely high (compare it with 3.0 percent for Argentina and 4.25 percent for Brazil), and prevents the government from making necessary investments in human capital and infrastructure.

Another devastating part of the IMF program is high interest rates: The Treasury's debt instruments that are the leading assets in the Turkish financial markets carry an interest rate of 26 percent, still very high at 15 percent in real, inflation-adjusted terms. Compare this with 2 percent in the United States — it is easy to understand why businesses in Turkey are reluctant to borrow and invest in productive capacity.

In short, the policy makers have created an economy that runs on a speculative bubble. It would be nice if a majority of the Turkish people at least got some of the benefits of bubble-driven growth for as long as it lasts. But unfortunately, this has not been the case. Since 2000, the unemployment rate has risen by almost 4 percentage points to 10.5 percent, and real wages have actually fallen.

As Turkey and the European Union continue talks on the possibility of EU accession, the Turkish government should re-examine its unsustainable economic policies of the last five years. Continuing these IMF-supported policies in hopes of garnering credibility with the EU may be dangerous. Ironically, such policies could lead to an economic failure that would actually doom Turkey's chances for membership.

*Erinc Yeldan is a professor in the department of economics at Bilkent University in Ankara; Mark Weisbrot is co-director of the Center for Economic and Policy Research in Washington.*

## Unité électorale kurde pour garantir un Irak fédéral



BAGDAD, 2 déc (AFP) - 13h38 - Laissant de côté les rancoeurs du passé, les partis kurdes, dont les puissants PDK et UPK, ont décidé d'aller aux élections avec une liste commune pour s'assurer du caractère fédéral de l'Irak qu'ils ambitionnent.

La naissance de cette liste, fruit d'une gestation difficile, témoigne, aux yeux des milieux politiques, de la volonté des Kurdes de garantir leur droit à l'autonomie quand il s'agira de rédiger une Constitution permanente.

"Les forces politiques kurdes se sont accordées sur une liste commune aux élections générales et au scrutin pour le Parlement (autonome) kurde", a annoncé mercredi Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) après un entretien avec son rival, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani.

Il a qualifié l'accord d'"historique" et y a vu un acte politique qui va dans "l'intérêt des Kurdes et de tous les Irakiens".

Le 30 janvier, les Irakiens doivent élire les 275 députés de l'Assemblée nationale transitoire et, en outre, les Kurdes doivent désigner les 111 députés de leur Parlement autonome des provinces de Souleimaniyah, Erbil et Dohouk.

"La situation actuelle nous force à mettre en avant l'avenir du Kurdistan avant nos intérêts particuliers et à présenter une liste commune qui garantisse les droits du peuple kurde irakien", a souligné de son côté M. Barzani.

"Cela signifie que les Kurdes ont oublié leurs différends pour défendre en commun leurs intérêts", a déclaré jeudi à l'AFP Salaheddine Bahaeddine, chef de l'une des 17 formations signataires, l'Union islamique du Kurdistan.

"Dans le passé, toutes les formations kurdes souffraient de la mainmise du PDK et de l'UPK. La situation a changé après que ces deux partis, le PDK et l'UPK ont décidé d'associer ces formations à la liste", a-t-il dit.

Ces deux partis sont eux-mêmes entrés en conflit ouvert en 1994 et n'étaient pas capables, en dépit du fait qu'ils échappaient depuis 1991 au contrôle du régime de Saddam Hussein, de former une administration commune du Kurdistan.

"La formation de cette liste a été dictée par la nécessité après que nos frères chiïtes ont formé la leur", a ajouté M. Bahaeddine, en référence à la liste constituée avec la bénédiction du plus prestigieux des chefs religieux chiïtes, le grand ayatollah Ali Sistani.

"Les partis kurdes veulent remporter le maximum de sièges au Parlement élu pour garantir les droits des Kurdes", qui craignent que le caractère fédéral de l'Irak, retenu dans la Constitution provisoire, ne soit remis en cause dans celle permanente qui sera rédigée par cette assemblée.

Pour Mahmoud Ali Osmane, compagnon d'armes du père du nationalisme kurde, Moustapha Barzani, et ancien membre du Conseil de gouvernement mis en place par les Américains, l'accord évite des tensions éventuelles et une compétition inutile pendant la campagne électorale.

"L'accord, fruit de négociations difficiles, évite aux partis kurdes qui ont des milices armées le risque de frictions pendant la campagne et des tensions inutiles", a-t-il estimé dans une déclaration à l'AFP.

Mohammed Haj Mahmoud, chef du Parti socialiste démocratique du Kurdistan, met en avant l'impact de l'unité kurde sur un bon déroulement du scrutin dans l'ensemble de l'Irak.

"Les élections sont un moyen d'enraciner la démocratie, de favoriser la stabilité en Irak et de se débarrasser de l'anarchie, du terrorisme et de l'insécurité qui affectent plusieurs de ses régions", estime ainsi cet homme politique kurde.

---

## Moscou envisage de placer le PKK dans la liste des organisations terroristes (presse)



ANKARA, 7 déc (AFP) - 14h19 - La Russie envisage de placer le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kongra-Gel) dans la liste des organisations terroristes, a annoncé mardi le ministre russe de la Défense Sergueï Ivanov.

"Pour autant que je sache, cette question, évoquée par les ministères russe et turc des Affaires étrangères, est examinée par la partie russe", a dit le ministre en visite lors d'une conférence de presse avec son homologue turc Vecdi Gonul.

"Le plus important n'est pas le nom de l'organisation, mais (le fait que ses membres) planifient, financent et commettent des actes terroriste", a-t-il ajouté, cité par l'agence de presse Anatolie. Le ministre a précisé qu'il s'agissait de son opinion personnelle.

Ankara accuse de longue date la Russie de soutenir les séparatistes kurdes turcs du PKK, tandis que Moscou affirme que la Turquie fermait les yeux sur les activités de militants tchéchènes sur son territoire.

Les entretiens du ministre russe ont eu lieu au lendemain d'une visite historique du président russe Vladimir Poutine à Ankara, lors de laquelle les deux pays se sont mis au diapason sur le terrorisme, pierre d'achoppement dans leurs relations parfois tendues.

"Nous sommes reconnaissants à la nation et aux dirigeants turcs pour le soutien moral et politique offert à la Russie dans sa lutte contre le terrorisme international", a notamment déclaré M. Poutine.

M. Ivanov a indiqué que son pays avait éliminé des terroristes de 52 nationalités différentes en Tchétchénie combattant aux côtés des rebelles et laissé entendre que son pays attendait davantage de coopération des Turcs au sujet de la capture et de l'interrogation de personnes soupçonnées d'actes terroristes.

"Nous possédons actuellement les adresses et des renseignements sur des gens impliqués dans des activités terroriste en Russie", a-t-il dit.

Malgré la politique officielle de non ingérence mise en avant par Ankara, la cause des Tchétchènes rencontre une certaine sympathie en Turquie musulmane, notamment grâce aux activités des associations tchéchènes.

Le PKK figure dans la liste des organisations terroristes des Etats-Unis et de l'Union européenne.

## Peshmergas et police visés : vingt et un tués



MOSSOUL (Irak), 4 déc (AFP) - 21h50 - Dix-sept combattants kurdes et quatre policiers irakiens ont été tués samedi dans des attentats suicide à Mossoul (nord) et Bagdad, dans une flambée de violence marquée également par la mort de deux soldats américains et de nombreux Irakiens.

"Dix-sept peshmergas ont trouvé la mort et 40 autres ont été blessés quand leur convoi a été attaqué par une voiture piégée conduite par un kamikaze vers 16h30 (13h30 GMT) dans le quartier Karama", a déclaré Saad Pira, chef de l'Union patriotique du Kurdistan à Mossoul, joint par téléphone par l'AFP.

Selon lui, le convoi était composé de quatre minibus venant de la ville kurde d'Erbil avec à bord 80 peshmergas se rendant à Mossoul pour relever des combattants kurdes déployés sur place.

Les habitants arabes sunnites de Mossoul sont hostiles à la présence kurde qui s'est particulièrement renforcée après la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003, les partis kurdes ayant ouvert des bureaux gardées par des peshmergas dans la ville située à 375 km au nord de Bagdad.

Un site internet islamiste a diffusé samedi soir un communiqué attribué à l'Organisation d'Al-Qaïda au pays du Rafidaïn, dirigée par l'islamiste jordanien Abou Moussab Al-Zarqaoui, revendiquant cet attentat.

A Bagdad, un double attentat contre un commissariat samedi matin a coûté la vie à quatre policiers et fait 49 blessés, dont 42 policiers, selon des sources hospitalières.

L'explosion a eu lieu non loin de la "Zone verte", où se trouvent les bureaux du gouvernement irakien et les ambassades des Etats-Unis et de Grande-Bretagne.

L'armée américaine a expliqué que deux voitures piégées avaient explosé simultanément et fait état de "victimes irakiennes", sans plus de précisions.

"Quelqu'un a voulu pénétrer avec sa voiture dans l'enceinte du commissariat et les policiers ont refusé, puis il y a eu une énorme explosion", a déclaré un policier, Adel Abdel Sadek.

Le groupe de Zarqaoui a également revendiqué cet attentat, dans un communiqué publié par un site internet islamiste.

A Bagdad toujours, un soldat américain a été tué et cinq autres blessés dans l'explosion d'une bombe, tandis qu'un autre GI a été tué et un autre blessé dans une attaque du même genre près de Baaqouba, au nord de la capitale.

Deux soldats de la Force multinationale ont par ailleurs été tués et cinq autres blessés dans l'explosion vendredi soir d'un véhicule piégé à la frontière irako-jordanienne. Les autorités irakiennes ont décidé de fermer le poste-frontière de Trébil jusqu'à nouvel ordre.

La violence a fait par ailleurs treize autres morts à travers le pays, dont deux hommes abattus en plein jour à Bagdad. Les sept autres ont été tués ou leurs corps ont été découverts dans la zone rebelle au nord de la capitale.

Trois autres sont morts dans la région pétrolière de Kirkouk et près de Baaqouba, un ancien officier de renseignement du régime déchu, Zaid Hassan al-Karchi, a été abattu par des inconnus.

Neuf corps appartenant aux forces de l'ordre ont également été retrouvés samedi dans la région de Mossoul, portant à 66 le nombre de corps de policiers ou de gardes nationaux retrouvés depuis le 19 novembre dans cette zone. Le corps d'une responsable de la province de Salaheddine enlevée jeudi à Baiji a été retrouvé près de cette ville située à 200 km au nord de Bagdad.

Au sud de la capitale, dans la zone surnommée "triangle de la mort", la guérilla a attaqué samedi après-midi une patrouille mixte de la Garde nationale et de l'armée américaine alors que des insurgés sont réapparus à Latifiyah, au lendemain de la fin de l'opération "Plymouth Rock" censée déloger les rebelles de cette zone, ont indiqué des témoins.

Il n'a pas été possible de savoir s'il y avait eu des victimes, ni d'obtenir une confirmation de l'armée américaine.

Par ailleurs, un journaliste de l'AFP a vu des hommes cagoulés et armés aller de maison en maison à Latifiyah (40 km au sud de Bagdad) et dans les fermes environnantes à la recherche de membres de la Garde nationale.

---

## Allaoui: l'Irak doit être fédéral, avec les Kurdes



MOSCOU, 8 déc (AFP) - 8h45 - Le Premier ministre irakien Iyad Allaoui a déclaré mercredi à Moscou que l'Irak devait être régi par un système fédéral, soulignant la coopération "constructive" des représentants kurdes avec le gouvernement, selon l'agence Itar-Tass.

"Nous nous prononçons pour un système fédéral, dans le cadre d'un pays uni", a dit M. Allaoui à l'agence russe.

Les représentants kurdes "participent de manière productive dans le travail du gouvernement", a-t-il ajouté.

Il a rappelé que la tenue des élections législatives le 30 janvier prochain n'était que "la première étape, après laquelle devrait être adoptée la Constitution de l'Irak, préalablement soumise au referendum, avant que ne soient tenues les élections régionales".

Les partis kurdes craignent que le caractère fédéral de l'Irak, retenu dans la Constitution provisoire actuellement en vigueur, ne soit remis en cause dans celle permanente qui sera rédigée par l'assemblée issue des législatives de janvier.

M. Allaoui est arrivé lundi en Russie pour sa première visite et sa première rencontre, mardi, avec le président Vladimir Poutine.

M. Poutine, dont les relations avec les Occidentaux sont tendues par la crise ukrainienne, a mis en doute mardi la possibilité de tenir des élections dans le cadre d'une "occupation totale par des troupes étrangères". Le Premier ministre irakien a promis que la Russie aurait "un rôle de leader" dans la reconstruction du pays en retour d'un effacement quasi-total de la dette irakienne de 8 milliards de dollars, accordé par Moscou.

## Des personnalités appellent l'UE à un règlement équitable de la question kurde



PARIS, 9 dec (AFP) - 12h57 - Deux cents personnalités kurdes de Turquie et d'Europe lancent un appel à l'Union européenne pour "un règlement équitable" de la question kurde dans le cadre des négociations d'adhésion d'Ankara à l'UE, a annoncé jeudi l'Institut kurde de Paris.

Les signataires demandent "une Constitution nouvelle et démocratique, reconnaissant l'existence du peuple kurde" en Turquie et "une amnistie politique générale qui permette de tourner la page de violences et de conflits armés".

Ils réclament également un "programme de développement économique de la région kurde comprenant notamment la reconstruction de 3.400 villages kurdes détruits dans les années 1990 et des mesures pour le retour des 3 millions de déplacés kurdes".

Ils demandent aux autorités turques et européennes "de rendre justice aux Kurdes en Turquie en faisant droit à leurs revendications légitimes pour assurer la paix et la stabilité régionale".

Parmi les signataires figurent Leyla Zana, lauréate du Prix Sakharov, les anciens ministres turcs Adnan Ekmen et Serefettin Elçi, les maires d'une trentaine de villes, des anciens députés, représentants de syndicats, universitaires, écrivains et artistes, souligne l'Institut kurde de Paris qui a coordonné cette campagne.

Un conflit entre le pouvoir central turc et les rebelles kurdes séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a fait quelque 37.000 morts dans le sud-est de la Turquie entre 1984 et 1999.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE doivent décider, lors d'un sommet à Bruxelles les 16 et 17 décembre, de l'ouverture de négociations pour une adhésion de la Turquie à l'Union.

---

## Un parti appelle le président syrien à amnistier des prisonniers kurdes



DAMAS, 8 déc (AFP) - 12h56 - Un parti kurde a appelé mercredi le président syrien Bachar al-Assad à décréter une amnistie en faveur de quelque 200 Kurdes qui avaient été arrêtés lors de heurts sanglants en mars dans le nord de la Syrie.

"Nous exhortons le président Assad à amnistier ces prisonniers kurdes, à indemniser ceux qui ont été lésés par ces événements et à autoriser le retour dans leurs universités de tous les étudiants qui en avaient été expulsés", indique un communiqué signé par Aziz Daoud, secrétaire général du Parti démocrate progressiste kurde, interdit mais toléré.

"Maintenir en prison ces citoyens, les faire juger par un tribunal d'exception qui porte contre eux des accusations sans fondement, attise le mécontentement de la population kurde", souligne le texte.

Le communiqué estime à "plus de 200" le nombre des Kurdes détenus lors des événements de mars, dans la prison de Adra près de Damas, "en plus des Kurdes qui se trouvent aux mains des services de sécurité".

Selon M. Daoud, "la libération de tous les prisonniers d'opinion en Syrie consolidera l'unité nationale et permettra à notre pays de mieux faire face aux défis auxquels il est confronté".

Quinze des 200 Kurdes arrêtés sont actuellement jugés par la Cour de sûreté de l'Etat, un tribunal d'exception dont les jugements sont sans appel. Ils sont accusés d'"actes de sabotage" et d'"incitation à la sédition, à des dissensions confessionnelles et à la guerre civile".

"Ces quinze Kurdes ont entamé début décembre une grève de la faim pour protester contre les traitements inhumains qui leur sont infligés et les mauvaises conditions de détention", indique le communiqué.

Du 12 au 17 mars, des affrontements ont opposé des Kurdes aux forces de l'ordre ou à des tribus arabes dans des régions du nord de la Syrie, faisant 40 morts, selon des sources kurdes, 25 morts selon les autorités syriennes.

La population kurde de Syrie, estimée à 1,5 million de personnes, représente environ 9% de la population et sont installés essentiellement dans le nord. Outre la reconnaissance de leur langue et de leur culture, ils affirment revendiquer des droits politiques et administratifs.

Mardi, les autorités syriennes ont libéré 112 détenus politiques à la faveur d'une amnistie présidentielle "dans le cadre d'une politique d'ouverture et de tolérance", avait annoncé l'agence officielle Sana.

---

## Combats entre forces turques et séparatistes kurdes, un membre de l'ex-PKK tué



DIYARBAKIR (Turquie), 11 déc (AFP) - 16h09 - Les forces de sécurité turques ont tué un militant kurde au cours d'affrontements dans le sud du pays avec des rebelles séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kongra-Gel), ont annoncé samedi les autorités locales.

Les combats ont éclaté au cours d'une opération menée par les forces de sécurité dans une zone rurale de la province de Hatay, près de la frontière avec la Syrie, a déclaré le gouverneur de la province, Abdulkadir Sari, cité par l'agence Anatolie.

L'opération était toujours en cours samedi après-midi.

Le PKK a mené entre 1984 et 1999 une guérilla indépendantiste contre les forces de sécurité turques. Les rebelles séparatistes avaient proclamé une trêve unilatérale de cinq ans qu'ils ont rompue le 1er juin.

# Already, Iraq signs suggest civil war

By Edward Wong

**BAGHDAD:** Common wisdom holds that if U.S. troops withdraw anytime soon, Iraq will descend into civil war, as Lebanon did in the late 1970s. But that ignores a question posed by events of recent weeks:

Has a civil war already begun?

Iraq is no Lebanon yet. But evidence is building that it is at least in the early stages of ethnic and sectarian warfare.

• Armed Iraqi groups have made ever more deadly and spectacular assaults against fellow Iraqis in bids to assert political and territorial dominance.

This fighting is generally defined by ethnic and religious divisions: rebellious Sunni Arabs clashing with Shiite Arabs and Kurds. On Friday, in Baghdad, mortar attacks on a police station and the suicide car bombing of a Shiite mosque left at least

## News Analysis

27 dead.

• Some academic and military analysts say the battle lines have been hardened by the U.S. policy of limiting the power of the minority Sunni Arabs, who dominated Iraq under Saddam Hussein's rule and make up most of the rebellion.

The Americans have handed the bulk of authority to the Shiites, who represent a majority of Iraqis, and a lesser share to the Kurds, who are about a fifth of the population.

This redistribution of power has increased the influence of the two major groups that were brutally suppressed by Saddam, and raised the fears of Sunnis.

• Some of the country's most prominent Sunni Arab leaders are expressing indifference or opposition to taking part in the elections for a constitution-writing legislature, while the Shiites and Kurds are eager to participate. Iraqi electoral officials and President George

W. Bush insist the vote will take place as scheduled, despite calls from Sunni leaders for a significant delay.

• The Americans have added to the alienation of the Sunnis by relying heavily on Shiite and Kurdish military recruits to put down the Sunni insurgency in some of the most volatile areas. The guerrillas, in turn, reinforce sectarian animosities when they attack police recruits or interim government officials as collaborators. Many of these recruits are Shiites or Kurds, and the loss of life reverberates through their families and communities.

• In recent weeks, at least one new Shiite militia has formed — not in opposition to the Americans, but to exact revenge against the Sunnis.

U.S. officials pin their hope of ultimately bringing peace to Iraq on the success of the January elections and the formation of an elected government, and they do not think a full-scale civil war is inevitable. They say Iraqi society is an elaborate mosaic where groups have coexisted for a long time. They point out that not all Sunnis are in open rebellion or reject the elections. Just last week, Ghazi al-Yawar, the president of Iraq and a leader in a powerful Sunni tribe, said his new party would compete in the elections. And some Americans predict that, once Sunnis see the elections going ahead as planned, most will resign themselves to taking part.

Still, continuing violence creates pressure for animosities to build. Assaults by Iraqis on other Iraqis have taken grisly and audacious turns lately. In October, insurgents dressed as policemen waylaid three minibuses carrying 49 freshly trained Iraqi soldiers — most or all of them Shiites traveling south on leave — and killed them. Pilgrims going south to the Shiite holy cities of Najaf and Karbala have also been gunned down.

In response, Shiite leaders in the southern city of Basra began telling

young men last month that it was time for revenge.

They organized hundreds of Shiites into the Anger Brigades, the latest of many armed groups that have announced their formation in the anarchy of the new Iraq. The stated goal of the brigades is to kill extremist Sunni Arabs in the north Babil area, where many Shiite security officers and pilgrims have been killed.

"The Wahhabis and Salafis have come together to harm fellow Muslims and have begun killing anyone affiliated with the Shiite sect," Dhia al-Mahdi, the leader of the Anger Brigades, said in a written statement. "The Anger Brigades will be dispatched to those areas where these germs are, and there will be battles."

It is unclear whether the Anger Brigades have made good on their threats yet, but their very formation hints at how much the dynamics of violence have shifted in Iraq.

James Fearon, a professor of political science at Stanford University, pointed to the creation of such groups as "part of the civil-war-in-the-making we see now." He also said that the history of colonial rule teaches that civil conflict can result when an occupying power favors some local groups over others and uses its favorites as military proxies, a common strategy among imperial powers.

Within the new Iraqi security forces, Kurds, and to a lesser extent Shiites, have proved to be the most effective fighters against the Sunni-led insurgency, and the U.S. military and the interim Iraqi government are drawing heavily from the militias of the big Kurdish and Shiite political parties.

In the past, the U.S. military command has often emphasized the role of foreign mujahedeen in the rebellion. Recently, it has acknowledged that Iraqis form the vast majority of the insurgents, but it continues to use the term "anti-Iraqi forces" to describe all rebels.

The New York Times

INTERNATIONAL  
Herald Tribune December 7, 2004

## Saving Iraq's election

The Bush administration is telling Iraqis not to even think about delaying the sequence of national elections now set to begin on Jan. 30. Pushing back the electoral timetable, as requested late last month by a number of Sunni Arab, Kurdish and secular parties, threatens to push back the timetable for eventual American troop withdrawals, so Iraq is in effect being told to vote in January, ready or not.

This is not helpful advice, especially since one crucial area of the country — the predominantly Sunni

Arab region north and west of Baghdad — will almost certainly not be ready to properly participate in a January vote. Postponing the vote, however, risks opposition from the Shiite majority, particularly the well-organized Shiite religious parties that expect to benefit most from a January election. It would be much better for Washington to stand back and encourage Iraq's wary factions to work out their own solution on the election date. That would be good practice for the kind of cross-community bargaining that will be needed to create a legitimate

Iraqi government once the voting ends.

The Pentagon now plans to raise troop levels in Iraq to 150,000 by January, to increase security for the elections. A larger increase would be better. Despite the retaking of Falluja, much of the north and west, along with the so-called triangle of death south of Baghdad, is still torn by armed revolt.

Meanwhile, Falluja is in ruins. If the more than 200,000 residents who

fled in advance of the fighting can somehow be resettled by late January, electoral politics will clearly not be their primary concern. Even if it were, the Sunni nationalist groups, with whom many Falluja residents

identify, have largely stood aside from the electoral preparations.

Moderate Sunni leaders like Adnan Pachachi hope that a postponement of three to four months would open the way to fuller Sunni participation. Going ahead now, they feel, would only entrench and deepen the armed Sunni insurgency. An expanded group of parties and individuals reaffirmed that position again Sunday. The Kurdish position is more ambiguous, and understandably so.

A January election that underrepresented Sunni nationalists would result in more seats for the main Kurdish parties. Yet the constituent assembly produced by such elections would almost certainly be dominated by Shiite religious parties likely to oppose Kurdish demands for secularism and regional autonomy.

The most promising solution would be to encourage Sunni moderates and Kurds to put their misgiv-

ings about a January vote directly to Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the widely respected leader of the Shiite community. In the past, Sistani has shown himself capable of recognizing the broader national interest in peace and legitimacy. Negotiating a consensus Iraqi agreement on the solution to the voting-date would do more to advance those interests than sticking to an arbitrary timetable that threatens to produce a dangerously flawed vote.

## Les États membres font valoir de plus en plus de conditions avant d'accepter les 16 et 17 décembre l'ouverture des négociations d'entrée de la Turquie dans l'Europe L'Union est exigeante envers Ankara

### BRUXELLES

De notre correspondante

Les discussions sur la Turquie s'accélérent à Bruxelles alors que les chefs d'État et de gouvernement doivent décider, lors du sommet européen des 16 et 17 décembre, d'ouvrir les négociations avec la Turquie en vue d'une adhésion de ce pays à l'Union. Hier et aujourd'hui, les ambassadeurs des Vingt-Cinq se réunissent pour discuter des dernières conclusions qui seront soumises aux dirigeants.

S'il est pratiquement acquis que les Vingt-Cinq acceptent l'ouverture de négociations, les États y mettent certaines conditions. Ainsi, dans un document préparé par la présidence néerlandaise, ils ne donnent aucune garantie sur l'adhésion finale de la Turquie et se réservent le droit de suspendre les négociations en cas de violation par Ankara des principes fondamentaux de l'Union et notamment les droits de l'homme.

Autre condition posée et difficile à avaler pour la Turquie: le texte réitère le souhait de voir Ankara reconnaître Chypre. L'île est divisée entre une partie nord turque et une partie sud grecque que la Turquie n'a jamais reconnue. Le texte propose également des dérogations sur les sujets comme la libre circulation des personnes, l'agriculture ou la politique régionale.

À ce stade, le document laisse ouverte la question clé de la date d'ouverture des négociations de même que les demandes de la France et de l'Autriche sur une troisième voie, c'est-à-dire un partenariat privilégié, en cas d'échec des négociations. Ces questions hautement politiques seront l'enjeu d'arbitrages entre États la semaine prochaine. Irrité, le week-end der-

nier, le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan avait annoncé que son pays n'accepterait aucune condition nouvelle et pourrait refuser de rejoindre les Vingt-Cinq en cas de désaccord avec les conclusions du prochain sommet.

La nouvelle version proposée en début de semaine ne devrait pas davantage réjouir la Turquie.

Ainsi il a été ajouté au texte que «la capacité de l'Union d'absorber de nouveaux membres est aussi une considération importante dans l'intérêt général de l'Union et des pays candidats». Les Vingt-Cinq veulent de cette façon tenir compte de l'impact que l'élargissement pourrait avoir sur l'Union.

CAROLINE CHAUMONT



Recep Tayyip Erdogan (à g.) et le président de la commission européenne, Romano Prodi, le 23 septembre, à Bruxelles. Le premier ministre a annoncé, le week-end dernier, que la Turquie n'accepterait aucune condition nouvelle.

incompetently executed major American foreign-policy undertaking in at least 50 years. To succeed in transforming Iraq, the United States needs to secure the country and quickly begin to make a material difference in the lives of ordinary Iraqis. Operating on a plan based on the hope that police and bureaucrats would show up to work the day after Baghdad fell, the Bush administration did nothing to prevent the systematic looting of every government ministry in the months that followed the start of the U.S. occupation. Twenty months later, the U.S. military has been unable to provide security, while efforts to train a new Iraqi police and army have been inept and slow. The administration turned Iraqi reconstruction over to political cronies and favored companies, with the result being that little has been accomplished. So far, less than 15 percent of the funds appropriated for reconstruction have actually been spent.

Bush's greatest failure, however, has been his administration's inability to produce a political agreement among the peoples of Iraq. I counted at least six different U.S. political strategies for how to handle Iraq's political transition. Each foundered after being opposed by the Grand Ayatollah Ali al-Sistani and Iraq's Shia religious establishment.

A political settlement among Iraq's Kurds, Shia, and Sunni Arabs is a precondition to creating an internal viable security force and to the effective spending of reconstruction money. The alternative is, as the CIA warned in July, civil war (a warning Bush dismissed, saying that the Iraqi people did not share the CIA's pessimism).

Any political settlement must take account of the fact that Iraq has broken apart and cannot be put back together again as a unitary state. The Bush administration has persisted in the belief that there is such a thing as "the Iraqi people," and that Iraq could become a multicultural democracy very much like the United States. As Paul Bremer, the former head of the Coalition Provisional Authority, put it in an April 2004 speech, "The path to a new Iraq [is one] ... where the majority is not Sunni, Shia, Arab, Kurd, or Turkoman but Iraqi."

Iraq is not like the United States. It was put together by the victorious allies at the end of the First World War out of three disparate Ottoman vilayets (or provinces): Mosul, Baghdad, and Basra. The country never commanded the loyalty of its citizens. Further, the ethnic and confessional lines of 80 years ago remain in place. Kurdistan in the north is Kurdish, with Turkoman and Christian minorities. The center is Sunni Arab, and the south is Shia Arab. (The city of Mosul is majority Arab and is not considered part of Kurdistan.) Only the city of Baghdad has changed, where Shia and Kurdish immigration has made Sunni Arabs a minority. Even so, each community lives largely in its own part of the city.

Iraq's divisions are not just ethnic and religious. They are compounded by a bitter history in which both the Kurds and the Shia have suffered grievously, and by very different value systems that place secular, Western-oriented Kurds at one end of a spectrum and religiously inclined Shia at the other.

The Kurds do not want to be Iraqi at all. When the country was formed, the Kurdish leaders of the day told the allies that they did not want to join. When their views were ignored, they launched a series of rebellions that have continued more or less to the present day.

Successive central governments responded with repression, which in the 1980s evolved into genocide. Saddam Hussein systematically destroyed nearly every village in Kurdistan, deported and executed more than 100,000 civilians, and bombarded more than 200 villages with chemical weapons.

Since 1991, Kurdistan has been a de facto independent country. In 1992, the Kurds organized free elections for their own parliament. Today, the Kurdistan Regional Government controls the region's budget, police, educational system, and natural resources. Iraqi law applies only if the Kurdistan Regional Assembly chooses to enact it for the region, and the assembly often enacts separate Kurdistan law. Most importantly, Kurdistan has its own army -- the 75,000-strong peshmerga -- that is today more potent than any Iraqi military. The Kurdish people see their 13 years of self-government as a golden period in which they rebuilt the destroyed villages, constructed two new universities and 2,000 new schools (trebling the number that existed in Hussein's time), prospered economically in spite of sanctions, and developed a pluralistic and semi-democratic political culture with an explosion of Kurdish media and independent organizations. Younger Kurds don't speak Arabic and have no Iraqi identity; for the older generation, Iraq is only a nightmare. The Kurds are secular and very pro-American. In one month earlier this year, a coalition of Kurdish nongovernmental organizations collected 1,700,000 signatures on a petition demanding a vote for independence -- a figure that represents some 80 percent of Kurdistan's adults. The Kurds want to maintain their independence, and they see no force in Iraq -- or internationally -- that can make them give it up.

Iraq's Shia also have a history of repression and discrimination at the hands of Sunni Arabs -- and a historical sense of grievance that goes back 1,400 years. Following the failed 1991 uprising, Hussein's forces massacred as many 300,000 Shia, and, during the ensuing decade of sanctions and privation, Baghdad provided the Shia with smaller rations than Sunnis and fewer services. While the Shia were the prime beneficiaries of the U.S. invasion, their deep-seated suspicion about the United States goes back to 1991, when the first President Bush called for an uprising and then lent Hussein a free hand to massacre the rebels. Still, it was a singular achievement of the current Bush administration to alienate so many Shia in such a short period of time.

The Shia identity is a religious one, and today the Shia overwhelmingly support religious parties (much as Kurds support nationalist ones). These run the gamut, from the pro-Iranian Dawa Party and the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI) to the more radical followers of Muqtada al-Sadr. The Shia believe it is their moment to run Iraq, and they want a state in which Islam is the principal source of law. This brings them into direct conflict with the secular Kurds.

Southern Iraq is governed not from Baghdad but by an informal system involving the mosques, the religious parties, and the militias associated with the religious parties. The officials assigned to represent Baghdad in the Shia areas were either chosen by the religious establishment or have been co-opted by it. The Shia religious leaders handle their region's security, are implementing a revised educational system, and provide many vital services. Although not formally as separate as Kurdistan, the Shia south is functionally separate.

The Sunni Arabs, in spite of comprising just 15 percent of the population, ran Iraq from its founding until the 2003 U.S. invasion. Historically, the Sunni Arabs have been Iraqi nationalists and pan-Arabists (linked therefore to the Sunni Arab majority in the Arab world). Today, they experience not only the loss of power and position but fear domination by the Kurds and the Shia. With Iraqi nationalism no longer equated with Sunni Arab power, religious parties -- including those associated with fundamentalist sects -- have made inroads into Sunni areas. Tribal leaders have influence, but few risk their lives to take on the insurgents. As a result, today's Sunni Arabs are largely disenfranchised in Iraq.

The separation of Iraq into Kurdistan and an Arab state may well occur in the next decade. In the short term, however, a breakup is highly undesirable. Unresolved territorial issues between Kurds and Arabs could mean a bloody fight, notably over the ethnically mixed city of Kirkuk. Turkey, long fearful that an independent Kurdistan in Iraq could reignite separatism among its own Kurds, would vehemently oppose Iraq's breakup. Even if it didn't invade, Turkey could make life miserable for an independent Kurdistan. Iran and Syria, also home to millions of Kurds, likewise oppose Kurdish independence.

Because Kurdistan can neither be brought back under Baghdad's control nor become fully independent, a loose confederation becomes the only plausible political settlement to keep Arabs and Kurds together in Iraq. Arabs are, of course, divided between Sunnis and Shia. If there is a single Arab entity, the Shia will dominate, fueling resentment among Sunnis. Further, because politics in both communities has a predominantly religious character, the schism between the two branches of Islam will become more pronounced. Under these circumstances, it makes sense for each confessional community to govern itself in its own state. Baghdad, home to all three communities, could become its own unit, like Brussels in Belgium.

In a confederation, each of the three Iraqi states (and Baghdad) would have its own government and parliament. The state, not the central government, should be sovereign in almost all competencies, including religion, education, police, budget, and local economy. Each Iraqi state should own and manage its own petroleum and water resources. Without controlling the principal source of revenue, the Iraqi states cannot become fully self-governing. All of Iraq's regions have some oil, but by far the largest fields are in the south and under Kirkuk. As in Canada, the well-endowed Iraqi states would have to share some of their oil wealth with other regions.

Each Iraqi state should control its own military, security

services, and police. This is already formally the case in Kurdistan and the de facto situation in much of the south. The Iraqi army has been the only enemy both the Kurds and the Shia have known. The Kurdistan Regional Government refuses even to permit the new Iraqi army to enter its territory, and will insist on a constitutional provision giving itself a veto over any deployment of the central government's military to Kurdistan.

Considering the antipathy that so many Iraqis have toward the Iraqi military, it should not have been any surprise that few recruits were prepared to fight against the insurgents. With 60-percent unemployment, Arabs are willing to join the U.S.-created army, but few owe it any loyalty. By contrast, being a peshmerga is a rite of passage for Kurdish men, while the militias associated with the Shia religious parties also have loyal and motivated fighters. Converting the peshmerga into the Kurdistan security force has already taken place, with the acquiescence of the Bush administration (which in a particularly silly gesture insisted that the bulk of the peshmerga be called "mountain rangers" in English). The militias associated with the two long-established Shia religious parties, Dawa and SCIRI, are disciplined and could become the nucleus of a southern Iraq security force. It would not be a pro-American force, but it could keep order.

The central government should have relatively few powers in an Iraqi confederation; foreign affairs, currency, and customs are the obvious ones. In addition, certain central government ministries would have an important role in fostering cooperation among the three states. The oil ministry, for example, would have an essential role in managing a pipeline system that crosses all three states and allocating exports within Iraq's Organization of the Petroleum Exporting Companies quota. The Water Resources Ministry would need to coordinate water use to ensure fair allocation among all regions.

A confederation is the easiest political system to implement in Iraq because it reflects the reality on the ground. While some will argue that it is a formula for the country's breakup, it may actually foster greater cooperation among Iraq's states. Freed from fear of Baghdad domination, the three states may see practical reasons for cooperation.

Besides, there is no realistic alternative. Prime Minister Iyad Allawi is, as one Iraqi described him to me, the mayor of Baghdad's "Green Zone." There is no practical way to extend the central government's authority into Kurdistan or to alter the de facto arrangements in the south. The central government may have to take over the Sunni Triangle if the insurgency continues in its present virulent form, but it is far from clear as to whether it can actually do so even with U.S. military support.

Negotiating a confederation would require the same level of diplomatic engagement that President Bill Clinton and Richard Holbrooke brought to ending the Bosnia war (and, if he really wanted to be bipartisan, President Bush could ask Holbrooke to broker a confederation deal). At the start, the Shia would need to be convinced that their electoral majority does not mean that they can impose their will on all of Iraq. This would be difficult when the most influential Shia leader, al-Sistani, refuses to meet

with U.S. officials. If boycotts and violence reduce voting in the Sunni Triangle, U.S. negotiators may not find Sunni Arab interlocutors who can actually deliver their region in a deal. A second set of elections may be needed in the Sunni Triangle if the insurgency there can be contained. The Kurds may have to compromise on territorial issues, including their claim to Kirkuk. The Kurdish leaders, who have been working below the U.S. radar to return Kurds to the homes from which Hussein expelled them as part of his forced "Arabization" program, assert that Kirkuk is their Jerusalem and a nonnegotiable part of Kurdistan.

In 2004, the United States fought two insurgencies: the Shia insurgency of al-Sadr, which extended from Baghdad's Shia slums to Basra, and the ongoing insurgency in the Sunni Triangle. In spite of Bush administration attempts to dismiss his importance, al-Sadr has real support among the Shia. Not only was he able to mobilize his Mahdi Army in most Shia cities, U.S. government-sponsored polls show he is one of the most popular politicians in Iraq. His popularity is directly related to the Bush administration's failure to spend reconstruction money and thereby make a material difference in the lives of Iraq's Shia.

But the Shia insurgency can be fixed. Al-Sadr's popularity gives him an incentive to enter the electoral process, and he seems inclined to do so. Moderate Shia leaders were reluctant to take al-Sadr on when the contest was between him and the American occupiers; now, they will not allow him such leeway in a challenge to their own state. And al-Sadr himself has been unwilling to take on the more senior Shia religious establishment directly. A self-governing Shia area, combined with meaningful spending of reconstruction funds, should solve the al-Sadr problem.

The Sunni Triangle insurgency is far harder to end. Even after a year of escalating warfare, neither the U.S. military nor the Iraqi interim government seems to have a clear idea about the enemy. During an October visit to northern Iraq, I gained some insight into the situation in Mosul. Iraq's third largest city, Mosul is fast becoming a bigger version of Fallujah.

Kidnappings, car bombings, beheadings, and assassinations are increasingly common, with the targets being the U.S. occupation forces, the representatives of the Iraqi interim government, and ethnic Kurds who inhabit the east side of the city. The insurgents include Arab nationalists, ex-army officers, and Sunni fundamentalists. The insurgents have created a de facto administration in Arab west Mosul, collecting "taxes" and imposing a rough justice. With the death penalty meted out for even relatively minor offenses (prostitution, a doctor ignoring a warning to lower his fees), there are shades of the Taliban.

The police and, according to some Iraqis, the U.S.-appointed police chief cooperate with insurgents. They help set up kidnappings and roadside bombings by alerting insurgents when a kidnapping target, or U.S. convoy, rolls by a police checkpoint. And they look the other way when armed insurgents pass through the checkpoints. It is impossible to know how much this local cooperation with the insurgents comes from anti-American sentiment and how much from fear. There is, however, no critical mass

within Mosul -- nor, it appears, within any other Sunni Triangle city -- to take on the insurgency.

In an optimistic scenario, elections in the Sunni Triangle for the central Iraq state government would produce moderate leaders with real power. Even if this doesn't happen, though, the United States could train Sunni Arab forces associated with more moderate leaders in hopes that they -- perhaps with help from the Kurdistan and southern security forces -- could contain, if not fully defeat, the insurgency.

The United States has no military solution to the Sunni Arab insurgency. Air strikes into urban areas may kill insurgents and terrorists, but they also kill civilians in whose midst the enemy operates. From the insurgent perspective such collateral damage is desirable, as it makes new enemies for the Americans. Further, none of the Iraqis involved in intelligence activities with whom I spoke thinks that the United States has good enough intelligence to know reliably that a proposed target really belongs to the insurgents and terrorists.

Still, the United States cannot simply withdraw from Iraq. Leaving central Iraq in the hands of the insurgents is too risky, as the area could become what Afghanistan was under the Taliban: a base from which terrorists plot attacks on the United States. Rather than withdraw from Iraq as a whole, the United States could redeploy some troops to bases in Kurdistan. Having thrown in their lot with America, the Kurdish leaders are desperate for the security that would come with permanent U.S. bases in their territory.

From Kurdistan, the United States could organize training of the Shia, Sunni, and Kurdish security forces, without the provocation of having large numbers of American soldiers on Arab land. The United States could also be poised to intervene in the Sunni Triangle should extremists or terrorists get the upper hand.

Getting the politics right would enable the United States to address the security challenge. It is essential that this be accompanied by rapid measures to improve the lives of ordinary Iraqis. Stuningly, the Bush administration has spent only a small fraction of the \$18.4 billion appropriated for reconstruction. A full year after the funding became available, a little more than \$1.5 billion had been spent. Further, because of contractor overhead, security, and negotiated profit, just 27 cents of every dollar appropriated actually benefits Iraqis.

This system should be scrapped in favor of direct grants to the new state governments and to local governments. Regional governments and contractors in Iraq have much lower costs and can be much more efficient in spending reconstruction money than U.S. contractors. In the fiscal year from mid-2003 to mid-2004, the Kurdistan Regional Government received a block grant equal to 6 percent of Iraq's total budget -- less than one-half of the per capita amount that was allocated to other Iraqis. The Kurds spent the money so efficiently that there is actually a labor shortage in Sulaimaniya, the region's second-largest city, and close to full employment elsewhere. A visitor to Kurdistan sees activity everywhere -- from the building of new roads

and airports to construction of public buildings -- that contrasts with the lack of activity and 60-plus-percent unemployment rate in Arab Iraq. Making block grants brings with it the risk of corruption and theft, but it is hard to imagine that this would consume the same 73-percent share that now goes to U.S. contractors -- some of whom are at the center of scandals involving overcharging and other abuses.

With a credible political, security, and economic plan, President Bush should convene a summit to ask allies for help. More troops will not be forthcoming, but nor will they be needed. Any workable political plan would involve turning over security in northern and southern Iraq to the Kurdistan and Shia governments, respectively. Nor should the United States want to stay long in the Sunni Triangle. But other countries can contribute to training of the various local security forces. In Arab Iraq, a non-American face on these activities could be a distinct advantage.

George W. Bush has been the most radical U.S. president in foreign affairs since Woodrow Wilson. Bush has articulated a new doctrine of preemption, preferred a "coalition of the willing" to traditional alliances, and exhibited contempt for the United Nations and a disregard for international law.

Most ambitious of all, he has established a national goal of transforming the Arab world into a Western-style democracy and is willing to commit the U.S. military to achieving it. (For the president and his neoconservative advisers, the dream of a democratic Middle East was, I think, a far more important reason for the Iraq War than concerns over weapons of mass destruction.) Liberals, who believe in international law and the United Nations, oppose Bush's agenda on philosophical grounds. But it should be reversed for practical, and not just philosophical, reasons. The Bush agenda makes for a poor national-security strategy that has left our country weaker and more vulnerable.

National-security strategy is about prioritizing, but Bush has never prioritized. He's acted as if he has unlimited resources, and he's never considered the possibility that his chosen strategies might not work. The Bush preemption doctrine does not distinguish between imminent and distant threats. So while Bush focused on the distant threat posed by Iraq's nonexistent weapons of mass destruction, the global nuclear nonproliferation regime began to unravel. North Korea denounced the 1968 Nuclear Nonproliferation Treaty (NPT), expelled International Atomic Energy Agency inspectors, and took plutonium previously under safeguards and claims to have made six nuclear weapons. Iran has enriched uranium and seems intent on developing nuclear weapons. In 1994, President Clinton threatened war to force North Korea to enter into an agreement to freeze its nuclear weapons. But when North Korea cheated on that agreement, the Bush administration talked loudly -- provoking North Korea to pull out of the NPT -- and did nothing.

The Iraq invasion was meant to intimidate North Korea and Iran into giving up their nuclear programs. Bush did not consider how these countries would see a situation

where nine out of 10 active-duty Army divisions are in Iraq or Afghanistan (or preparing to go). Iraq was all-consuming.

U.S. foreign policy should return to basics. We need to focus resources on the main threat, which is the danger that hostile states linked (at least in the recent past) to terrorism will acquire nuclear weapons (Iran, North Korea), or that states without adequate controls (Pakistan) will share them. Also, President Bush should abandon his nonchalant attitude toward Osama bin Laden's whereabouts. Not only is there the matter of justice for the murder of nearly 3,000 of our countrymen, there is the commonsense point that, if bin Laden can send a video to Al-Jazeera, he can still coordinate terrorist attacks.

Finally, Bush might reconsider his attitude toward the United Nations. It is, of course, an imperfect institution reflecting a world with more than 190 disparate countries and thousands of transnational actors. But, as Bush found out, the UN can do things that the United States cannot. Bush needed the United Nations to design and oversee an election system in Iraq and Afghanistan providing an impartiality and competence that the United States does not have (not surprisingly, the rest of the world is not impressed with how the United States conducts its elections). The UN has unique expertise in the hardest of all international undertakings: helping rebuild societies after conflicts. One need only compare the United Nations' record in places like East Timor and Kosovo with how the Bush administration has managed the occupation in Iraq. I served in the UN mission in East Timor, and at least half the staff fielded by the United Nations was competent.

The provisions of the UN Charter on the use of force turn out not only to be a legal nicety but also a critical step to success. Thanks to a UN resolution (1441) combined with a U.S. military deployment to the region, Saddam Hussein readmitted UN inspectors who were on the verge of discovering that Iraq no longer had weapons of mass destruction. Had Bush stopped there, his Iraq policy would have been seen as a brilliant example of coercive diplomacy, and he would likely have coasted to a second term.

But Bush is nothing if not stubborn. He is committed to "victory," which his administration has defined as a unitary and democratic Iraq. So defined, victory is unattainable (as well as undesirable). Iraq's elections almost certainly will provide a dose of reality that even this president cannot ignore. Let us hope that Bush can turn his focus to the most serious threats to American security. In order to be able to do so, however, he will have to get out of Iraq quickly and with a modicum of honor. This is possible only through a negotiated confederation.

Peter W. Galbraith, the first U.S. ambassador to Croatia, is the Senior Diplomatic Fellow at the Center for Arms Control and Non-Proliferation. As a staff member for the Senate Foreign Relations Committee in the 1980s, he uncovered and documented Saddam Hussein's "al-Anfal" campaign against Iraq's Kurds.

## Referendum and the basic law of Kurdish State

KurdishMedia.com

By Dr Munther Al-Fadhil

2 December 2004

Is there any lawful basis to establish a Kurdish state in Kurdistan? Is the public referendum for Kurds a betrayal of Iraq or is it a peaceful and legal expression for the rights of Kurds to decide their destiny? Can the Arabic mindset respect the culture of difference if it cannot respect the rights of others? Why is a one-sided thinking expressed without any consideration for the rights of others even if he is a partner at home, history and destiny?

These aforementioned questions are continuously at the forefront of my mind in hope of reaching a better way to obtain peaceful co-existence between the various ethnic groups and religions. In the desire of creating a new Iraq that is away from the policies of fanaticism and repression and in a federation based on peaceful civilized conversation and respect for human rights and the rule of law with view to consolidating the culture of difference.

Hundred thousand of Kurdish people rally in Kurdistan and all over the world in a peaceful way to express their desire for referendum under the supervision of the UN to ascertain the real desire of the Kurdish people for their future existence and in shaping their livelihoods. This is a natural and lawful right guaranteed by the fundamentals of international law and in the universal declaration of human rights and the international treaties attached with it.

The matter, which attracts attention, is the criticism labeled on the Kurds by Iraqi politicians and various media outlets for the peaceful expression of their rights. Some have gone as far as to accuse the Kurds of national betrayal and state seeking.

For the purpose of placing light on this subject, we will try to analyse the origin of the Kurds and explain how the aforementioned referendum is their legal right to decide their destiny and national matters to form a bases for civil conversation, respect for other nationalities, multi-cultural understanding, away from a climate of accusing others of betrayal when their ideas contradict or does not coordinate with one another.

The importance of this matter arises from the necessity to respect the freedom of speech and leave fanatics and national chauvinism and move away from an Arabic nationalistic attitude based on delusive slogans that bring to us more calamities and imaginary victories, like the slogans of liberating Al-Qudus through Baghdad. The most dangerous element which faces the democratic forces, formed on values of love, peace and moderation is facing a fanatical religious dictatorship from the forces of political Islam because they share the same narrow way of thinking and restricting others way of life.

Who are Kurdish people?

Kurdish people are part of a nation divided between numerous countries. The history of the Kurds dates back

to over 5000 years. Their land called Kurdistan is the inhabited area of the Kurdish nation. The old name of the Kurds are Midiyon in old books like the Old Testament, demonstrating that the existence of the Kurds on their land in west Iran and south Turkey up to Sinjar and Himrin mountains are fixed historically and proving that their existence in mountainous land came before their current neighbors and occupiers.

This area was divided after First World War when the Kurdish nation was subsumed into small parts and forced to reside in Northern Iraq, Western Iran, Southeastern Turkey, and some parts of Syria in addition creating a large Kurdish Diaspora where many Kurds immigrated to Jordan and Lebanon and other countries in search for security and peace.

It is important to attract the attention to the fact that Kurdish Families are part of the Kurdish nation, whereas many historians refer to them as the remnants of Ilamiyeen and Kuteen in middle and south Iraq (Mandily, Badra, Jasan, Khanakhin, Zirbatya, Kirkuk, Baghdad) and other Iraqi cities beside other Iranian cities. Kurdish Family tribes lived in Khozestan and in east Iraq particularly east of the Tigris River, in one of the oldest historical areas in Iraq and with the oldest established legislations. In addition, the Kurds are one of the ancient people that settled in these areas, some of them followed Yezidi or Jewish faiths, some followed the Christian religion and most of them are Moslems. This religious variation is a clear evidence for the historical and ancient existence of the Kurds in this region.

In turn, if Kurdish people are one of the ancient nations, then they have a distinct right to seek freedom, peace and practice human rights like countless other nations who have used these rights that are acknowledged by religions, customs, national laws, international law and the universal declaration for human rights and in the charters attached with it. These are the same rights that have been taking away from them without justifications. This stand obliged them to protect their existence and their rights with force. This is a traditional way for free people to protect their identity and nationality.

The right of deciding their own destiny generally includes two sides:

First: The right of choosing a brotherly unity in a single state, in other words the right of a co-existence via a satisfactory agreement. In this agreement duties and rights are written in constitution and law. This is exactly the choice of Kurdish people in Kurdistan, reaffirmed for example by the decision of the Kurdistan council in 4th of October 1992 to seek federalism as a method of governance in Iraq. This concept was later emphasized in the law of administrating the state for the transitional period, occurring in the fourth item as follows:

(The kind of regime in Iraq is republic, federal, democratic, multipolitic, dividing authorities between united

Government and regional government and governates and local administrations. The united regime based on Geographical and historical facts separating between authorities and it is not based origin, rote, nationality, religion etc...) This principle was again emphasized in the decision of the Security Council through resolution No. 1546 in 2004 .

Second: Separation and establishing of an independent entity, like the establishment of an independent state like Eastern Timor and the right of the Palestinians to statehood. This is reflected in nations who chose to establish such states via a referendum in the past and under the supervision of UN envoys, which is a key component for people to decide their destiny according to international law and international accord. None of these treaties or nations, who benefited from these treaties, were accused of betrayal but to the contrary many of nations who sought statehood and suffered from injustice and persecution were supported in their desire. This should apply to all nations but especially when it comes from a people who have a long history in free movement and heritage. Instead of practicing this default right, the Kurds have sacrificed hundred thousands of lives for the cause of freedom and protecting the right of living and existence.

Now, comes the key question, is there any lawful basis for Kurds to choose the second solution? That is to establish a Kurdish state if shared living based on national unity impossible? Based on the aforementioned points, is the choice of establishing an independent state a motion of treason or practicing a lawful right?

Are the Kurds a people without a state or a nation without state?

There is no doubt, that people, area, political system and legal government are the bases for any state. In addition, all nations have international law and article No.7 / 1 from the International Charter for cultural and political rights attached to the universal announcement for the year 1948 . Clearly, the legal basis to establishing a Kurdish state is represented in two points:

First - The Basis for a Kurdish State.

1- People: The Kurds have known to inhabit the lands of Kurdistan for thousands of years, where they are mentioned in the Old Testament under the name of Medies proving the Kurds ancestral heritage that's also incorporates a large landmass that was only later distributed and divided by the Allies. This division up to the present day is contrary to their desire. Kurdish people in Iraq are still without a state even though the Sefer agreement in 1920 dictated the right of the Kurdish people to an independent state. This agreement was superseded by the Losan agreement in 1932 without any justification and Kurds then faced international crimes from various regimes especially under Saddam's regime. It reached to an ugly average even surpassing other widely condemned dictatorial regimes.

One of these crimes was attacking the city of Halabcha with chemical weapons and bringing despair to thousands of people resulting in mass graves, the destruction of villages and the planting of millions of mines using a

policy of pacification policy to deal with the Kurdish existence. These crimes are clearly evident and amount to crime against humanity, which has long been prohibited by international agreements and international law. An instance of this persecution resulted in mass immigration for the Kurdish people in 1991 when the former regime unleashed torment and revenge for the Kurdish rebellion in the spring of that year. After mass suffering in this period, the Security Council finally issued resolution No. 688 in April 1991 to protect Kurds and setup a safe haven. The Kurdish struggle started on peaceful grounds in Iraq but they were soon left with no choice but to assume an armed struggle to protect their existence in accordance to the decisions of the United Nations which recognized openly the legal armed struggle for dominated peoples in its decision 2955 in 12 th Dec. 1972 and in 17 th of December in 1976 . Kurdish people possess all the elements that are a prerequisite for any sovereign nation. These elements are necessary to activate the principle of statehood and the right to decide ones own destiny and include: Kurdish language, Kurdish culture, distinct history and identity and sharing a specific area with its geographical, historical and lawful borders.

They have been attached to the Iraqi state after the First World War without their consensus and acceptance. Without a referendum their forced union with Iraq is illegal, this is emboldened by an old Romanian principle which states that what is built on illegal is already illegal, so the followed Iraqi governments did not keep its commitments towards Kurdish people upon its formation.

2. Area: Kurds have lived in an area called Kurdistan for thousands of years and were only later divided according to Sykes-Picot agreement of 1916 . Kurdish people settled in these areas without ever forfeiting their legitimate and lawful rights which includes the right of self-determination and plebiscite as dictated by international treaties and Woodrow Wilson's 14 -points.

This area has its fixed geographical, historical, and legal borders, which is emphasized in the law of administering the state for the transitional period in Iraq (item 53 ). Crucially, the city of Kirkuk is part of these borders.

The lawful position for Kirkuk city

We believe that the historical, geographical, social, cultural and economical position and of Kirkuk city demonstrates without any doubt that Kirkuk is an Kurdistan city and straddles at heart of the Kurdish region. The population of Kirkuk and its countryside is predominantly Kurdish. Although, there also resides other nationalities like Arab, Turkmen, and Assyrian, the majority of the population is Kurdish and this is backed by a population census in 1957 and also in the evidence of Kurdish graves which were deformed or destroyed by the Baathist government especially after the claim by Mullah Mustafa Al-Barzani that the cemeteries of the city prove that Kirkuk is part of Kurdistan. These events happened in the negotiations between Mullah Mustafa and government delegation in 1970 , which set precedence for subsequent regimes including the Al-Baath to adopt an aggressive stance against the Kurds and other nationalities to purify Kirkuk of Kurds and thus dominate natural wealth of the city. All these policies have affected the social

texture, compound, infrastructures and geographical borders. This aggressive policy adopted by the ruling authorities even reached the already dead, by deforming and destroying graves and burying Arabs in Kirkuk and inhabiting tens of thousands of Palestinians in Kirkuk besides changing the names of the districts and Kurdish areas into Arabic or fanatic Baathist names like (Al-Baath, Al-Nakhwa, Al-Amal Al-Shaaby, Al-Qadisy, Amal-Maarik, Saddam, Summod etc...).

According to the census of 1957, the percentage of Kurds in Kirkuk was 48,3%. This account was agreed upon in the Athar deceleration of 1970 but seven years later the percentage of Kurds decreased and the 1977 account showed that they were 37,33% of the population due to Arabisation policies. The percentages of the Turkmen population were recorded as 21,5% but then became 16,3% in the 1977 count. With these facts in mind, Dr. Hasan Al-Chalabi paid reference to federalism and the Kurdish claim to Kirkuk: "Concerning Kurdish area, appears what is called Kirkuk complex, the question was if Kirkuk was inside the Kurdistan area or not? From historical, actual, and population facts, Kirkuk consists of Kurds (majority) Turkmen, then Arab so absolutely we can say that Kirkuk is part of Kurdistan in federal union or other way."

We should also recall the brave stance of Mullah Mustafa Al-Barzani during negotiations of 1970 to the government delegation concerning Kirkuk, "Kirkuk is part of Kurdistan and if the count shows that the majority of population are not Kurds, I will not confess that because I can not bear the responsibility of letting down Kirkuk in front of Kurds". Also we have to mention that many of Arab and Kurd judges consider Kirkuk as part of Kurdistan.

3. Political regime: Kurds in Iraq have an elected and legitimate government, which is recognized by (item 53) from the law of administrating the state for the transitional period. This means that there is political and democratically elected regime that is administrating Kurdistan according to law. In Kurdistan there has been elected parliament with its own constitution and numerous institutions since 1992 that was charged with governing Kurdish affairs.

Although the Kurds enjoyed political independence, they chose in 1992 for a federal solution to the Iraqi issue. In addition to this, there are many countries who deal with the government in Kurdistan and the administration receive guests and political leaders of many governments in a separate way from the central government.

Second - the basic law driven from the concept of the right of the people to choose their destiny. This principle of this law highlights the democratic and lawful solution to civil and social issues, which in turn have become written in internal law and accord as demonstrated in subsequent sections.

1. The UN charter dictates from the second item of the first material that (flourishing friendship relations between nations on the base of respecting the principle of equalizing in rights among peoples and all peoples have the right to decide their destiny).

2. First item 1 from international convention concerning civil and political rights for the year 1966 dictates that all people have the right to decide their destiny. According to this right people are then free to decide their political center and free to seek the ways to achieve its economical, social and cultural development. 3. Second item from the declaration of granting independence for countries and peoples dominated according to the decision of the UN General Assembly through resolution No. 1514 D 155 in 14 th of Dec. 1960 which dictated that all people have the right to decide their destiny.

4. This was emphasized in the declaration of international law which reaffirmed this principle in 1970 in accordance with Resolution No. 2625 of 25 th of Oct. 1970 and also 8 item of the Helsinki convention of 1975 and also the Algeria declaration of 1976 amongst others.

5. For the Kurds to practice the aforementioned principles and establish a Kurdish state, the UN should provide supervision on the proposed Referendum for the Kurdish people in Kurdistan, so that the UN can be informed about their choice of destiny. As the national law in Iraq and international law allow the people of Kurdistan to establish a state, this should form the basic law for the right of the Kurds to decide the fate of their lands.

On the other hand, the basis of international law and the law of administrating the state for the transitional period cannot permit living by force but only living in a free and democratic society.

Finally, based on this the Kurds in Iraq may decide to live inside a unity state based on equality or seek independence and establish a Kurdish state associated to convention in a con-federal form with the state or Arabic states. Either way they cannot be held to charges of betrayal for expressing a legal right.

[www.alfadhal.net](http://www.alfadhal.net)

---

## Leader warns Kurds must be allowed to re-establish majority in Kirkuk

Chicago Tribune  
by Kirsten Scharnberg  
9 December 2004

IRBIL / The head of the Kurdish Democratic Party, long one of the staunchest advocates for going forward with Iraq's January elections, said Thursday that he would be forced to reconsider his position if Kurds were not allo-

wed to re-establish their ethnic majority in the strategic city of Kirkuk. The Kurds, an estimated 4 million people, would be the second of the countries' three major ethnic groups to raise objections to the elections. Minority Sunni

Muslims already have threatened a boycott, arguing that continued violence in key Sunni cities like Fallujah, Ramadi and Samarra will prevent their voters from going to the polls.

Massoud Barzani, the populist leader of the semi-independent territory known as Kurdistan, delivered the warning to American military commanders during a lunch at his sprawling compound in the rugged foothills overlooking Irbil. "We will defend the rights of our people," Barzani said.

Slowly and deliberately, Barzani laid out his position: Residents of Kirkuk would vote only in a national election. Scheduled elections to determine leaders of the city and surrounding province would have to be put on hold until Saddam Hussein's "Arabization" of the region was reversed, restoring Kirkuk to a Kurdish majority and ousting the tens of thousands of Arabs who were brought to resettle the region in the 1970s and '80s.

"If this is not done," he said, "that might oblige the Kurds to take a different position regarding the election."

Barzani did not explain what re-evaluating the Kurdish position on elections might entail. But the options are myriad, and most are troubling for the new Iraqi government and the United States, both of which want elections held as scheduled on Jan. 30. Kurds in Kirkuk could boycott the elections; Kurds in Kirkuk could vote for only national leaders and not provincial ones; Kurds nationwide could refuse to participate in the election because of the issue.

Speaking through an interpreter, Barzani told the American commanders, "We are ready to take great risks. We will risk everything we have in Kurdistan. But we will not accept the Arabization of Kirkuk."

Thursday's meeting had begun with the customary niceties - hugs and handshakes, small talk and declarations of friendship - after two American helicopters crested the Kurdish mountaintops and touched down on Barzani's private twin helipads. But within 20 minutes, Barzani's statements indicated possible road bumps ahead.

Kirkuk, about 150 miles north of Baghdad and about 60 miles south of Irbil, is at the heart of Kurdish national identity. The city and province were once predominantly Kurdish until Saddam's regime recognized the potential of the region's oil fields and farmlands. Over two decades, the regime razed thousands of Kurdish villages in the province, the rubble of which can still be seen from the air today.

On Thursday afternoon, Col. Lloyd Miles, the top American commander in charge of Kirkuk province, reminded Barzani that all decisions about the elections must come from the interim government in Baghdad. U.S. officials and military commanders could not influence the situation, Miles insisted.

But Barzani dismissed such protests. He reminded the colonel that the Kurds' loyalty to America dated to 1991, when Kurds rose up against Saddam after the Persian Gulf war. Since then, Kurdistan has been largely auto-

nous, with American and British air patrols protecting the territory. In the last war, Kurds provided key intelligence to American military commanders on the ground.

"It has been the Kurds who fought side by side with you. It has been the Kurds who died with you. It has been the Kurds whose blood flowed with yours," Barzani said, suggesting that he believed the United States could use some of its influence to help a longtime ally.

But Miles, speaking outside Thursday's meeting, said his orders are to ensure that U.S. troops do not appear to be influencing the election in any way. He has spent an increasing amount of time in recent weeks focusing on training Iraqi National Guard battalions and the Kirkuk police so that local forces will be the ones to secure polling places.

"There is nothing that would be worse than to have American soldiers standing outside polling sites," he said.

Miles, who commands the 2nd Brigade of the 25th Infantry Division, has been in Kirkuk for nearly a year. In that time, he has come to see the disparate perspectives of all the citizens of Kirkuk, a city that now is nearly equal parts Kurdish, Arab and Turkomen, with a healthy population of Assyrian Christians as well. "None of it is as simple as the Kurds would like it to be," Miles said. "To kick out the Arabs and send them back to where they came from some 30 years ago is going to create yet another chain of displaced persons. To redraw borders in this province means to redraw the borders of the surrounding provinces. "It is very complex, but I truly believe that if we can somehow get this right in Kirkuk we can get it right in all of Iraq," he concluded. "The city is a microcosm of the nation as a whole."

Clouding the Kirkuk situation is the interim constitution that was implemented in March to guide the interim government until elections could be held. Article 58 states that the transitional government "shall act expeditiously to take measures to remedy the injustice caused by the previous regime's practices in altering the demographic character of certain regions, including Kirkuk."

Article 58 goes on to assert that residents displaced by practices like Arabization will either be given back their homes and property or compensated for them; that individuals who were moved to new regions under Saddam should be resettled back in their original homes, and that the new government should seek to restore altered provincial borders. "The unfortunate thing is that the TAL (interim constitution) did not give us a timeline," Miles told Barzani on Thursday. Tense moments aside, Barzani, a jovial man dressed in traditional Kurdish clothes, patted Miles on the arm and motioned for him to eat lunch at the end of their conversation. It was an elaborate feast of lamb, chicken and fish, Kurdish salads and soups, rice and breads.

As they began to make their way to the dining room, Miles told his host, "The Kurds have been very good friends to us." Not missing a beat, Barzani looked at his guest with a smile. "In that case, sir, don't let your friends down," he said.

en couverture

# Objectif Iran

Le 15 novembre dernier, l'Iran a accepté de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium. Cet accord conclu avec les Européens lui permet d'échapper aux sanctions de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Mais les soupçons sur son programme nucléaire militaire existent toujours, et Washington semble toujours décidé à chercher l'épreuve de force. Une grande enquête de *The Atlantic Monthly* montre pourtant qu'une guerre contre l'Iran ne résoudrait rien.

◀ Sur les murs de Téhéran, le Guide suprême Ali Khamenei.

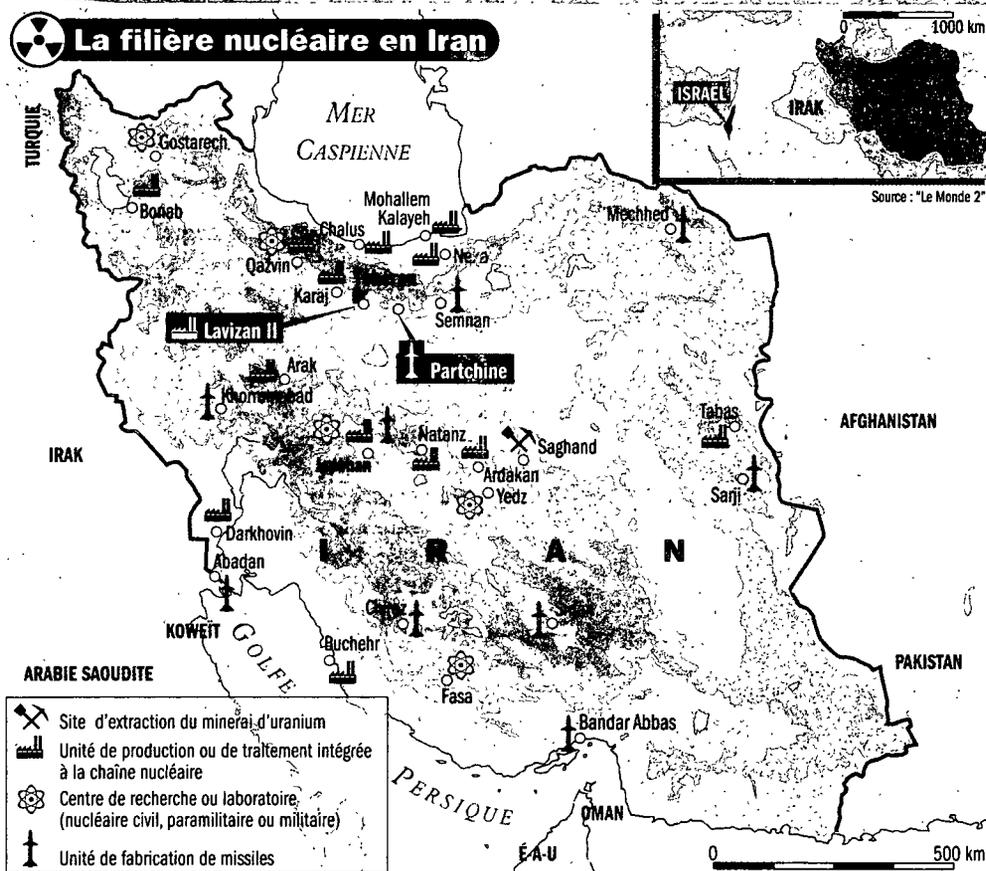
■ **Programme**  
L'Iran développe depuis longtemps d'un programme nucléaire civil, en particulier avec l'aide de la Russie. Mais en 2002, la révélation de l'existence d'un site expérimental d'enrichissement d'uranium à Natanz et de la construction d'un réacteur à Arak, qui pourrait produire assez de plutonium pour fabriquer une bombe atomique par an, a fait soupçonner l'existence d'un programme militaire. Depuis, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dénonce le secret qui entoure certaines activités du régime iranien. Les Occidentaux suspectent la construction d'un site secret à Isphahan, où est déjà produit de l'hexafluorure d'uranium, nécessaire aux usines d'enrichissement d'uranium, et l'AIEA s'intéresse de près aux sites de Parchine et Lavizan II.

DU 9 AU 15 DÉCEMBRE 2004

**Courrier**  
INTERNATIONAL



## La filière nucléaire en Iran



POSITION

## “Personne n'arrêtera notre programme”

Téhéran ne renoncera jamais à son droit d'accéder à cette technologie, affirme le grand quotidien iranien.

Le bras de fer qui oppose depuis deux ans l'Iran à l'Europe et aux États-Unis sur le dossier nucléaire est entré dans une nouvelle phase depuis que les responsables iraniens ont accepté la résolution du conseil de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Selon cette résolution, l'Iran a l'obligation de suspendre ses activités nucléaires et, en témoignage de sa bonne foi, de

faciliter aux observateurs de l'AIEA l'accès à tous les sites qu'ils souhaiteraient visiter. En échange, l'Iran a obtenu que le dossier ne soit pas déféré devant le Conseil de sécurité des Nations unies et a évité d'éventuelles sanctions internationales. L'Iran espère ainsi empêcher les Américains d'y faire continuellement référence comme un instrument de pression à son endroit. Du point de vue des dirigeants iraniens, la décision de suspendre les activités nucléaires a été prise dans des conditions d'urgence et sous le poids d'obligations internationales comme la seule mesure permettant

■ **Menaces**  
John Bolton, sous-secrétaire au Désarmement américain, participait récemment à un colloque de la fondation Liberal à Venise. Il a clairement posé un ultimatum : “Ou l'Iran accepte le désarmement nucléaire, sa dernière chance,

ou il sera dénoncé au Conseil de sécurité de l'ONU, prémise à une intervention militaire”. (D'après *L'Espresso*, Rome).

d'écarter les menaces [américaines] sur le pays. L'Iran, interlocuteur "non consentant" des récents pourparlers, même s'il a accepté les termes de la résolution, cherchera dans l'avenir à faire valoir son droit d'accéder à une technologie nucléaire à des fins pacifiques. Cette position est très largement partagée dans tout le pays, et ni les responsables ni le peuple ne sont prêts à abandonner ce principe. Cette orientation fait désormais partie intégrante des programmes de renouveau

et de développement d'une dizaine de pays en voie de développement. Le soutien ferme apporté par le Mouvement des pays non alignés aux positions iraniennes dans les discussions de ces deux dernières années est une claire manifestation de cette tendance internationale dont l'Iran serait à terme le bénéficiaire. En pratique, la nucléarisation de l'Iran est également une nécessité indéniable. La maîtrise technique du nucléaire que l'Iran possède aujourd'hui empêche tout acteur interne ou externe

de mettre fin à la progression de son programme. En outre, les besoins économiques du monde exigent que l'Iran, en tant que grand producteur de pétrole, continue à répondre à la demande grandissante qui lui est adressée. En utilisant l'énergie nucléaire pour ses besoins internes, ce pays pourra continuer à assurer le flux pétrolier vers les marchés extérieurs. **Hamshahri (extraits), Téhéran**

SCEPTICISME

## Une menace bien commode pour Israël

**L'Iran serait-il plus dangereux que le Pakistan et l'Inde, qui détiennent déjà l'arme nucléaire ? se demande le quotidien israélien Ha'Aretz.**

Une vieille tradition israélienne veut que, lorsque pointe l'heure des discussions budgétaires, Tsahal agite en guise d'épouvantail le nom de l'ayatollah Ali Khamenei, le guide spirituel iranien [considéré comme un dur du régime de Téhéran]. Mais Israël n'a pas l'exclusivité du "facteur iranien". Car la menace iranienne a quelque chose de magique. Elle a le pouvoir d'ouvrir le portefeuille américain au bénéfice d'Israël. Elle justifie presque tout ce que les Etats-Unis font au Moyen-Orient. Elle permet à l'Europe de jouer un rôle stratégique. Et elle aide la Russie à retrouver son ancien statut de rival des Etats-Unis.

Mais ceux qui devraient être a priori les plus satisfaits de l'existence de la menace iranienne s'abstiennent de le crier sur les toits. L'Arabie Saoudite, les Etats du Golfe, l'Irak et l'Egypte n'espèrent pas moins ardemment que les Etats-Unis et Israël voir les démarches diplomatiques aboutir, à tout le moins, à un gel du programme iranien d'enrichissement de l'uranium. Cela parce que la dernière chose dont veulent les Etats arabes, c'est d'une nouvelle guerre menée par l'Occident contre un pays musulman, guerre dans laquelle ils seraient forcés de défendre l'honneur d'un Etat musulman, chiite qui plus est... [Les Etats arabes sont gouvernés par des sunnites.] L'Iran n'est pas l'Irak de 2003. C'est un Etat dont l'écrasante majorité de la population n'est pas heureuse de l'évolution économique, mais n'est pas

forcément opposée au régime en place. Les réformistes ne sont pas moins nationalistes que les conservateurs, et le régime iranien est assoiffé de légitimité interne et externe. Quelqu'un peut-il sérieusement nous dire quel pays est le plus dangereux ? L'Iran ? Le Pakistan, qui menace l'Inde de ses armes nucléaires ? L'Inde, qui menace le Pakistan de ses armes nucléaires ? Ou la Corée du Nord, avec qui les Etats-Unis sont disposés à négocier ? Avant qu'Israël ou les Etats-Unis n'usent de l'arme fatale contre l'Iran, ils feraient peut-être mieux de faire pression sur la Chine, la Turquie, l'Inde et la Russie pour qu'ils suspendent leurs relations économiques et commerciales et ne participent pas directement ou indirectement au programme nucléaire iranien, civil comme militaire. Car il est intéressant de relever que

tous ces pays sont également des alliés d'Israël et lui achètent sa haute technologie. Il est encore plus intéressant de relever que cela fait des années que l'Iran ne semble pas gêné de faire du commerce avec des alliés d'Israël. Sans compter que l'Iran envisage de renouer ses relations diplomatiques avec l'Egypte, des relations rompues à la suite des accords [israëlo-égyptiens] de Camp David (1978). L'Iran n'est pas le pays isolé dont rêvent les Etats-Unis. C'est un pays qui entretient des relations étroites avec la plupart des Etats dans le monde, et le régime des ayatollahs n'est pas composé de candidats à l'attentat suicide. C'est un régime qui n'est certes pas heureux de l'existence d'Israël et aimerait le voir disparaître. Mais pas au prix de sa propre disparition.

**Tzvi Barel, Ha'Aretz (extraits), Tel-Aviv**

AMBITION

## Tout contrôler, de Rabat à Islamabad

**L'Europe a gagné une bataille, mais les Etats-Unis n'ont pas dit leur dernier mot, car leur objectif est global, explique un expert russe.**

A première vue, ce qui se passe autour de l'Iran est la copie conforme de ce qui s'est passé avec l'Irak. Mêmes menaces de la part de Washington, mêmes soupçons au sujet de la fabrication d'armes de destruction massive, même mauvaise volonté à coopérer avec les commissions d'inspection internationales, et finalement opération militaire de la superpuissance. Il existe toutefois plusieurs différences. Après 1991, l'Irak s'est retrouvé soumis à des sanctions internationales dans tous les domaines, qui ont entraîné un effondrement presque total de son économie, pendant que l'Iran se développait plutôt

bien. En Irak, la présence des sociétés étrangères était virtuelle, sinon illégale, tandis qu'en Iran les compagnies pétrolières européennes ont déployé une activité intense. En conséquence, la prise de contrôle de l'Iran représente un enjeu bien plus important. D'où, en bonne logique, la volonté de l'Europe de ne pas laisser les choses évoluer comme en Irak et d'engager une bataille "détournée" contre Washington. L'Europe semble avoir gagné cette bataille. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a confirmé que l'Iran était prêt à suspendre son programme d'enrichissement de l'uranium ; donc, la menace de sanctions s'éloigne. L'avenir ressemble cependant à une équation à plusieurs inconnues. Les accords actuels sur le programme nucléaire de l'Iran sont loin d'être les premiers du genre, et à chaque fois Téhéran s'est moqué des Européens. Admettons cependant que, cette fois-ci, l'Iran daigne honorer ses engagements. Cela signifie-t-il que le problème est réglé ? Il semblerait que non. Souvenons-nous de la raison qui a amené les Etats-Unis à intervenir en Afghanistan et en Irak, deux voisins de l'Iran. Ils n'avaient sûrement pas comme intentions de se charger d'un fardeau consis-

tant à remettre sur pied des économies détruites par de longues années de guerre ; encore moins de venger le père (George Bush senior) grâce au fils. Les campagnes militaires américaines dans ces pays sont à considérer dans le cadre d'un projet global visant à créer un "Moyen-Orient élargi" qui irait du Maroc au Pakistan. Or l'obstacle majeur à ce projet était et demeure l'Iran. Peu importe qu'il possède ou non l'arme atomique. Tant que l'idéologie de Téhéran reste anti-américaine, les actions armées contre les forces d'occupation ne cesseront ni dans l'ouest de l'Afghanistan ni dans le sud chiite de l'Irak. Quant à accéder au secteur pétrolier iranien, les compagnies américaines ne doivent pas y compter. Dès lors, si les Américains se montraient incapables de prendre le contrôle de l'Iran, cela signifierait que leurs campagnes en Afghanistan et en Irak ont été inutiles. Washington ne s'y résoudra jamais. Avec la décision prise hier [le 29 novembre] par l'AIEA, nous assistons à ce qui n'est ni la première ni certainement la dernière empoignade d'une guerre où la victoire est trop précieuse pour que les choses en restent là. Les batailles décisives sont à venir.

**Boris Volkonski, Kommersant, Moscou**

# LES « CRITÈRES » DES KURDES

**A**

SSURÉMENT, s'il est une valeur en hausse dans tout le Kurdistan turc, c'est bien celle des « critères de Copenhague ». Evoqués à l'envi tant par le marchand de tabac du mar-

ché de Nusaybin, à la frontière syrienne, que par le gérant du grand hôtel de Mardin ou les représentants de commerce de Diyarbakir croisés sur la route, les fameux « critères », qui exigent que tout pays candidat à l'Union européenne ait mis en place un Etat de droit et respecte ses minorités, font figure de monnaie des lendemains qui chantent.

L'un de ces représentants de commerce, Nurican, la quarantaine, raconte comment autrefois, les hommes du village qui votaient pour le parti prokurde Hadep, lors des élections, étaient ensuite copieusement rossés par les militaires. « Il faut un intermédiaire entre nous et les autorités turques », plaide-t-il. « S'il y a une amélioration dans la vie de tous les jours, c'est grâce à la perspective de l'adhésion » à l'Union européenne, explique Sara Yusufoglu, employée à la mairie de Nusaybin, une localité dont les 75 000 habitants prospèrent grâce au commerce transfrontalier avec la Syrie voisine. « Dans le fond, bien peu de choses ont changé. Les forces de sécurité sont moins visibles, c'est vrai, mais elles sont toujours là, prêtes à intervenir. Tout le monde ici comprend bien que la Turquie ne se transformera que contrainte par la perspective européenne. C'est pourquoi, même dans les villages les plus reculés, les gens tentent de se tenir informés. »

Ali, son ami d'enfance, la trentaine, ne dira pas le contraire, lui qui vient tout juste d'être libéré après avoir passé douze années en prison pour « appartenance à une organisation terroriste », en l'occurrence le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement séparatiste. Il affirme n'avoir jamais tenu une arme et n'avoir fait que militer pour la cause de son peuple. Comme lui, des milliers de jeunes hommes purgent de lourdes peines de prison en Turquie. Avec l'entrée en vigueur du nouveau code pénal - prévue pour avril 2005 - tous les espoirs sont permis. Signe positif, le gouvernement actuel a, ces dix derniers mois, fait libérer quelque 3 000 prisonniers comme Ali. Pour ne pas heurter de front les milieux ultranationalistes et anti-européens, ces mesures ont été adoptées de façon discrète.

Six mois plus tôt, c'était Leyla Zana, ancienne députée kurde de Diyarbakir, qui avait retrouvé la liberté, avec trois de ses compagnons - Selim Sadak, Hatip Dicle et Orhan Dogan -, après dix années passées dans les geôles turques. Leur crime ? Ils avaient parlé le kurde en public.

L'histoire de Leyla Zana est, à elle seule, symbolique de l'impact sur le Kurdistan turc de la volonté d'Ankara d'entrer dans l'Europe. Le 20 octobre 1991, Leyla Zana, 30 ans, est élue députée à la Grande Assemblée turque. Le jour de sa prestation de serment, elle monte à la tribune coiffée d'un serre-tête aux couleurs du drapeau kurde (rouge, vert, jaune). Une bronca l'accueille : « Enlève le bandeau ! Enlève ! », crient les parlementaires en tapant du poing sur leurs tables.



Leyla Zana et ses trois compagnons de détention, anciens députés kurdes comme elle, acclamés par la population pendant la traversée de Diyarbakir sur le toit d'un autocar, le 13 juin, après leur libération de prison.

**Les exigences européennes de respect du droit et des minorités, connues sous le nom de « critères de Copenhague », sont du meilleur effet au Kurdistan turc. Les fusils se sont tus, et Leyla Zana, députée emprisonnée, est enfin libre**

Alors qu'ils fondent sur elle pour la déloger de la tribune, elle a encore le temps de prononcer une phrase en kurde sur la nécessité pour les Turcs et les Kurdes de vivre ensemble et en paix.

En 1994, les quatre députés sont condamnés à quinze années d'emprisonnement. Ils vont en purger dix, jusqu'à ce que leur procès soit révisé, à la demande de l'Union européenne. En 1995, le Parlement européen décerne le prix Sakharov pour la paix à la jeune femme incarcérée. La petite paysanne kurde qui n'a jamais fréquenté l'école - « à l'époque, les parents ne scolarisaient pas les filles », explique son beau-frère dans un documentaire - est devenue l'égérie de son peuple.

Son militantisme, elle l'a forgé de bonne heure, en faisant la queue de longues heures durant devant la prison de Diyarbakir, où son mari, Mehdi Zana, ancien maire de la ville, purgeait une peine de dix ans pour s'être, lui aussi, exprimé dans sa langue. En 1988, une échauffourée a lieu entre les forces de l'ordre et les femmes qui attendent devant la prison. Toutes sont molestées, quelques-unes sont arrêtées et torturées, Leyla en fait partie. C'est le début de son engagement politique. C'est à partir de là qu'elle commence à se mobiliser contre la répression et l'injustice.

Depuis, son combat n'a jamais cessé. A leur sortie de prison, en juin 2004, elle et ses trois compagnons annoncent la création d'un nouveau mouvement politique, dont l'objectif est d'obtenir « une solution pacifique et

démocratique » pour la question kurde.

Vouée tout entière à cette tâche, Leyla refuse tout contact avec la presse depuis sa libération : « J'ai besoin de recul après ces dix années », confie-t-elle. Elle accepte néanmoins une discussion à bâtons rompus « autour d'une tasse de thé ». Petite et mince, toute vêtue de noir, la jeune femme dégage une incroyable énergie. Ses yeux vifs et rieurs disent combien le ressentiment lui est un sentiment étranger. « Cette haine, si je la nourrissais en moi, finirait par m'empoisonner, moi et tous ceux qui m'entourent », dit-elle. Ce qui lui a manqué le plus au fond de sa cellule, à la sinistre prison d'Ulucanlar, c'était « le contact physique avec les autres, la nature ».

**C**ONSCIENTE de ce qu'une petite fenêtre vient de s'ouvrir - la guerre est terminée, le PKK usé et les Kurdes de Turquie plus alléchés par l'idée de rejoindre l'Europe que de suivre leurs frères d'Irak -, Leyla est pleine d'espoir. « Pour la première fois, les intérêts des Turcs, des Kurdes et des Européens convergent. Je suis persuadée que le siècle qui s'ouvre a une tout autre signification que les précédents. Les différences entre les peuples sont vouées à s'estomper. Et, d'ailleurs, n'avons-nous pas commencé à tous nous ressembler ? », interroge-t-elle, l'œil malicieux...

Sur la route qui serpente au milieu d'un paysage de montagnes ondoyantes et désertiques entre Mardin et Diyarbakir, les dol-

mus (taxis collectifs) circulent désormais en toute liberté. Cette partie du Kurdistan de Turquie, qui jouxte la Syrie et l'Irak, fut pourtant jadis le théâtre de violents accrochages entre les rebelles kurdes du PKK et l'armée régulière d'Ankara. « *La voie est libre, plus de barrages, plus de contrôles ! se félicite, depuis l'arrière d'un minibus, un vieil homme coiffé de son cemađani, le couvre-chef masculin local. Ma fille, il y a seulement cinq ans, tu n'aurais certainement pas pu emprunter cet itinéraire à la nuit tombée ! Dieu merci, les choses ont changé !* »

L'histoire qu'il relate ressemble à celle de millions d'autres Kurdes, poussés à l'exode lors de la destruction de leurs villages dans les années 1990. Alors qu'il était enfant, ses parents, pris eux aussi dans la vaste transhumance des Kurdes vers les villes turques ou vers l'étranger, ont trouvé en bout de course refuge au Danemark, parce que « *vivre en étant méprisé et humilié était une réalité insupportable* ».

Aujourd'hui naturalisé danois, il travaille à Copenhague dans le petit restaurant familial, mais revient quand même au pays

Kaymaz, 31 ans, et son fils Ugur, 11 ans, ont été tués devant chez eux par les forces de sécurité turques.

Le lendemain, Temer Kocaklar, le gouverneur de Mardin, a annoncé dans un communiqué, repris par l'agence de presse Anatolie, la neutralisation de « *deux terroristes présumés, armés de deux fusils d'assaut AK-47 et de deux grenades à main* », qui préparaient « *l'attaque des quartiers généraux de la police et de la gendarmerie* ». Vue de Kiziltepe, l'affaire sonne tout autrement. Militant de longue date du Hadeş (parti prokurde présumé proche du PKK, selon les autorités qui travaillent à son interdiction), Ahmet Kaymaz était la cible de menaces régulières, surtout depuis qu'il suivait le dossier déposé par des membres de sa famille devant la Cour européenne des droits de l'homme à la suite de l'assassinat de deux des leurs.

« *Quelques jours avant les faits, Ahmet a dit avoir vu des membres des forces de sécurité rôder devant chez lui, explique Cemal Veske, proche de la victime et président du Hadeş pour la région. Le soir où il a été tué, il chargeait son camion avec l'aide de son fils, car le lendemain il partait à Iskenderun, puis en Irak. Lui et le gamin étaient en chaussons, ils ont été tués à bout portant. Le petit était méconnaissable, criblé de treize impacts. Ensuite, d'après les voisins qui les ont vus, les forces de sécurité ont placé les armes autour d'eux.* »

Firat, témoin du drame, raconte que l'instituteur de l'enfant, qui habitait non loin de là, s'est précipité, prompt à démentir : « *Ce gosse n'est pas un terroriste, il est mon élève.* » Il a aussitôt été placé en garde à vue, puis relâché quelques heures plus tard.

« *Pensez-vous que tout cela soit le signe d'une justice indépendante ?* », interroge Cemal. Pour lui, les événements de Kiziltepe montrent à quel point les réformes votées ces derniers mois en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne n'existent que sur le papier. Malgré l'abolition récente des tribunaux d'exception, la notion de présomption d'innocence est loin d'avoir cours. Cemal sait que les mentalités mettront longtemps à changer, mais il veut croire en l'adhésion à l'Union européenne, garantie de l'application des « *critères de Copenhague* ». « *Ici, nous suivons le processus de très près* », assure-t-il.

Marie Jégo

## « Cette haine, si je la nourrissais en moi, finirait par m'empoisonner, moi et tous ceux qui m'entourent »

LEYLA ZANA

Que de chemin, en effet, parcouru depuis les années noires de la guerre entre le PKK et les forces turques ! Cette sombre période, de 1984 à 1999, a entraîné la mort de 35 000 personnes, l'exode de 2 millions de paysans et la destruction de 3 000 villages, vidés de leurs habitants, puis brûlés par l'armée sous prétexte d'empêcher tout soutien logistique à la guérilla. Depuis la capture, en février 1999, du chef du PKK, Abdullah Öcalan - condamné à la prison à vie en juin 1999 -, les armes se sont tuées dans ces régions du Sud-Est. Intervenu progressivement, la levée de l'état d'urgence a desserré l'étau dans lequel la population locale était prise, astreinte à des contrôles incessants, entravée dans ses déplacements, soumise aux contraintes du couvre-feu.

Entre Diyarbakir et Mardin, les barrages militaires ont aujourd'hui totalement disparu. A en juger par les nombreux camps et cantonnements aperçus sur la route, soldats, gendarmes et membres des forces spéciales sont là, mais ils ne se montrent pas. « *Les choses vont mieux, c'est indéniable ! Autrefois, c'est à peine si nous pouvions sortir en plein jour, désormais nous nous promenons aussi la nuit !* », se réjouit Ümit, un jeune serveur de restaurant de Diyarbakir, la plus grande ville de la région (1,5 million d'habitants), qui a pris le *dolmuş* pour rendre visite à sa famille dans un village des environs de Mardin. « *Avant, nous nous couchions et nous nous levions au bruit des coups de feu. J'en ai la chair de poule rien que d'y penser !* », dit-il avec un frisson.

trois ou quatre mois par an pour officier dans celui de son oncle, à Diyarbakir.

« *Pourquoi n'aurions-nous pas notre chaîne de télévision kurde ? Il y a près de 200 chaînes en Turquie, où est le mal ?* », interroge-t-il avec une pointe d'irritation. Ümit se pose parfois la question d'un retour définitif au pays, un pas franchi récemment par quelques villageois des environs de Mardin. « *Si des droits culturels et politiques nous sont accordés, nous rentrerons, assure-t-il. Les Kurdes de la diaspora [2 millions de personnes, sur une population kurde totale estimée entre 12 et 17 millions] ont le mal du pays, tout comme ceux qui, ces quinze dernières années, sont venus grossir les bidonvilles d'Adana, d'Istanbul ou de Mersin.* »

Loin de l'époque, avant 1991, où parler le kurde dans un café relevait du délit de « *séparatisme* », l'usage de la langue est désormais totalement admis. Cette année, on a même commencé à l'enseigner.

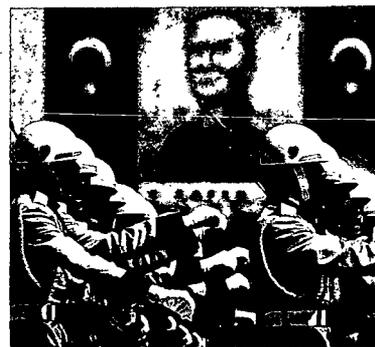
Certes la loi sur l'enseignement du kurde, votée en 2002, a buté sur de multiples obstacles administratifs avant de pouvoir entrer en vigueur deux ans plus tard. Des centres d'enseignement ont fini par ouvrir leurs portes, mais, faute de moyens financiers, ils sont encore peu nombreux.

Sur un immeuble du centre-ville de Kiziltepe, bourgade industrielle proche de la frontière syrienne, une pancarte invite à des « *cours de langue kurde* ». Mais les habitants de Kiziltepe n'ont pas le cœur à cela. La ville est en deuil depuis qu'au soir du 21 novembre deux de ses enfants, Ahmet

LE FIGARO  
magazine

du samedi 11 décembre 2004

Faut-il  
avoir peur  
de la Turquie ?



## Géopolitique

# Aux confins des deux mondes

Tirillée entre l'Occident, le monde arabe et l'Asie, la situation politique de la Turquie a toujours été un casse-tête pour les Européens.

Par Cyril Hofstein

**D'**abord deux chiffres : 779 442 km<sup>2</sup>, soit la superficie du territoire turc, et 8, soit le nombre de pays avec lesquels la Turquie possède une frontière terrestre. Ensuite des faits : à la jonction des Balkans, du Caucase, de l'Asie centrale et du Moyen-Orient, la situation géographique et géopolitique de la Turquie est l'une des plus complexes de la région. Longeant la Géorgie et l'Arménie, entourée à l'est et au sud par l'Iran, l'Irak et la Syrie, à l'ouest par la Grèce, Chypre et la Bulgarie, ce pays est tiraillé par son appartenance historique à l'Europe continentale, sa proximité avec le monde arabo-musulman et ses liens étroits avec les peuples turcophones d'Asie centrale.

Ancré à l'Occident, membre du Conseil de l'Europe depuis 1950, pilier de l'Otan depuis 1952, le pays est aussi écartelé entre sa politique étrangère, guidée par la volonté de rejoindre l'Union européenne, sa fidélité aux Etats-Unis, son allié historique depuis 1946, ses zones de tensions avec les monde grec et kurde et sa coopération avec ses voisins arabes et caucasiens. Autant de traits marquants et de lignes de fractures qui divisent actuellement les partisans et les opposants à l'entrée de la Turquie dans l'UE. Car accepter un nouveau pays dans le club européen implique aussi d'accepter ses tensions internes et externes, ainsi que ses « casseroles » diplomatiques et géopolitiques.

### La question kurde

Au Proche-Orient, les Kurdes constituent un peuple de 25 à 30 millions de personnes dispersées entre la Turquie, l'Irak

et la Syrie, mais aussi l'Arménie et la Géorgie, soit au cœur de la zone d'influence de la Turquie où la question kurde est l'une des plus graves posées à l'Etat turc.

La guerre entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et la Turquie, qui refuse de reconnaître des droits culturels spécifiques à sa minorité kurde (environ 12 millions de personnes, soit 20 % de la population turque), s'est déclenchée en 1984 dans le Sud-Est anatolien. Bilan : plus de 30 000 morts côté kurde en une quinzaine d'années, tandis que le terrorisme frappait impitoyablement les agglomérations et les intérêts turcs. Au moins 2 millions de personnes ont dû fuir la région pour trouver refuge dans les villes de l'ouest et du sud de la Turquie.

En 1999, la trêve et la fin des opérations militaires d'envergure ont assuré un semblant de stabilité. Depuis deux ans, la Turquie avait même montré des signes de bonne volonté en autorisant, par exemple, l'ouverture d'écoles privées intégrant l'enseignement de la langue kurde, tandis qu'une chaîne de télévision publique projetait de diffuser des émissions en kurde.

Mais après cinq années de paix armée, des rebelles de l'ex-PKK (rebaptisé Kongra-Gel) ont repris les armes et les attentats avec le soutien de Kurdes nord-irakiens.

La réaction turque ne s'est pas fait attendre. Mais depuis 2003 et l'intervention américaine en Irak, la Turquie a dû accepter de rester neutre et de limiter l'emploi de ses forces armées. Reste que la reprise des hostilités laisse peu de chances à un règlement rapide du conflit et fait craindre une nouvelle extension des hostilités en dehors des frontières turques.

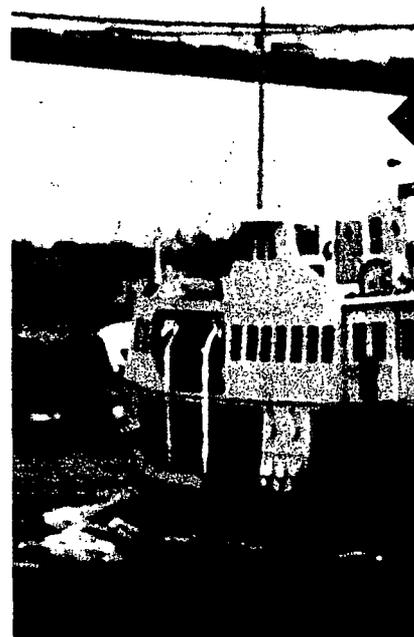
### Le statu quo chypriote

Malgré les pressions internationales et les menaces de Nicosie de mettre son veto à l'intégration turque dans l'UE, Ankara n'a toujours pas l'intention de reconnaître la partie grecque de Chypre en tant que nouveau pays membre de l'Union. La situation demeure donc inchangée, tandis que le maintien de quelque 35 000 militaires turcs dans la partie nord de l'île, envahie le 20 juillet 1974, laisse peu d'équivoque.

En outre, depuis le référendum d'avril et l'échec retentissant de la tentative de réunification de Chypre orchestrée par l'ONU et l'Union européenne, l'opinion internationale a changé son fusil d'épaule. Le contraste entre le « non » exprimé par les Chypriotes grecs du Sud et le « oui » de la communauté turque de Chypre Nord a plutôt joué en faveur de la Turquie. Et la Commission européenne comme les Etats-Unis s'efforcent désormais de rompre l'isolement économique des Turcs chypriotes. L'avenir de l'île d'Aphrodite semble ainsi celui du maintien de la partition. Même Athènes, engagée dans un processus de rapprochement avec Ankara et favorable à l'ouverture de négociations avec la Turquie, joue la carte du statu quo.

### Les voisins islamiques

Quel rôle la Turquie peut-elle tenir vis-à-vis de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran ? Historiquement, les relations entre la Turquie et le monde arabo-musulman sont marquées par une forme de méfiance culturelle et de nette séparation politique. De fait, la Constitution turque de 1937, qui consacre la république et la laïcité, établit des

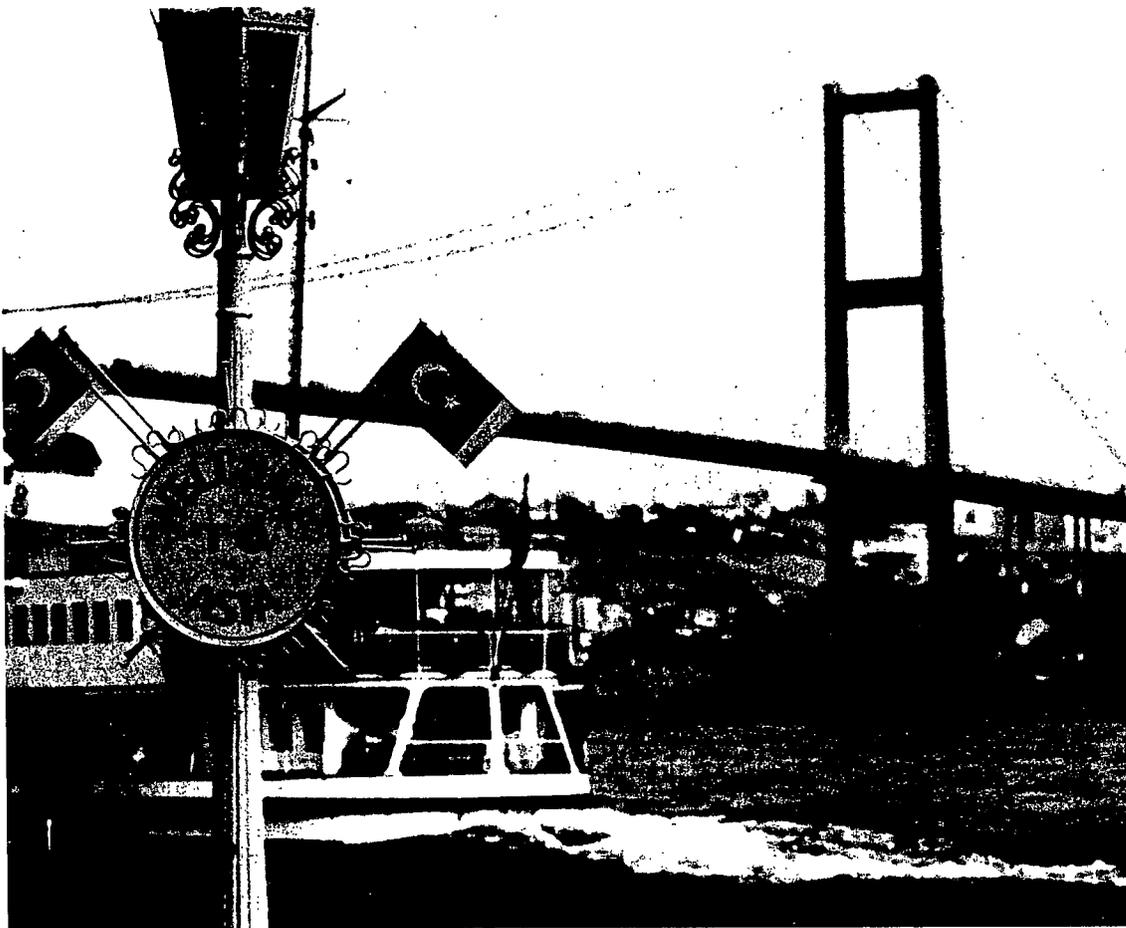


Le premier pont d'Istanbul reliant l'Europe à

bases de gouvernement à rebours des orientations prises à la même époque par les pays arabes.

Dans le même temps, la Grande-Bretagne accentue encore les différences entre la Turquie et ses voisins en refusant de donner Mossoul à la Turquie. La France, en confiant Alexandrette aux Turcs au détriment des Syriens, ne fait pas mieux. Aujourd'hui, ces questions territoriales pèsent encore sur les relations bilatérales des trois pays. Enfin, le choix de l'Etat turc de s'aligner sur la position américaine ne contribue pas non plus à un rapprochement diplomatique avec le monde arabe.

La situation évolue cependant au cours des années 60-80, quand la Turquie essaie de séduire les pays arabes en condamnant l'occupation israélienne des territoires palestiniens. Le choc pétrolier de 1973 marque quant à lui un net tournant en termes de coopération économique entre la Turquie et ses voisins, dont la Libye, tandis que l'Irak se rapproche de la Turquie au moment de sa guerre contre l'Iran. Toutefois, la tension demeure forte à l'époque avec la Syrie, accusée d'abriter



'Asie aurait été financé en partie par les primes au retour de la première vague des Turcs résidant en Allemagne.

des camps d'entraînement kurdes.

Puis apparaît une nouvelle fracture : au moment de l'occupation du Koweït par l'Irak, la Turquie s'intègre, conformément aux accords signés, dans le dispositif de l'Otan (Ankara refuse toutefois de prendre part à la coalition militaire tout en autorisant l'utilisation de ses bases aériennes) et pratique une politique d'ouverture à l'égard d'Israël. Le 23 février 1996, les deux pays signent même un accord de défense.

En plus de cette histoire diplomatique houleuse, une autre question délicate se pose entre la Turquie et ses voisins immédiats : l'eau. Pour augmenter sa production agricole et développer ses provinces orientales, le gouvernement turc a mis sur pied au début des années 80 le projet GAP (en turc Güneydogu Anadolu Projesi) du Sud-Est anatolien. Un aménagement colossal qui prévoit la construction de 22 barrages sur le Tigre, l'Euphrate et leurs affluents. L'achèvement des barrages et des centrales est prévu pour 2005. Les travaux d'irrigation s'achèveront en principe en 2010. Cette réalisation inquiète particu-

lièrement la Syrie et l'Irak, qui craignent de voir leur approvisionnement naturel en eau menacé... ou contrôlé par la Turquie.

### Le rêve grand turc

Dans les années 90, l'effondrement de l'Union soviétique et la naissance des républiques d'Asie centrale a pu faire croire à certains au retour de l'idéal grand turc du panturquisme (mouvement politique tendant à réunir tous les peuples turcs sous un même Etat, un concept que la Turquie kémaliste a toujours rejeté et combattu). Dès 1991, la Turquie a immédiatement reconnu l'indépendance des républiques turcophones (Azerbaïdjan, Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan et Kazakhstan). Elle a apporté son concours à leur insertion rapide dans les organisations internationales et régionales.

Par ailleurs, Ankara a été un des acteurs clefs dans la mise en place de deux organisations régionales : au nord, la Coopération économique de la mer Noire (CEMN) ras-

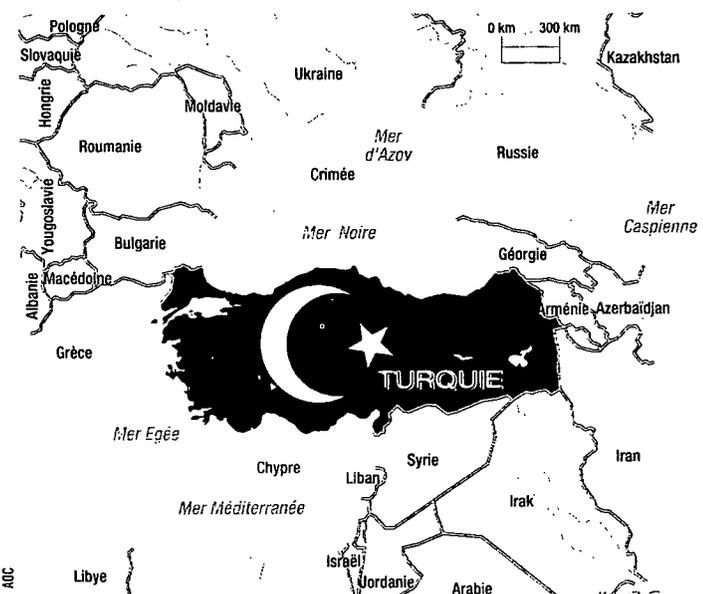
semblant les pays riverains et limitrophes de la mer Noire, et au sud, l'Organisation de la coopération économique (OCE), rassemblant dix pays musulmans non arabes du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. Missions commerciales, diploma-

tiques et militaires se sont ainsi succédé auprès des pays turcophones, particulièrement l'Ouzbékistan. Des voix se sont alors élevées pour s'inquiéter de la naissance d'un « Commonwealth turcophone ».

Durant le conflit pour le contrôle du Nagorno-Karabakh, la Turquie soutient naturellement l'Azerbaïdjan en fermant sa frontière avec l'Arménie en 1993, par solidarité. Les conséquences économiques de ce blocus se sont fait longtemps sentir en Arménie. Sans parler du poids diplomatique lié à la non-reconnaissance du génocide arménien par le gouvernement turc qui plombe lourdement les relations entre les deux pays.

Dans ce contexte, l'Azerbaïdjan s'en tire plutôt bien. Dans un avenir proche, ce pays verra couler le pétrole de ses plates-formes marines dans l'oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) qui reliera Bakou au terminal de Ceyhan, sur la côte méditerranéenne de la Turquie, en passant par la Géorgie. Car c'est bien la question de la coopération économique et de l'acheminement des hydrocarbures des républiques turcophones vers la Turquie, la Méditerranée et l'Europe qui est actuellement l'enjeu géopolitique majeur de la région. Un enjeu à l'Est, dont la Turquie n'a absolument pas l'intention d'être écartée tout en poursuivant ses rêves d'intégration à l'Ouest. ■

Avec ses 779 442 km<sup>2</sup>, à la jonction des Balkans, du Caucase, de l'Asie centrale et du Moyen-Orient, la Turquie occupe une position stratégique.





OSMAN ORSAL AP-SIPA

Une femme orthodoxe baise la main du patriarche Bartholomée I<sup>er</sup>. Cette scène se répète chaque dimanche, avant l'office, dans la cathédrale stambouliote.

Une multitude de peuples et de cultures, que l'Empire ottoman a su faire cohabiter durant des siècles, rejoindront demain l'Europe.

Par Léopold Sanchez

Dès 1492, Istanbul accueillait les Juifs chassés d'Espagne, suivis de ceux du Portugal en 1497. Ils vinrent se joindre aux Grecs et aux Arméniens qui occupaient déjà des quartiers de Galata. Au gré des invasions ottomanes, des Arabes et autres peuples d'Asie, comme les Chaldéens, les Assyriens, les Turcs ou les Perses sont venus vivre sur les rives du Bosphore. Aujourd'hui, on trouve en Turquie plus de 70 peuples,

une cinquantaine de langues et autant de religions et de sectes. Tous ces groupes ethniques bénéficient de la nationalité turque et, à ce titre, deviendront des Européens, si le pays rejoint l'Union.

### Les Kurdes

Ils sont divisés en plusieurs groupes qui se distinguent par la religion et la langue. La majorité est sunnite, mais on trouve également parmi eux des alévis, des chrétiens nestoriens (à ne pas confondre avec les Chaldéens), des Assyriens et des zoroastriens (les Yézidis). Les Kurdes forment une partie importante de la population turque. Leur influence s'est faite plus grande ces dernières années, depuis la fin des hostilités avec l'armée turque en 1999 et la reconnaissance officielle d'un Etat irannien indépendant du Kurdistan, au nord de l'Irak. A Istanbul ou à

Ankara, l'affirmation d'une identité kurde est en train de prendre une place prépondérante, surtout dans le domaine culturel et notamment à travers le cinéma.

Pourtant, les régions kurdes situées à l'est du pays continuent à être marquées par les années d'isolement et de conflit. Détentrices de records de pauvreté, avec un taux de chômage de 80 %, elles sont les premières à fournir des candidats à l'émigration (notamment vers l'Europe de l'Ouest). Officiellement, la polygamie, les sévices corporels à l'égard des épouses désobéissantes et le travail des enfants sont interdits dans ces communautés kurdes des montagnes, et « passibles de lourdes peines ». Mais certaines affaires récentes, comme les crimes d'honneur (cette tradition qui « tolère » que la famille supprime les femmes qui ne respectent pas l'ordre ins-

tauré par le père ou le mari), montrent que les libertés individuelles n'y sont pas respectées. Tout comme, d'ailleurs, le travail des enfants, encore courant à l'est de la Turquie, notamment dans les exploitations minières.

### Les Arméniens

Le second groupe important est constitué par les Arméniens, chrétiens (divisés en grégoriens, catholiques et protestants) et musulmans (les Hémichis). Ces derniers sont estimés à 3 millions dans l'ensemble du pays. Cantonnés principalement dans les régions orientales du pays, les Hémichis ont vécu en bonne intelligence avec les chrétiens jusqu'aux pogroms de 1915. On estime à 300 000 le nombre des victimes, œuvres des milices indépendantistes, sans compter ceux qui furent déportés par l'armée ottomane. Aujourd'hui, les Arméniens musul-





Les chefs de la communauté juive de Turquie dans la grande synagogue d'Istanbul.

## Istanbul joue à nouveau le rôle de pont entre l'Orient et l'Occident

...  
mans se disent turcs avant tout et solidaires de la nation, mais ils accordent une confiance limitée aux Turcs, du fait du génocide. Très actifs dans le pays, les Arméniens font de constants efforts pour faire connaître leur langue et leur culture, grâce notamment à la maison d'édition Aras (fondée en 1993) et à deux grands quotidiens (*Marmara* et *Jamanak*). La communauté arménienne est plutôt favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Europe, pour deux raisons. Elle pense que cela facilitera ses relations avec la république d'Arménie et contribuera à assurer son identité politique et culturelle.

### Les Juifs

Contrairement à ce qui peut se passer en Europe, l'intelligentsia turque entretient une relation sentimentale très profonde avec la minorité juive. Le noyau initial séfarde est arrivé d'Espagne en 1492, sous le règne du sultan Selim qui lui accorda des droits.

Aujourd'hui, cette communauté ne représente qu'une toute petite partie de la population turque. Mais elle dispose de quelques écoles où l'on enseigne parallèlement le turc (langue d'instruction) et l'hébreu. La génération plus âgée a conservé l'usage du français et du judéo-espagnol (ladino). Depuis quelques années, sous l'in-

fluence des cultures qui se sont développées autour du bassin méditerranéen (notamment dans le Maghreb), on assiste à un renouveau de la musique juive et arabo-andalouse parmi les jeunes des grandes villes. Quelques boîtes de production de musiques ladino ou flamenco se sont installées dans la vieille Byzance, autour de la Corne d'Or. La communauté possède son hebdomadaire, *Salom* (Shalom), édité en turc et en ladino, deux hôpitaux juifs à Istanbul et à Izmir, des clubs sportifs, des centres culturels, des librairies, des maisons de retraite et plusieurs associations caritatives qui vivent de donations provenant en grande partie de l'étranger.

### Les Arabes

Nombreux à Istanbul, ils sont en majorité musulmans, mais il y a aussi des orthodoxes, des melkites, des Chaldéens, des Assyriens (tous chrétiens), des Alévis (chiïtes), etc. Originaires des montagnes du nord de la Syrie, les Alévis excluent formellement les femmes de tous les grands moments de la vie sociale et religieuse, sous le prétexte qu'elles sont nées des péchés du diable. Egalement chiïtes, mais d'origine persane, les Bahá'is sont quelques milliers dispersés dans la région d'Alexandrette.

De religion chrétienne, les Chaldéens viennent, eux, de Mésopotamie. Dans les années 80 et 90, ils ont fui en masse vers l'ouest afin d'échapper aux persécutions des Kurdes. Aujourd'hui, la guerre en Irak est la cause principale de leur installation sur le territoire de la Turquie (où ils sont environ 500 000) et en Europe occidentale. Ils forment une importante diaspora en France (à Paris notamment), en Belgique et en Allemagne.

Avec eux, les Assyriens ou Assyro-Chaldéens font partie des premiers peuples chrétiens. N'ayant plus de pays depuis des siècles, ils vivent à cheval sur plusieurs pays d'Europe orientale (Turquie, Arménie, Géorgie) et du Proche-Orient (Irak, Syrie, Liban, Iran, Jordanie). On estime qu'ils sont environ 150 000 en Turquie, installés dans l'est du pays ou autour d'Istanbul : ils parlent

encore l'araméen (qui était la langue du Christ). Depuis le début de la guerre d'Irak, plus de 15 000 Assyriens ont franchi la frontière pour trouver refuge dans des camps turcs. Certains n'ont fait que transiter par le pays pour se rendre vers l'ouest. La diaspora comprend environ 3 millions de membres, répartis entre l'Europe du Nord et l'Amérique. Le gouvernement d'Ankara semble être sur la voie de leur reconnaître le statut de minorité, au même titre que les chrétiens de Turquie. Ce qui en ferait des citoyens à part entière de l'Europe.

### Les Caucasiens

Depuis la chute du rideau de fer, on voit arriver en masse des populations qui faisaient partie du bloc communiste (Tchéchènes, Ingouches, Abkhazes, Adjars, Ossètes, Bosniaques, Albanais, Karatchais, Géorgiens, Gagauzes, Macédoniens, etc.). Attirés par l'espoir d'un travail, ils affluent dans les grandes villes, et particulièrement à Istanbul. Une grande part d'entre eux transitent seulement, pour se rendre à l'Ouest, via la Grèce et l'Italie. Il est de plus en plus courant de voir, dans les vieux quartiers autour de Galata, toutes sortes de commerces tenus par des ressortissants de ces petites républiques d'Asie centrale. Essentiellement de religion musulmane, leur nombre varie suivant l'ancienneté de l'implantation de leur communauté dans le pays, entre quelques centaines et des milliers. Elles présentent un intérêt pour la jeunesse turque qui découvre ses racines ottomanes dans ces peuples en provenance de l'Est, et y voit une sorte de passeport culturel pour l'Union européenne.

Avec plus de 12 millions d'habitants, la mégapole Istanbul montre, par la coexistence dans ses murs d'ethnies, de religions et de modes de vie différents, qu'elle souhaite devenir une plaque tournante entre l'Europe et l'Asie centrale. Sur le plan de la créativité, cela se signale par la référence de plus en plus fréquente au vieil héritage de Byzance. Modes, musiques, spectacles, esthétiques jouent de nouveau le rôle de pont entre l'Orient et l'Occident. ■

LÉOPOLD SANCHEZ

## Armée

# La grande forteresse

## L'Europe vue par les Turcs

**S**ondages, colloques, débats : on interroge beaucoup l'opinion européenne sur l'adhésion de la Turquie. Mais qu'en pensent les principaux intéressés, à savoir les 70 millions de Turcs ? Pour le savoir, la Commission européenne dispose d'un instrument de mesure : l'Eurobaromètre, une enquête réalisée sur place tous les semestres. La dernière, effectuée au printemps 2004, mérite un coup de projecteur. En apparence, le sentiment pro-européen est largement répandu puisque 71 % des Turcs sont favorables à l'adhésion. Ce qui ne veut pas dire qu'ils se sentent européens, loin de là. 57 % se déclarent « exclusivement turcs », affirmant craindre « un abandon de la langue » (53 %) et « une perte de l'identité nationale » (49 %). En outre, seuls 56 % ont « une image positive de l'Union européenne (UE) » et moins de 40 % font confiance à la Commission européenne et au Conseil des ministres. Compte tenu de telles réticences, pourquoi trois Turcs sur quatre souhaitent-ils intégrer le club Europe ? La réponse se trouve également dans l'Eurobaromètre printanier. Pour cette population pragmatique, l'UE est synonyme de « prospérité économique » (55 %), de « liberté de circulation » (49 %) et de « protection sociale » (49 %). Clair et net. Ces résultats n'étonneront que les naïfs. Dans un pays où le revenu moyen est quatre fois plus faible que celui de l'UE, fallait-il s'attendre à autre chose ? ■

J.-L. T.

**A** la question : faut-il avoir peur de l'entrée de la Turquie en Europe ? d'aucuns préférèrent se demander s'il ne faut pas s'inquiéter plutôt du rôle de ses militaires.

En effet, depuis la création de la République en 1924 par Mustafa Kemal, l'armée a toujours « veillé » sur la vie politique nationale, n'hésitant pas à pratiquer le coup d'Etat lorsque la situation devenait ingérable ou lorsque la laïcité, érigée en dogme dans ce pays musulman, était mise à mal par un gouvernement islamiste.

Ainsi l'armée turque sert-elle aujourd'hui d'argument aux partisans d'une entrée de la Turquie dans l'Europe comme à ceux qui la lui refusent. Les uns dénonçant haut et fort une classe politique sous tutelle militaire, les autres leur répondant que l'armée est avant tout garante d'une laïcité chère aux Européens.

Qu'en est-il réellement ? Il est vrai que l'armée se considère toujours comme la gardienne de l'unité de la République et de sa laïcité. Année après année, elle s'est donné tous les moyens pour mener à bien cette mission au point de devenir un Etat dans l'Etat, tant du point de vue politique qu'économique.

Au plan politique, elle siège au sein du MGK (Conseil de sécurité nationale), un organisme paritaire réunissant sous la présidence du chef de l'Etat les dix plus hauts dirigeants civils et militaires du pays. En principe institution consultative et collégiale, c'est en réalité une administration parallèle « dont les recommandations doivent être suivies en priorité », dit la Constitution. Un secrétariat général, composé de centaines de fonctionnaires sous les ordres d'un haut gradé, veille par ailleurs au suivi de ces recommandations.

Et si l'on a dit que « le vrai patron de la Turquie, c'est l'armée », c'est aussi parce qu'elle a su se constituer un réseau très efficace, composé d'associations kémalistes, d'universitaires et de journalistes, lui permettant d'imposer sa volonté dans de nombreux domaines.

Mais le pouvoir des « pachas » (NDLR : généraux) ne serait pas aussi enraciné s'il ne s'accompagnait pas de moyens économiques et financiers. Comme le rappelle un spécialiste, l'armée possède un holding tentaculaire, l'Oyak, composé d'une trentaine de grandes entreprises œuvrant dans des domaines aussi différents que le tourisme, l'automobile, les cimenteries, les assurances, la banque ou l'immobilier.

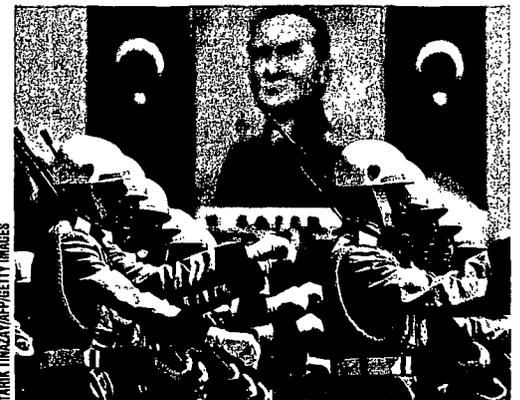
L'Oyak bénéficie en outre des cotisations des forces armées, qui versent obligatoirement 10 % de leur solde.

Bruxelles a exigé le retrait des militaires du cœur de la vie politique pour l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie. Et l'armée, officiellement favorable à l'UE, a fait preuve de bonne volonté. Le MGK ne sera désormais qu'un organe consultatif et ne se réunira que six fois par an au lieu de douze. Les militaires y seront moins représentés et les dépenses

liées à la défense subiront un contrôle du Parlement. Enfin, l'organigramme de l'état-major a subi des changements importants dans le cadre d'une révision de la doctrine militaire, et pour se rapprocher des critères de l'Union européenne. « Il n'y aura donc plus de coups d'Etat, et le pays pourra enfin remplir toutes les conditions demandées par Bruxelles », assurent les partisans d'une Turquie européenne.

« Si l'armée perd de son pouvoir, c'est la porte ouverte aux islamistes et l'Europe ne veut ni islamistes ni pays sous tutelle militaire, occupant par ailleurs la moitié de Chypre », répondent leurs opposants.

Situation cornélienne, car si est vrai que l'armée a procédé à trois coups d'Etat dans les années 60, 70 et 80, cette même armée a toujours rendu leurs pou-



TARK TANZAVAF/GETTY IMAGES

Le 30 août est la fête des forces armées qui défilent dans toutes les grandes villes du pays ce jour-là.

voirs aux autorités civiles, après une plus ou moins longue période de transition. Des civils qui reconnaissent eux-mêmes que l'armée est « protecteur du pays », « garante d'une forme de démocratie », et « permet d'éloigner les partis extrémistes » face à une classe politique souvent jugée « incapable » et « corrompue ».

Au moment donc où débute les discussions sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, le rôle et la place des militaires restent à définir clairement. « L'armée, et c'est exceptionnel en politique, se trouve dans une double position, explique Nora Seni, historienne à Paris VIII et auteur de nombreux articles sur les relations turco-européennes. Elle favorise l'entrée de son pays dans l'Europe car elle est garante de la laïcité et contient tous les mouvements religieux, mais d'un autre côté ne facilite pas la mise en œuvre de toutes les réformes exigées par Bruxelles par son omniprésence dans les institutions étatiques. »

Les Européens eux aussi s'interrogent : jusqu'à quel point peut-on affaiblir l'armée d'un pays encore politiquement très instable ? ■

OLIVIER MICHEL

**TRAIT POUR TRAIT** Houshiar Zebari, ancien membre du Parti démocratique du Kurdistan, actuel ministre irakien des Affaires étrangères

# Diplomate et soldat

Bagdad : Delphine Minoui

Costume gris tiré à quatre épingles, sourire charmeur, Houshiar Zebari ne se déplace jamais sans glisser dans sa poche son pistolet Smith & Wesson. « *Je suis un soldat* », souffle l'actuel ministre irakien des Affaires étrangères. A 52 ans, cet expert des relations internationales, originaire de Aqrah, au nord de l'Irak, ancien membre actif du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), est un homme exposé qui se protège.

Pendant des années, ce moustachu rondouillard a joué le diplomate guérillero de l'ombre, naviguant discrètement de pays en pays, négociant parfois des contrats secrets, en quête de soutien pour la cause kurde, contre la dictature de Saddam Hussein. Aujourd'hui, le voilà propulsé sur la scène internationale, essayant à la fois de calmer les pays voisins et de convaincre les pays occidentaux de soutenir le processus démocratique, comme au récent sommet de Charm el-Cheikh.

Le pari est de taille. « *Si nous échouons, la région va sombrer* », confie-t-il, depuis son bureau-forte-

resse de Bagdad. « *Le pays pourrait devenir le cimetière de la*

*démocratie.* » La sécurité est bien sûr au cœur de ses préoccupations. Mais dans ce domaine, cet ancien peshmerga (mot à mot : « *celui qui va au-devant de la mort* ») a de la bouteille. « *Quand j'étais un combattant kurde, dans les années 80, et qu'on se battait contre Saddam Hussein, j'ai appris à rester en alerte 24 heures sur 24. Il nous arrivait d'attendre des jours et des nuits le signe de la moindre offensive.* » En guise de réponse, Saddam Hussein fit exécuter deux de ses frères. Aujourd'hui, Houshiar Zebari doit faire face à une autre forme de menace : celle de la guérilla anti-américaine. Le mois dernier, ses gardes sont parvenus à désamorcer à temps une voiture piégée. En juillet, des hommes armés ont ouvert le feu sur son véhicule, tuant un de ses responsables de sécurité et blessant deux autres. D'où cette habitude de ne jamais se séparer de son pistolet. « *Ce n'est pas une arme pour attaquer* », précise-t-il en sortant l'engin de sa poche. « *C'est un outil d'autodéfense.* »

Sa réputation en matière de relations publiques n'est plus à faire. Jon-

▶ « **Pour pouvoir bien se protéger, il faut savoir s'immuniser** »

glant parfaitement entre l'arabe et l'anglais, en passant par la douce langue du Kurdistan, il a réussi de longue date à bâtir des rapports uniques avec les leaders de l'opposition irakienne contre Saddam. Mais aussi avec les pays voisins. Ou encore avec les journalistes étrangers. En jouant la franchise. Quelques mois avant l'invasion américaine en Irak, il annonça, devant la presse, en toute candeur, qu'il venait de rencontrer les dirigeants conservateurs de la République islamique d'Iran, et qu'ils lui avaient confié qu'ils soutenaient un changement de régime en Irak. Quand, à l'automne 2002, Danielle Mitterrand, marraine de la cause kurde, se rendit au Kurdistan, il se plia en quatre pour que son voyage se déroule dans les meilleures conditions.

Les détracteurs d'Houshiar Zebari n'hésitent pas à évoquer son passé d'officiel bien placé au PDK, connu pour s'être allié un temps avec Saddam Hussein contre l'autre principal parti politique du Kurdistan, l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), dirigé par Jalal Talebani. Mais quand les opposants irakiens se réunirent en

février 2003 à Salaheddin, au cœur du Kurdistan enneigé, pour préparer l'après-Saddam Hussein, juste avant les opérations militaires américaines sur Bagdad, il fut choisi haut la main comme porte-parole de la conférence. La voix cassée, les yeux cernés, il s'escri-ma jours et nuits à apaiser les tensions politiques, à tenter de convaincre les journalistes sceptiques, à jouer les conciliateurs avec les diplomates américains.

Aujourd'hui, Zebari, essaie d'expliquer les récentes avancées positives de l'Irak chaotique : « *On a réussi à remettre l'Irak sur l'échiquier international. Et ça, c'est un grand pas en avant. Nous avons rouvert nos ambassades à l'étranger. Les Irakiens n'ont plus peur de dire leur nationalité.* »

Quand il s'adresse aux pays de la région, suspectés de soutenir la guérilla en Irak, pour enliser les Améri-

cains, Zebari ressort ses vieilles recettes. Histoire de ne pas provoquer des ennemis potentiels. Au cours de ses récents voyages en Syrie et en Iran - pays qu'il connaît bien pour avoir eu souvent affaire à eux quand il s'occupait des relations extérieures du PDK -, Houshiar Zebari s'est efforcé, une fois de plus, d'éviter la confrontation, et de mettre poliment les points sur les « i ». « *Je leur ai dit : faisons un*

*calcul. Nous aussi, nous voulons que les troupes américaines s'en aillent au plus vite. Mais si elles quittaient l'Irak aujourd'hui, quel serait le résultat ? Le pays risquerait de se désintégrer complètement, il y aurait un risque de guerre civile, menant à une crise humanitaire qui déborderait chez vous. Il y aurait un risque d'émergence d'un petit Saddam, et éventuellement d'intervention de plusieurs troupes étrangères. Donc, si vous voulez que les Américains quittent l'Irak, vous feriez mieux d'aider le gouvernement irakien à accélérer le processus démocratique. Si on obtient un gouvernement irakien représentatif à travers les élections, ce gouvernement ne permettra pas à ces soldats américains, qui se trouvent sur son territoire, de se battre contre vous.* »

Mais Houshiar Zebari en est bien conscient : on ne peut pas mettre tous les maux de l'Irak sur le dos des pays voisins. « *Pour pouvoir bien se protéger, il faut savoir s'immuniser. Notre armée est insuffisante, nous n'avons pas assez de gardes aux frontières. Nous devons lancer un véritable programme sécuritaire. Tout cela dépend de nous, de nos ressources. Et après, si ces pays continuent à faire de l'ingérence, alors nous considérons que c'est un acte de guerre.* »



« *On a réussi à remettre l'Irak sur l'échiquier international. Nous avons rouvert nos ambassades à l'étranger. Les Irakiens n'ont plus peur de dire leur nationalité* », se réjouit Houshiar Zebari. (Photo Amr Nabi/AP.)

LE FIGARO

LUNDI 13 DÉCEMBRE 2004

Le régime turc et le traitement des minorités en question

# L'urgence d'une politique kurde de l'Europe

Dans son plaidoyer pour « le retour à la raison » publié dans *Le Figaro* (1), le président Valéry Giscard d'Estaing examine tous les arguments relatifs au débat

PAR  
KENDAL NEZAN\*

sur la question turque, sauf un, qui pour être embarrassant n'en est pas moins incontournable : l'engagement solennel et unanime des quinze chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'UE, réuni en décembre 1999 à Helsinki, d'accorder à la Turquie le statut d'un pays candidat à part entière et dont la candidature doit être examinée à la seule aune des critères de Copenhague.

Cette décision est, bien entendu, postérieure à l'accord d'union douanière conclu en 1995 avec Ankara, que l'ancien président français semble considérer comme solde de tout compte des promesses faites

aux Turcs depuis 1963. Elle fut cosignée par le président Chirac qui a, depuis, à maintes reprises, souligné « la vocation européenne de la Turquie ». Les données concernant la géographie, l'histoire, la culture, la religion, le poids démographique de la Turquie, étaient connues de tous, notamment des princes qui nous gouvernent, et elles n'ont pas changé depuis. Les Turcs étaient appelés à entreprendre des réformes économiques et politiques de fond pour rendre leur économie, leur législation et leurs institutions compatibles avec les normes européennes.

La Commission a, dès lors, engagé un processus de préadhésion et débloqué des sommes conséquentes pour favoriser les réformes turques. Les résultats, sans être aussi « révolutionnaires » que voudraient nous le

faire croire les avocats d'Ankara, constituent, dans le contexte turc, des avancées véritables : suppression de la peine de mort et des cours de sûreté de l'Etat qui les dispensaient régulièrement ; démilitarisation relative des institutions ; libération de nombreux prisonniers d'opinion, dont Leyla Zana et ses collègues ex-députés kurdes ; amendement de la Constitution

imposée par les militaires en 1982 ; introduction d'un nouveau Code pénal en remplacement de celui emprunté dans les années 20 à l'Italie de Mussolini ; réduction de la torture, qui n'est plus systématique.

Cependant, les progrès restent beaucoup moins tangibles sur la question des minorités. La Turquie qui ne respecte pas ses obligations découlant du traité de Lausanne de 1923, qui est pourtant à la base de sa reconnaissance en droit international, fait preuve d'un manque de volonté politique manifeste dans ce domaine. Après des années de

tergiversations, elle a fini par accepter de tolérer l'ouverture de six cours privés de langue kurde et diffuse, depuis juin dernier, une émission hebdomadaire de 30 minutes en langue kurde. Voilà pour ce qui est des droits culturels reconnus aux Kurdes qui, selon l'estimation du récent rapport de la Commission, sont entre 15 et 20 millions en Turquie. Comme le constate ce même rapport, Ankara n'a aucun projet, ni pour la reconstruction des 3 428 villages kurdes détruits dans les années 90 par l'armée turque, ni pour favoriser le retour sur leur terre des quelque 3 millions de déplacés kurdes. Sa politique traditionnelle de dispersion et d'assimilation forcée des Kurdes reste donc inchangée.

Une telle politique ne peut qu'alimenter des conflits et tensions entre Kurdes et Turcs en Turquie, et, au-delà, entre celle-ci et les communautés kurdes des pays voisins, notamment d'Irak où s'affirme un Etat kurde autonome.

Si l'Europe veut intégrer à terme la Turquie, elle doit, sous peine d'importer les conflits de celle-ci avec ses minorités et avec ses voisins, exiger le règlement préalable de la question kurde. Mieux encore, elle doit élaborer elle-même une politique kurde afin d'espérer jouer un rôle dans cette région hautement stratégique du monde, située dans sa périphérie immédiate.

L'absence d'une telle politique est d'autant plus incompréhensible que les Kurdes jouent déjà un rôle central dans la construction d'un Irak nouveau, que la

pacifier sa périphérie immédiate, l'Europe doit proposer un statut pour les quelque 35 millions de Kurdes du Proche-Orient. C'est là une exigence de justice mais aussi de cohérence politique. En effet, au nom de quel droit, de quel principe supérieur peut-elle justifier son action militante en faveur de la création d'un Etat pour 4 millions de Palestiniens et, dans le même temps, son silence persistant sur le sort des Kurdes, qui sont dix fois plus nombreux ?

Il est temps de mettre un terme à cette pratique de deux poids, deux mesures. Le processus de négociations avec Ankara

offre à l'Union l'occasion d'élaborer une politique kurde basée sur un compromis entre l'aspiration légitime du peuple kurde à maîtriser son destin, à organiser sa vie et ses institutions sur la terre de ses ancêtres, et le respect des frontières existantes. Elle peut exiger d'Ankara de garantir à ses citoyens kurdes un statut et des droits similaires à ceux qu'il revendique pour les quelque 150 000 Turcs chypriotes.

La France, qui a souvent joué un rôle moteur dans la construction européenne, pourrait prendre l'initiative dans ce domaine. Le président Mitterrand avait, en son temps, amorcé un dialogue avec les leaders kurdes irakiens et certaines personnalités kurdes de Turquie. Les fils de ce dialogue interrompu devraient être renoués si Paris veut un jour jouer un rôle en Irak ou influencer positivement sur la question de l'adhésion de la Turquie.

Loins de se réfugier dans une position frileuse de refus, la France devrait se prononcer clairement en faveur de l'ouverture des négociations avec Ankara en accompagnant celles-ci d'une feuille de route rigoureuse en matière de démocratisation, de droits de l'homme, du règlement du problème kurde, de la reconnaissance du génocide arménien et du retrait des troupes turques de Chypre. Si la Turquie remplit ces conditions et devient

*Si l'Union veut intégrer à terme la Turquie, elle doit exiger le règlement préalable de la question kurde*

question kurde est au cœur même de la problématique de la démocratisation de la Turquie qui frappe à la porte de l'Union, et que celle-ci abrite plus d'un million d'immigrés kurdes. Ce sont deux puissances européennes, le Royaume-Uni et la France, qui, au lendemain de la Grande Guerre, ont dessiné la carte du Proche-Orient en fonction de leurs intérêts coloniaux, écartant ainsi arbitrairement le pays kurde entre quatre Etats de la région, alors que le président américain Woodrow Wilson préconisait la création d'un Kurdistan indépendant et que le traité international de Sévres, avait, en 1920, reconnu le droit des Kurdes à disposer de leur propre Etat.

Pour réparer l'injustice historique faite au peuple kurde et

un pays démocratique, en paix avec ses populations, ses voisins et son passé, son intégration ne dénaturera probablement pas davantage le projet européen que celle, longtemps rejetée par la France, de la Grande-Bre-

tagne. Sinon, les Turcs n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes.

\* Président de l'institut kurde de Paris.  
(1) « Débats et opinions », 25 novembre 2004.

# Français et Allemands contre l'adhésion turque

Pour ou contre la Turquie dans l'Europe ? A quelques jours de la décision des Vingt-Cinq sur l'ouverture de négociations avec Ankara qui doit être prise lors du sommet de Bruxelles, le sondage réalisé par l'Ifop pour *Le Figaro* remet le débat en situation dans cinq pays de l'Union européenne (1).

Selon cette étude, une majorité de Français (67 %) et d'Allemands (55 %) sont hostiles à l'adhésion de

la Turquie à l'Union européenne (UE). Par contre, cette perspective est plutôt favorablement envisagée par les Britanniques (41 % de « oui » à la Turquie dans l'Europe) et les Italiens (49 %). Seuls les Espagnols sont majoritairement en faveur d'une adhésion turque (65 %). Sur cette question, les opinions publiques se démarquent donc des positions adoptées par les dirigeants européens dont l'écrasante majorité

est favorable à l'ouverture de discussions avec Ankara. A Bruxelles, personne ne doute d'ailleurs qu'un feu vert soit donné, même si Chypre a menacé d'opposer son veto en cas de refus persistant des autorités turques à reconnaître le gouvernement de Nicosie.

Le projet de conclusion du sommet devrait conserver les conditions très strictes fixées dans sa dernière version provisoire pour

les futurs pourparlers, notamment le fait qu'il s'agira d'un « processus ouvert » sans « garantie » formelle d'adhésion. Le texte final devrait inclure une mention sur l'étroussure des liens entre l'UE et la Turquie quelle que soit l'issue des négociations, mais s'abstenir en revanche de faire référence à un quelconque « partenariat » en cas d'échec des pourparlers. Dès aujourd'hui, les chefs de la diplo-

matie européenne se retrouveront à Bruxelles pour effectuer les derniers « réglages » avant le grand rendez-vous de jeudi soir.

A. Ba.

(1) Etude Ifop réalisée du 25 novembre au 3 décembre en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie, en Espagne sur la base d'échantillons représentatifs des populations nationales comprenant, au total, 4 813 Européens.

## Les Français opposés à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne

► Question. Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ?

En %	Ensemble	Sympathisants du PS	Sympathisants de l'UDF	Sympathisants de l'UMP	Sympathisants du FN/MNR
■ Favorables	32	37	13	28	15
■ Opposés	67	61	85	71	85
■ Ne se prononcent pas	1	2	2	1	-

## Les Français cependant favorables aux négociations sur l'entrée de la Turquie

► Question. Vous savez que Jacques Chirac est favorable à l'ouverture de discussions en vue de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à l'ouverture de ces négociations ?

En %	Ensemble	Sympathisants du PS	Sympathisants de l'UDF	Sympathisants de l'UMP	Sympathisants du FN/MNR
■ Favorables	54	61	36	56	34
■ Opposés	46	39	62	43	66
■ Ne se prononcent pas	-	-	2	1	-

### Fiche technique

Etude Ifop réalisée pour *Le Figaro* du 25 novembre au 3 décembre 2004 ● Echantillon de 4 813 Européens, issus d'échantillons représentatifs des populations nationales (949 Italiens, 963 Britanniques, 954 Espagnols, 943 Allemands et 1 004 Français). La représentativité de chaque échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération ● Mode de recueil : les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées, dans le cadre de l'EuroIfop, l'omnibus européen de l'Ifop. L'étude a été menée au Royaume-Uni, en Allemagne, en Italie, en Espagne et en France.

## L'Europe partagée sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne

► Question. Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ?

En %	France	Italie	Grande-Bretagne	Allemagne	Espagne
■ Favorables	32	49	41	33	65
■ Opposés	67	24	30	55	18
■ Ne se prononcent pas	1	27	29	12	17

### Les raisons de l'acceptation de l'entrée de la Turquie

► **Question.** Pour quelle(s) raison(s) êtes-vous favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ?

Base : personnes favorables à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne	En %	France	Italie	Grande-Bretagne	Allemagne	Espagne
Parce que la Turquie a déjà fait beaucoup d'efforts pour se moderniser et rentrer dans l'Europe		39	27	24	30	26
Parce que la Turquie fait géographiquement partie de l'Europe		29	33	31	26	38
Parce que l'arrivée de la Turquie renforcera le poids de l'Europe dans le monde		25	24	18	18	18
Parce que les entreprises de notre pays pourront plus facilement se développer dans ce pays		19	16	13	22	23
Parce que de nombreux Turcs vivent déjà dans différents pays européens		22	8	14	35	15
Parce que la Turquie fait culturellement partie de l'Europe		17	23	12	17	14
Parce que l'Europe s'y est engagée depuis longtemps		18	14	10	22	11
Parce que si la Turquie ne rentre pas dans l'Europe cela renforcera l'influence de l'islamisme dans ce pays		25	9	15	15	11
Autres (réponses non suggérées)		1	-	-	-	-
Ne se prononcent pas		-	45	12	1	3

Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

### Les raisons du refus de l'entrée de la Turquie

► **Question.** Pour quelle(s) raison(s) êtes-vous opposé à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ?

Base : personnes opposées à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne	En %	France	Italie	Grande-Bretagne	Allemagne	Espagne
Parce que les droits de l'homme n'y sont pas toujours respectés		39	32	28	43	32
Parce qu'il y a trop de différences religieuses et culturelles		34	44	29	43	28
Parce que la condition des femmes n'est pas la même qu'en Europe		25	15	17	31	31
Parce que la Turquie ne se situe pas en Europe		25	11	18	19	10
Parce que cela pourrait encourager l'arrivée de nombreux immigrants turcs dans le pays		21	20	17	16	18
Parce que cela favoriserait le développement des activités criminelles (drogue, prostitution) et terroristes en Europe		12	15	10	14	21
Parce que le niveau de vie et le développement économique de la Turquie sont inférieurs à ceux existant dans les autres pays européens		9	10	13	11	16
Parce qu'il y a déjà trop de pays dans l'Union européenne		14	6	16	8	6
Parce que cela favoriserait les délocalisations d'entreprises vers la Turquie		17	5	3	5	5
Autres (réponses non suggérées)		1	-	-	-	-
Ne se prononcent pas		-	37	10	1	1

Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

France Soir

Lundi 13 décembre 2004

## INTERVIEW Kemal Dervis, ex-ministre de l'Economie et député d'Istanbul

# "Le débat ne doit pas dériver vers un populisme basé sur l'exclusion"



Photo/APP

**ANCIEN MINISTRE TURC** de l'économie, Kemal Dervis est aujourd'hui député d'Istanbul sous la bannière CHP, parti social-démocrate d'opposition. Il est également spécialiste des questions européennes.

**Pourquoi la Turquie est-elle, selon vous, européenne ?**

**Kemal Dervis.** La Turquie est associée au projet européen depuis presque cinquante ans, par sa présence dans les institutions et son association au Marché commun. Toute une dynamique nous a amené ici, ce n'est pas nouveau. Historiquement, la Turquie a des racines extrêmement importantes dans les Balkans. De même, par ses institutions démocratiques, la République turque, créée en 1923, a, dès le début, exprimé sa volonté et sa mission européennes. **Comment accueillez-vous le débat pour le moins passionnel qui agite actuellement la classe politique française au sujet de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ?**

**K.D.** L'Europe est une communauté de valeurs et quand des hommes politiques prétendant défendre ces valeurs donnent un feu vert à des propos racistes ou antimusulmans, le débat n'est plus productif. Celui-ci ne doit pas dériver vers un populisme basé sur l'exclusion.

**Parmi les arguments fréquemment cités contre l'entrée de la Turquie en Europe, son poids démographique et l'islam. Les comprenez-vous ?**

**K.D.** Ce que nous avons un peu de peine à comprendre et à expliquer à notre opinion publique, c'est que 450 millions de chrétiens ont une sorte d'inquiétude à voir 70 millions de musulmans les

absorber ou les influencer. C'est un peu étrange car, nous, 70 millions de musulmans, n'avons pas du tout peur de rentrer dans un ensemble de 450 millions de chrétiens. Démographiquement, notre taux de croissance a beaucoup diminué. A cet égard, la Turquie accepte, comme l'ont fait la Pologne et d'autres pays avant elle, qu'il y ait, même après l'adhésion, des limites transitoires de cinq ou dix ans aux flux libres des populations.

**Quand pensez-vous que la Turquie aura rattrapé le niveau de vie moyen européen ?**

**K.D.** Nous commençons à un niveau assez bas, le même que la Roumanie et la Bulgarie. Comme pour ces deux pays, nous rattraperons la moyenne de niveau de vie européen, selon notre croissance, dans vingt-cinq ou trente ans.

**Si les pays membres de l'UE n'arrivent pas à se mettre d'accord à Bruxelles sur le début des négociations avec la Turquie, comment réagirez-vous ?**

**K.D.** La survie de la Turquie ne dépend pas de l'Europe mais je pense qu'il y aura une grande déception si on recule devant ce grand projet. Je suis persuadé que le sommet va prendre une décision cohérente avec ses prises de position passées. Nous avons montré du courage ces dernières années dans nos réformes et nous espérons que l'Europe montrera elle aussi du courage.

Propos recueillis par  
Sacha Balit Vandebrouck

Malgré l'hostilité de son parti et d'une écrasante partie de l'opinion

# La marche turque de Jacques Chirac

Laure Mandeville

Domaine traditionnel réservé du président de la République, la définition de la politique étrangère française reflète quasi exclusivement les choix internationaux de l'Élysée, c'est-à-dire ceux de Jacques Chirac. La question turque n'échappe pas à ce prisme présidentiel.

Très favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, le président Chirac a mis depuis plusieurs années déjà la diplomatie française au service de ce choix politique très personnel, quitte à se retrouver en porte-à faux à la fois avec son parti, l'UMP, et avec une écrasante majorité de l'opinion publique française.

Pour lui, accueillir la Turquie au sein de l'Union, apparaît comme un choix politique capital, car destiné à écarter la menace d'un « choc de

civilisations » entre l'Occident et l'Islam. « Animé par un vaste dessein géopolitique, Chirac entrevoit le moment où l'Union européenne commencera à exister au Proche-Orient », explique le chercheur de l'Ifri Philippe Moreau Defarges. Dans le contexte de l'après 11 Septembre, alors que les sociétés européennes sont confrontées au défi de l'intégration de larges populations musulmanes, le chef de l'État estimerait indispensable de faire la

preuve que la religion musulmane est soluble dans la démocratie européenne. Le modèle de laïcité turc, en apportant de l'eau au moulin de la laïcité à la française, lui en fournirait l'occasion. « C'est l'intérêt de tous d'avoir une Europe forte, solide et assurée de ses frontières », expliquait le président de la République lors d'un récent sommet franco-allemand à Berlin, n'hésitant pas à dire que « l'adhésion d'Ankara est son vœu le plus cher ». « C'est dans l'intérêt de la Turquie et de l'Union européenne, et c'est aussi dans l'intérêt de la paix, de la sécurité et de la démocratie dans le monde et dans notre région », ajoutait-il.

L'approche élyséenne est soutenue par une bonne partie du corps diplomatique, qui estime que le caractère didactique du « carcan » des négociations européennes contribuera à démocratiser et à stabiliser le système politique turc.

Mais ces arguments essentiellement stratégiques, et, selon certains, un peu vagues, n'ont pas suffi à calmer les inquiétudes d'une grande partie de l'opinion. Dans les élites pro-européennes, on s'inquiète du blocage de l'exécutif qui pourrait susciter l'arrivée d'un acteur au poids démographique aussi important que la Turquie (70 millions d'habitants, 97,8 prévus en l'an 2050). Dans le système de vote au sein du Conseil des ministres européen prévu par la fu-

ture Constitution, ce « choc démographique » se traduirait par « un équilibre politique dominé de façon marquée » par Ankara, selon l'article de la revue *Economie et Prévision* du ministère français des Finances. Selon les études présentées par l'auteur de l'article, Frédéric Bobay, la Turquie « serait en mesure de bloquer 75,6 % des décisions, contre seulement 55,7 % pour la France ». La masse critique que les députés turcs constitueraient au sein du Parlement européen inquiète également les experts. L'opinion française semble de plus redouter de voir des travailleurs turcs déferler sur des pays européens, déjà soumis à une forte pression migratoire. Relayée par l'UMP et les partis souverainistes à l'Assemblée nationale et au Sénat, ces inquiétudes se sont faites si pressantes que l'Élysée a dû tempérer son tropisme pro-turc, en évoquant la mise en place de plusieurs garde-fous.

Ainsi le président Chirac a-t-il promis récemment, pour « rassurer ceux qui s'interrogent », d'inscrire dans la Constitution la nécessité de tenir référendum sur la Turquie, à l'issue des négociations d'adhésion, dans dix ou quinze ans. « En toute hypothèse, la décision leur reviendra, car ce sont les Français qui décideront, par référendum », a-t-il expliqué.

Cette annonce est censée diffuser la crise politique qui menace sur la question turque, et

empêcher que les Français ne se prononcent contre la Constitution européenne par référendum, en raison de leur hostilité à la Turquie. Dans ce même esprit, contrairement au chancelier allemand – pour lequel le processus qui s'ouvrira le 17 décembre ne peut que déboucher sur une admission turque dans l'UE – le président Chirac n'exclut pas l'éventualité d'une « troisième voie » entre l'adhésion et la non-adhésion, qui vise-

rait à établir un « lien fort » entre la Turquie et l'Union européenne, au cas où les négociations échoueraient. « La conclusion des négociations qui vont s'ouvrir n'est pas écrite. C'est un processus dont le résultat n'est pas garanti d'avance : La France souhaite d'ailleurs que cela soit spécifié vendredi à Bruxelles », a insisté hier le ministre des Affaires étrangères Michel Barnier.

Mais ces concessions formelles ne répondent pas aux objections de fond soulevées par les turcosceptiques. D'aucuns justifient l'absence de pédagogie pratiquée par l'Élysée par une question de calendrier. L'heure ne serait pas encore venue, puisque les négociations ne sont pas encore ouvertes... Reste qu'en ne répondant pas sur le fond, la diplomatie française donne l'impression de refuser le débat. Fragilisant l'approche volontariste de Jacques Chirac en faveur d'Ankara.

En Allemagne, l'opposition de droite prône le « partenariat stratégique »

## Gerhard Schröder veut « l'adhésion et rien d'autre »

Berlin :  
de notre correspondant  
Pierre Bocev

Le gouvernement allemand est parmi les défenseurs les plus inconditionnels d'un élar-

gissement de l'Union européenne à la Turquie. Après quelques hésitations initiales, le chancelier Gerhard Schröder a choisi de plaider la cause d'Ankara, et se tient depuis à cette ligne. Il y a quinze jours par exemple, au dernier sommet franco-allemand de

Lübeck, il a martelé qu'« il s'agit de l'adhésion et rien d'autre ».

L'opposition conservatrice, elle, est tout aussi catégorique

à récuser cette perspective. La CDU et sa sœur bavaroise la CSU préconisent un simple

« partenariat privilégié » et affirment qu'une accession de plein droit détricoterait la vocation politique de l'Union.

Mais chacun des deux camps a ses dissidents. A droite, Volker Rühe, président de la commission des Affaires étrangères du Bundestag, dé-

nonce ainsi l'« *erreur stratégique* » qui consiste à vouloir « *repousser la Turquie* ». A gauche, l'ancien chancelier Helmut Schmidt regrette quasiment l'arrivée massive de deux millions de Turcs au fil des décennies et estime lui aussi qu'une adhésion mettrait en péril « *la capacité financière et la cohésion* » de l'UE.

Son lointain successeur Gerhard Schröder au contraire table sur les progrès turcs en matière politique, économique et des droits de l'homme et juge prioritaire de « *rapprocher* » le pays de l'Europe, de créer « *une relation entre l'islam non fondamentaliste et*

*l'Occident des Lumières* ».

Ses détracteurs lui prêtent des considérations plus terre à terre comme le souhait de cajoler les 600 000 immigrés turcs naturalisés allemands qui, effectivement, ont voté à 60 % pour le SPD aux législatives de 2002.

Le chancelier fait aussi ouvertement valoir l'intérêt d'une adhésion pour l'économie allemande et ses grands exportateurs.

Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères de la coalition berlinoise et figure de proue des Verts, rajoute au raisonnement une composante géostratégique.

L'élargissement de la Turquie donnerait à l'Union européenne un surcroît de poids international, explique-t-il. De plus, « *la modernisation d'un pays islamique sur la base des valeurs communes européennes serait quasiment un D-Day dans la lutte contre le terrorisme* ».

La droite est loin de jeter l'éponge. « *Le sujet de l'adhésion sera une des questions essentielles de la campagne électorale* » de 2006, avertit Peter Hintze, porte-parole pour les affaires européennes

de la CDU. Comme s'il avait déjà gagné ce scrutin, Edmund Stoiber, le président de la CSU,

vient d'affirmer qu'« *un gouvernement fédéral sous notre direction fera tout, ensemble avec nos partenaires, la France par exemple, pour que la Turquie ne devienne pas membre* » de l'UE.

Car la CDU, et plus encore la CSU, comptent sur Nicolas Sarkozy pour faire front commun en faveur du « *partenariat privilégié* », une troisième voie que la patronne de la CDU Angela Merkel a en vain plaidée auprès de la présidence néerlandaise de l'UE. Le président de l'UMP participera ainsi le 8 janvier à Kiel à un « *séminaire* » des conservateurs sur ce projet.

## Les partisans de l'adhésion veulent favoriser le dialogue avec l'islam

### BRUXELLES

de notre bureau européen

Au moment où l'Union européenne s'apprête à donner son feu vert à l'ouverture de négociations avec la Turquie, l'un des principaux arguments avancés par les partisans de l'adhésion est d'ordre géostratégique. En accueillant un

pays dont la grande majorité de la population est musulmane, font-ils valoir, l'Union démontrerait sa volonté de refuser le « *choc des civilisations* » entre l'Occident et le monde islamique, annoncé par le politologue américain Samuel Huntington. Elle se donnerait aussi les moyens d'intervenir dans les conflits régionaux avec plus d'efficacité et de légitimité.

Une étude d'impact commandée par la Commission, qui évalue à la fois les « *avantages* » et les « *défis* » que représenterait pour la politique étrangère de l'Union l'adhésion de la Turquie, confirme cette analyse, quoique de façon nuancée. Selon ses conclusions, « *l'inclusion de la Turquie dans le processus d'intégration européenne donnerait clairement au monde musulman la preuve que ses croyances religieuses sont compatibles avec les valeurs de l'UE* ». Elle pourrait également « *contribuer à stabiliser la zone de conflits qu'est le Moyen-Orient* ». Mais en même temps, « *elle ferait entrer l'UE en contact plus direct avec les difficiles problèmes politiques et de sécurité de la région* ».

### AUX PORTES DU MOYEN-ORIENT

Les frontières de l'Union s'étendraient en effet jusqu'au Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan), ainsi qu'à la Syrie, l'Iran et l'Irak. La Commission souligne

que les Etats de l'Union et la Turquie ont « *des intérêts considérables dans ces régions* ». Ces intérêts, ajoute-t-elle, « *convergent à bien*

*des égards* » mais « *diffèrent aussi dans certains cas* ». Ainsi la Turquie, selon le document, hésite-t-elle à s'aligner sur la position de l'UE lorsque sont en jeu des questions concernant son voisinage géographique, les droits de l'homme et l'évolution de la situation dans les pays musulmans.



C'est « *une carte supplémentaire à jouer* » dans le « *dialogue des civilisations* »  
PIERRE MOSCOVICI

Sans méconnaître les incertitudes qui pèsent sur l'avenir de la politique turque, ceux qui souhaitent l'entrée de la Turquie invitent l'Union à se saisir de cet « *atout* », selon l'expression de l'eurodéputé socialiste français Harlem Désir. L'Europe se distinguerait ainsi des Etats-Unis, qui ne perçoivent le monde islamique, affirme M. Désir, que sous l'angle de la peur et des menaces, et apporterait la démonstration que la « *guerre des civilisations* » n'est pas inéluctable. Elle renforcerait aussi la stabilité de la région. « *Ce n'est pas en créant des Etats-tampons qu'on résout les crises* », souligne-t-il.

L'ancien ministre Pierre Moscovici, vice-président socialiste du Parlement européen, affirme que l'argument géostratégique est décisif dans son soutien à l'adhésion, plus

que les arguments historiques, géographiques ou culturels, qu'il juge sujets à caution. L'entrée de la Turquie est « *un élément de rapprochement avec le monde musulman* ». C'est, dit-il, « *une carte supplémentaire à jouer* » dans le « *dialogue des civilisations* », c'est aussi une manière de contribuer à « *l'Europe-puissance* » que les socialistes appellent de leurs vœux. « *Je préfère une Turquie démocratique et laïque qui joint ses efforts aux nôtres*, conclut-il, « *une Turquie qui se trouverait renvoyée à l'alternative entre un islam radical et un pouvoir militaire* ».

### UN « CLUB COLONIAL »

Tout le monde n'est pas convaincu par ce raisonnement. L'entrée de la Turquie dans l'Union européenne changera-t-elle les relations entre l'Europe et le monde arabo-musulman ? « *Voilà l'idée la plus bête que j'aie jamais entendue* », répond, provocateur, l'eurodéputé français Jean-Louis Bourlanges, UDF, résolument hostile à l'ouverture des négociations.

M. Bourlanges rappelle que les relations entre les Turcs et les Arabes n'ont jamais été bonnes. « *Ce serait une erreur profonde de croire que les Arabes se sentiront représentés par les Turcs*, ajoute-t-il. Au contraire, ils vont se sentir exclus, non plus pour des raisons religieuses, mais pour des raisons ethniques. » Avec l'entrée des Turcs, l'Europe prouvera certes qu'elle n'est pas un « *club chrétien* », pour-

suit l'eurodéputé, mais elle deviendra un « *club colonial* », puisqu'elle accueillera tous les anciens colonisateurs du monde arabe. L'Union n'y gagnera-t-elle pas en puissance ? Sans doute, indique M. Bourlanges, si on conçoit la puissance comme une « *accumulation de populations et de PNB* », mais cette vision est fautive : la force de l'Europe ne peut venir que de sa cohérence, et l'entrée de la Turquie la mettrait à mal.

Directeur adjoint de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), spécialiste de la Turquie, Didier Billion reconnaît que celle-ci nourrit plusieurs contentieux avec ses voisins, notamment avec l'Irak et la Syrie, et qu'à l'inverse elle entretient les meilleures relations avec Israël. Il estime que les relations entre la Turquie et les pays arabes sont marquées par une « *méconnaissance mutuelle* ». Mais il note aussi un réchauffement des relations avec la Syrie et l'apparition de tensions avec Israël. Il souligne que le nouveau secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique, Ekmeleddin Ihsanoglu, est turc. Il pense que les Turcs se réinsèrent dans leur environnement arabo-islamique. A ceux qui s'inquiètent de l'instabilité des futurs voisins de l'Union, il répond lui aussi que si celle-ci veut peser sur ces pays, elle ne peut trouver meilleur allié que la Turquie.

Thomas Ferenczi

Le Monde

15 DÉCEMBRE 2004

## L'arrivée d'Ankara mettrait à rude épreuve les politiques de cohésion et d'intégration de l'Union européenne

### BRUXELLES

de notre bureau européen

Evaluer l'impact économique exact de l'intégration de la Turquie sur les politiques et les budgets européens relève aujourd'hui de l'exercice de divination. Une chose passe néanmoins pour acquis : de par sa taille, son potentiel et ses faiblesses économiques, la Turquie, en adhérant à l'UE, représentera un défi pour l'édifice communautaire. Avec 70 millions d'habitants, ce pays pauvre et très agricole provoquera à lui seul un choc comparable, voire supérieur, à l'arrivée en mai des dix nouveaux membres.

L'étude d'impact publiée le 6 octobre par la Commission européenne cite des ordres de grandeur plutôt spectaculaires en termes financiers. D'après les simulations bruxelloises, si la Turquie intègre l'Union en 2015, elle recevrait en net quelque 28 milliards d'euros en 2025, soit un petit tiers du budget communautaire actuel, à politique constante. Ankara devrait alors contribuer au budget à hauteur de 5,6 milliards d'euros.

Tous les experts sont néanmoins d'accord : ces estimations ont peu de chances de devenir réalité. « Ce sont des extrapolations à partir des politiques existantes, explique un haut fonctionnaire. Or, en cas d'adhésion turque, les débats vont faire rage pour savoir si l'on maintient les programmes tels qu'ils sont actuellement ou si l'on profite de cette occasion pour réformer l'ensemble des politiques communautaires. »

Dans la première hypothèse, les Etats membres, qui versent davantage qu'ils ne reçoivent, vont devoir augmenter nettement leur effort. C'est difficile à imaginer, alors que ceux-ci, dont la France et l'Allemagne, espèrent limiter au maximum les dépenses communautaires (à 1 % du PIB de l'Union) pour la période 2007/2013, et auront sans doute du mal à desserrer largement les cordons de la bourse pour la période suivante, celle qui verrait la Turquie adhérer à l'Union. Dans la seconde hypothèse, ce sont les pays bénéficiaires qui vont devoir renoncer à une partie de leurs aides agricoles, ou régionales. Une perspective qui promet de belles empoignées entre capitales européennes.

### PROBLÈMES STRUCTURELS

« Les problèmes structurels de la Turquie constituent une grande difficulté pour la politique de cohésion », selon l'étude d'impact publiée par la Commission. En cas d'adhésion turque, les disparités régionales au sein de l'Union vont augmenter dans la même proportion que lors

du dernier élargissement. En 2003, le produit intérieur brut par habitant, en termes de pouvoirs d'achat, atteignait 28,5 % de la moyenne des Vingt-Cinq, comparable au niveau de la Bulgarie et de la Roumanie, qui adhéreront en principe en 2007. Selon les critères d'éligibilité actuels, tout le territoire turc sera bénéficiaire des fonds des-

tinés aux régions les plus pauvres, et des fonds de cohésion.

Ankara pourrait alors toucher une enveloppe maximale de quelque 22,4 milliards d'euros, au titre des politiques de cohésion. Un certain nombre de régions de l'Union à 27 ne seront, dès lors, plus éligibles à la politique de cohésion européenne.

### DYNAMISME DÉMOGRAPHIQUE

Le « défi » est également d'importance pour la politique agricole commune. L'agriculture demeure en effet l'un des secteurs prépondérants de l'économie turque. Elle emploie environ un actif sur trois, soit 7 millions de personnes, contre

## Un nouvel accord avec le FMI

La Turquie et le Fonds monétaire international (FMI) ont conclu un nouvel accord « stand-by » pour une ligne de crédit de 10 milliards de dollars sur trois ans, a annoncé, mardi 14 décembre, le ministre turc de l'économie Ali Babacan, en présence du chef de la mission du FMI venue à Ankara, Reza Moghadam. L'accord prendra le relais d'un crédit du FMI de 16 milliards de dollars, également sur trois ans, qui arrive à son terme en février 2005.

D'après l'OCDE, la croissance turque devrait approcher les 8 %, voire les 10 % cette année, contre 5,8 % en 2003. Cependant, selon la Commission européenne, le chômage restera inchangé à 10,8 %. Après la récession et la crise financière de 2001, le pays bénéficie de la stabilité politique et des réformes entreprises par le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan. Les exportations ainsi que la consommation des ménages progressent à un rythme soutenu. — (AFP.)

10,4 millions dans l'Union à 25. L'agriculture reste la principale source de revenus et d'emplois dans la plupart des régions les plus pauvres, à l'est du pays. L'adhésion turque augmentera la superficie agricole de l'Union de 23 %. La Turquie recevrait en retour 8,2 milliards d'euros de subventions agricoles.

« Les effets économiques de l'adhésion de la Turquie sur l'UE seraient



positifs mais relativement limités », considèrent par ailleurs les experts de la Commission, qui avancent deux arguments : l'envergure modeste de l'économie turque et le degré d'intégration économique préexistant à l'adhésion. Depuis l'union douanière conclue en 1995, les droits de douane et les restrictions quantitatives appliquées aux produits industriels ont disparu. Ils persistent en revanche pour les produits agricoles.

En 2003, plus de la moitié des exportations turques sont destinées à l'Union, mais la part de marché de la Turquie dans les importations européennes se situaient à 2,5 %. De même, les investissements européens en Turquie demeurent très faibles, et devraient être stimulés par

la perspective de l'élargissement... du marché intérieur.

Dernier enjeu de taille : l'impact migratoire. Les évaluations divergent grandement, en fonction des études, entre 500 000 et 4,4 millions de migrants turcs potentiels d'ici à 2030. Le phénomène n'est pas nouveau. Plus de 3 millions de Turcs résident déjà dans l'Union, dont plus des trois quarts en Allemagne. Une première vague d'immigration a eu lieu au début des années 1960. Il s'agissait de travailleurs peu qualifiés recrutés par les entreprises européennes. Depuis les années 1990, le solde migratoire net de la Turquie vers l'étranger oscille entre 40 000 et 60 000 personnes par an, essentiellement du fait du regroupement familial.

La clause de sauvegarde imaginée

par les dirigeants européens pour suspendre la libre circulation des travailleurs pourrait permettre de limiter le phénomène si celui-ci est jugé trop important. Mais le dynamisme démographique de la Turquie pourrait aussi permettre de compenser le vieillissement de l'Union.

Philippe Ricard

Le Monde

15 DÉCEMBRE 2004

LE FIGARO MERCREDI 15 DÉCEMBRE 2004

— COMMUNIQUÉ —

## TURQUIE-UNION EUROPÉENNE

# Lettre au Président de la République, Jacques CHIRAC

Monsieur le Président de la République française,

**Le vendredi 17 décembre 2004**, vous allez prendre, au nom de la France et de son peuple, une décision historique pour l'avenir de la France et pour l'avenir de l'Europe. Vous allez prendre la décision de l'ouverture ou du report des négociations d'adhésion de la Turquie dans l'Union Européenne.

**Le 24 Avril 1915**, le gouvernement de l'Empire ottoman ordonnait l'extermination du peuple arménien qui a conduit à l'exécution du premier génocide du XX<sup>ème</sup> siècle. 90 ans plus tard, la Turquie n'a toujours pas reconnu ce fait majeur de son Histoire. Au mépris du travail achevé des historiens et des reconnaissances politiques de nombreux Etats, dont la France qui a élevé sa reconnaissance du génocide arménien au rang d'une loi de la République que vous avez promulguée le 29 janvier 2001.

**90 ans plus tard**, l'Etat turc orchestre une campagne de négationnisme du génocide arménien. L'ambassadeur de Turquie en France nie régulièrement la réalité du génocide arménien à travers les médias français. La protection diplomatique rend nulle toute procédure en justice.

Pire, dans son nouveau code pénal adopté en octobre 2004, la Turquie introduit, dans le cadre de son article 305, la question de la pénalisation de la reconnaissance du génocide arménien. Ainsi, toute personne évoquant la question de la reconnaissance du génocide arménien par la Turquie est passible d'une peine de dix ans de prison.

Est-il normal qu'à la télévision française, dans le cadre de l'émission France Europe Express, le Ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gul fasse acte de mensonge en niant l'existence de cet article 305, contrairement aux conclusions du rapport de la Commission européenne ?

- La Turquie occupe toujours Chypre, depuis 30 ans.
- Les droits des minorités sont toujours bafoués.
- La torture est toujours pratiquée dans les prisons turques.
- Le principe de l'égalité entre hommes et femmes n'est toujours pas acquis.
- Les « crimes d'honneur » à l'encontre des femmes constituent une pratique courante en Turquie.

Non, Monsieur le Président, la Turquie n'est pas prête aujourd'hui. Elle est encore très loin de la réalité des standards européens. Le 14 octobre dernier, au cours du débat, à l'Assemblée nationale, sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, tous les groupes politiques se sont prononcés contre l'ouverture des négociations, y compris l'UMP. Les Français aussi sont contre, les sondages l'attestent.

Aurait-on pu imaginer, Monsieur le Président, qu'une Allemagne niant la réalité du génocide juif, put entamer des négociations d'adhésion à l'espace européen ?

Pourquoi entamer des négociations avec un Etat génocidaire et négationniste ?

Le Président de la République française, ayant promulgué la loi sur le génocide arménien, doit affirmer haut et fort à la Turquie qu'elle ne peut continuer à nier la réalité historique.

Tous ceux qui défendent l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne doivent lui faire entendre raison et la convaincre de faire son devoir de mémoire en reconnaissant le génocide arménien.

**Monsieur le Président de la République, nous serons 10.000 Français rassemblés à Bruxelles le vendredi 17 décembre à attendre la décision du Conseil européen. Nous serons 60 millions de Français à observer votre position.**

**Ne nous décevez pas !**

**FRA Dachnaksoutioun (Parti socialiste arménien)  
ADL Ramgavar (Droite libérale arménienne)  
Comité de Défense de la Cause Arménienne  
Comité de soutien au NON**

# 150 millions de turcophones

Le monde turc s'étend profondément en Asie centrale où plusieurs Etats ont noué des relations privilégiées avec Ankara

## L'EXPANSION TURQUE

Un millénaire de migrations a conduit une partie des tribus turcophones, à l'origine nomades, des confins de la Chine - entre le désert de Gobi et le lac Baïkal, en Sibérie, où elles sont mentionnées pour la première fois dans des textes chinois vers 200 avant notre ère - vers les plateaux d'Anatolie, où elles se sont établies au XI<sup>e</sup> siècle avant de prendre en 1453 Constantinople et de fonder l'Empire ottoman. Entre-temps, ces tribus ont essaimé de la Sibérie au Caucase et à l'Asie centrale, ne se

limitant pas aux quelque 776 000 km<sup>2</sup> du territoire de la République turque, avec ses 71 millions d'habitants. On peut estimer que les populations turcophones à travers le monde totaliseraient près de 150 millions de personnes.

L'éclatement de l'Union soviétique a donné naissance à cinq Etats turcophones dont les frontières ne recourent pas exactement la carte ethnique : l'Azerbaïdjan (8,2 millions d'habitants, dont 83 % d'Azéris et d'autres turcophones), le Kazakhstan (14,8 millions, dont 45,6 % de Kazakhs et de turcophones), le Kirghizstan (5 millions, dont 57,6 % de Kirghizes et de turcophones), l'Ouzbékistan (25,7 millions, dont 82,9 % d'Ouzbeks et de turcophones) et le Turkménistan (5,7 millions, dont 83,5 % de Turkmènes et de turcophones).

Les turcophones sont nombreux au Xinjiang chinois (50,6 %, surtout Ouïgours, des 17,5 millions d'habitants), en Afghanistan, en Iran (où les Azéris représentent près du quart des habitants), en Irak (Turcomans), en Bulgarie, en ex-Yougoslavie et en Russie, où les Tatars, Bachkirs, Tchouvaches, sont plusieurs millions. Ils forment aussi le quart des habitants de Chypre, divisée entre une République à population grecque (620 000 habitants), membre de l'Union

européenne depuis le 1<sup>er</sup> mai, et une « République turque de Chypre du Nord » auto-proclamée et seulement reconnue par Ankara.

De 15 à 20 millions de citoyens turcs sont par ailleurs d'ethnie kurde. Descendants de tribus de langue iranienne, les Kurdes sont également estimés à 6 millions en Iran, 4 millions en Irak et 970 000 en Syrie.

## L'ÉMIGRATION

Depuis le début des années 1960, parallèlement à l'exode rural, on a assisté à une vaste migration de travailleurs turcs - mais aussi kurdes, pour un quart d'entre eux - venus chercher en Europe occidentale un emploi mieux payé, ou un asile pour des raisons politiques. Leur principal pays d'accueil a été l'Allemagne, où ils sont désormais 2 375 000, soit 28 % à 30 % des étrangers. Au long des dernières décennies, beaucoup ont fait venir leur famille et fait souche ; un tiers ont obtenu la citoyenneté allemande et ils ont été des centaines de milliers à voter aux dernières élections. L'Allemagne est d'ailleurs, en dépit des réticences de l'opposition chrétienne-démocrate, un des pays les plus favorables à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

L'émigration turque est également importante en France (326 000, 5 % de l'immigration), concentrée en Alsace, Rhône-Alpes et dans la région parisienne, aux Pays-Bas (323 000, 15 %), en Belgique (134 000), en Autriche (133 000), en Suisse (81 000), au Royaume-Uni (71 000), au Danemark (49 000), en Suède (32 000), en Norvège (11 000). Mais on trouve aussi des Turcs aux Etats-Unis (102 000), en Australie (90 000), en Asie centrale et au Proche-Orient (108 000 en Arabie saoudite).

## LA QUESTION DE CHYPRE

La question de cette île divisée depuis l'intervention de l'armée turque en 1974 risque-t-elle d'amoindrir les chances d'Ankara d'obtenir une date précise pour entamer ses négociations d'adhésion à l'UE ? A la veille du Conseil européen des 16 et 17 décembre, ce problème continue à faire parler de lui. Ces derniers mois, la République de Chypre, la seule entité légitime, avait, par la voix de son président, Tassos Papadopoulos, menacé d'opposer son veto aux négociations si Ankara refusait de la reconnaître.

Le chef de la diplomatie turque a exclu toute reconnaissance en l'absence d'un règlement du problème de la division de l'île. « Nous trouvons injuste que cette question nous soit posée alors que nous avons fait tout notre possible pour qu'une solution de paix puisse être trouvée », a déclaré récemment le premier ministre Erdogan, faisant allusion à l'échec du dernier plan de l'ONU. Soumis à référendum le 24 avril, ce texte, qui proposait la création d'un Etat fédéral, avait été rejeté par 75 % des Chypriotes grecs et adopté par 65 % des Chypriotes turcs.

Rappelant que la reconnaissance de Chypre ne faisait pas partie des critères de Copenhague, l'Union entend faire son possible pour rapprocher les deux camps. L'extension par Ankara de l'union douanière Turquie-UE à la République de Chypre « peut servir de base à une solution », a estimé le premier ministre néerlandais, dont le pays préside actuellement l'UE. Négocier l'adhésion avec les 25 - dont la République de Chypre - reviendra de facto à la reconnaissance, a expliqué pour sa part le président du Parlement européen, à Ankara début décembre.

PATRICE DE BEER  
ET MARIE JÉGO



Islamiste converti à l'idée européenne, il a fait de l'adhésion à l'UE son grand projet

# La « révolution silencieuse » de Recep Tayyip Erdogan

LE FIGARO MERCREDI 15 DECEMBRE 2004

Istanbul :  
Marie-Michèle Martinet

A l'image des plus grands, Recep Tayyip Erdogan est déjà devenu, en Turquie, un personnage de légende. Son histoire est de celles qui émeuvent et font rêver dans les chaumières : un petit vendeur à la sauvette du quartier populaire de Kasimpacha devenu premier ministre, à tout juste 50 ans.

Nul ne pourrait lui contester son rôle déterminant dans la mise en route du processus engagé avec l'Union européenne. Même s'il n'en est pas l'unique acteur, c'est lui qui a mené, à un rythme d'enfer, le train impressionnant des réformes souhaitées par Bruxelles. Ce qui n'a pas pour autant levé tous les voiles sur cette personnalité complexe : nombreux sont ceux qui s'interrogent encore sur les réelles motivations de cet homme qui a débuté sa carrière politique aux côtés de l'islamiste Necmettin Erbakan et a tâté de la prison pour s'être essayé à une comparaison guerrière alors fort mal appréciée par Ankara : « *Les mosquées sont nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les dômes nos casques et les croyants nos soldats...* », avait-il lancé, lors d'un meeting fameux qui allait mettre un frein provisoire à son ascension vers le pouvoir.

Porté à la tête du gouvernement au lendemain des élections législatives de novembre 2002, Recep Tayyip Erdogan, désormais converti au conservatisme démocratique, a affiché des opinions plus nuancées, qui l'ont naturellement rapproché des valeurs européennes.

Pour adapter son pays aux critères définis à Copenhague, le premier ministre a engagé notamment une réforme de fond du Code pénal turc, soumettant le Parlement à un rythme de travail accéléré de dix heures par jour pour boucler l'examen des 340 articles du nouveau texte. Ses partenaires européens ont alors unanimement salué l'étonnante capacité de la Turquie à mettre en route ce que Recep Tayyip Erdogan désigne lui-même comme une vraie « *révolution silencieuse* » ; en dépit des mentalités qui évoluent parfois beaucoup plus lentement que les textes, même dans la tête de ceux qui les ont inspirés.

Ainsi, la réforme pénale a failli provoquer un dérapage majeur, à la limite de la rupture, entre Bruxelles et Ankara. Quand, au mois de septembre, le gouvernement turc a voulu

imposer un article prévoyant de criminaliser l'adultère, au nom d'une prétendue « *défense des valeurs familiales* », l'Europe, soutenue par les laïcs turcs, a vu rouge. Et le premier ministre, vexé, s'est aussitôt cabré : « *L'Union européenne ne peut s'immiscer dans les affaires intérieures de la Turquie !* », grondait-il alors, pour tenter d'endiguer le flot des critiques, avant d'être obligé finalement de faire marche arrière.

De nouveau, ce faux pas a semé un trouble sur les réelles motivations d'un homme qui n'a jamais fait l'unanimité dans la république d'Atatürk. Il n'empêche que personne ne remet en doute ses capacités à gouverner le pays ; et à le défendre sur la scène internationale.

En Europe comme en Turquie, on apprécie sa fermeté et son humour.

Tous les arguments sont bons pour faire mouche. En visite à Paris, au mois d'octobre, il n'hésite pas à faire référence à son jeu préféré, le football, pour convaincre ses interlocuteurs français de ne

pas avoir peur de la « *différence* » turque : « *Les footballeurs français qui ont remporté le championnat du monde en 1998 n'étaient-ils pas issus de tous les horizons ?* », demande Recep Tayyip Erdogan, avec une naïveté feinte.

Le premier ministre turc sait aussi se montrer plus cassant. Fatigué des hésitations de l'Europe et de ses éternels « *oui, mais...* », il menace, en apprenant que de nouvelles conditions pourraient être posées à la Turquie, de claquer la porte et de répondre à son tour « *non, merci...* ». Incontestablement, l'homme a du cran, même si les mauvaises langues de la bourgeoisie turque raffinée lui reprochent en sourdine un caractère emporté trahissant des origines plébéiennes et le manque d'élégance de ses chemises à carreaux « *de paysan* », souvent arborées devant les caméras de télévision turques.

Toutes ces critiques, Recep Tayyip Erdogan n'en a cure. Il trace son chemin vers l'Europe, avec le soutien des milieux d'affaires qui apprécient son efficacité. Il présente désormais le projet de l'adhésion de la Turquie comme le « *projet du siècle* » qui, en tout cas, sera le grand projet de sa carrière. Celui qui l'inscrira durablement dans les livres d'histoire de la Turquie.

Il bénéficie du soutien des milieux d'affaires qui apprécient son efficacité

## Les chiffres clés

Données 2003  
(sauf salaire : 2004)

	Population (en millions)	PIB (mds de \$)	Croissance du PIB (%)	PIB / habitant (\$ courants)	Dette (% du PIB)	Inflation (%)	Chômage (%)	Salaire minimum**	Fécondité (naiss./femme)
Turquie	71,25	239,8	5,0	3 451,8	61,2	25,3*	10,5	237	2,2
Allemagne	82,6	2 406,3	-0,1	29 173,5	64,2	1	9,6	***	1,4
France	59,7	1 745,2	0,2	28 535,8	63,7	2,2	9,7	1 173	1,9
Royaume-Uni	59,3	1 797,6	2,2	30 140,0	39,9	1,4	5	1 083	1,7
Italie	57,6	1 470,9	0,3	25 589,3	106,1	2,8	8,8	***	1,3
Espagne	41,1	842,1	2,5	20 600,8	50,8	3	11,3	537	1,3
Pologne	38,2	209,5	3,8	5 398,8	45,4	0,8	19,6	177	1,3
Europe des 25	453,02	9 738,0	1,1	21 423,9	63,1	2	9		

\* 10 % estimés pour 2004 \*\* En euros \*\*\* Pas de salaire minimum Sources : FMI / Banque mondiale / Eurostat / Bibliomonde / La Turquie aujourd'hui (Universalis)

Un crédit de trois ans sera débloqué

## Le FMI accorde 10 milliards de dollars

Patrick Bèle

La Turquie ne pouvait espérer meilleur augure : deux jours avant la décision de chefs d'Etat européens sur l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, le Fonds monétaire international (FMI) et Ankara sont parvenus à un accord stand-by de 10 milliards de dollars de prêts sur trois ans. « *Nous avons achevé lundi soir les négociations sur le nouvel accord* », a indiqué le ministre turc de l'Economie, Ali Babacan. Cet accord vaut quitus accordé par l'exigeante organisation internationale sur le projet budgétaire triennal présenté par le gouvernement d'Erdogan. Une annonce qui ne peut que contri-

buer à rassurer les marchés quelque peu fébriles à la veille du conseil européen.

Cette signature intervient trois ans seulement après la grave crise financière qui a déstabilisé le pays. En 2001, la soudaine dévaluation de la livre turque avait mis en position de quasi-faillite l'Etat et un grand nombre d'établissements bancaires qui empruntaient en dollars pour financer la dette de l'Etat libellée en livre turque. Sur 80 banques privées et publiques, plus d'une trentaine ont fermé leurs portes. L'assainissement du secteur a coûté très cher aux finances publiques et alourdi la dette.

Depuis, le gouvernement turc a tenté de remettre de l'ordre dans les structures économiques, sous la double impulsion du FMI et de l'UE. Le FMI conditionnant l'octroi de nou-

veaux prêts à une politique budgétaire rigoureuse, l'UE exigeant de son côté un alignement sur les normes européennes. Hier, Reza Moghadam, le responsable pour la Turquie du FMI, a salué les « *progrès impressionnants* » réalisés par l'économie.

Impressionnant est bien le terme qui convient : ce pays qui semblait condamné à l'hyperinflation pendant des décennies va connaître pour la première fois une inflation inférieure à 10 % cette année (contre plus de 50 % en moyenne dans les années 90). Ankara prévoit de ramener ce chiffre à 4 % en 2007. La rigueur budgétaire du gouvernement Erdogan prévoit de dégager en 2005 un excédent primaire (hors dettes) du budget de l'Etat de plus de 5 %, après plus de 6 % en 2004. Une performance unique pour un pays émergent. Enfin, la Turquie devrait être championne du monde 2004 avec 10,1 % de croissance, contre 9,3 % pour la Chine.

Ces éléments positifs ne parviennent pourtant pas à cacher les insuffisances structurelles et les archaïsmes de l'économie. Ainsi l'extrême faiblesse des in-

vestissements directs étrangers est préoccupante. La plupart des entreprises qui s'implantent en Turquie le font par le biais de joint-ventures avec les conglomérats locaux. « *La complexité de l'administration turque et celle des textes réglementaires, la difficulté de se financer sur le marché local rendent difficile une installation sans un partenaire bien implanté localement* », explique le représentant d'un grand groupe européen.

L'économie grise, d'autre part, représenterait une richesse équivalente à plus de 50 % du PIB officiel. Le dernier rapport de l'OCDE préconisait une baisse substantielle des taxes et des impôts qui pèsent sur les entreprises pour réintégrer ces activités dans le secteur officiel. Enfin, le secteur agricole est largement resté à l'écart de la modernisation du pays et connaît une très faible productivité : employant plus de 35 % de la population active, elle ne génère que 11 % du PIB. Une donnée essentielle car elle permet de mesurer les difficultés que pourrait entraîner une éventuelle intégration du pays dans les politiques communautaires de l'Union, et notamment dans la politique agricole commune.

LE FIGARO MERCREDI 15 DÉCEMBRE 2004

## Le bastion islamiste de la Corne d'or mise sur l'Europe

Istanbul : de notre envoyé spécial Thierry Oberlé

Fatih, le bastion « islamiste » de la Corne d'or, n'a que peu de rapports avec Gaza ou même avec Le Caire. Dans les rues du quartier conservateur du vieux Istanbul, fief de l'AKP, le Parti de la justice et du développement du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, circulent des femmes à tête nue, d'autres portant des foulards colorés et quelques ombres en tchador noir.

Sur l'avenue Fevzi Pacha, la grande artère commerçante de Fatih, les magasins de prêt-à-porter Tekbir sont la quintessence de la version chic de l'islamisme dit modéré. Alignées sur la même allée, les trois boutiques font face à la mosquée de Mehmed le Conquérant, un haut lieu de spiritualité stanbou-

liote où est exposé à l'occasion de certaines fêtes le manteau du Prophète. Plus modestement, le patron de Tekbir, Mustafa Karaduman, propose aux musulmanes élégantes des lignes de vêtements islamiquement correctes. L'une d'elle est baptisée « Emine », en référence au prénom de l'épouse d'Erbakan. Tekbir offre à chaque saison une nouvelle collection inspirée des grandes tendances parisiennes ou milanaises. « *Nous ne vendons pas des uniformes, une équipe de designers dessine nos créations sur ordinateur en s'inspirant de l'air du temps* », explique le patron, Mustafa Karaduman.

La marque, qui ne compte pas moins de 500 points de vente à travers le monde, propose des pardessus brodés, des robes longues et des foulards branchés. Il y a aussi en rayon des décolletés aux voiles transparents à ne porter que dans la stricte intimité ou lors des cérémonies de mariage durant les-

quelles les femmes sont séparées des hommes. Car chaque bout de chiffon répond aux prescriptions du Coran. « *Les textes sacrés précisent que les manches doivent s'arrêter au niveau des poignets et que le bas des jupes doit couvrir les chevilles* », commente Mustafa Karaduman.

Né dans un village du fin fond du plateau anatolien, l'homme d'affaires, qui a commencé à travailler à 14 ans dans une boutique de tissu de Fatih, cultive sa propre légende. « *Je suis présent dans treize pays et j'ai 70 boutiques franchisées en Europe* », explique le fondateur de l'empire Tekbir. Son marché ? « *800 millions de musulmans* ». L'Europe ? « *Une entrée dans*

*l'Union ne changera rien pour moi en tant que chef d'entreprise. En revanche, c'est un grand espoir pour la liberté et les droits humains. Grâce à l'Europe, mes 300 vendeuses qui arborent le foulard islamique dans mes magasins seront, je l'espère, autorisées à le porter partout* », avance Mustafa Karaduman. « *Beaucoup de Turcs qui votent Erdogan le font aussi pour le foulard* », ajoute-t-il.

A la mairie AKP, le son de cloche est un peu différent. Employée par la municipalité, Meryem Dogri, une jeune femme à la chevelure exubérante et au tee-shirt échancré, travaille sans contrainte. « *90 % du personnel féminin des municipalités AKP ne portent pas le fou-*

« *Les gens ont une forte sensibilité religieuse mais il n'existe pas de ghetto fondamentaliste* »

lard, affirme-t-elle. *Nous ne subissons aucune pression. Je fume et je mange pendant le ramadan les repas servis au réfectoire. Lorsque je sors le soir, je danse et parfois je me saoule. Et alors ?* » Meryem sourit. *Chez nous, la religion est du domaine de la vie privée. Fatih a la réputation d'être une place forte du conservatisme, mais les jeunes filles du quartier sont comme les autres : elles écoutent le chanteur pop turc Tarkan ou l'Américain Eminem et se trémoussent sur du hip-hop.*

Habituee à regarder des programmes de télévision étrangère, Meryem est agacée par les clichés véhiculés

par les médias européens, par ces images de « *nanas en tchador* ». *« La perspective européenne est pour nous une formidable occasion de restructurer notre pays. Notre population est jeune ; elle comprend des gens éduqués et bien formés. La Turquie est plus sévère avec les islamistes que la France puisqu'elle interdit le voile non seulement à l'école mais aussi à l'université »,* affirme-t-elle.

Populaire au-delà de sa clientèle traditionnelle, Erdogan a su tirer profit du discrédit qui frappe une droite affairiste et une gauche sans programme. L'embellie économique et les réformes menées au pas de charge ont conforté ses positions. Sa politique européenne est largement approuvée. Des

courants libéraux ou progressifs félicitent le gouvernement pour être parvenu en dépit du poids de l'establishment militaire à ouvrir des espaces de liberté inconnus et inespérés il y a encore quelques années.

Elu maire AKP de Fatih voici un an, Mustafa Demir, un dentiste de 46 ans, compare sa circonscription du centre d'Istanbul à un « *condensé d'Anatolie profonde* ». *« Les gens ont une forte sensibilité religieuse mais il n'existe pas de ghetto fondamentaliste, estime-t-il. Les langues et les cultures ont coexisté ici durant l'âge d'or de l'Empire ottoman. Ceux qui s'opposent à l'intégration de la Turquie en Europe devraient savoir que notre quartier juif de Balat a existé durant des siècles. »* Et le fringant « *musulman modéré* » de vanter un pro-

jet de réhabilitation du vieux faubourg financé par l'Unesco et en partie par l'UE.

Il n'y a pas grand-chose à voir à Balat désertée par la communauté juive depuis le pogrom du 6 septembre 1955. La plupart des maisonnettes en rondins de bois sont dans un état d'abandon tel qu'elles ne pourront pas être retapées. Protégées par des systèmes de vidéosurveillance, deux synagogues célèbrent toujours l'office le samedi. *« Elles accueillent des fidèles des autres quartiers car à Balat nous ne sommes plus que quatre : moi, mon fils, David, le vendeur de fruits et légumes, et Yacoub qui ne veut plus porter son nom juif »,* dit Leon Brudo, un commerçant en tissus âgé de 82 ans, dernier survivant d'une époque révolue, celle d'avant la possible adhésion en 2015.

## Turquie : l'autre division des socialistes

**La question de l'entrée de la Turquie à l'Union européenne trouble la gauche. Le PS est partagé entre partisans de l'adhésion ou du partenariat privilégié. Le Parti communiste, les Verts, le MRC et l'extrême gauche sont plutôt favorables, mais certains émettent des conditions.**

Nicolas Barotte

Divisé sur la Constitution européenne, le PS l'est aussi sur la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Mais, cette fois, le parti de François Hollande a choisi de ne pas trancher.

« *Nous prenons des précautions* », concède le porte-parole du PS, Julien Dray. Le bureau national du PS a adopté le 12 octobre, à l'unanimité, une position à minima : pour l'ouverture de négociations sans préjuger de leur issue. Pourtant, en juin dernier, le PS affirmait encore être « *favorable au principe de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne* ».

Aujourd'hui, le parti a donc choisi la prudence. « *Toutes les options doivent être ouvertes* », a déclaré François Hollande, le 9 décembre sur France 2. « *L'adhésion si les garanties sont données, le partenariat privilégié, même si aujourd'hui personne ne*

*sait exactement ce que c'est, ou le refus de l'adhésion.* » Et, pour le premier secrétaire, tout nouvel élargissement de l'Union européenne doit être soumis à référendum.

Le clivage au sein du PS ne reprend pas les lignes du débat sur la Constitution. Laurent Fabius, ses amis et Manuel Valls, qui sont contre la Constitution, sont aussi opposés à l'adhésion de la Turquie. Mais ils sont rejoints sur cette position par certains tenants du oui comme la présidente de la région Poitou-Charentes, Ségolène Royal, le député européen Bernard Poignant ou le sénateur Robert Badinter. Pour eux, l'entrée de la Turquie changerait le projet euro-

péen. L'adhésion est synonyme de « *fuite en avant territoriale qui mène vers l'Europe diluée et impotente* », estime le député européen Henri Weber. Comme Laurent

Fabius, il défend l'idée d'un partenariat privilégié. Hier, Ségolène Royal, souhaitant souligner les lacunes de la démocratie turque, s'est ostensiblement affichée avec l'ex-député kurde Leyla Zana, emprisonnée pendant dix ans

pour avoir milité en faveur des droits des Kurdes en Turquie.

A l'inverse, partisans de la Constitution, Pierre Moscovici, Harlem Désir ou Elisabeth Guigou se

sont clairement prononcés pour l'adhésion de la Turquie. Certains tenants du non

aussi, notamment Vincent Peillon, du courant minoritaire du Nouveau Parti socialiste. Pour eux, l'Union européenne doit tenir ses promesses. « *Les Turcs ont fait évoluer leur société dans cette perspective, l'adhésion à*

*l'Union européenne a été le moteur de leur réforme. On ne peut pas jouer avec les engagements envers les peuples* », explique le député européen Harlem Désir.

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault, a demandé hier de la pédagogie au président de la République, qui doit s'exprimer ce soir sur TF 1. Il faut expliquer aux Français « *pourquoi le problème de la Turquie se pose* », a-t-il souhaité. « *Il faut en parler sans jouer sur les peurs.* »

Au PS, la gêne est perceptible. « *La Turquie n'est pas n'importe quel pays* », explique le député de l'Essonne,

Julien Dray. Outre son poids démographique, son histoire, sa situation, le porte-parole du PS évoque le problème de la non-reconnaissance du génocide arménien, l'occupation du nord de Chypre par l'ar-

mée turque, le respect des droits de l'homme... « *Ces questions existent, on ne peut pas les balayer* », estime-t-il.

Les hésitations du PS s'expliquent aussi par les réticences de l'opinion et de l'électorat de gauche. Pour Julien Dray, « *si on se prononçait en l'état, les peuples diraient non* ». Si les sympathisants socialistes sont favorables à 61 % à l'ouverture de négociations, ils sont opposés à l'entrée de la Tur-

quie dans l'Union européenne à 61 %, selon le sondage Ifop paru dans *Le Figaro* lundi.

Mais pour l'ancien commissaire européen socialiste Pascal Lamy, la question, pour ou contre l'adhésion, a déjà été tranchée. « *On a déjà dit que la Turquie avait vocation à rejoindre l'Union* », explique-t-il. Pour lui, le processus est entré dans une deuxième phase : les négociations. « *Il s'agit du temps qu'il faut à un pays comme la Turquie pour prendre les engagements qu'un nouvel Etat membre doit respecter par rapport à l'acquis communautaire* », explique-t-il. La troisième et dernière étape étant la ratification.

## Le général Tuncer Kilinç est l'ancien leader du Conseil national de sécurité turc : «On ne peut accepter tout ce que veut l'Europe»

Ankara envoyé spécial

Au-dessus du bureau trône l'incontournable portrait de Mustapha Kemal Atatürk, une toile presque abstraite qui tranche avec les habituelles représentations officielles du père de la Turquie moderne. Le général Tuncer Kilinç, depuis peu à la retraite, est un homme raffiné. Comme la plupart de ses pairs - les «pachas» comme on les appelle en Turquie -, il s'affiche partisan de l'Europe. Il n'empêche que les militaires ont fixé leurs lignes rouges face à ce qu'ils estiment être les risques de démantèlement du pays ou de remise en cause de la laïcité. «L'Union européenne a voulu diminuer le poids de l'armée pour que les gens soient plus responsables, et nous soutenons ce processus, car la démocratie a mûri», assure-t-il. Mais il souligne aussi que «s'il faut un jour choisir entre la survie de la République et l'UE, le peuple saura décider de ce qui est le plus important». La réponse, pour lui, ne fait aucun doute.

«Protéger le pays». Jusqu'à l'été dernier, ce général de l'armée de terre était secrétaire général du tout-puissant Conseil national de sécurité (MGK), organe institutionnalisant le rôle politique de l'armée, gardienne de la République. Désormais, c'est un civil qui occupe ce poste, comme le prévoyait la réforme soutenue par Bruxelles et mise en œuvre par le gouvernement Erdogan, issu du mouvement is-

lamiste. Les civils sont aujourd'hui largement majoritaires dans cette instance où, à côté des responsables des forces armées, siègent le président de la République, le Premier ministre et les principaux ministres. Les compétences de l'armée ont été rognées notamment en matière de sécurité intérieure. «Mais cela ne change pas grand-chose, car la Constitution attribue clairement à l'armée le rôle de protéger le pays à l'extérieur comme à l'intérieur», relativise Tuncer Kilinç.

Pilier du flanc sud-est de l'Otan, honnie ou regardée avec méfiance par les militants kurdes, les islamistes ou les libéraux, l'armée garde tout son prestige aux yeux d'une bonne partie de l'opinion. «Le peuple a confiance en l'armée, car il sait que les militaires pensent d'abord à l'intérêt général du pays et voient les dangers qui le guettent, à la différence des politiques, trop souvent obnubilés par des intérêts partisans», assure l'ex-général. Par trois fois - en 1960, en 1971 et en 1980 - les militaires, estimant la République en danger, ont pris le pouvoir à Ankara.

«Mais l'armée a compris que le pays a changé de catégorie», soulignent les diplomates. Sa dernière intervention, en février 1997 - pour chasser du pouvoir le Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan - fut ce que les Turcs qualifièrent de coup d'Etat «postmoderne». Aucun déploiement de troupes mais de l'intimida-

tion et un appui à la mobilisation de la société civile laïque contre le gouvernement. **Question kurde.** La dynamique européenne inquiète pourtant certains militaires. «Pour cuire une grenouille, il faut la mettre dans l'eau froide, puis chauffer à petit feu afin d'endormir son système nerveux et éviter qu'elle ne saute hors de la casserole: c'est la méthode qu'utilisent l'AKP (le parti au pouvoir, ndlr) et l'UE pour la Turquie», affirme l'un d'eux. La majorité de l'armée appuie le processus d'adhésion, tout en soulignant les limites. «L'UE veut des choses que nous ne pouvons accepter. Nous sommes favorables aux droits culturels des minorités, mais pas à des droits collectifs qui institutionnaliseraient une séparation ethnique et prépareraient un démantèlement de la Turquie», explique Tuncer Kilinç. Il pense en premier lieu aux Kurdes, qui représentent plus du cinquième de la population. Les militaires craignent que la question kurde ne soit ravivée par le chaos irakien et l'indépendance de fait du Kurdistan d'Irak. L'ex-secrétaire général du MGK tient à rappeler qu'Ankara compte garder les mains libres: «En cas de problème à nos frontières mettant en cause la sécurité nationale, nous n'attendrons aucun feu vert de quiconque. Les pays de l'UE aussi pensent d'abord à leur intérêt propre, comme l'a montré récemment la France en Côte-d'Ivoire...»

M.S.

16 DÉCEMBRE 2004



## A droite, la base turcophobe fait feu de tout bois Maires et députés UMP ou UDF multiplient les initiatives pour exprimer leur opposition.

Sur la page d'accueil de son site Internet, le député UMP des Bouches-du-Rhône, Richard Mallié, a mis la photo en noir et blanc d'un cadavre d'enfant arménien, victime du génocide perpétré par les Turcs en 1915. «Comment la Turquie ose-t-elle encore nier l'horrible réalité!», clame le titre. Le reste est du même acabit. «Entrée de la Turquie: combien ça coûte? Vraiment très, très cher», répond le député, qui parle d'un chiffre de 3 à 5 milliards d'euros par an pour les contribuables français. Pour faire bonne mesure, Richard Mallié rappelle que cela représente la moitié du trou de la Sécurité... «Face à la position mondialiste de Jacques Chirac, je défends la voix du peuple!», dit le député de Gardanne. Demain, avec d'autres collègues de l'UMP, il ira manifester à Bruxelles contre l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Une première pour des députés français.

«Héritage judéo-chrétien». Depuis que le chef de l'Etat a refusé d'organiser un vote sur la question au Parlement, la résistance s'organise dans les rangs de la droite. Le

député souverainiste Philippe Pémézec (UMP, Hauts-de-Seine) a déjà réuni 90 collègues qui disent être prêts à dire non à la Turquie. Soit un quart des députés de la majorité. «Nous ne voulons pas voir ce genre de pays dans l'Europe, car il ne partage pas notre héritage judéo-chrétien. Ou alors, on va faire entrer tout le pourtour méditerranéen. Et pourquoi pas la Russie, qui est, sur un plan culturel, beaucoup plus proche de nous?», lance Pémézec, qui pointe «une divergence absolue entre la base et Jacques Chirac». Impuissants à l'Assemblée nationale, les turcophobes de la majorité font feu de tout bois pour se faire entendre. Mardi, Pémézec et ses amis ont créé une Association nationale des élus locaux contre l'entrée de la Turquie. Ils ont écrit à 10 000 maires, envisagent de lancer une pétition nationale et prévoient de tenir des réunions publiques sur tout le territoire.

D'autres élus, comme Nicolas Perruchot, maire (UDF) de Blois, ont directement consulté leur population. Le résultat est sans surprise. Sur les 4 500 personnes qui

ont répondu, 97% s'opposent à l'intégration de la Turquie dans l'Europe! D'autres sondages, tout aussi orientés, fleurissent un peu partout, notamment sur les sites Internet des députés concernés (77% de «non» sur celui de Richard Mallié).

**Chantage.** Au final, l'entrée de la Turquie réunit contre elle une curieuse alliance de souverainistes acharnés, comme Nicolas Dupont-Aignan, et de centristes bon teint qui suivent François Bayrou dans sa croisade contre l'Empire ottoman. Certains membres de l'UDF vont jusqu'à remettre en cause leur vote en faveur de la future Constitution européenne. C'est le cas de Jean-Bernard Thonus, adjoint au maire de Saint-Maur, qui ne votera pas la Constitution «tant que le problème de la Turquie ne sera pas résolu. C'est quand même un pays où la lapidation des femmes adultères a failli entrer dans le code pénal!». L'information est fautive. Mais l'argument en dit long sur ceux qui, à droite, veulent se faire les porte-parole de «l'Europe de la rue». ◆

THOMAS LEBÈGUE

# Turkey offers a test of EU multiculturalism

## Wary public may hurt Ankara's dreams

By Graham Bowley

**AMSTERDAM:** Call it bad timing, or just bad luck. As the date nears for a decision on membership negotiations with the European Union, it is Turkey's misfortune that it is seeking to enter this exclusive, mainly Christian, club at a time when many Europeans believe they are witnessing the failure of multicultural society in Europe.

Many think this should mean the death of a multicultural EU as well. And while European leaders will most likely say yes to Turkey on Thursday or Friday in Brussels, it will be a reluctant yes, reflecting the views of a growing number of EU citizens.

The shift in perceptions is particularly palpable in the Netherlands, where the political climate was transformed last month by the murder of the filmmaker Theo van Gogh by a killer who slit his throat and pinned to his chest with a knife a text calling for Muslims to rise up against "infidels."

In Amsterdam last week, as cyclists pedaled past canal houses outside, 12 Dutch visitors at the Anne Frank house were asked for their views on Muslim integration into Dutch society.

They were told to press a green button if they thought it was fine for politicians to criticize Muslim immigrants who did not adopt Dutch practices, or to press a red button if they thought this amounted to discrimination.

Feelings of guilt over the treatment of Jews in World War II, as well as a strong liberal commitment to a multicultural society in the Netherlands,

would have forbidden criticism. But this time, when the visitors pushed their buttons; green lights illuminated the room.

In the famously tolerant Netherlands, it was a vote for a little less tolerance, a victory for a tougher line against those immigrants who, many Dutch believe, are unwilling to embrace core Dutch values.

"People believe in an emotional way we are losing so much of our European identity," said Hans Westra, director of Anne Frank House. "We are looking for some new basic values to keep us together as a nation, not values from the Middle Ages that we fought for so long to get rid of."

The harder tone in the Netherlands is part of a broader debate about identity that is sharpening this week as 25 European leaders meet to decide whether to allow Turkey, with its mainly Muslim population of 70 million, to open negotiations to join the EU. Majorities in France and Germany say they oppose Turkey's entry, according to the latest opinion polls, and sentiment is also shifting elsewhere.

"People have become more aware of the huge problems you face to make another culture and another religion compatible with your own," said Bart Jan Spruyt, director of the Edmund Burke Foundation, a conservative research organization in The Hague.

The turnaround in sentiment is significant measured against feelings a few months ago, when Turkey's road to EU membership seemed more assured.

Previously, European supporters of Turkey's accession saw the promise of

membership as a reward for reformers in Ankara, led by Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, after improvements in the country's human rights record. It was a way for them to encourage the reformers to continue steering their country on a democratic, westerly course.

Membership, this view maintained, would also be a geopolitical gesture to the broader Muslim world. It would show that the West can live with the East.

Everything pointed toward acceptance. Turkey had been waiting for EU membership for more than 40 years. It

**'People believe we are losing so much of our European identity.'**

became an associate member in 1963, and applied for full membership in 1987. It has belonged to other Western institutions, such as NATO and the Organization for Economic Cooperation and Development, for decades. In October this year, the European Commission recommended that EU membership negotiations begin soon, probably next year.

But while this was the view of the governing elite, it was increasingly at odds with public opinion.

Since the enlargement of the EU in May, when 10 new countries joined, some Europeans have felt they are losing jobs to their new neighbors in the formerly Communist East, where wages and taxes are lower. This fear is especially acute in nations such as Austria that share a border with one of the newest EU members. Many now think that bringing Turkey inside the EU would exacerbate the problem.

The political elite began to worry that the EU would not function properly with yet another member sitting at an already crowded negotiating table. Adding another nation would also fundamentally change what the EU's founders, notably France and Germany, originally inten-



Jan Boeve/Hollandse Hoogte

Two Muslim women in traditionally tolerant Amsterdam, where an increasing number of people now question the entry of Muslim Turkey into the EU. Turkey's bid for membership is also complicated by disputes over Armenia and Cyprus.

December 15, 2004

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

ded the union to be — a small, coherent political unit that projected the two nations' will across the Continent.

But probably the biggest complaint has centered on values. This is not always stated directly, perhaps because of concerns about political correctness. But many Europeans simply do not want the government of a big Muslim nation sitting at the EU table.

Assuming membership negotiations go ahead, by the time Turkey joins, which might be around 2020, it will most likely be one of the most populated countries in the EU. As EU votes are apportioned according to population, it would also be among the most powerful.

Even if Turkey's current leaders profess to be secular, conservative Europeans do not want to be vulnerable to a future government in Ankara that could seek to further a Muslim agenda "that wants to influence the educational system or believes that the Holy Book of Islam is above democratic debate," says Paul Scheffer, professor of urban sociology at the University of Amsterdam.

A poll conducted by the Ifop Institute and published in the French newspaper *Le Figaro* this week found that 67 percent of French voters, and 55 percent of Germans, now oppose Turkish membership. In Britain, 41 percent favor Turkey's entry, while 30 percent are against it. In Spain, 65 percent are in favor, while in Italy 49 percent support Ankara's bid.

According to Robert Manchin, chairman of the polling group Gallup Europe in Brussels, nations on the geographical fringes of Europe, such as Ireland, Britain, Portugal and Spain, generally favor Turkish membership.

It is in the heartlands of the EU that opinion has turned most negative, in regions that already have large Muslim populations and that, says Manchin, could be the likeliest destinations for immigrants once Turkey is in the EU.

In the Netherlands, a new consciousness of the country's foreign population has emerged since van Gogh's murder, especially in cities such as Amsterdam and Rotterdam where around half of the citizens are first- or second-generation immigrants.

Geert Wilders, a rightist politician who calls for an end to "tolerance of intolerance," is gaining popularity. The public mood has influenced the government stance. "We have had our part of immigration. Immigration is not a solution for anything," said Gerrit Zalm, the Dutch finance minister, in an interview.

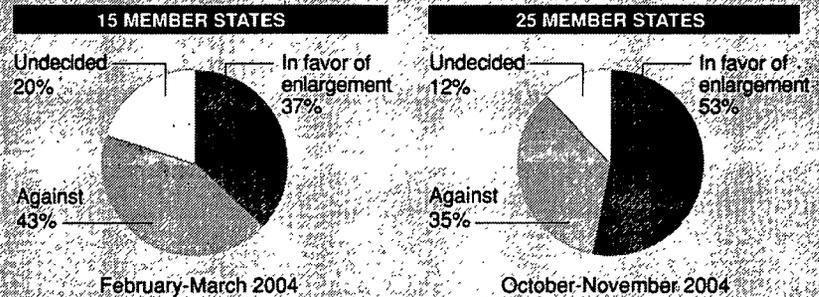
Van Gogh's murder has had ramifications beyond the Netherlands.

Germany, the European nation with the heaviest historical guilt, is home to more than 2 million Turks, the largest Turkish population in Western Europe. It is now grappling with the issue of "Leitkultur," or whether it can have a defining culture, and what that culture should be.

Last week, Angela Merkel, leader of the center-right opposition Christian Democratic Union, and challenger to Chancellor Gerhard Schröder, told the

## How big a union?

Support for the enlargement of the European Union has grown significantly since 10 new members were added in May.



In favor of enlargement, by country, from the latest survey of member states' citizens:

Poland	78%	Ireland	54
Lithuania	76	Portugal	51
Slovenia	75	Belgium	50
Slovakia	69	Netherlands	50
Spain	67	Britain	50
Czech Republic	66	Finland	45
Latvia	65	Sweden	44
Estonia	63	Denmark	43
Hungary	63	France	39
Greece	62	Luxembourg	38
Italy	61	Germany	36
Cyprus	61	Austria	28
Malta	61		

Source: Eurobarometer.

IHT

party's annual conference that multiculturalism in Germany had failed and that Turkey would make it worse.

"A Europe with Turkey as a full-fledged member won't be a Europe that is fully integrated," she warned. "The degree of European integration achieved over 50 years must not be thrown away just like that."

Merkel has been the strongest German proponent of the idea of a "privileged partnership" for Turkey that stops short of full membership. This idea has also been championed in France, which has the biggest Muslim population of any country in Europe. "French opinion is very afraid of Muslims, of Islam, of everything new," says Nora Seni, a historian at the University of Paris.

While President Jacques Chirac supports Turkish membership, other leading French politicians are opposed, reflecting public unease. Now, to Ankara's fury, even Chirac has suggested that Europe might consider an alternative relationship, and has promised a referendum on the question.

"The same thing that happened in the Netherlands has also happened in Switzerland, Denmark, Austria, Belgium, Italy, France," says Scheffer of the

University of Amsterdam.

"The fact that we live in a world without borders has provoked politicians to come to the fore who are urging us to close the borders," he said. "Migration is increasingly perceived by many people as a loss of sovereignty."

Scheffer believes that Europe should admit Turkey as proof to its own immigrants that it is committed to secularism, and not to a religious divide.

Turkey's leaders, meanwhile, warn that any rejection would undermine their hard-won reforms and push the country back toward extremist Islam. Erdogan says he will accept nothing short of full membership.

Under such pressure, European leaders are expected to give Turkey the green light this week, although there may be many conditions and caveats, such as limits on labor migration, and no firm date for when membership could start.

With the new focus on core European values evident even in traditional examples of European openness, such as Anne Frank's house in Amsterdam, the shift in perceptions may well hinder Turkey's dreams, and could even kill them, over the next decade of talks.

International Herald Tribune

En répondant « oui, si » lors d'un entretien sur TF 1, le chef de l'Etat a tenté de rassurer les Français

# Turquie : le plaidoyer de Chirac

LE FIGARO JEUDI 16 DÉCEMBRE 2004

Il fallait à tout prix parler. User de pédagogie pour expliquer pourquoi la France, malgré une opinion publique majoritairement hostile, va se prononcer aujourd'hui, lors du Conseil européen de Bruxelles, en faveur de l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie. Hier, sur TF 1, dans une interview de 19 minutes enregistrée en fin de matinée à l'Élysée, le chef de l'Etat s'est donc efforcé de rassurer les Français, sans pour autant changer de cap sur le fond. Interviewé par Patrick Poivre d'Arvor, Jacques Chirac a exposé les raisons pour lesquelles la France et l'Europe doivent œuvrer pour l'intégration de ce pays qui a toujours été « à la recherche d'un choix entre l'Asie et l'Europe » et qui devrait pour notre intérêt « pencher vers l'Europe ».

Après le fameux « oui mais » de Valéry Giscard d'Estaing et, plus récemment, le « non sauf si » exprimé par Laurent Fabius, Jacques Chirac a plaidé, lui, pour un « oui si ». « Est-ce que l'Europe et notamment la France ont ou non intérêt à ce que la Turquie les rejoigne ? Ma réponse est « oui si ». Oui, si la Turquie remplit la totalité des conditions qui s'imposent à tout candidat à notre Union », a-t-il indiqué en citant notamment les progrès à « consolider » en matière de démocratie, de droits de l'homme, de liberté religieuse ou d'égalité hommes-femmes.

Estimant que la France et l'Europe avaient « intérêt » à voir la Turquie intégrée à l'Europe, le président a poursuivi : « Il est évident que, sur le plan de la sécurité, de la stabilité, de

la paix, avoir avec nous ce grand ensemble, à nos portes aujourd'hui, est tout à fait positif. L'avoir rejeté représenterait certainement un risque d'instabilité, d'insécurité à nos frontières (...) ».

Afin de rassurer des Français inquiets face à cette perspective d'entrée d'Ankara, le chef de l'Etat a déclaré que « négociation, cela ne veut pas dire adhésion. Cela veut dire que la Turquie devra encore faire des efforts considérables, qui vont durer dix, quinze, vingt ans ». Il a également beaucoup insisté sur le fait que les négociations se déroulent « d'Etat à Etat » et a indiqué que chaque pays, y compris la France, a le droit de « tout arrêter », de « décider que ça ne marche pas et bloquer la totalité des négociations ».

Le président de la République a surtout rappelé à deux reprises « que, en toute hypothèse (...), les Français gardent le dernier mot dans cette affaire », puisqu'ils seront consultés par référendum au terme des négociations, à l'horizon d'une quinzaine d'années. Il a également affirmé que la reconnaissance du génocide arménien « c'est la loi » en

la Turquie, un grand pays riche d'une longue histoire, de faire des efforts aussi considérables pour arriver à un résultat aléatoire ou partiel, ce n'est évidemment pas raisonnable. » Il a également réfuté l'argument religieux utilisé par certains pour refuser l'entrée de la Turquie : « Nous avons tout à y perdre, à commencer par la dignité. »

« Négociation, cela ne veut pas dire adhésion. Cela veut dire que la Turquie devra encore faire des efforts considérables »

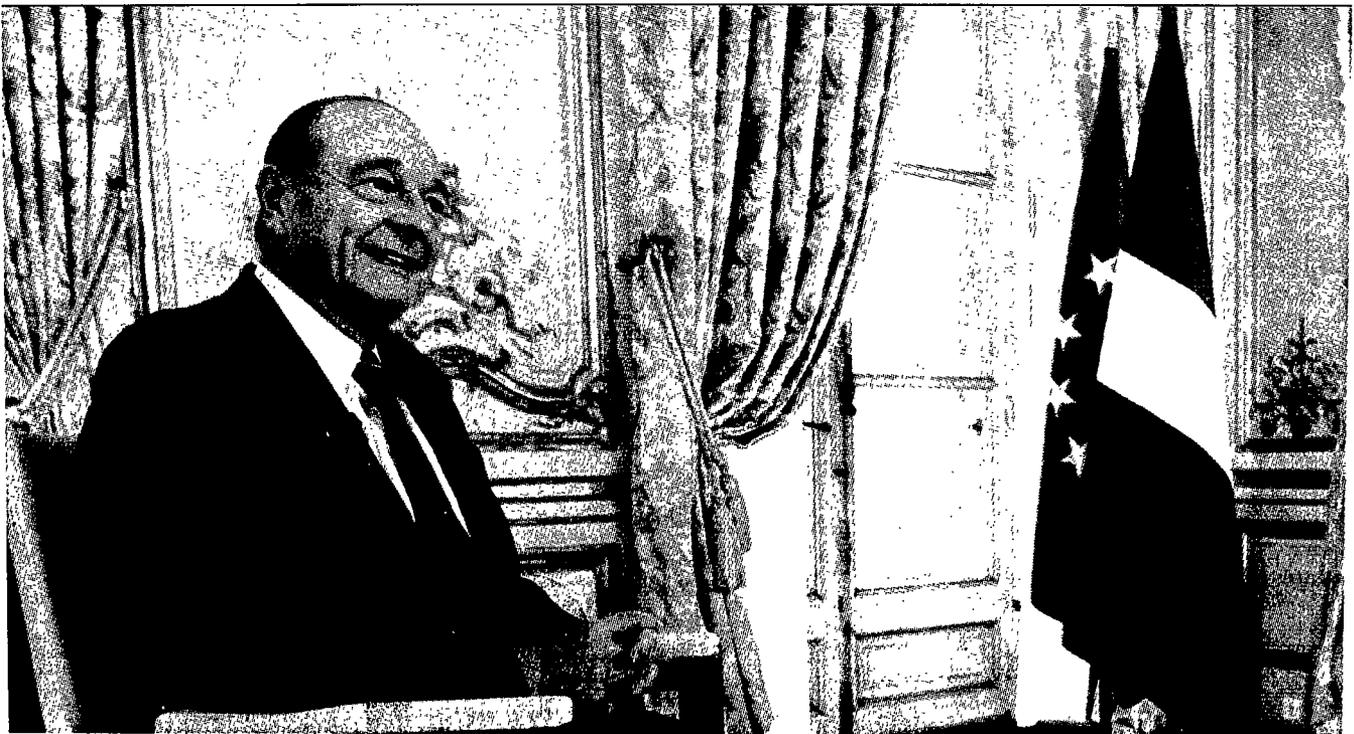
Enfin, soucieux de ne pas lier la question turque à la ratification de la Constitution européenne, le président de la République n'a donné aucune indication sur la date à la-

France (depuis le vote d'un texte en janvier 2001) et, sans en faire explicitement une condition d'adhésion, il a demandé à la Turquie de faire « un travail de mémoire ».

Le chef de l'Etat a par ailleurs refusé fermement l'hypothèse d'un « partenariat privilégié », pourtant souhaitée par Alain Juppé, puis Nicolas Sarkozy, au nom de l'UMP. « Demander à un pays comme

quelle aurait lieu le référendum sur le traité de Bruxelles. Souhaitant que les Français répondent oui au référendum sur le traité constitutionnel, Jacques Chirac a cependant émis le désir que cette « réponse importante à une question importante » ne soit pas « assumée dans un contexte politique avec des préoccupations qui n'ont rien à voir ».

A. F.



Hier, sur TF1, Jacques Chirac s'est prononcé en faveur de l'adhésion de la Turquie à condition qu'elle remplisse « la totalité des conditions qui s'imposent à tout candidat à notre Union », a-t-il indiqué. (Photo Sébastien Soriano/Le Figaro.)

# Iraqi Shiite with ties to Iran gains top billing

By John F. Burns and Robert F. Worth

**BAGHDAD:** On a list of 228 candidates submitted by a powerful Shiite-led political alliance to Iraq's electoral commission last week, Abdul Aziz al-Hakim's name was entered as No. 1. It was the clearest indication yet that in the upcoming January elections, with Iraq's Shiite majority likely to heavily outnumber Sunni voters, Hakim may emerge as the country's most powerful political figure.

Hakim, in his early 50s, is a pre-eminent example of a class of Iraqi Shiite leaders with close ties to Iran's ruling ayatollahs. His political party, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, was founded in Tehran, and U.S. intelligence officials say he had close ties with Iran's secret services and received heavy Iranian subsidies.

For the United States, and for Jordan and Saudi Arabia, which have Sunni Muslim majorities, the prospect of Hakim's and his associates' coming to power raises in stark form the brooding issue of Iran's future influence in Iraq.

Among Iraq's Sunni Arab minority, the fear of a Shiite-led government heavily influenced by Iran has helped drive a powerful insurgency. If large numbers of Sunnis boycott the elections, and pro-Iranian Shiite religious groups dominate the national assembly the voters will select, some Iraqis fear the country could spiral into civil war. They predict conflicts between Sunni and Shiite militias, or between secular and religious Shiite parties.

Nonetheless, many Iraqis and American experts on Iraq believe these fears are overstated. These officials say Iraqi clerics are generally wary of the idea of religious government, partly because of an entrenched doctrinal opposition among Iraq's Shiite religious leaders to direct rule by clerics, and partly because they recognize that Iraq's Sunni Muslims would fiercely resist it.

As election campaigning formally began on Wednesday among more than 230 parties and political groups that have entered lists of candidates, the question of Iranian influence will weigh heavily. Ghazi al-Yawar, the Sunni Arab sheik who was named Iraq's interim president, and King Abdullah of Jordan have both sounded warnings over the past week.



Sabah Arar/Agence France-Presse



Ahmad Al-Rubaye/Agence France-Presse

An Iraqi woman, right, walking past election posters in Baghdad on Wednesday, the first official day of campaigning for the elections scheduled for Jan. 30. Above, a U.S. security agent in front of a poster for Prime Minister Ayad Allawi.

In a BBC interview in London on Monday, Yawar cited reports that Iran had pushed up to a million people across the more than 1,400-kilometer, or 900-mile, border with Iraq in a bid to influence the elections, and that Iranian money was flowing covertly to Shiite religious groups competing in the election.

"There are some elements in Iran who are playing a role in trying to influence the elections," he said.

But U.S. and Iraqi officials say that many of the migrants crossing the largely unmonitored border are Iraqi Shiite families who fled Saddam Hussein's repression, particularly after the failed Shiite uprising that followed the 1991 Gulf war. Aid groups working on Iran's side of the border have said that tens of thousands of Iraqis have been forced to return home, and that the cit-

izenship of many other migrants remains unclear, in an area where there have been unregulated flows of tribal Arabs for centuries.

Also weighing against the prospect of an Iranian-style theocracy in Iraq is that Iraqi clerics, unlike the ayatollahs who dominate the government in Iran, mostly belong to the "quietist" school of Islam that holds that clerics should not hold political power directly. A forceful exponent of this view has been Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the most powerful Shiite cleric in Iraq and an Iranian by birth, who used his pervasive influence to push rival religious groups together in the political alliance Hakim now leads.

In his rare interviews, Hakim himself has also spoken out against clerics filling government posts, saying that they should project their influence

from the mosques, not ministries.

According to rivals of Hakim within the Shiite alliance, the ties he forged with Iran's ruling clerics during his exile years have been maintained since he and others in the Supreme Council returned to Iraq after Saddam's overthrow. These sources say that even now Hakim's group and other parties in the alliance, including Dawa, are receiving political advice and funding from Tehran. U.S. officials say that Iran, or at least powerful agencies controlled by Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, have backed a wide array of parties, militias and charitable groups that act as fronts for political activities here.

Nonetheless, Hakim has said that his party is respectful of Iran, but independent of it. Speaking in an interview with *The New Yorker* magazine before the U.S.-led invasion of Iraq, he said the group's forces, "will never be used as a tool of any foreign power."

In addition, Iraqi and U.S. officials say, the ethnic and cultural divisions that have carved deep historical fissures between Iran and Iraq militate against Iraq becoming a client state of Iran. Since Arab warriors conquered much of the Middle East some 1,300 years ago, the land that is modern-day Iraq has served as an Arab frontier.

Iraq's Shiites, overwhelmingly Arabs, the officials say, have always formed a

crucial part of the Arab world's front-line defenses against Persian ambitions, most recently when tens of thousands of Iraqi Shiites fought in Iraq's armed forces during the war with Iran from 1980 to 1988.

There are also bitter rivalries among Iraqi Shiites themselves — within religious groups with ties to Iran. In fact, Hakim's party suspects that the group loyal to Moktada al-Sadr, the Shiite cleric who has led uprisings against the Americans, is a likely suspect in the assassination of his older brother, Muhammad Bakr al-Hakim, in August 2003. For now, these rivalries have been held in check so that religious Shiite parties can band together for the elections, but, judging from conversations among the groups, few believe the truce will last long after the elections.

There is also tension between religious and secular Shiite parties.

While Saddam focused much of his brutality on restive Shiites, his rule entrenched secular ideas in Iraq, and many Shiites say they would fight rather than submit to the dictates of a harsh Islamic state.

"Eventually, the Iraqi people will have to decide — do they want a secular democracy or a regime dominated by religious figures?" said Adnan Pacha-

chi, an 81-year-old former foreign minister and Sunni Arab.

"A religious government — I have a feeling that the Iraqi people would not tolerate a situation like that for too long. I can assure you that a lot of Shia, I think a majority, do not want a government dominated by religious figures."

U.S. and Iraqi officials interviewed for this article said that polls commissioned by the U.S. occupation authority, and more recently by the interim government of Prime Minister Ayad Allawi, have shown that ordinary Iraqis, including Shiites, are deeply suspicious of Iran's religious leadership, and strongly averse to a government dominated by

religious figures. Still, many Iraqis are beginning to accept that men like Hakim are likely to play a determining role in the country's future.

Many U.S. and Iraqi officials say the talk of Iranian influence here reflects what they call a more plausible fear: that Shiite dominance in Iraq, coupled with Shiite rule in Iran, would reshape the geopolitical map of the Middle East. The development would be particularly threatening to Sunni-ruled states that border Iraq and run down the Gulf, the officials say, carrying as it would the threat of increasing unrest among long-suppressed Shiite populations.

*The New York Times*

## UN is broadening its presence in Iraq

By Warren Hoge

### UNITED NATIONS, New York

The United Nations announced Wednesday that it was expanding its presence in Iraq outside of Baghdad to the cities of Erbil and Basra and planning to send a small addition of staff members into the country to assist in the elections scheduled for Jan. 30.

The announcement came on the eve of a visit to Washington by Secretary General Kofi Annan and scheduled conversations there with Secretary of State Colin Powell and his designated successor, Condoleezza Rice, the national security adviser.

Annan has been under intense pressure from the United States for many months to add personnel and broaden the organization's presence in Iraq, where its electoral assistance division is advising the Iraqis on holding the vote.

He removed all international staff from Iraq in October 2003, two months after a bomb destroyed United Nations headquarters in Baghdad, killing 22 people, including the mission head, Sergio Vieira de Mello. Since then, he has resisted sending more than a small number of international staffers back in, continually citing the absence of security for them and saying in a report to the Security Council last week that

United Nations workers remain "high-value, high-impact targets" in Iraq.

The current ceiling on United Nations international staff in Iraq is at 59, and Annan's spokesman, Fred Eckhard, said it was not an adequate number to accomplish the elections mission. He said that at least 25 election experts were needed; 19 are reliably reported to be there now. He declined to go into details about timetables and numbers, saying, "I'm not prepared to say today that there is a new upper limit, but clearly we're in the process of increasing our presence."

Emerging from a meeting with Annan Wednesday afternoon, John Danforth, the United States ambassador, was asked if the forecast of only 25 election experts satisfied Washington's desire for more United Nations involvement. "I don't have an independent view of what the numbers should be," he said, "but we feel that the increased presence of the United Nations in Iraq is important."

Asked how many United Nations personnel the United States would like to see in Iraq, he said: "The more the better is basically our position. So I don't know that there would ever be a number where we would say, 'That's enough.'"

Eckhard said that Wednesday's announcement was made possible by the

imminent deployment of Fijian troops around the United Nations' offices in Baghdad's international Green Zone and their availability for duty at the new office sites. Some 150 Fijian soldiers are finishing training under the Australian military and are expected to

be ready for service in days.

The Security Council resolution that covered the transition of power in Iraq from the American-led occupation force to the interim Iraqi government set up a 4,000-man force to protect the United Nations, but Annan and the United States have had no success in signing up any nations to staff it. For the moment, Eckhard said, the United Nations must depend upon the American-led coalition forces for its protection.

Erbil in the Kurdish north has been relatively peaceful since February, when two simultaneous suicide attacks at the offices of Kurdish political parties killed more than 65 people. There have been no reported attacks in the region, in stark contrast to the dozens of daily assaults against American forces and Iraqis in the central and southern parts of the country.

Basra, Iraq's second-largest city, is of crucial strategic importance because of the extensive oil fields in the area. Basra has seen more hostile action than the north, but a British battle group and a 12-nation contingent have succeeded in keeping the region more secure than other parts of Iraq.

*The New York Times*

# For the EU, Turkey's time has arrived

## Among Turks, a mix of hope and doubt

By Susan Sachs

**ADANA, Turkey:** As a businessman, Zeki Baykam can list the economic benefits of Turkey's someday joining the European Union. Foreign investment is one. Manageable inflation is another. In terms of his concrete company, he said, "we might finally be able to plan the future."

But like many people who have waited nervously to see if Europe wanted Turkey, Baykam was less concerned about the destination than the journey.

"What we're interested in is the rules part," he said, referring to the standards that his country would be expected to adopt on the road to membership in the 25-nation bloc.

"Human rights, justice, the rule of law — those are our aims. Those values are more important than the economy."

Baykam's opinion is just one in a kaleidoscope of Turkish viewpoints as EU leaders met to determine what conditions they will attach to talks on whether Turkey can try to even make the grade.

Across Europe, Turkey's accession bid has provoked a storm of debate. While the decision to be formally announced in Brussels on Friday is simply whether to open accession talks with Turkey, the issue on the table is whether this nation of 70 million Muslims can ever be considered a part of Europe.

As the decisive moment approached, Turks embarked on a soul-searching analysis of where they belonged and what they wanted.

The Turks have been waiting at the door of Europe, as an associate member, for 41 years.

But now Turkey has found itself under Europe's critical microscope — scrutinized, evaluated, chided and instructed — and the experience has proved unsettling.

In interviews conducted in Turkey's Anatolian heartland, a region of citrus groves in the south and snow-dusted highlands in the north, many people spoke of the EU accession process as their best hope for guaranteeing individual freedoms and forcing financial discipline on the government.

Others expressed some resentment that the EU had questioned Turkey's treatment of its Kurdish population and Christian minorities. Proud of their Ottoman Empire heritage, they bristled at being in the position of supplicants to the politicians of Europe.

Most people expressed admiration for Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's full-throttle push for European acceptance. Yet they also worried that Erdogan, who entered politics by way of an Islamic fundamentalist party, might abandon his Western-oriented policies or lose power if the EU turned Turkey away.

"Right now everybody is for him and his party, but that's tied to this EU process," said Burhan Cagdas, a restaurant owner near the ancient bazaar of Gazi-

antep, a sprawling city four hours east of the citrus groves of Adana.

"But I'd say everyone is waiting. It's possible that if there is a negative outcome, he could revert to his Islamist roots. But I think he has changed and grown wiser."

Two flights up steep stone staircase from his busy kebab restaurant, in a white-tiled room made foggy with flour, Cagdas presided over a crew of men in surgical masks who rhythmically pressed out sheet after papery sheet of dough with their yardlong wooden rolling pins.

They were making baklava, the pistachio pastry drowned in liquefied sugar

that is a specialty of Gaziantep. Except for the presence of a machine that rolls out the first slab of dough, Cagdas said nothing about the process had changed since his family started the baklava business in 1887.

To him, joining the EU would be an affirmation of another Turkish tradition that has been lost or stifled in recent decades. "We had the tradition of diversity, of living side by side with different kinds of people," he said. "I think it's better that way. It's richer and more colorful."

East of Gaziantep, past the fertile banks of the Euphrates River, the landscape and the outlook become bleaker. Around the town of Sanliurfa, situated near ancient ruins where the biblical prophet Abraham is reputed to have lived, tribal loyalties and religious conservatism maintain a hold on the people.

So do powerful men like Nahit Koran, an hereditary landlord with control over thousands of acres, several villages and the fortunes of those living on his property.

Koran owns the land and the houses where his tenants work and live — he refused to say how much land he owns — and he pays them fixed wages for their labor. He said he also mediates tenants' disputes, sends them to the hospital when they fall sick, and pays the bride price when the young men want to marry.

In the chill of a late winter's day, he set out for to one of his remote villages, a dot of small dwellings on the broad carpet of rocky earth and tilled fields. On either side of the rutted country road, men, women and children bend nearly double to harvest cotton plants.

"What I don't like is that those European countries with a barbaric background are now trying to teach us how to live," Koran said, looking out the car window at the farmers. "Snobbish people come from Europe and say, you can't have women working and kids working. They forget about the days

when 12-year-olds worked in the coal mines of England and women and children worked all day in Germany for a cup of soup."

Koran wore a tailored suit and tie befitting his standing. An unlikely farmer, he spends most of his time in Ankara where he is a member of the Nationalist Movement party, a small but vocal group that opposes Turkish conces-

International Herald Tribune  
December 17, 2004



In talks with people in small towns like this one in Cappadocia, and across the Anatolian heartland, Turks expressed a kaleidoscope of views on joining Europe.

sions to the EU.

In his view, the goal of membership is a trap that would lead to the country being nibbled away by its old enemies.

Greece will claim Turkey's Black Sea coast, as it did nearly a century ago when the Ottoman Empire lay dying, Koran predicted.

Kurdish separatism will be encouraged, he added, and Turkey will be

forced to withdraw its military garrison on the Turkish side of the divided island of Cyprus.

"Soon we will see their real faces and they'll start one by one on those issues," he said. "That's why it's nonsense for Turkey to join the EU."

While Koran's views represent the

more extreme range of Turkish public opinion, even moderate Turks have bridled at the tone set by some EU representatives.

During a recent visit to Ankara, for example, Joseph Borrell Fontelles, the president of the European Parliament, set his hosts on edge with a reference to the 1978 film "Midnight Express," which portrayed Turks as barbaric torturers.

Regretfully, Borrell said, the movie had created a stereotype of Turkey in some European quarters.

Later, he referred to the largely Kurdish region of southeastern Turkey as "Kurdistan," prompting speculation in some Turkish media that the EU's

agenda was to split the country along ethnic and religious lines.

In Sivas, a tough working-class city in the highlands of Anatolia, the comments disturbed Mustafa Coskun, the head of the local bar association, who called them "impolite."

"We consider ourselves heirs to the Ottoman heritage, where people of all different backgrounds and religions lived side by side," he said.

"So the EU criticisms are taken as an attempt to divide the country."

The New York Times

## Sommet de Bruxelles : la Turquie sur la voie de l'Union européenne

### Un casse-tête budgétaire en perspective

**A règle inchangée, Bruxelles a évalué le coût net d'une adhésion turque entre 16,5 milliards d'euros et 27,5 milliards chaque année à partir de 2025.**

La question n'a pas fini de diviser les politiques, d'occuper les économistes, de tarauder les eurocrates. Car personne ne sait encore précisément quel pourrait être le coût de l'adhésion de la Turquie à l'Union. La seule certitude est que le défi est de taille pour une UE qui doit encore consommer son élargissement à l'Est : intégrer, dans une dizaine d'années, un pays de plus de 780.000 km<sup>2</sup>, qui pèse aujourd'hui 70 millions d'habitants, très agricole et doté d'un PIB par tête ne dépassant pas 27 % de la moyenne de l'Europe à 25 - même si le chiffre est faussé par le poids de l'économie souterraine, estimée à la moitié de la richesse nationale.

Le calcul est, de l'aveu même de la Commission européenne, « purement hypothétique ». Non seulement parce que la Turquie et l'Europe sont appelées à changer, mais aussi parce que personne ne sait si les règles budgétaires européennes ne seront pas, d'ici là, modifiées de fond en comble. A règle inchangée, Bruxelles a évalué le coût net de l'entrée de la Turquie entre 16,5 et

27,5 milliards d'euros par an à partir de 2025, entre 0,1 % et 0,17 % du PIB communautaire, estimé. Dans une étude récente, à laquelle ont participé l'ancien ministre turc de l'Economie, Kemal Dervis, et son conseiller, Yusuf Isik, le Centre pour les études politiques européennes - basé dans la capitale

belge - a chiffré la facture annuelle à 20 milliards d'euros à compter de 2020, soit 4 euros par mois pour chaque ressortissant de l'Union européenne. Et ce « pendant vingt-cinq ans au moins », explique son directeur, Daniel Gros.

#### Le cauchemar agricole

Tout dépend, en fait, de ce que sera la Turquie à l'issue des négociations d'adhésion. Autrement dit, de savoir si elle peut « s'installer durablement sur un sentier de forte croissance », selon la formule de Rauf Gönenç, le responsable du bureau Turquie à l'OCDE. L'organisation estime que, avec une progression du PIB de 7,4 % par an, le pays pourrait afficher un revenu par habitant équivalent à 41 % de la moyenne de l'Europe à 15 à l'horizon 2015, contre 25 % en 2003. En revanche, une croissance de 3,1 % en Turquie ne permettrait pas au revenu par tête de décoller dans les dix prochaines années.

Si la Turquie rejoignait aujourd'hui le club européen, Ankara recevrait de 8 à 10 milliards d'euros par an pour les fonds structurels. Mais le principal défi serait - et sera d'ailleurs - d'ordre agricole. « Le dossier donne des cauchemars à l'Europe. Et il pourrait en donner bientôt à la Turquie », concède un expert turc. Le pays compte près de 8 millions de paysans, contre 2,7 millions en Pologne. C'est plus que n'en regroupent

les 10 nouveaux Etats membres, la France, l'Espagne et l'Italie réunis. Mais le secteur, qui représente 39 millions d'hectares (23 % de la surface agricole des

#### PIB par habitant de l'Union et des pays candidats

Base 100 : UE 25, en 2003

Luxembourg	208	Chypre	83
Irlande	131	Grèce	79
Danemark	123	Slovénie	77
Autriche	121	Portugal	75
Pays-Bas	120	Malte	73
Royaume-Uni	119	Rép. tchèque	69
Belgique	116	Hongrie	61
Suède	115	Slovaquie	51
France	113	Estonie	48
Finlande	111	Lituanie	46
UE 15	109	Pologne	46
Allemagne	108	Lettonie	42
Italie	107	Roumanie	30
Zone euro	107	Bulgarie	29
UE 25	100	Turquie	27
Espagne	95		

« Les Echos » / Source : Eurostat

**Le poids de l'économie souterraine turque, estimée à la moitié de la richesse nationale, rend difficile l'évaluation de l'impact de l'adhésion à l'Union.**

Vingt-Cinq), ne représente que 12 % du PIB national. L'ancien commissaire européen à l'Agriculture, le « turcosceptique » autrichien Franz Fischler, a affirmé que l'intégration de la Turquie coûterait 11,3 milliards d'euros par an pour la seule agriculture. « La Turquie aura de grandes difficultés à mettre en œuvre la politique agricole commune tout en risquant de l'affaiblir », a-t-il martelé, redoutant que l'adhésion ne « porte atteinte à la cohésion de l'Union si les Etats membres n'étaient pas préparés à accroître le budget communautaire ».

#### « De l'argent supplémentaire »

Ces estimations sont jugées « exagérées » par les autorités turques. « La Turquie ne sera pas, pour le budget de l'Union, un fardeau aussi impor-

tant », a assuré le vice Premier ministre turc, Abdullatif Sener. Citant un rapport préparé par l'Institut du plan, qui évalue l'ardoise nette, pour l'Union, de 5,9 et 7,9 milliards d'euros en 2014 et de 6,5 à 10 milliards en 2020. « En extrapolant sur un changement des règles du jeu européennes », analyse Daniel Gros. « De l'argent supplémentaire va affluer dans les poches des citoyens européens parce que l'existence de la Turquie va influencer la taille de l'économie de l'Union et le montant de son produit national », a souligné Abdullatif Sener, précisant que Ankara devrait contribuer au budget européen à hauteur de 4,9 milliards d'euros en 2014 et de 8,8 milliards en 2020.

PIERRE-ALAIN FURBURY

By Graham Bowley

# A 'historic event' for EU and Turkey

## Membership talks get the green light after deal on tacit recognition of Cyprus

**BRUSSELS:** Turkey and the European Union overcame a last-minute standoff on Friday to reach a historic agreement to open membership talks next October after Turkey agreed to tacitly — but not formally — recognize Cyprus.

Tony Blair, the British prime minister, hailed the accord as a "historic event," adding, "It shows that those who believe there is some fundamental clash in civilizations between Christian and Muslim are actually wrong, that we can work together and we can cooperate together."

Recep Tayyip Erdogan, the Turkish prime minister, said: "We did not obtain all that we wanted, 100 percent, but we can say that it was a success. We have reached a point where Turkey is rewarded for 41 years of efforts."

Erdogan said the "reconciliation of civilizations between Christianity and Islam" now rested on a "concrete base."

José Manuel Barroso, the president of the European Commission, said, "This is a day on which the people of Turkey should rejoice in their new European future."

The agreement, which was reached at the end of a two-day summit meeting of European leaders here, could see Turkey join the EU in 10 to 15 years.

In a final compromise, Turkey agreed to issue a tacit recognition of Cyprus before negotiations begin on Oct. 3, 2005. Ankara agreed to sign a protocol extending its customs union with the EU to the 10 countries that joined the union in May, including Cyprus.

But Erdogan insisted that this was in no way a formal recognition of Cyprus. This "is absolutely not a recognition," he said.

Jan Peter Balkenende, the Dutch prime minister and president of the European Council, also said, "It is not a formal recognition but it is a step that can lead to progress in this field." Balkenende's support of the view that the signing would not be a recognition of Cyprus under international law was seen as crucial to getting Erdogan's agreement.

At the summit meeting, the EU also agreed to open accession negotiations with Croatia in April 2005 if it cooperates on efforts to investigate war crimes from the Yugoslav wars of the 1990s.

European leaders also agreed to sign accession treaties with Romania and Bulgaria, which would see these two countries joining the EU around 2007.

The talks with Turkey faced breakdown after some EU countries insisted that Turkey on Friday "initial" a declaration that it would sign the protocol. But heated negotiations, orchestrated by Gerhard Schröder, the German chancellor, and Blair, brought Erdogan back to the table, and led to the final agreement, diplomats said.

EU countries said the goal of negoti-

INTERNATIONAL DECEMBER 18-19, 2004  
**Herald Tribune**



A United Nations post overlooking the northern part of Cyprus, the divided island that Turkey agreed to give tacit recognition to, clearing the way for its EU accession talks.

ations was Turkish membership but offered no guarantees that the talks would necessarily end in EU membership for Turkey.

They also stipulated that Turkey could be subject to strict long-term restrictions on the migration of Turks into Western Europe.

The safeguards would be the toughest yet faced by a nation aspiring to join the EU.

The EU also said it would break off talks if Ankara broke promises on human rights and democratic reforms. The Union said Turkey would not be able to join before 2014, when the EU agrees to a new budget because of the likely heavy financial burden of Turkish entry. No deadline was set for the end of talks.

Balkenende, the Dutch prime minister, said the agreement included "guarantees for democracy, rule of law and respect for human rights."

"Accession is an objective, but it can't be guaranteed," he added. "We have been writing history today."

The tough restrictions reflect the stiff opposition in public opinion in many EU countries to Turkish membership.

Jacques Chirac, the president of France, where opposition to Turkey is intense, said that the EU and Turkey would eventually forge a "marriage" but warned that "the road will be long and

difficult." Chirac said EU membership would also depend on whether Ankara agreed to recognize the mass killings of Armenians in the early 20th century.

In a measure of the opposition to Turkish entry, Austria, one of Turkey's chief critics in the EU, said Friday that it would hold a referendum on the issue. It joins France, which also plans to hold a referendum on Turkish membership.

In talks at the summit meeting Friday, the final obstacles to an agreement revolved around three broad areas, diplomats said. These were Turkey's refusal to recognize Cyprus, the issue of permanent restrictions on Turkish migration,

and some countries' insistence that the final declaration should mention the possibility that talks could eventually fail and Turkey would not join the EU.

In the end, Turkey promised to sign the protocol before October. Countries agreed that the safeguards should be "permanently available" rather than permanent. Despite Turkey's objections, the final agreement said Turkey would be "anchored in European structures." This is a clear reference to the possibility that full membership might never be attained. But the final text did not say Turkey could end up as a "privileged partner," a status well short of full membership, which some countries wanted but which Turkey had fought.

If the talks are successful, Turkey

would become the first broadly Muslim country to join the EU. It would also represent the biggest enlargement by the EU to date.

The decision marks a victory for Erdogan, the Turkish leader, and his Justice and Democracy Party, bolstering democratic and economic reforms that Turkey has carried out in recent years. It will also be welcomed in Washington, where EU membership for Turkey has been a major U.S. foreign policy goal.

The decision followed two days of frantic diplomacy Thursday and Friday. By Thursday evening, negotiations had yielded a European offer of a date to open negotiations. There was also the agreement that the long-term aim of the talks would be full membership. But the sticking point remained Cyprus. It has been divided along ethnic lines since a 1974 Turkish invasion to prevent a Greek Cypriot attempt to unite with Greece.

The southern, internationally recognized and ethnically Greek part of Cyprus joined the EU this year. The ethnically Turkish republic in the north of the island is occupied by Turkish troops. A United Nations-sponsored plan to reunify the two halves failed earlier this year. As a result, only the southern half entered the EU.

International Herald Tribune

## Turks welcome a 'date with heavy conditions'

From news reports

**ISTANBUL:** Turks on Friday welcomed the European Union's decision to open membership talks next year, but some worried about the compromises Turkey would need to make to become the first Muslim nation in the bloc.

Although officials were reluctant to comment, the news was welcomed — with reservations — on the streets of Istanbul.

"Our standard of living will improve, as will human rights," said Mutlu Gunel, a 20-year-old business student. "But I wonder if the EU will always be making new impositions. Now it's Cyprus, later it will be something else."

Many Turks have expressed fears that the EU regards itself as a Christian club and will keep putting barriers before Turkey aimed at dragging out the negotiating process, which is already expected to take at least a decade.

Entering the EU is expected to give a lift to the Turkish economy and reinforce the country's pro-Western orientation. It would also be seen by many Turks as the stamp of approval that Muslim Turkey, already a longstanding member of NATO, is a full-fledged

member of the West.

"I want Turkey to be a member of the European Union because of its vision toward the West, and membership is necessary for Turkey to be more powerful both economically and politically," said Ozgun Sahin, 22, a student at the University of the Bosphorus.

With the EU, "all of our problems will be solved," said Durmus Ozcan, a 48-year-old security guard in a posh Istanbul neighborhood. "Education and health care will be better. And most of all, the EU will bring development."

A columnist for the Milliyet newspaper, Mehmet Yilmaz, called the decision "a light of hope for the Islamic world."

"We'll be the 'first example' that a country where Muslims live can reach European standards of democracy," he wrote in the paper's Friday edition.

Other papers hailed the gesture but expressed concern about the deadlock over Cyprus. "A date with heavy conditions," ran a headline in Cumhuriyet.

In Nicosia, the Greek Cypriot press said Friday that the EU agreement was an honorable compromise as it included recognition of Cyprus.

Cyprus, an EU member, had not ruled out using its veto if Turkey refused to

budge on recognition. One condition for accession talks to begin is that Ankara signs a customs protocol to include the 10 newest nations — including Cyprus.

This would be seen as de facto acknowledgment of the internationally recognized Greek Cypriot government,

Nicosia's main requirement in Brussels.

The widely read Phileftheros said Europe was now expecting a "thorny yes from Erdogan," arguing that recognition of Cyprus was among the "tough conditions" Turkey must satisfy if accession talks are to begin.

Moreover, most commentators say that Turkish recognition of the Cypriot government — with which it has no formal relations — is a key component of any new peace initiative for the island.

Cyprus has been divided along ethnic lines since 1974, when Turkish troops occupied the northern third of the island in response to a coup engineered by the then-ruling military junta in Athens to unite the country with Greece. Only the Greek Cypriot south of the island joined the EU on May 1, after Greek Cypriots rejected a UN plan to reunify Cyprus.

Turkey only recognizes the Turkish Republic of Northern Cyprus. (AP, AFP)

Les négociations d'adhésion commenceront le 3 octobre 2005

# Premières concessions de l'Europe à la Turquie

L'Union européenne et la Turquie ont lancé officiellement hier à Bruxelles le processus historique et controversé d'une adhésion d'Ankara à l'UE, amorcé il y a plus de quarante ans et qui pourrait intervenir vers 2015. L'accord ne constitue pas une reconnaissance légale de Chypre par Ankara mais est une « étape importante », a déclaré la présidence néerlandaise de l'Union. Ce qu'a confirmé le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. Les Etats-Unis, pour qui la Turquie constitue un des principaux alliés dans l'Alliance atlantique, ont chaleureusement salué, hier, l'accord entériné à Bruxelles.

« Aujourd'hui, nous avons écrit l'histoire. » Le premier ministre néerlandais, Jan Peter Balkenende, président en exercice de l'Union européenne (UE), a été lyrique hier pour annoncer l'accord sur l'ouverture l'an prochain de négociations d'adhésion avec Ankara. « La Turquie a accepté la main que nous lui avons tendue », a-t-il dit, avant de rappeler que les négociations qui doivent s'ouvrir le 3 octobre 2005 auront clairement pour objectif l'adhé-

sion de la Turquie à l'UE, mais n'y mèneraient pas automatiquement. « Ceci n'est pas la fin du processus. C'est le début », a résumé le président de la Commission, José Manuel Durao Barroso.

Ankara, hier, goûtait sa victoire diplomatique. La Turquie a « réussi » au sommet de Bruxelles a affirmé le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, tout en précisant qu'il serait erroné de dire que ce succès est total. Les conclu-

sions du sommet, jugées dans un premier temps décevantes par Ankara, ont en effet été modifiées à la dernière heure pour donner entière satisfac-

tion à Recep Tayyip Erdogan. Le feu vert donné par l'UE a été assorti de conditions plus souples que prévu.

Les Européens ont cédé aux Turcs sur trois points : la reconnaissance de Chypre, les clauses de sauvegarde à la libre circulation des travailleurs, et la formule du

« lien fort » en cas d'échec des négociations. Prêt à s'engager par oral sur une normalisation de relations avec Chypre, d'ici au 3 octobre, Recep Tayyip Erdogan s'est ainsi opposé à toute promesse écrite.

Jacques Chirac s'est dit convaincu hier que l'Union européenne et la Turquie par-

viendront à un « mariage » à l'issue des négociations d'adhésion, mais il a souligné que « la route sera longue et difficile ». « Je suis tout à fait certain de la force des idées que porte l'Europe », a dit le président français. Il a précisé qu'il s'agit désormais pour la Turquie de « reprendre une à une toutes les valeurs et les règles qui s'appliquent dans l'Union sur un plan politique, économique, social, environnemental ».

Il a assuré que le Parlement français serait consulté en permanence

## Chirac prévient la Turquie des difficultés à venir

Bruxelles :  
de notre envoyé spécial  
Luc de Barochez

Dès la fin du Conseil européen hier à Bruxelles, Jacques Chirac s'est efforcé de relativiser la décision, prise à l'unanimité par les vingt-cinq chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la Turquie. Bien que l'objectif affiché des pourparlers soit l'entrée dans l'UE, le président de la République a indiqué que la route resterait longue et ardue avant que la Turquie puisse remplir toutes les conditions posées par les Vingt-Cinq.

Le « mariage » annoncé par les fiançailles du 3 octobre

2005 n'est pas garanti d'avance. « On ne peut pas écrire à l'avance quel sera le résultat de ces négociations », a expliqué Jacques Chirac lors de sa conférence de presse. Le chef de l'Etat a souligné que la Turquie allait devoir fournir un « effort considérable » pour s'adapter aux exigences posées par l'UE.

Maintenant que la décision de négocier a été prise, le souci du président de la République est de désamorcer suffisamment les appréhensions d'une majorité de Français, afin de ne pas nuire à la ratification par référendum, en 2005, du traité constitutionnel réformant les institutions de l'Union. Jacques Chirac a refusé tout amalgame entre ces deux questions. « qui n'ont aucun rapport entre elles ». Il s'est ef-

« On ne peut pas écrire à l'avance quel sera le résultat de ces négociations », a estimé le président français

forcé de démontrer que ce sera à la Turquie de s'adapter à l'Europe, et non pas l'inverse. Il a affirmé que la France aurait à tout moment le loisir d'interrompre les négociations. Le Parlement français sera consulté « en permanence ». Un verrou de sécurité supplémentaire a été posé avec le référendum promis par le chef de l'Etat pour ratifier le traité d'adhésion avec la Turquie une fois qu'il aura été signé, ce qui ne saurait arriver avant « dix

ou quinze ans ».

« C'est une négociation d'Etat à Etat, avec d'un côté les 25 pays de l'Union et de

l'autre la Turquie. Chaque Etat membre gardera son entière liberté d'appréciation, du début à la fin des pourparlers », a déclaré Jacques Chirac. Il a souligné que les garde-fous réclamés par la France avaient été retenus. « Le Conseil européen a pris toute une série de mesures afin que ces négociations se

déroulent avec sérieux, rigueur et transparence, et surtout sous le contrôle permanent de chacun des Etats membres », a-t-il dit. Et si jamais le mar-

chandage échouait, une autre voie que l'adhésion reste pos-

sible. « L'UE mettra alors en place avec la Turquie un lien suffisamment fort », a-t-il dit.

Sur le fond, le président de la République veut toujours convaincre les Français qu'une adhésion de la Turquie à l'UE serait une bonne chose. « Ce serait le meilleur moyen de conforter et d'enraciner la stabilité et la paix dans notre région, de conforter et de confirmer les droits de l'homme (...)

ainsi que les règles de l'économie de marché et le modèle social qui est le nôtre », a-t-il dit. L'intérêt de la France est d'appartenir à « un ensemble aussi large que possible et aussi stable à l'avenir que possible ».

Jacques Chirac a averti Ankara que la France serait particulièrement attentive au « travail de mémoire » qui lui est réclamé au sujet de « ce qui est

arrivé en 1915 », à savoir les massacres perpétrés par l'empire ottoman contre les Arméniens. La France, qui a accueilli de nombreux Arméniens sur son sol, « ne peut pas négliger cet aspect des choses ». Les Français « en tiendront le plus grand compte » lors du référendum de ratification du traité d'adhésion, a prévenu le président de la République.

## A Bruxelles, la Turquie s'est révélée un candidat difficile à l'adhésion

### BRUXELLES

de notre bureau européen

L'accord entre l'Union européenne et la Turquie sur l'ouverture des négociations d'adhésion a failli échouer, vendredi 17 décembre à Bruxelles, sur la question de Chypre. Dans le texte initial, la présidence néerlandaise se félicitait, au nom de l'Union, que la Turquie ait accepté de parapher le protocole étendant aux dix nouveaux Etats membres, dont Chypre, l'union douanière conclue en 1963, en attendant de le signer dans les prochains mois. Cette condition apparaissait comme un premier pas vers une reconnaissance de Chypre.

Mais le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, refusait de s'y plier. On indiquait, dans son entourage, qu'il lui était impossible d'accepter à la fois le principe d'une négociation ouverte, c'est-à-dire sans issue garantie, celui de longues périodes transitoires et de clauses de sauvegarde, et une telle concession sur Chypre.

Vendredi matin, les conciliabules se multipliaient. Un diplomate turc estimait alors que les chances de parvenir à un accord étaient « faibles ». Le premier ministre néerlandais, Jan Peter Balkenende, réunissait le président français, Jacques Chirac, le chancelier allemand, Gerhard Schröder, le premier ministre britannique, Tony Blair, et le premier ministre grec, Costas Karamanlis, pour élaborer une contre-proposition.

Une solution était trouvée puis soumise au premier ministre turc, qui finissait par s'y rallier. Selon le nouveau texte, le gouvernement turc « confirme qu'il est prêt à signer le protocole » avant l'ouverture des négociations, mais non à le parapher aujourd'hui. « Chypre est un Etat membre », a souligné Jacques Chirac au cours d'une conférence de presse. On ne peut pas imaginer qu'un Etat tiers [candidat à l'adhésion] choisisse les Etats qu'il reconnaît et ceux qu'il ne reconnaît

pas. Les négociations ne peuvent s'ouvrir que si la signature a été donnée. C'est à la Turquie de choisir. »

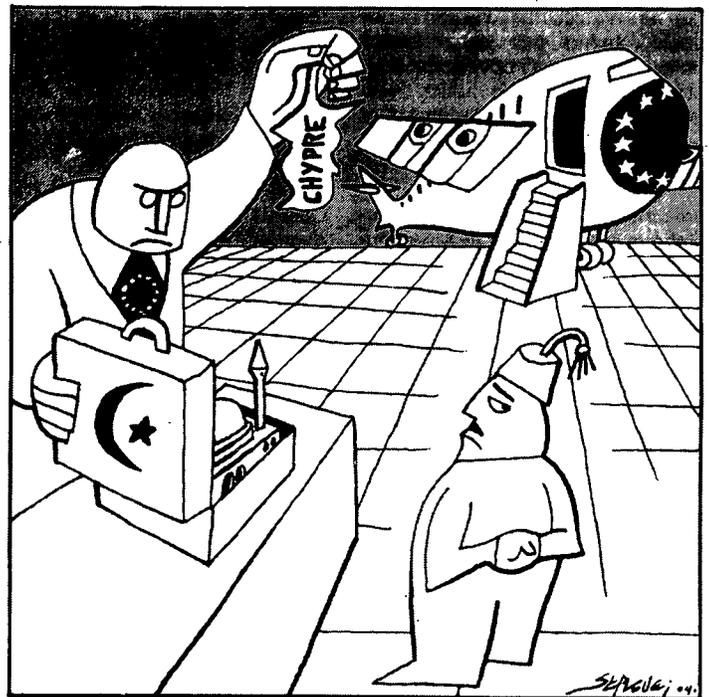
M. Erdogan estimait pour sa part qu'une telle signature, purement « technique », ne serait « en aucune façon une reconnaissance » de Chypre. M. Balkenende parlait d'une « étape importante » vers la reconnaissance. La résistance de la délégation turque n'a pas surpris les négociateurs européens. « Cela fait partie de leur culture diplomati-

que », confiait l'un d'entre eux, qui prévoyait « une négociation dure ». « Il a fallu une nuit et une matinée pour changer deux paragraphes, disait-il. Avec les 80 000 pages de l'acquis communautaire, il faudra vingt ans. » M. Chirac a évoqué un processus qui « durera probablement dix ou quinze ans ». « La route sera longue, difficile », a-t-il dit.

Le président de la République a été interrogé sur deux des questions qui rendent incertaine la perspective de l'adhésion turque : la reconnaissance du génocide arménien et la situation des Kurdes. Sur le premier point, il a rappelé que « toute l'histoire de la construction européenne est l'histoire du dialogue, du respect de l'autre et de la reconnaissance des erreurs que nous avons pu faire dans le passé », ajoutant : « Le travail de mémoire doit être considéré comme une nécessité incontournable, je dis bien incontournable. Je ne doute pas un instant que, si ce travail n'est pas fait, les Français en tiendront le plus grand compte dans le jugement qu'ils porteront [par référendum] sur l'éventuel traité d'adhésion. »

A propos des Kurdes, il a souligné que les critères de Copenhague impliquaient le respect des droits de l'homme, « respect dû aussi bien aux Kurdes qu'aux autres ».

Avant l'ouverture des pourparlers le 3 octobre, le Conseil doit fixer, sur proposition de la Commission, un cadre de négociation, qui définira les critères concernant la



mise en œuvre de l'acquis par la Turquie, les réformes qu'elle a entreprises, ses relations avec ses

voisins, le respect des libertés fondamentales. Les diplomates s'attendent à de nouvelles difficultés sur l'établissement de ce cadre, avant même les discussions sur le fond. « Ce sera certainement l'objet du prochain clash », affirme l'un d'eux.

M. Chirac a précisé que les négociations seraient conduites « avec sérieux, avec rigueur, c'est-à-dire sans compromis sur l'essentiel, et avec transparence, sous le contrôle des Etats membres ».

Thomas Ferenczi

« Il a fallu une nuit et une matinée pour changer deux paragraphes. Avec les 80 000 pages de l'acquis communautaire, il faudra vingt ans »

UN NÉGOCIATEUR

Le Monde

DIMANCHE 19 - LUNDI 20 DÉCEMBRE 2004

Ankara n'a pas cédé sur la reconnaissance anticipée de la république de Chypre.

# UE: la Turquie, en route vers l'adhésion

Bruxelles (UE) envoyés spéciaux

**R**écep Tayyip Erdogan avait promis une «*guerre des nerfs*», il a tenu parole. Il a fallu attendre 14h30, vendredi, pour que le Premier ministre turc accepte du bout des lèvres les conditions posées, jeudi soir, par le Conseil européen des vingt-cinq chefs d'Etat et de gouvernement à l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union. Elles débiteront le 3 octobre pour une possible adhésion en 2014, au plus tôt, ainsi que le spécifient les «conclusions» du sommet de Bruxelles.

**Préalable.** Les Turcs ont eu beaucoup de difficultés à avaler la reconnaissance de la république de Chypre exigée par l'Union comme préalable à l'ouverture des pourparlers. La présidence néerlandaise de l'UE espérait convaincre Erdogan de parapher dès vendredi un protocole énonçant l'accord d'union douanière - conclu en 1995 entre l'UE et la Turquie -, aux dix nouveaux Etats membres, dont Chypre. Ce qui revenait à la reconnaissance de facto. Cette demande présentée jeudi soir a été rejetée, les Turcs ayant eu l'impression que les Européens leur mettaient un couteau sous la gorge pour leur arracher une concession majeure. Aucun des Etats membres n'en a fait un casus belli, même le président chypriote grec, Tassos Papadopoulos, dont les compatriotes ont rejeté par référendum en avril dernier le plan de réunification de l'île toujours occupée au nord par 40000 soldats turcs.

Sous l'égide de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de la France, une solution intermédiaire a été trouvée: les Turcs se sont engagés oralement à étendre l'union douanière à Chypre avant le 3 octobre, accord repris par écrit dans les conclusions du Conseil afin de



Le Premier ministre turc vendredi au sommet de Bruxelles.

pouvoir être opposé à Ankara. Comme l'a précisé Jacques Chirac, si la Turquie ne tient pas ses engagements, les négociations ne commenceront pas: «*On ne peut pas imaginer que dans un processus d'adhésion, un Etat tiers choisisse les Etats membres qu'il reconnaît et ceux qu'il ne reconnaît pas.*» Les Vingt-Cinq, soulagés qu'une crise ait été évitée, ont accueilli par des applaudissements l'accord d'Erdogan. Aucun autre préalable n'a été exigé. C'est donc au seul nom de la France, où vit une importante communauté arménienne, que Jacques Chirac a fait de la reconnaissance du génocide arménien de 1915 une condition de l'adhésion effective: soulignant que les Français, qui seront consultés par réfé-

rendum, auraient «*le dernier mot*» sur l'entrée d'Ankara, le chef de l'Etat a estimé «*que si la Turquie ne faisait pas ce travail de mémoire, [ils] en tiendraient le plus grand compte.*»

Quoi qu'il en soit, «*la route sera longue et difficile pour la Turquie*», a rappelé le président français, qui a une nouvelle fois souligné que, «*naturellement, négociation ne veut pas dire adhésion.*» Comme

pour enfoncer le clou, le chancelier autrichien, Wolfgang Schüssel, a annoncé vendredi, qu'il organiserait, lui aussi, un référendum sur l'adhésion de la Turquie, à l'issue des négociations... Autant dire que le pays n'est pas encore membre, seuls 28 % des Autrichiens étant favorables à son entrée. **Convaincre.** Les plus chauds

partisans de cet élargissement ont maintenant une dizaine d'années pour convaincre les opinions publiques. Comme l'a dit vendredi le Premier ministre britannique Tony Blair, cet arrimage de la Turquie à l'Europe, montrera que «*ceux qui pensent qu'il y aurait une sorte de clash de civilisation fondamental entre les mondes chrétien et musulman ont tort.*» Chirac, lui, ne doute pas que «*si on est fiancé durant quinze ans*», il y aura forcément au final «*un mariage favorable aux deux parties.*»

NATHALIE DUBOIS  
et JEAN QUATREMER

Les Turcs se sont engagés oralement à étendre l'union douanière à Chypre avant le 3 octobre 2005. Ce qui équivaudra à une reconnaissance de fait.

**Liberation**

19 DÉCEMBRE 2004

## Trois tués dans une attaque contre un camp kurde à Kirkouk (police)



KIRKOUK (Irak), 17 déc (AFP) - 11h52 - Trois personnes ont été tuées et un enfant a été grièvement blessé vendredi matin par la chute d'un projectile sur un camp de déplacés kurdes de Kirkouk, selon la police de cette ville située à 250 km au nord Bagdad.

"Trois déplacés kurdes ont été tués vendredi à 06h00 (03h00 GMT) et un enfant de dix ans a été grièvement blessé lorsqu'un missile s'est abattu sur leur domicile" dans un camp de déplacés du quartier Azadi, dans le nord-est de Kirkouk, a déclaré à l'AFP le général Tourhane Youssef, chef de la police de Kirkouk.

C'est la première fois que ce camp fait l'objet d'une attaque, a-t-il précisé.

A l'hôpital Azadi de Kirkouk, le dr Moustafa Azad Ali a indiqué avoir "reçu deux morts puis un blessé qui est décédé peu après", ajoutant qu'"un enfant de 10 ans avait été grièvement blessé".

Le responsable du bureau des déplacés kurdes de Kirkouk, Hassib Rozbiyani, a accusé "les ennemis (...) de la cause juste des Kurdes".

Selon lui, "plus de 14.000 familles kurdes sont revenues dans la ville après la chute du régime" de Saddam Hussein, en avril 2003.

"De telles attaques terroristes ne vont pas saper les aspirations des Kurdes au fédéralisme et leur demande de l'application de l'article 58" de la Constitution provisoire, a-t-il dit à l'AFP.

Cette attaque intervient au lendemain du lancement d'une campagne par des partis et organisations kurdes pour le report de l'élection du conseil de la province irakienne de Taamim, dont Kirkouk est le chef-lieu, jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée à la question complexe de la composition ethnique de la ville.

Les organisations kurdes menacent de boycotter le scrutin si les autorités ne mettent pas en application l'article 58 de la Constitution provisoire qui prévoit de mettre fin à la situation créée dans Kirkouk par le régime de Saddam Hussein qui en a chassé les Kurdes et y a encouragé l'établissement d'Arabes.

---

## Six Irakiens tués, dont quatre Kurdes au nord de Bagdad (police)



KIRKOUK (Irak), 19 déc (AFP) - 18h14 - Six Irakiens ont été tués dimanche au nord de Bagdad, dont quatre jeunes kurdes dans une attaque à Hawija, près de Kirkouk, et cinq corps ont été découverts dans cette zone, selon des sources policières.

"Quatre jeunes Kurdes ont été tués dans une attaque à Hawija, à 50 km à l'ouest de Kirkouk, par des hommes armés", a déclaré à l'AFP le chef de la police de cette dernière ville, le général Tourhane Youssef.

Les quatre victimes étaient à bord d'un taxi lorsqu'ils ont été attaqués par des hommes armés vers 15H30 (12H30), a-t-il précisé.

Par ailleurs, une Irakienne travaillant pour l'armée américaine a été abattue par des hommes armés près de Tikrit et un Irakien a été tué et quatre autres blessés, dans l'explosion d'une bombe à Doujail, selon des policiers.

D'autre part, cinq corps ont été découverts trois près de Balad, à 100 km au nord de Bagdad et deux près de Baiji, à 100 km plus au nord.

"Mona Amine, une architecte de Kirkouk, travaillant pour l'armée américaine a été abattue par des hommes armés qui ont intercepté sa voiture à la sortie de la ville de Tikrit", à 180 km au nord de Bagdad, a indiqué un commandant de police de cette dernière ville, Hamid Abdallah.

Près de Doujail, à 40 km au nord de Bagdad, un homme a été tué et quatre personnes, dont une femme, ont été blessées dans l'explosion d'une bombe artisanale qui a soufflé leur véhicule, selon le capitaine Saad Alouane de la police locale.

Par ailleurs, la police de Balad a indiqué avoir découvert les corps de trois hommes exécutés d'une balle dans la tête, en estimant que leur mort remonte à une dizaine de jours.

A Baiji, le corps de deux hommes ont été découverts, l'un égorgé et l'autre exécuté par balle, selon la police locale.

---

## Irak: 1.500 Kurdes environ manifestent à Kirkouk contre les "terroristes"



KIRKOUK (Irak), 22 déc (AFP) - 15h41 - Quelque 1.500 Kurdes ont manifesté mercredi à Kirkouk pour exiger des forces de sécurité irakiennes et multinationales de sévir contre les auteurs du récent assassinat de quatre jeunes Kurdes dans un localité des environs, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les manifestants ont défilé dans rues de Kirkouk (250 km au nord de Bagdad) en scandant des slogans hostiles aux "terroristes et aux fidèles du Baas", le parti dissous de l'ex-président Saddam Hussein, qu'ils accusent d'être responsables de l'attaque meurtrière perpétrée dimanche à Hawija.

Des représentants des deux grands partis qui contrôlent le nord de l'Irak, le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan, ont participé au défilé.

Le chef de la police de Kirkouk, le général Tourhane Youssef, avait indiqué dimanche que "quatre jeunes Kurdes (avaient) été tués dans une attaque à Hawija, à 50 km à l'ouest de Kirkouk, par des hommes armés". Au moment de l'attaque, les quatre victimes se trouvaient dans un taxi.

Cette attaque a suscité l'indignation dans les milieux kurdes à Hawija, habitée par des Arabes et des Kurdes, et à Kirkouk, ville pétrolière où cohabitent difficilement Arabes, Kurdes et Turcomans.

## Un policier tué et deux personnes recherchées arrêtées à Kirkouk



KIRKOUK (Irak), 22 déc (AFP) - 19h46 - Un policier irakien a été tué par balles mercredi par des inconnus près de Kirkouk, alors que deux hommes, recherchés pour implication dans des attaques contre l'armée américaine et la police irakienne, ont été arrêtés dans cette ville du nord de l'Irak.

Le policier Nawzat Abdallah Hussein, 28 ans, a été tué par des inconnus qui ont ouvert le feu sur sa voiture en début de soirée à Hawija, une localité située à 50 km à l'ouest de la ville de Kirkouk, a annoncé le capitaine Abdallah Hussein de la police locale.

Ce meurtre a eu lieu peu après l'annonce de l'arrestation de trois personnes à Hawija, soupçonnées d'implication dans l'assassinat de quatre jeunes Kurdes le 19 décembre.

Ce meurtre a suscité l'indignation dans les milieux kurdes de cette localité habitée par des Arabes et des Kurdes, et à Kirkouk, ville pétrolière où cohabitent difficilement Arabes, Kurdes et Turcomans.

Par ailleurs, la police irakienne a annoncé l'arrestation mercredi à Kirkouk de deux personnes recherchées.

Le général de brigade Khalil al-Joumaini, ancien officier de la Garde républicaine du dictateur déchu Saddam Hussein, a été arrêté, a annoncé le capitaine Ahmed Abdallah de la police de Kirkouk.

Il est accusé d'avoir mené des attaques contre les forces américaines et la police irakienne dans la région.

La police a également arrêté Aziz Turkmani, qui selon le capitaine Abdallah, est un franc-tireur qui a revendiqué plusieurs meurtres de soldats américains durant les derniers mois.

---

## Trois fonctionnaires kurdes enlevés dans une embuscade à Kirkouk



KIRKOUK (Irak), 24 déc (AFP) - 10h08 - Trois fonctionnaires kurdes ont été enlevés vendredi et un quatrième a été blessé près de Kirkouk (nord) par des inconnus déguisés en membres de la Garde nationale irakienne, a annoncé un responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

"Un groupe de terroristes portant l'uniforme de la Garde nationale irakienne a établi un barrage et ouvert le feu sur la voiture transportant les fonctionnaires" à son arrivée au poste de contrôle, a déclaré Ramadan Homa Rachid, numéro deux de l'UPK, l'un des deux principaux partis kurdes.

"Ils ont blessé l'un des fonctionnaires et emmené trois autres vers une destination inconnue", a ajouté M. Rachid, précisant qu'ils revenaient d'un voyage à Bagdad.

"Les terroristes ont enlevé trois ingénieurs Reda Azad, Ferhad Kamran et Serdar Mahmoud Kurdi", a-t-il ajouté, précisant que les quatre passagers sont des Kurdes et qu'ils travaillent pour le département des eaux et des égouts de la ville de Kirkouk, a-t-il précisé.

Les faits se sont déroulés près d'un restaurant dans la région de Salman Pak à 80 km au sud de la ville de Kirkouk, a-t-il précisé.

Par ailleurs, des "terroristes" ont ouvert le feu sur une voiture portant des plaques kurdes, blessant plusieurs membres d'une famille qui se trouvaient à bord du véhicule, a déclaré le général Anouar Ahmed Amine, commandant de la Garde nationale à Kirkouk.

Ces incidents interviennent alors que cinq Kurdes ont été tués dans deux incidents séparés durant les quatre derniers jours dans la région de Kirkouk.

---

## Le parlement turc met en cause la police dans la mort de Kurdes



ANKARA, 22 déc (AFP) - 17h58 - Une commission parlementaire turque a nettement mis en cause la responsabilité des forces de l'ordre pour les meurtres, le mois dernier, d'un enfant de 12 ans et de son père, ainsi que pour la disparition de 11 villageois, en 1993, dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde, a indiqué mercredi l'agence de presse Anatolie.

Le président de la Commission, Mehmet Elkatmis a accusé la police de Kiziltepe, une ville de la province de Mardin, de "négligence lourde" dans les tirs qui ont tué Ahmet Kaymaz et son fils, Ugur le 21 novembre dernier.

La police avait affirmé que le père et le fils avaient été tués hors de leurs maisons lors d'un raid mené contre des rebelles kurdes mais cette version a été contredite par des voisins et des défenseurs des droits de l'Homme qui ont affirmé qu'ils n'étaient pas armés.

"Les personnes tuées et celles contre lesquelles était menée l'opération n'étaient pas les mêmes", constate la commission. Celle-ci recommande que les policiers locaux soient suspendus pour permettre le déroulement de l'enquête dans des conditions sereines.

Selon la commission, Ahmet et Ugur Kaymaz "auraient pu être capturés sans dommages, si les forces de la police s'en étaient donné la peine".

Dans le dossier de la disparition, en 1993, de onze habitants du village d'Alaca, dans la province de Diyarbakir, la commission insiste sur la nécessité de mener une enquête complète sur les restes qui ont été retrouvés le mois dernier par d'autres villageois dans une "fosse commune".

Les onze hommes ont disparu après avoir été détenus par les forces de sécurité, lors d'une opération contre des rebelles kurdes.

Ces deux affaires ont provoqué une vague de colère en Turquie et sont considérées comme un test sur la volonté de la Turquie de respecter les droits de l'Homme, dans la perspective de son entrée dans l'Union européenne.

# L'Anatolie est-elle en Europe ?

par Seyhmus Dagtekin

**L**A Turquie dans l'Europe ou non ? Au-delà de la Turquie : l'Anatolie en Europe ou pas ? L'Anatolie fait-elle partie de l'Europe ? Appartiennent-elles à un même espace ? Peut-on les dissocier ? N'est-on pas constitué un peu de ses mythes, n'appartient-on pas un peu à la patrie de ses mythes ? Parce que, après tout, si les structures politiques passent, les géographies et ceux qui les habitent restent.

En tant que géographie, la place de l'une par rapport à l'autre est à considérer au-delà des préoccupations immédiates des uns et des autres. Les conjonctures et ceux qui bâtissent leur vie et leur avenir immédiat sur les conjonctures ne doivent pas voiler les données géographiques, historiques et mythologiques qui se déploient sur un espace-temps plus large, plus long, qui introduisent aussi la notion du sens dans le déroulement des affaires de l'humain. La construction de l'Europe, qui est aussi une affaire de sens, mérite que l'on dépasse les considérations du moment et que l'on pose la question avec plus de recul.

On peut dire que c'est la Turquie qui veut entrer dans l'Europe et non l'Anatolie, et associer légitimement à la Turquie un ensemble de faits qui peuvent plaider contre elle et nous conduire à la garder loin de l'Europe : une certaine dictature de l'armée et le cortège des répressions qui l'accompagnent, une certaine Turquie nationaliste, voire fascisante ou intégriste, la question cruciale des minorités et la reconnaissance effective de leurs droits doivent légitimement et nécessairement ouvrir un débat en Europe.

Peut-on imaginer Athéna refusant son concours à Paris sous prétexte qu'il vient de l'autre côté de la mer Egée ?

Pour une adhésion, l'Europe ne pourrait que maintenir ses exigences d'une Turquie pleinement démocratique, éloignée des arrangements avec les généraux et de mafias de toutes sortes. Mais c'est justement le recul de cette Turquie-là qui lui permet aujourd'hui de frapper à la porte de l'Europe avec une série de changements, la mettant, du moins au niveau législatif, selon les dires du récent rapport du Conseil de l'Europe, en conformité avec les critères de Copenhague.

Et c'est cette nouvelle donne qui nous permet de parler de l'Anatolie, au-delà de la Turquie. L'appellation de cette géographie en tant que telle n'a que quatre-vingts ans d'histoire, depuis la chute de l'Empire ottoman.

Posons-nous la question : qu'est-ce qui fait l'Europe, qu'est-ce qui modèlent l'identité de l'Europe qui nécessiterait de garder l'Anatolie loin d'elle, qui ferait de l'Anatolie un élément qui altérerait l'identité européenne, une louve dans la bergerie, et justifierait les inquiétudes, les peurs et les refus ?

Dès que l'on accepte la Grèce antique et la chrétienté comme bases de l'Europe, l'on ne peut plus considérer l'Anatolie comme le lointain, comme l'autre de l'Europe. Un retour aux manuels d'histoire démontre que l'Anatolie a toujours fait partie de l'ère culturelle et géographique de l'Europe, qu'elle s'est trouvée aux fondements de celle-ci.

Un tel regard fait ressortir l'Anatolie non plus comme la louve, mais comme part intégrante de la bergerie au même titre que la Grèce actuelle, qui, au sortir de la Grande Guerre, il y a à peine plus de quatre-vingts ans, revendiquait la partie égéenne de la Turquie. Non parce qu'elle entendait annexer la Turquie, mais parce

qu'elle considérait ces régions comme grecques. Et à juste titre. Faut-il rappeler qu'aux débuts de la République turque ces régions étaient majoritairement peuplées de Grecs et que l'équilibre n'a changé qu'au terme de ce que la Grèce et la Turquie ont appelé pudiquement « échange de population ». Procédé mis en place par les deux Etats pour se débarrasser chacun de sa minorité gênante, turque pour la Grèce, grecque pour la Turquie. L'ancêtre de la purification ethnique, en quelque sorte.

Un retour aux manuels d'histoire nous indique encore que la Grèce antique prend naissance sur les deux rives de la mer Egée. L'Iliade a lieu sur ces mêmes rives. Les dieux et les déesses grecs soutiennent indifféremment les héros des deux rives, aussi bien les Athéniens que les Troyens. Peut-on imaginer Athéna refusant son concours à Paris sous prétexte qu'il vient de l'autre côté de la mer Egée ? Peut-on effacer Hector, Priam de cette épopée ?

l'Afghanistan actuel, qui ont abouti à l'empire seldjoukide au XI<sup>e</sup> siècle sur les terres de l'Iran actuel.

Ce n'est qu'à la fin du XI<sup>e</sup> siècle qu'ils ont conquis l'Anatolie. L'Empire ottoman ne s'est installé dans l'ouest de l'Anatolie et dans les Balkans qu'à partir du XV<sup>e</sup> siècle. Les Turcs et les Ottomans sont arrivés en tant que tribus conquérantes, donc en faible nombre, non en masse. Tribus qui agissaient sur leurs conquêtes mais qui étaient

Ce n'est pas au nom de l'altérité qu'il faudrait souhaiter l'entrée de la Turquie dans l'Europe, mais au nom, si l'on peut dire, de la « mêmété »

Supprime-t-on Pergame, Ephèse, Milet parce qu'ils sont sur l'autre rive ? Avec de telles amputations, on n'aura plus la Grèce antique mais une Grèce unijambiste et, à l'arrivée, une Europe méconnaissable.

Ceux qui ont peur aujourd'hui d'avoir des frontières communes avec l'Iran, l'Irak, la Syrie ne doivent pas oublier que le monde grec, même si cela paraît lointain – mais l'histoire est-elle jamais loin ? –, avait des frontières communes avec les Perses, et que les cités de l'Anatolie n'ont pas été cédées pour racheter une hypothétique tranquillité. Que son rayonnement s'est épanoui au prix de son maintien sur les deux rives de la mer Egée. Et que son déclin commence par son effacement de la rive est.

C'est également à partir de l'Anatolie, dans l'Empire romain, que la chrétienté a pris son essor, que saint Paul a rédigé ses Epîtres. C'est sur ces terres que, selon la légende, Marie, mère de Jésus, a achevé ses jours. C'est à partir de cette terre que l'enseignement de Jésus, marqué encore de l'ethnicité de son départ, s'est transformé en message universel. L'avènement le plus récent sur ces terres est l'arrivée de l'islam et des Turcs, qui, à leur tour, ont été façonnés par cette géographie.

En avançant vers l'ouest, les Turcs sont entrés dans l'islam au IX<sup>e</sup> siècle et ont fondé leurs premiers embryons d'Etats dans

aussi influencées par elles.

L'Empire ottoman, par sa structure et son fonctionnement, n'est-il pas dans la continuité de l'Empire byzantin, et les légendaires mosquées ottomanes ne sont-elles pas de petites ou grandes sœurs de Sainte-Sophie (église byzantine construite au VIII<sup>e</sup> siècle) ?

Quiconque gratterait un peu la croûte turque y découvrirait, n'en déplaie aux chauvins des deux bords, cette continuité byzantine et grecque sous la couche turque. Cette même continuité n'est-elle pas visible dans l'architecture, la musique, la cuisine ?

Si le Turc d'aujourd'hui ressemble beaucoup plus à un Grec, à un Balkanique qu'à ses ancêtres de l'Asie centrale, cela prouve-t-il autre chose que le travail issu de la géographie anatolienne sur l'homme turc ? Cela n'est-il pas la preuve que le Turc venu de ses steppes aux confins de

la Mongolie et de la Chine s'est d'abord littéralement fondu dans le paysage humain anatolien si cher au poète Nazim Hikmet ?

D'autre part, il ne faudrait pas se bloquer sur le mot « turc ». Il n'y a pas que des Turcs en Turquie. Même s'il y a eu la chute des Ottomans, la Turquie est restée fille de l'empire et n'a jamais abrité ce peuple monolithique, fantasme des nationalistes. Elle a hérité de la diversité de l'empire et y vit encore malgré les ravages du siècle dernier.

Les Turcs se sont fondus dans le

paysage mais, à des périodes, ils ont composé aussi avec, outre les Grecs, les Arméniens, les Syriens, les Chaldéens... et les Kurdes, qui après la Grande Guerre ont livré avec Atatürk le combat pour la République.

Si Atatürk a pu mettre en place la modernisation de la Turquie, que les Turcs ont toujours appelée

« européanisation », cela ne prouve-t-il pas que les habitants de cette terre se reconnaissent dans cette perspective, qu'ils la considéraient comme un accomplissement de leur trajectoire collective ? Autrement, ils ne s'y seraient pas laissés emmener, têtus comme ils sont.

Et si, aujourd'hui, la Turquie à majorité turque et musulmane,

avec un gouvernement de sensibilité musulmane, demande à (ré)intégrer l'aire à laquelle l'Anatolie a toujours appartenu, et si l'Europe répond à cette demande, cela démontre-t-il autre chose que la primauté de la géographie sur les aléas du politique ?

Il ne faudrait pas voir dans l'entrée de la Turquie en Europe l'aboutissement des croisades,

comme certains aimeraient le présenter sur l'autre rive, ni comme une nouvelle invasion de l'Europe par les hordes barbares, comme certains aiment à l'imaginer ici.

Il s'agit de prendre ensemble un nouveau départ avec les richesses et les potentialités des deux

**Le Monde**

DIMANCHE 19 - LUNDI 20 DÉCEMBRE 2004

## Les membres du gouvernement se rallient à la politique turque de l'Elysée

Même les ministres les plus réservés se disent « rassurés » par l'accord conclu entre les Vingt-Cinq et Ankara pour lancer les négociations d'adhésion

**AU MOMENT** où l'Europe a décidé d'engager des négociations en octobre 2005 avec la Turquie, en vue d'une adhésion sous conditions, les langues commencent à se délier au gouvernement. Les réticences des ministres au « oui, si » de Jacques Chirac à la Turquie sont moins fortes qu'il y a quelques semaines et commencent à s'exprimer, de façon volontairement dépassionnée et contrebalancée.

Confrontés aux questions des électeurs et des militants qu'ils rencontrent, les ministres sentent que la position de M. Chirac n'est pas encore comprise. Mais plutôt que de laisser Nicolas Sarkozy – qui doit s'exprimer samedi soir à la télévision – et, plus généralement les élus non ministres, relayer les réserves de l'opinion, ils sortent de leur réserve pour soutenir la position française. Ainsi Dominique Perben, le garde des sceaux, a-t-il avoué, mardi 14 décembre, à Chatou (Yvelines) devant les adhérents du club Dialogue & Initiative, « partager nombre de leurs inquiétudes », se disant en même temps « rassuré » de la décision prise de consulter les Français par référendum le moment venu. Hervé Gaymard, ministre de l'économie et fidèle chiraquien, a fait part de son « sentiment partagé », jeudi sur France 2, tout en voyant dans la Turquie « une grande économie qui renforcerait l'Europe » (*Le Monde* du 18 décembre).

Lorsque le chef de l'Etat avait exposé ses vues sur la Turquie en conseil des ministres, le 27 octobre, devant des ministres muets qui n'en pensaient pas moins, seul Renaud Dutreil s'était ensuite exprimé dans la cour de l'Elysée. Le ministre de la fonction publique, qui guignait alors Bercy, avait prôné le pragma-

tisme, afin d'éviter tout « acharnement anti-turc ». « Le débat commence. Il faut faire attention à ne pas le polluer par une attitude plus passionnelle que réfléchie et raisonnable », avait-il souligné, en bon élève de la classe chiraquienne.

François Fillon, tombé en disgrâce à l'Elysée depuis son rapprochement avec M. Sarkozy, se rattrape. « Si l'on veut une Europe dont l'objectif principal est d'assurer la paix et de peser dans l'équilibre des forces mondiales, alors il faut la Turquie » dans l'Union européenne, a assuré le ministre de l'éducation, jeudi 16 décembre, sur La Chaîne parlementaire. M. Fillon, conseiller politique de l'UMP, a rappelé qu'il avait « toujours été favorable à une Europe assez large, jouant un rôle d'équilibre face aux Etats-Unis ». « Heureusement que Jacques Chirac est là pour poser le problème avec courage », a-t-il assuré.

### « OUVERT POUR L'AVENIR »

Philippe Douste-Blazy apprécie lui aussi la position « courageuse » du chef de l'Etat qui répond à des « considérations stratégiques en faveur de la paix ». Sans perdre une occasion d'égrotter François Bayrou, le président de l'UDF, il critique, sans le nommer, « ceux qui prétendent que négociation vaut adhésion ». Le seul UDF de l'équipe de Jean-Pierre Raffarin, Gilles de Robien, se refuse à suivre la ligne très anti-turque de M. Bayrou et de son parti. « Réserve en l'état », le ministre des transports se dit cependant « ouvert pour l'avenir », une expression dans laquelle ne se reconnaît sans doute pas le président de l'UDF.

En somme, le gouvernement compte désormais une majorité de

défenseurs de la Turquie, comme Michèle Alliot-Marie. La ministre de la défense, présentée comme candidate possible à Matignon, explique que « d'ici vingt ans face aux puissances qui auront émergé, la Chine, l'Inde, nous devons nous poser la question des frontières économiques de l'Europe et nous aurons sans doute besoin du renfort d'autres pays ». Bien logiquement, Michel Barnier, le ministre des affaires étrangères « colle » à la position du chef de l'Etat. Dominique de Villepin est « complètement en phase » avec le président.

Les vrais arguments qui militeraient contre l'entrée de la Turquie ne s'expriment que sous couvert d'anonymat. Ainsi des inquiétudes sur le niveau de vie des Turcs, très inférieur à celui des Européens et qui exigera, le cas échéant, des efforts considérables des fonds structurels européens. « Il faut que le taux de croissance turc, beaucoup plus fort que celui de la moyenne des pays européens, tienne sur la durée », estime ainsi un ministre, qui se réjouit par ailleurs que M. Chirac « sache prendre des décisions même quand elles ne sont pas populaires ».

A l'Elysée, on juge que « le problème n'est pas que le président soit isolé ou pas, par rapport à la majorité ». Mais qu'il ait pris la décision qu'il jugeait la meilleure pour la France et pour l'Europe. On admet que le débat est nécessaire dans le pays, en le souhaitant « dépassionné ». Et les conseillers du chef de l'Etat s'offusquent du reproche qui lui est fait de renier la démocratie : « Un référendum est l'expression la plus démocratique qui soit : les Français jugeront. » Dans quinze ans.

**Béatrice Gurrey  
et Christophe Jakubyszyn**

# Bombings in Shiite holy cities kill scores

## Attacks in Karbala and Najaf appear aimed at elections

By John F. Burns

**BAGHDAD:** Only days into Iraq's six-week election campaign, an eruption of violence on Sunday killed as many as 60 people and wounded about 120 in car bombings in Iraq's two holiest Shiite cities, Najaf and Karbala.

In Baghdad, a group of about 30 insurgents hurling hand grenades and firing machine guns pulled three election officials from their car in the midst of morning traffic and executed them in the road with shots to the head.

The killings raised the specter of exactly the kind of violence that American and Iraqi officials have been hoping to minimize ahead of assembly elections on Jan. 30 that are a key watershed in the American-inspired blueprint for democracy in Iraq.

Iraqi politicians arguing for a delay in the elections to allow for renewed mediation efforts with Sunni insurgents have warned repeatedly of the risks of a wave

of sectarian killings, as well as attacks on election officials and candidates.

In Najaf and Karbala, officials blamed the bombings, within two hours of each other and both in crowded city-center areas near the Shiite sect's holiest shrines, on Sunni extremists seeking to ignite sectarian strife with the country's Shiite majority.

In Baghdad, the Iraqi Election Commission, supervising the campaign, described the victims of the ambush on Baghdad's notorious Haifa Street as martyrs and appealed to all Iraqis to "support the lives of our officials."

The bombings were the worst violence in the two pilgrim cities in several months, and seemed calculated to cause maximum loss of life and a wave of anger among religious Shiites. In Karbala, a suicide car bomber detonated his vehicle amid minibuses at the entrance to the city's bus terminal, and in Najaf a car bomb exploded in a central square crowded with people watching a funeral procession, among them the provincial governor and the city's police chief, both of whom escaped unhurt.

Eyewitness accounts of the bombings told of residents pulling bodies from the rubble of shops and market stalls around Maidan Square in the heart of the old city of Najaf, about 160 kilometers, or 100 miles, south of Baghdad. An Associated Press report quoted Yousef Munim, an administrator at the al-Hakim hospital, as saying that a preliminary count had 47 people killed, and 69 wounded. The blast occurred 300 meters from the Imam Ali shrine, the center of a U.S.-led military offensive in August that drove out rebels loyal to the rebel Shiite cleric, Moktada al-Sadr.

In Karbala, about 80 kilometers north of Najaf, the bombing took place about 400 meters from the Imam Hussein shrine, the location last Wednesday of a bombing that killed 12 people

and wounded dozens, including a close aide to Grand Ayatollah Ali al-Sistani, Iraq's most powerful Shiite cleric.

Accounts from Karbala told of firefighters struggling to put out blazes as ambulances ferried burned and bleeding casualties to the nearby al-Hussein hospital. Ali al-Ardawi, an assistant to the hospital director, said 14 people were killed and 52 wounded, according to a report filed by a stringer for The New York Times.

The attacks prompted an outcry among Shiite religious leaders, who blamed Sunni insurgents and said they were attempting to provoke sectarian strife ahead of the elections. "They are trying to ignite a sectarian civil war and prevent elections from going ahead on time," said Mohammed Bahr al-Uloum, a moderate cleric who has maintained ties with U.S. officials and worked to develop the political timetable that calls for Iraq to have a fully-elected government by January 2006.

But he added: "They have failed before, and they will fail again."

Elsewhere in the 20-month-old conflict, masked insurgents issued a videotape showing what they said were 10 abducted Iraqis who had been working for an American company, the Sandi Group, and said they would kill them unless the company pulled out of Iraq. The company, one of dozens of U.S., European and Middle Eastern enterprises engaged in stuttering efforts to rebuild Iraq's decrepit infrastructure, employs more than 7,000 people in Iraq, company officials said.

The day also brought what appeared to be an attempt by Saddam Hussein, or at least by lawyers saying they spoke for him, to influence the elections from his cell in a U.S. detention center. The attorneys, hired by Saddam's family to defend him before the Iraqi tribunal set up to try top leaders of the ousted government, told a news conference in Jordan that an Iraqi lawyer who met Saddam last week, the first time he has had access to legal counsel since his capture on Dec. 13, 2003, said he had urged Iraqis to be "wary" of the elections.

The head of the legal team, Ziad Khassawneh, said the Iraqi attorney, Khalil al-Dulaimi, traveled to Jordan after the meeting on Thursday, then returned to Baghdad after reporting on Saddam's remarks, according to a report by Agence France-Presse. The Jordanian lawyer said Saddam had offered "recommendations" to Iraqis through Dulaimi, among them an injunction on the need for unity, a call for Iraqi religious leaders to face their "historical responsibility" for developments here, and the caution about elections.

Khassawneh said Saddam quoted a verse from the Koran, "Hold onto God's law and don't scatter," in urging unity, and added: "He also insisted that Iraq's religious leaders, of all factions, have a role and must bear the historical responsibility for what is happening in Iraq."

On elections, the lawyer said, Saddam asked to be briefed on developments in the country, and was told that there were to be elections.

"At that point, the president said to

International Herald Tribune  
December 20, 2004



Gunmen killing Iraqi election officials Sunday in an ambush in central Baghdad. About 30 men attacked the officials' car, hurling hand grenades and firing machine guns.

Dulaimi that the Iraqi people should 'be wary of this issue,' Khassawneh said.

The reported remarks, comparatively mild compared with Saddam's fulminations when he made a brief court appearance in Baghdad last summer against the United States and its role in Iraq, appeared to reflect constraints imposed on lawyers in the past week. An Iraqi official familiar with the

tribunal's work said the lawyers had been told that they were not to discuss events in Iraq since the men were captured and subjected to a prison routine that denies them access to newspapers, radio and television.

The election campaign, with more than 100 competing political slates, began officially when the deadline for candidate registrations closed last Wed-

nesday. A further deadline comes on Monday, when those who have registered have their last chance to reconfigure the multiparty alliances — or to forge new ones — that are expected to attract the largest share of votes.

The New York Times

## Iraq's political arabesque calls for fancy footwork

Thomas L. Friedman

WASHINGTON

I have long believed that any American general or senior diplomat who wants to work in Iraq should have to pass a test. It would be a very simple test. It would consist of only one question: "Do you think the shortest distance between two points is a straight line?"

If you answered "Yes," you would not be allowed to work in Iraq. You could go to South Korea, Japan or Germany — but not Iraq. Only those who understand that in the Middle East the shortest distance between two points is never a straight line should be allowed to carry out U.S. policy there.

What I worry about most right now — after a week in the Gulf region — is that we have entered a really complex, arabesque phase in Iraq. It requires enormous understanding of the complexities of Iraqi and Arab politics and the ability to produce outcomes not by the traditional, straightforward U.S. approach, but by the more subtle, bazaar-oriented politics in that part of the world.

For instance, with the elections in Iraq only six weeks away, and Iran actively using its influence and money to push its candidates, one thing is perfectly clear: The Bush neoconservatives desperately need an Iraqi neo-Baath.

By that I mean they need to find a political framework that will advance the interests of the pro-Baath Sunni Arab nationalists in Iraq, but do it with a more progressive, pluralistic outlook than the old Baath Party of Saddam Hussein.

This is what America should be most focused on right now in Iraq — not the bogeyman of Iranian influence. There is no way to prevent Iranian influence in Iraq. Iran is next door, and it has myriad economic and cultural links with Iraqi Shiites. Moreover, while the Iraqi Shiites are certain to emerge with the most seats in the new Iraqi Parliament, and while some are pro-Iranian, the majority of Iraqi Shiites have no intention of being ruled from Tehran. The Iraqi Shiites are Arabs, not Persians, and they are aware of their Arabness. Any Iraqi leader who is depicted or presents himself as the cat's-paw of Tehran will face a backlash.

The best way to reduce Iran's influence, and to prevent civil war, is to ensure as much Sunni participation in the election as possible, so that when the new Iraqi Constitution is written, the more secular Iraqi

Kurds and Sunnis will balance the more religious-oriented Shiites. If there is not enough Sunni participation, the elections, rather than defusing civil strife in Iraq, will increase it, because all the spoils will go to the Shiites and Kurds, and the Sunnis will feel even more excluded.

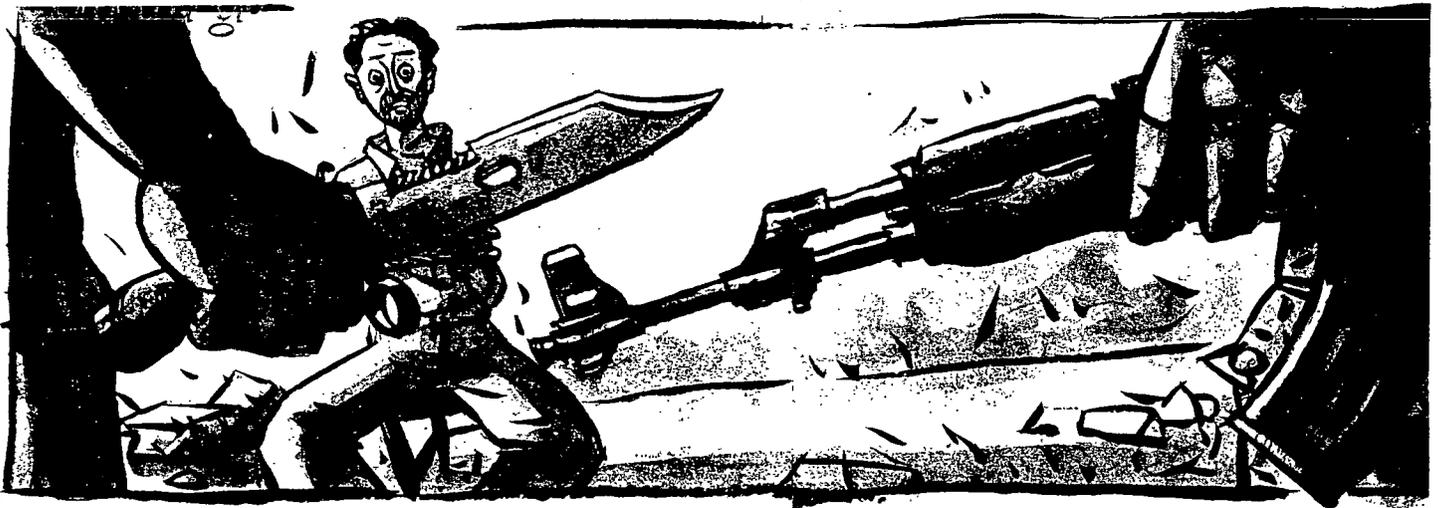
For all these reasons, the Bush team should be working with Jordan, Egypt, Saudi Arabia, the Gulf Arab states and even Syria to use all their contacts with Iraqi Sunnis to embolden them to take part in the elections — and to make sure they have bags of money to get out the vote, particularly among the Sunni tribes. It is imperative the Sunnis be brought in, even if some have to be bought.

Unfortunately, America's Arab friends "are doing nothing" right now, a senior Iraqi minister told me.

The Americans need to be more demanding of their Arab friends, he said. While many Arab leaders are appalled at the idea of Shiites ruling an Arab state in the otherwise Sunni-dominated Arab world, they also know that a civil war in Iraq would lead to terrible instability at a time when all these Arab regimes understand they have to start reforming.

Yes, the U.S. invasion of Iraq made America some new enemies, but it also has triggered a huge debate about reform in the Arab world, said Ammar Abdulhamid, who helps run DarEmar, a pro-reform non-government organization in Syria. "For some people it forced the reform issue, because they said, 'Let's change ourselves before the Americans change us,'" Abdulhamid noted. Some Arab liberals want to use the U.S. presence to pressure their governments to go ahead with reform. Some regimes are feeling very vulnerable and believe the only way to stave off the Americans is to be seen as working on reforms. But one way or another, "the Iraqi issue is forcing the issue of reform on everyone, and in some ways it is independent of what actually happens in Iraq," Abdulhamid said.

A sophisticated U.S. approach that uses both sticks and carrots with Syria, Iran and America's Arab allies could still shape a decent election in Iraq, but America has to get into gear right now, and be smart. Does this administration have anyone who knows how to play this game? Attention: Iraq is having an election. Elections are rare in this part of the world, so when they happen, everyone in the neighborhood tries to vote. America needs to make sure its friends do as well.



Hussein fait le récit de son enlèvement dans le «triangle de la mort» en Irak.

# «J'ai senti le sang se retirer de mon corps»

Bagdad, envoyé spécial

**H**heureusement pour Hussein, ses bourreaux respectaient à la lettre les obligations coraniques. Aussi n'ont-ils pas voulu l'égorger avant l'iftâr, la rupture quotidienne du jeûne de ramadan. C'est ce qui lui vaut d'être aujourd'hui en vie et de pouvoir raconter sa terrible épreuve: son enlèvement, son voyage dans le coffre d'une voiture, son jugement face à un cadavre et l'attente de son exécution, attaché à une chaise, dans une combinaison orange. Sauvé in extremis par l'intervention de la garde nationale irakienne, il témoigne de ce qu'ont subi les centaines d'Irakiens et d'étrangers tombés entre les mains des rebelles salafistes dans ce que l'Irak appelle le «triangle de la mort». Une région qui commence à une vingtaine de kilomètres seulement de Bagdad.

Au départ, le jeune homme de 23 ans ne voulait pas dévoiler son histoire. Par peur, peut-être par pudeur aussi, il l'avait gardée pour lui et quelques proches. Puis la nou-

velle a filtré dans une des mosquées chiïtes du quartier de Karada, dans la capitale irakienne. Elle est tombée dans une oreille, a ricoché dans une autre, glissé dans une troisième... C'est ce qui a permis de remonter la piste et, après une quête de plusieurs jours, d'arriver jusqu'à lui. Toujours sur le

qui-vive, il a fini par accepter de parler dans une boutique d'électronique, propriété d'un parent. Très mince, le cheveu noir, avec un visage fin qu'une légère barbe n'arrive pas à vieillir, Hussein commence son histoire. C'est d'abord celle d'une bande de six copains, tous chiïtes, tous travaillant dans la petite ville de Yousoufiya, l'une des pointes – avec Latifiya et Mahmoudiya – du «triangle de la mort».

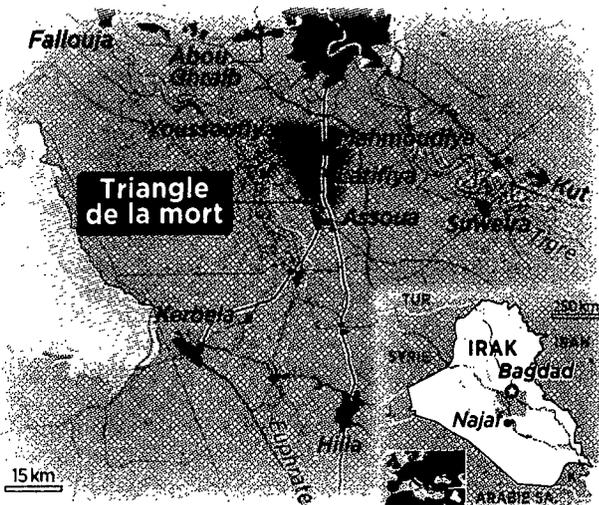
## Quatre de ses amis exécutés

Sans emploi depuis la chute de Saddam Hussein, qui a provoqué la fermeture de l'usine d'Etat qui les employait, les six amis

se retrouvent embauchés pour la construction d'une école publique. Un acte assimilé à de la collaboration avec les Américains par la guérilla salafiste (école doctrinale sunnite qui prêche le retour à l'islam originel et mythique du VII<sup>e</sup> siècle). Cela vaudra à quatre des six jeunes gens d'être kidnappés chez eux, puis égorgés. Hussein ira à leurs funérailles. Ensuite, il quittera pour Bagdad cette petite ville où cohabitent chiïtes et sunnites. Mais il lui faut y revenir chaque mois pour toucher quelques indemnités. Son erreur est de profiter de son déplacement pour faire des achats, parce que les commerces vendent moins cher qu'à Bagdad. C'est sur le chemin de la station service qu'il se fait prendre. Deux voitures et une camionnette bloquent sa vieille Renault. Il est vite attaché, aveuglé par un bandeau et jeté dans le coffre d'un des véhicules. À cause des cahots, il comprend très vite que ses ravisseurs quittent la route nationale pour s'engager sur un chemin de campagne.

Une heure plus tard environ, le convoi arrive au milieu du grand nulle part: une vague ferme et le désert autour. On le sort du coffre et on lui enlève son bandeau. L'homme qui accueille ses ravisseurs est furieux. Il crie: «Fallait me téléphoner avant!», et que ce n'est pas un bon jour pour une «livraison». La garde nationale (équivalent de la gendarmerie, créée par le nouveau gouvernement irakien) a commencé à encercler la région. La transaction se fait néanmoins: il est vendu en même temps que les armes qui se trouvent

dans le coffre des voitures (des lance-missiles, des obus...). Hussein voit un «carnet» (10000 dollars, dans l'argot des kidnappeurs irakiens) changer de mains. Il est ensuite conduit à l'intérieur d'une maisonnette où règne une odeur épouvantable. Le fond de la piè-



vaient tout ce que j'avais fait depuis une semaine. Et, avant, que j'avais participé à la construction de l'école de Youssoufiya. Que j'avais aussi enterré le corps d'un de leurs ennemis.» L'une des accusations portées contre lui est qu'il s'est occupé, toujours avec ses cinq copains, du cadavre décapité d'un soldat ou d'un garde de sécurité asiatique que la guérilla avait jeté au beau milieu du centre ville. «Il fallait le faire. C'était horrible à voir. Le corps, avec la tête coincée entre les genoux, était déjà depuis deux jours au milieu de la rue et les enfants passaient à côté en allant à l'école. On craignait aussi qu'il contamine l'eau. On ne l'a même pas enterré. On l'a juste recouvert de sable», se justifie-t-il, comme s'il était encore devant ses anciens bourreaux. Enfin, ceux-ci produisent une photo qu'ils jugent accablante. On le reconnaît avec sa voiture à proximité d'une base américaine. «C'était bien moi. Mais je n'avais rien à voir avec les Américains. L'un des pneus de la voiture avait simplement crevé à cet endroit.»

Pour ses ravisseurs, la culpabilité de Hussein est acquise. D'ailleurs, peut-il encore en être autrement puisqu'il a vu tout le petit groupe à visage découvert? Il faut encore que la sentence soit avalisée par un religieux. En attendant, l'un des combattants islamistes tire le rideau au fond de la pièce. Derrière, il y a le corps d'un homme éborgné. C'est ce qui explique la puanteur de la pièce. «A ce moment-là, j'ai senti le sang se retirer de mon corps. J'ai manqué m'évanouir. Je me suis dit que ce serait moi le cinquième de la bande à mourir», dit-il. Un homme du groupe lui lance: «Ne le regarde pas trop car tu vas finir comme lui.»

#### «On peut acheter toute ta famille»

Le religieux finit par arriver. Agé d'une soixantaine d'années, il a la barbe longue et sauvage, comme nombre de prédica-

teurs salafistes. Il n'arrête pas de murmurer la formule religieuse rituelle: «Au nom de Dieu, le Miséricordieux, le Compatissant.» Les rebelles l'appellent avec respect «cheikhna» (notre cheikh). Le religieux délibère pendant une demi-heure. Il y a même débat entre lui et les trois hommes du groupe qui l'assistent, pour savoir si le condamné peut encore se défendre. Le cheikh décide que oui. Cela ne changera rien. Hussein tente cependant de proposer de l'argent à ses bourreaux mais s'entend répondre: «Tu cherches à nous suborner? Sache que nous recevons beaucoup d'argent et que l'on peut acheter toute ta famille.»

#### L'aval d'un religieux

L'interrogatoire de Hussein commence. «J'ai essayé de leur mentir. Mais cela ne servait à rien. Leur rapport était complet. Leurs espions avaient bien travaillé. Ils sa-

de Dieu, le Miséricordieux, le Compatissant.» Les rebelles l'appellent avec respect «cheikhna» (notre cheikh). Le religieux délibère pendant une demi-heure. Il y a même débat entre lui et les trois hommes du groupe qui l'assistent, pour savoir si le condamné peut encore se défendre. Le cheikh décide que oui. Cela ne changera rien. Hussein tente cependant de proposer de l'argent à ses bourreaux mais s'entend répondre: «Tu cherches à nous suborner? Sache que nous recevons beaucoup d'argent et que l'on peut acheter toute ta famille.»

Il reste du temps avant l'exécution. Car celle-ci, poursuit le cheikh, serait «haram» (sacrilège) si elle avait lieu avant la fin du jeûne. En attendant, le religieux lui livre sa vision hallucinée du monde où il voit les Etats-Unis conquérir le Liban, la Syrie et même l'Iran pour le compte d'Israël. «Si les Américains arrivent à conquérir toute la région, on les coincera en Irak et on les ex-

terminera. C'est pour cela aussi que des combattants viennent de Syrie et que nous revons de l'argent de l'Iran: pour retarder la colonisation américaine», lance-t-il.

L'heure de l'exécution approche. Les trois hommes qui entouraient le cheikh s'y préparent et ont sorti des masques. Le religieux, lui, a commencé d'écrire dans un carnet. C'est à ce moment-là que son Thurya (téléphone satellitaire) se met à son-

ner. Affolement. La garde nationale irakienne se rapproche. Bientôt, des rumeurs de combats se font entendre. Le religieux et son groupe se dépêchent de porter une partie des caisses d'armes jusqu'aux voitures, abandonnant celles qu'ils ne peuvent pas prendre. Ils laissent aussi Hussein à la garde d'un seul homme. Lorsque les bombes tomberont à quelques centaines de mètres de la maison, celui-ci s'enfuira à son tour dans une vieille Opel. En oubliant son prisonnier. «Il n'a plus pensé à me tuer. Ou alors, il a cru qu'une bombe s'en chargerait.»

Attaché à sa chaise, toujours face au cadavre, Hussein attendra sous les bombes l'arrivée de la garde nationale. Après quelques questions, elle l'abandonnera à son sort. Parti à pied jusqu'à la grande route, il découvrira que ses kidnappeurs l'ont transporté de la région de Latifiya à celle d'Abou Ghraib, à l'ouest de Bagdad. Il finira par trouver un taxi qui le ramènera à la capitale. Depuis, il n'a pas songé un instant à porter plainte. «Il n'y a plus un seul commissariat dans tout le triangle de la mort. Et même à Bagdad, qu'est-ce que les policiers pourraient faire?» A la fin de l'entretien, son cousin intervient: «Surtout, n'écrivez rien qui permette de le reconnaître. Même pas la marque de sa voiture.»

JEAN-PIERRE PERRIN  
Dessin MARCELINO TRUONG

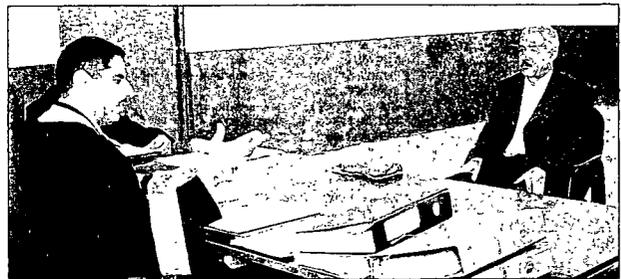
## Cousin de Saddam Hussein, il fut le bourreau des Kurdes

# « Ali le Chimique » face à ses juges

Il est arrivé en boitant, une canne à la main, vêtu d'un costume gris. Les images de sa comparution devant le Tribunal spécial irakien (TSI) diffusées samedi par vidéo interposée sont les premières du bourreau irakien depuis sa capture en août 2003. Mais même vieilli et fatigué, peut-être par le diabète dont il souffre depuis son arrestation, Ali Hassan al-Majid, plus connu sous le nom d'« Ali le Chimique », conserve cette troublante ressemblance avec son cousin germain Saddam Hussein, dont il fut l'exécuteur des basses œuvres pendant les périodes de terreur.

S'il est le premier à avoir été entendu, à huis clos, par les juges du TSI, c'est sans doute parce qu'« Ali le Chimique » est considéré comme l'un des principaux responsables des crimes commis sous le régime de Saddam Hussein. Son dossier, l'un des plus

épais des anciens dignitaires du régime, contiendrait suffisamment de preuves pour le condamner à l'une des peines maximales prévues par le tribunal irakien. La justice irakienne a aussi choisi d'inaugurer l'instruction des anciens responsables baasistes par un symbole, celui de l'extrême cruauté qui caractérisait le fonctionnement de l'ancien régime.



Agé de 63 ans, originaire, comme Saddam, de la région de Tikrit, Majid fut secrétaire général du parti Baas dans le nord du pays entre 1987 et 1989. C'est lui qui a réalisé le déplacement forcé des habitants de plusieurs régions du Kurdistan, évacuées près des frontières jordanienne et saoudienne en 1987. L'organisation de défense

des droits de l'homme Human Right Watch le tient à ce titre responsable de la « disparition » de 100 000 civils dans les régions kurdes. C'est d'ailleurs au Kurdistan qu'il a gagné son surnom, après avoir commandé les 17 et 18 mars 1988 le bombardement au gaz yperite de la ville kurde d'Halabja, qui fit plusieurs milliers de morts.

Bourreau des Kurdes, « Ali le Chimique » s'en est aussi pris aux chiïtes. Dans les années 90, il a dirigé une campagne de déplacement forcé des habitants des marais, au sud, accusés par Saddam d'alimenter l'opposition au régime. Commandant des divisions de la Garde républicaine, il a joué un rôle clé dans la répression sanglante de la rébellion des chiïtes au sud du pays en 1991,

qui a fait plusieurs centaines de milliers de victimes. Il a aussi supervisé l'occupation du Koweït, dont il fut le gouverneur d'août à novembre 1990. Il ne lui faudra que quelques mois pour anéantir les poches de résistance, avant de reprendre son poste de ministre des Affaires locales, dont il était titulaire depuis juin 1989. Dénué de tout état d'âme, il a fait exécuter son neveu Hussein Kamel, revenu à Bagdad en 1996 après avoir fait défection un an plus tôt en Jordanie.

Sa cruauté et son dévouement à son cousin Saddam n'ont jamais faibli, même dans les temps incertains qui ont précédé l'intervention américaine contre l'Irak. Membre du Conseil de commandement de la révolution (CCR, la plus haute instance dirigeante

du régime baasiste), « Ali le Chimique » s'était vu confier la direction de la région militaire sud, qu'il devait défendre contre l'offensive américano-britannique. Cette région est celle qui résista le plus durement à l'assaut des forces coalisées.

En janvier 2003, deux mois avant le déclenchement de la guerre, ce fidèle parmi les fidèles avait été choisi par Saddam Hussein pour faire connaître les positions irakiennes dans les pays arabes et étrangers. Traqué par les forces de la coalition, il avait été donné pour mort dans un bombardement à Bassora le 7 avril 2003. Avant d'être capturé quatre mois plus tard par les Américains.

I. L.

Deux attaques suicides dans les villes saintes chiïtes ont fait hier plus de soixante morts et près de cent cinquante blessés

# Attentats sanglants à Nadjaf et Karbala

Une série d'attentats a touché au cœur l'Irak chiïte hier. En deux heures, deux attaques ont touché les villes saintes de Nadjaf et de Karbala, dans le centre du pays. Selon un bilan encore provisoire, au moins 62 personnes y auraient trouvé la mort et plus de 147 autres auraient été blessées, tandis qu'à Bagdad et dans le nord du pays, d'autres attaques ont fait 9 morts.

Les voitures piégées ont explosé près des mausolées de l'imam Ali ou de l'imam Hussein, deux des lieux les plus vénérés par la communauté chiïte. Rien qu'à Nadjaf, la déflagration a tué « au moins 48 personnes » et blessé « 90 civils » d'après un membre du service des urgences de l'hôpital local. Cet attentat a suivi de deux heures exactement une première attaque suicide qui a fait 14 tués et 57 blessés dans une gare routière de Karbala, à 50 kilomètres plus au nord. Selon des témoins, le kamikaze a tenté en vain de pénétrer dans un centre de recrutement de la police avant de se diriger finalement vers cette station de bus.

Ce double attentat rappelle ceux commis en mars dernier à Karbala et à Bagdad qui avaient provoqué 170 morts, et celui de Nadjaf, en août 2003 qui avait coûté la vie à 83 personnes. Déjà mercredi à Nadjaf, dix personnes avaient été tuées, dont le représentant du grand ayatollah Ali Sistani, cheikh Abdel Mehdi Karbalai.

Ce nouveau carnage, qui



Rien qu'à Nadjaf, la déflagration a tué « au moins 48 personnes » et blessé « 90 civils » d'après un membre du service des urgences de l'hôpital local. (Photo HO/Reuters.)

survient alors que l'Irak a ouvert il y a cinq jours la campagne officielle pour les élections du 30 janvier prochain, laisse craindre le pire. D'autant qu'à ces crimes anti-chiïtes s'ajoute le meurtre par un commando, hier matin, à Bagdad, de trois employés irakiens de la commission électorale indépendante chargée de préparer le scrutin.

Immédiatement, les principaux dirigeants chiïtes ont lancé des appels au calme. Ils ont accusé des extrémistes

sunnites et d'anciens fidèles de Saddam Hussein de tenter d'allumer une guerre civile pour éviter des élections promises aux chiïtes. Cette communauté représente en effet près de 60 % de la population d'Irak. « Les chiïtes ne doivent pas répondre à la violence car cela ne mène qu'à la violence. Nous sommes déterminés à aller aux élections », a insisté un porte-parole du grand ayatollah Ali Sistani. Même le mouvement de Moqtada al-Sadr,



qui l'été dernier n'avait pas hésité à défier la coalition les armes à la main, a rejeté toute idée de représailles. Dans la soirée, un grand ayatollah chiïte a pressé les autorités irakiennes de « tout faire pour mettre fin à ces crimes et arrêter leurs commanditaires ».

Plus tôt, le porte-parole du ministère du Pétrole, Jihad Assem, a par ailleurs fait état d'une « intensification des opérations de sabotage des puits et des infrastructures pétrolières », après l'appel lancé par Oussama Ben Laden d'attaquer les sites pétroliers en Irak et en Arabie saoudite. Ainsi, deux oléoducs ont été pris d'assaut samedi matin au nord du pays.

Enfin, la télévision al-Jezira a rapporté que trois groupes armés en Irak menaçaient de tuer dix otages irakiens travaillant pour une entreprise américaine chargée de la sécurité si cette dernière ne quittait pas le pays.

T. B. (avec AFP, Reuter.)

THE GLOBE AND MAIL  
DECEMBER 16, 2004

# Campaign opens new chapter in Iraq

## Parties, candidates find getting ready for Jan. 30 election complex, confusing

BY LARRY KAPLOW, BAGHDAD

On the first official day of campaigning for the country's crucial January election, candidates were trying to figure out just how to run, confirming that democracy isn't easy, particularly in a violence-racked country short on experience.

The Iraqi Islamic Party considered a door-to-door campaign aimed at reaching three million voters. But the party, which claims to be the primary voice for Sunni Muslims, has rejected the idea for now as too dangerous, especially when many of their fellow Sunnis are calling for an election boycott.

The campaign director at the National Democratic Coalition, which is trying to woo Iraq's middle class, is trying to figure out if his party can afford to spend \$4,500 to produce and run a 30-second television spot.

And, in case any Shia voters might be tempted, followers of Grand Ayatollah Ali al-Sistani are spreading the word that "votes are like gold" and Shiites should not sell their voter-registration forms, as is rumoured to be occurring.

Iraqis have little familiarity with elections with more than one candidate. Under the former regime, Saddam Hussein asked voters to give him a yes or a no. In a surprise to no one, he claimed a 100-per-cent yes vote the last time ballots were cast, in 2002.

With that kind of electoral simplicity a thing of the past, Iraqis now find a complex field of nearly 80 political parties, individuals and coalitions vying for seats in a 275-member parliament in an election scheduled for Jan. 31.

The parliament will choose a prime minister and oversee the drafting of a constitution that will be voted on in another election, selecting a new government, by the end of 2005.

One figure who will not have the common problems of too little money and too little exposure is interim Prime Minister Ayad Allawi, a



Iraqi Kurds register to vote yesterday at a school in Irbil. Many who lined up earlier this week were angry that they were given inadequate papers.

secular Shiite. He announced his candidacy at the head of a coalition called The Iraqi List.

Standing with some fellow ministers, clerics and sheiks before a

large, slick backdrop showing Mr. Allawi in profile, he promised "very strong leadership" to provide stability to Iraq by eliminating poverty and fighting terrorism.

He was escorted by his team of U.S. bodyguards, and his announcement enjoyed live coverage on the U.S.-founded Iraqiya television station, something sure to reinforce complaints that he gets a special edge from the biggest foreign power.

Only a day before, Mr. Allawi made headlines by promising to begin war-crimes trials next week for top aides to Mr. Hussein. The government announced yesterday that a possible first defendant is Ali Hassan al-Majid, known as Chemical Ali, for allegedly ordering poison-gas attacks on Iraqi Kurds in 1988.

Meanwhile, the Shia holy city of Karbala was shaken by violence when a car bomb exploded at the gates of a major downtown shrine, killing seven. Wire services reported that the target may have been a representative of Ayatollah al-Sistani.

With Iraq mired in bloodshed, the interim government reliant on U.S. and allied troops, and with electricity and gas shortages getting worse

---

**'We are sitting on a sea of oil but we don't have a litre of gasoline, and that's the result of this interim government.'**

*Sherif Ali bin al-Hussein, a member of the Iraqi royal family overthrown in 1958, who leads the Constitutional Monarchy Party's list*

---

in the capital, many candidates will be trying to run as outsiders against Mr. Allawi and other leaders.

Campaigning is expected to be heavy in mosques, both Sunni and Shia.

Even Iraq's royalty is getting in on the act.

Sherif Ali bin al-Hussein, a member of the Iraqi royal family overthrown in 1958, leads the Constitutional Monarchy Party's list.

"We are sitting on a sea of oil but we don't have a litre of gasoline, and that's the result of this interim government," Mr. al-Hussein said while announcing his list this week. "If people are happy about this, they should vote for the government list."

The Iraqi Islamic Party has undergone election training by U.S. non-profit groups but is still officially

calling for a postponement of the election.

The party printed 250,000 cards outlining its platform, but has delayed distributing them until the possibility of a Sunni boycott of the election is settled. Its plan to send hundreds of volunteers to knock on doors also has been scrapped for

now as it would be too dangerous in the areas they would probably find supporters.

Accusations are already frequent that various parties are taking money from foreign governments — especially Mr. Allawi from the Americans and the Shiites from Iran. The campaign-finance rules, set by a

special Iraqi commission, are unclear, candidates and observers say.

"I can assure you that no one in Iraq except the government knows what the procedures will be," said political analyst Saad Naji Jawad, who is calling for a boycott and postponement. "It is a very vague thing for everybody."

THE GLOBE AND MAIL  
DECEMBER 17, 2004

## EU touch warms Kurds in remote Turkey

### Europeans agree to open accession talks next year if Ankara recognizes Cyprus

BY NICK BIRCH, HAKKARI, TURKEY

Local wits like to quip that Hakkari has only one entrance and no exit.

It's only a slight exaggeration. On high pasture — 1,800 metres high — surrounded by peaks that rise above 4,000 metres, under snow for four months of the year, this town of 80,000 should be a skiers' paradise.

But Hakkari is not in North America. It is the capital of Turkey's most remote, mainly Kurdish province, hemmed in to the south and east by borders with Iraq and Iran.

More than a thousand kilometres away, Europe here seems impossibly distant. Even Istanbul, where the sun sets a full hour later, seems in a different universe.

It got a little closer late yesterday, when European Union leaders agreed to open accession talks with Turkey on Oct. 3 next year, but said that Ankara must recognize Cyprus before then.

"Surveys say more than 70 per cent of Turks want to join the EU," says Mehmet Paksoy, owner of a small grocery store on Hakkari's main street. "In this town, everybody is for accession."

You don't have to look far to find the reasons for such enthusiasm. For 15 years, between 1984 and 1999, the town and surrounding mountains were one of the epicentres of a bloody war that pitted the Turkish state against the separatist guerrillas of the Kurdistan Workers'

Party, or PKK.

"Recently, the situation has improved dramatically; just three years ago, it could take us up to four hours to drive to town, with all the army roadblocks," said Ismet Er, a sheep farmer whose village is 20 kilometres from Hakkari. "After dark, life was paralyzed."

"If all that is changed now, it's because of one thing, and one thing alone — pressure from the European Union."

Rahmi Bor, the deputy manager of Avashin, a Kurdish cultural centre set up in Hakkari a year ago, agrees.

"I remember the days when we had to hide Kurdish cassettes under our pillows," he says. "Now, you can buy them openly in the market. And nobody stops our weekly concerts of Kurdish music."

Other measures passed by Turkey's staunchly pro-European government since it arrived in power in November, 2002, include the legalization of private classes in Kurdish, and limited radio and television coverage in minority languages.

That's more development in two years than in the previous 20, local residents say. But there is still a long way to go before this town can return to some semblance of normality.

Even today, locals say half-jokingly, there is a policeman, a military policeman and a soldier for every one of the town's inhabitants. Builders at the foot of the town are hard at work constructing six new high-rise blocks for army officers.

### Turkey's Kurds

Turkey's hopes to join the EU have led to reforms that benefit the Kurdish community.



THE GLOBE AND MAIL

Relations between Kurds and Turkish officials here are still strained, according to Fatih Karatas, a central Anatolian Turk who has been teaching in the southeast for the past two years.

"Living here is like being in a foreign country," he says. "Everybody is polite, but we have our corner and they have theirs. We rarely meet."

Hakkari's biggest problem by far, though, is unemployment and poverty, exacerbated by the program of village clearance that accompanied the 15-year war.

Today, average incomes barely reach 25 per cent of what they are in Marmara, Turkey's richest, western province.

"In the villages before the war, we were poor, but we had milk, we had fruit and we had meat," says Necmettin Yaman, straightening up from a rubbish dump he's inspecting for edible food. "Here, poverty means destitution."

Like many others in the impover-

ished district of Keklikpınar, where he lives, the only qualifications he ever had, as a shepherd, became redundant when he was forced to move to the town.

"The EU will help me back to my old home, they'll provide me with sheep to replace the ones I had to sell," he says, betraying the unrealistic expectations commonly expressed here.

Hakkari's remoteness and its recent history give a peculiar colour to its people's perceptions of the EU.

Feelings of resentment at the

EU's perceived hypocrisy and high-handedness, common elsewhere in Turkey, are absent here. So is the fear that EU demands for reform may just be a front for plans to weaken, even divide, the country.

What doubts there are take the form of sideways commentaries on the southeast's backwardness.

"Turkish and European politicians have got into the habit of saying that Turkey's road to full membership goes via Diyarbakir," says hotel employee Ahmet Gur, referring to Turkey's largest Kurdish city, six hours to the west.

"But if Turkey is 20 years behind Europe, Hakkari is 200 years behind Diyarbakir."

Grocery store owner Mehmet Paksoy takes up a similar theme.

"The thought of the EU being willing to take Turkey in is frankly comic," he says. "Either it means they don't know what the situation is down here, or they have no more intention than Turkey to do anything serious to change it."

"I'm not sure which is worse."

Special to The Globe and Mail



15 décembre 2004

## Tout juste sortie de prison, elle voit dans l'Europe la solution au problème kurde

# Zana la Kurde soutient le dossier turc

La passionaria des Kurdes de Turquie, Leyla Zana, a entamé, hier, une visite en France. Pour remercier ceux qui l'ont soutenue pendant les dix années qu'elle vient de passer en prison. Et pour convaincre des Français réticents que la Turquie doit intégrer l'Union européenne.

C'est une bien curieuse avocate qui plaide, ces jours-ci, le dossier européen de la Turquie ! Leyla Zana, 43 ans, vient de passer dix ans dans une prison d'Ankara. Son crime ? Il remonte à octobre 1991, lorsque la jeune femme remporte un siège de députée de Diyarbakir, la « capitale » du Kurdistan turc, grâce une alliance entre sa formation, le DEP (pro-kurde), et le Parti social démocrate.

Mariée de force à 14 ans, Leyla Zana devient à 30 ans la première Kurde élue au Parlement. Lorsqu'elle gravit les marches de l'Assemblée, un bandeau rouge-jaune-vert (les couleurs kurdes) dans ses cheveux de jais, la salle gronde. Quand, à la fin de sa prestation de serment, elle ajoute en kurde agir « au nom de la fraternité des peuples kurde et turc », c'est l'explosion. Insultes, menaces. Leyla Zana et la poignée de députés du DEP quittent le *meclis* dans la bousculade.

La sanction tombera trois ans plus tard, au terme d'un procès truqué devant une Cour de sûreté de l'État. La traduction des propos - « je suis kurde et je veux créer un État kurde » - est complètement fautive. Leyla Zana et trois de ses collègues - Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak - sont aussi accusés d'avoir fait un « stage » dans un camp d'entraînement de la guérilla kurde du PKK... à un moment où ils séjour-

Leyla Zana reçue hier matin, à l'Assemblée nationale, par Ségolène Royal. Avocate au Barreau de Paris dans les années 90, la députée PS des Deux-Sèvres s'était rendue en Turquie défendre sa collègue kurde.



naient dans un centre de vacances à l'invitation du ministère des Finances.

Qu'importe : à l'époque, la peine de quinze ans d'emprisonnement paraît « légère » à beaucoup de Turcs qui, à l'image du Premier ministre Tansu Çiller, voient dans les députés kurdes la vitrine politique du PKK. Le nationalisme est chauffé à blanc : en 15 ans (1984-1999), les attentats, les embuscades et la riposte massive de l'armée - qui vide 3 400 villages - vont faire plus de 36 000 morts.

Sitôt libérée, Leyla Zana a lancé, en octobre, un nouveau mouvement politique pour « soutenir le processus européen de la Turquie ». L'ex-députée, auquel le Parlement européen décerna le Prix Sakharov des droits de l'homme en 1995, sait qu'elle doit sa remise en liberté aux

réformes exigées par l'Union européenne. Au pouvoir depuis fin 2002, le gouvernement de l'ex-islamiste Recep Tayyip Erdogan a autorisé l'enseignement du kurde et la télé en langue kurde. « Il y a encore énormément de restrictions, mais sans la perspective de l'adhésion à l'UE, il aurait fallu 150 ans pour que de telles réformes voient le jour », explique Rusen Verdi, une porte-parole de l'Institut kurde de Paris, qui organise la tournée en France de Leyla Zana.

L'ex-députée recevra, aujourd'hui, la médaille de vermeil de la Ville de Paris. Elle doit ensuite dîner avec les

Verts, s'entretenir avec François Bayrou, et remercier Danielle Mitterrand, vibrante avocate de la cause kurde. Comme le président de l'UDF, l'épouse de l'ancien Président est hostile à l'adhésion de la Turquie. Leyla Zana tentera de les persuader que c'est l'intégration européenne qui permettra de « trouver une solution pacifique et démocratique » au conflit kurde. Car si, depuis 1999 et l'arrestation du chef du PKK, Abdullah Öcalan, la guerre est terminée, les revendications des 15 millions de Kurdes demeurent.

Bruno RIPOCHE.

◆ Un livre sur Leyla Zana et *Les femmes kurdes de Turquie* vient de sortir, qui raconte en peu de mots et beaucoup de belles photos leur combat. Signé d'Elsa Le Pennec, juriste internationale spécialiste des droits de l'homme, et Pierre-Yves Ginet, photojournaliste, il est préfacé par Danielle Mitterrand et édité par Clara Magazine (20 €, www.clara-magazine.fr)

**TURQUIE** *Après le retour au pays du premier ministre, samedi, au lendemain du sommet de Bruxelles, l'euphorie a néanmoins cédé le pas à la perplexité.*

# Erdogan accueilli triomphalement par les Turcs

La liesse passée, la Turquie s'interrogeait hier sur les conclusions du sommet européen de Bruxelles, qui a retenu la date du 3 octobre 2005 pour l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE tout en fixant à Ankara des conditions jugées très strictes.

**Istanbul :**  
**Marie-Michèle Martinet**

La Turquie a réservé un accueil triomphal à son premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, acclamé en héros, à son retour de Bruxelles. La foule venue l'attendre à l'aéroport Atatürk d'Istanbul brandissait des pancartes saluant le « Conquérant de l'Europe » et agitait des drapeaux turcs et européens ainsi que des fanions portant les couleurs de l'AKP, le parti du premier ministre. Le lendemain, sous les strass et les paillettes de feux d'artifices allumés en plein jour, plusieurs milliers de personnes l'acclamaient encore sur la place centrale d'Ankara : la Turquie était en liesse ; et le premier ministre en était devenu l'étoile.

Même ceux qui, quelques semaines plus tôt, ne lui étaient pas encore acquis ne juraient

plus que par lui : « Si des élections étaient organisées demain dans le pays, je voterais pour lui », avouaient de nombreux

Turcs, samedi soir, tout en précisant que leurs opinions politiques ne les rattachent pourtant pas au parti du premier ministre, et encore moins à ses anciens amis.

Cette joie spontanée fut à la

mesure des craintes qui ont pesé, pendant toute la durée du sommet, sur l'issue des négociations. Le chef du gouvernement turc s'était envolé pour Bruxelles avec des consignes très précises. Chacun savait que, dans ces conditions, les discussions seraient forcément serrées.

La tension avait atteint son paroxysme quand la rumeur avait circulé d'un possible retour anticipé du négociateur turc, que de laconiques com-

mentaires d'un diplomate de son entourage disait « déçu ». Le chef du principal parti d'opposition, Deniz Baykal, avait fait monter la pression, déclarant que son pays n'avait « jamais accepté un traitement de seconde classe » et qu'il ne l'accepterait jamais. Les marchés financiers, optimistes durant la journée de jeudi, avaient commencé à s'affoler...

L'annonce finale de l'accord avait bien vite ramené les esprits à plus de sérénité ; et remis les voyants boursiers dans le vert. Dès le lendemain matin, la presse unanime exultait : « Nous l'avons fait ! » lançaient *Hürriyet* et *Yeni Safak* qui, d'habitude, ne partagent pourtant pas les mêmes analyses. « Turquie, tu es formidable », reprenait le quotidien *Posta*, saluant les efforts consentis par le pays tout entier pour parvenir à ce résultat. De l'avis de tous, le premier ministre avait fait la preuve de son adresse et de sa fermeté diplomatique, en montrant comment il avait su tenir la dragée haute à ses interlocuteurs européens.

Mais l'euphorie ne fut que de courte durée. Curieusement, les journaux avaient radicalement changé de ton hier matin. La fête était finie ; et les éditions dominicales se montraient nettement plus sceptiques quant aux résultats réellement obtenus par la Turquie à Bruxelles. Les éditorialistes s'interrogeaient sur le statut exact de la candidature turque, essayant de débusquer les éventuelles chaussetrapes de l'accord. Perplexe, le quotidien *Hürriyet* relevait que l'issue des négociations demeurait « opaque ».

« Il n'y a pas de victoire. En l'état actuel, la candidature de la Turquie pour une adhésion pleine est terminée », estime pour sa part Yachar Hacisalihoglu de l'université d'Istanbul, tandis que le député Sukru Elekdog, ancien numéro deux du ministère des Affaires étrangères, considère que l'accord signé à Bruxelles est « la plus grande tromperie de l'histoire de la République » et que le gouvernement veut « vendre le corbeau sous la forme du rossignol » à l'opinion publique turque.

La fermeté du premier ministre avait pourtant été saluée par tous ; notamment sur la question chypriote qui constituait l'une des lignes rouges de la diplomatie turque, considé-

rant comme inacceptable toute reconnaissance prématurée de la République de Chypre.

Hier, de nombreux observateurs s'interrogeaient sur la réelle portée de l'engagement pris à Bruxelles. Pour clarifier la position du gouvernement turc, le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, a répété que l'accord signé vendredi ne pouvait d'aucune manière être considéré comme une reconnaissance *de facto* : « Nous n'avons rien signé qui puisse impliquer directement ou indirectement la reconnaissance de la partie chypriote-grecque de l'île », a-t-il assuré. « Notre gouvernement a fait en sorte que cette signature ne puisse pas être considérée comme une reconnaissance. »



À son arrivée à l'aéroport d'Istanbul samedi, Recep Tayyip Erdogan brandissait une banderole de fleurs disant « voici le leader, voici l'UE ». Une euphorie qui ne fut que de courte durée : hier, les journaux avaient radicalement changé de ton. (Photo M. Ozer/AFP.)

# Inflation hits Iraqi insurgency

## Guns-for-hire charge up to \$200 per attack

By Richard A. Oppel Jr.

**MOSUL, Iraq:** After a three-hour fire-fight here in northern Iraq this month, American commanders were surprised to learn that one of the 22 insurgents they had killed was a Saudi. Even more intriguing, one of the principal leaders of the insurgency attended the funeral, the commanders said.

This was Muhammad Sharkawa, who is described as a former member of the Ansar al-Sunna organization who now directs several hundred insurgents here in Mosul. As one commander who said Sharkawa had killed several of his own cousins put it, he is "a brutally ruthless criminal, almost like a mob wise guy who started whacking dudes."

Yet Sharkawa represents only one face of the insurgency. He works for jihadist goals, but another movement is secular, the Americans say, though both have a common goal: disrupting the Jan. 30 national parliamentary elections and intimidating prospective voters.

As they do so, each group operates with sophisticated leaders careful to stay in the background while relying on part-timers to carry out attacks and killings on a pay-by-assault basis, according to American officials.

Meanwhile, the insurgents benefit from a stream of money trucked in from Syria for the cause, the Americans say.

Sharkawa, the commanders say, is a leader of the Salafists, or extremist Islamists who want a government so weak that the vacuum allows a Taliban-style theocracy to develop locally.

"Right now, if we could get one guy off the street in northern Iraq, he would be the guy," said Brigadier General Carter Ham, the top American commander in Mosul. "He is the organizer for a number of operations up here."

The Salafists are working with a quite different group, commanders say, made up of Saddam Hussein loyalists and others from his Baath Party who want to regain power by promising a return to the "stability" of Baathist rule.

It is no surprise that they would gather in Mosul, a city of two million with an enduring base of Baathists that has long been favored by military officers.

Saddam loyalists "differ significantly from the religious extremists, who don't want any strong government," Ham said. "What they both want now is instability and insecurity."

Other insurgents in Mosul identify



Iraqi women passing a building damaged when a car bomb blew up in Najaf on Monday. Two bombings killed 66 people Monday.

with the Jordanian militant Abu Musab al-Zarqawi and Al Qaeda.

According to American military statistics compiled after the invasion of Falluja in November, nearly 500 of approximately 700 terrorists in Iraq aligned with or sympathetic to Zarqawi and Al Qaeda live in or around Mosul.

In the compilation, the most detailed picture of the Iraqi insurgency to be made public, military officials estimate that about 11,000 to 20,000 insurgents are spread throughout Iraq.

Of that number, 700 to 1,200 fled Falluja in November just before the U.S. Marine invasion of the city.

The largest group remains loyal to Saddam: About 2,200 to 3,300 or more insurgents are classified as "hard-core" Saddam supporters. Another 6,100 to 10,200 are "part-time" supporters, a designation that includes those paid to carry out attacks on American troops.

In addition, as many as 2,900 "Shia extremists" — including the Mahdi militia of the rebel cleric Moktada al-Sadr — operate mostly in Baghdad and southern Iraq, while 1,200 to 2,400 "extremists" who do not identify themselves with Zarqawi or Al Qaeda are also part of the estimates.

The figures were compiled from data from each of the seven military com-

mands in Iraq using observations by troops, interrogations and other intelligence, said a military official, who emphasized the data were rough calculations and that the estimates were constantly changing.

In Mosul, the insurgents' main focus has been terrorizing Iraqi residents and killing those believed to work with

Americans. More than 100 people — many in the Iraqi National Guard or Iraqi Army — have been shot in the head or decapitated, burned, dismembered or otherwise killed in the last month.

The killers order that the bodies not be moved, to spread word of the deaths — and the people obey, until American troops arrive with body bags.

Insurgents also burned three-quarters of the city's election registration materials, sending officials scrambling to sign people up. "Their common aims are to disrupt the elections process and delegitimize the existing government," said Colonel Tom Knight, the deputy commander of American troops in northern Iraq. "There's no denying it has been a successful tactic and that it has discouraged local support."

Yet commanders also say there are more hopeful signs: Commerce is returning, and American and Iraqi forces are getting better tips about insurgent activities.

Equally significant is that fewer anti-American Iraqis exist or appear willing to do battle. It used to cost \$50 to hire an Iraqi youth to fire a rocket-propelled grenade at American troops; it now costs \$100 to \$200, Ham said.

Important captures have been made recently, including a top Zarqawi lieutenant, Abu Saeed. More than 200 insurgents have been killed in Mosul in the last month.

But the secular and jihadi wings each have a few hundred core operators in Mosul, and "the fighters who can be rented out probably number in the thousands," the general said.

"The hard-core group is quite smart; they get others to do their work for them," he said. "All the dumb guys are dead or in jail. The surviving leaders are very competent."

The New York Times

**'The hard-core group is quite smart; they get others to do their work.'**

**MOYEN-ORIENT** *Après la libération de Georges Malbrunot et de Christian Chesnot*

# Physionomie de la guérilla irakienne

La libération de nos deux compatriotes est sans conteste la meilleure nouvelle de cette fin d'année. La situation chaotique de l'Irak et la structure anarchique de la résistance irakienne

PAR  
**ÉRIC DENÉCÉ**

ont considérablement compliqué la tâche de la diplomatie et des services français chargés d'entrer en contact avec les ravisseurs.

Depuis l'automne 2004 et la préparation de l'offensive contre Fallujah, le renseignement américain est parvenu à reconstituer la physionomie de la situation insurrectionnelle en Irak grâce à l'expérience acquise depuis dix-huit mois, à une amélioration des capacités de collecte du renseignement des forces irakiennes - pourtant infiltrées par la guérilla - et à l'étroite collaboration des services secrets jordaniens.

La guérilla irakienne se compose de plus de cinquante cellules actives, indépendantes les unes des autres. C'est une résistance aux multiples visages, composée de groupes ayant chacun diverses raisons de se battre contre les Américains ou le gouvernement d'Iyad Allaoui.

Il n'existe aucun leader charismatique dans la résistance ni aucune tendance à l'unification des différents groupes. Parmi les dirigeants de cette guérilla, se rencontrent aussi bien des anciens des forces de Saddam, des lea-

ders religieux ou tribaux que des chefs de gang ou des caïds de quartiers. Au sein même des différentes factions armées, cohabitent fréquemment islamistes et ex-cadres du parti Baas. Cette diversité de causes et d'intérêts débouche sur beaucoup d'arrangements locaux et de mariages de circonstances qui ont longtemps perturbé la compréhension du phénomène.

Les effectifs combattants sont estimés aujourd'hui entre 8 000 et 12 000 hommes, chiffre qui atteint 20 000 personnes si l'on y

ajoute les sympathisants actifs chargés du renseignement et du soutien logistique. Dans ce total, le nombre de combattants étrangers s'élèverait à 1 000 personnes, essentiellement issues de Syrie, de Palestine, de Jordanie, d'Arabie saoudite, mais aussi d'Europe de l'Ouest.

Bien que les Américains aient éliminé des dizaines de cadres de la résistance, celle-ci paraît apte à se renouveler, car les nombreuses bavures des GI ont fait basculer de nombreux Irakiens dans le camp des opposants. Cependant, les nouveaux leaders sont généralement moins qualifiés que leurs prédécesseurs. De cette nébuleuse de factions, une dizaine de groupes principaux émergent : Ansar al-Islam (créé en décembre 2001 dans le Kurdistan irakien et très lié à l'Iran) ; Ansar al-Sunna (qui a kidnappé et tué 12 Népalais le 23 août 2004), la brigade Khalid bin al-Walid (soupçonnée d'avoir kidnappé et assassiné le journaliste italien Enzo Baldoni, en août 2004) ; les brigades Assadullah ; le Front Saladin de la résistance islamique irakienne ; les brigades Sayf Allah al-Maslu

(qui ont conduit des dizaines d'opérations contre les forces

américaines dans la province de Niwi) ; le groupe de la Bannière noire (mouvement sunnite qui fut très actif à Fallujah) ; et l'Armée islamique en Irak (qui a relâché le consul d'Iran Feredion Jahani et les deux journalistes français).

Les deux mouvements les plus dangereux et les plus structurés sont le Jaysh Muhammad, qui est notamment responsable de l'attentat d'août 2003 contre l'ONU à Bagdad et a été très actif à Fallujah dans les combats contre les forces américaines, et Al Tawhid wal Jihad, le groupe terroriste d'Abou Moussab al-Zarqaoui, qui comprendrait entre 1 000 et 1 500 combattants, dont un tiers serait des étrangers. Ce mouvement a divisé le théâtre irakien en neuf zones d'opération où ses combattants sont déployés : Mossoul, Anbar, Bagdad, Samara, Al Diyali, Al Qaem et Fallujah où se situait son état-major. Al Tawhid wal Jihad chercherait depuis quelques mois à développer des bases arrières en Syrie et en Jordanie afin d'étendre ses opérations hors d'Irak.

Les différentes composantes de cette guérilla disposeraient de fonds illimités en provenance d'un réseau financier clandestin dirigé par d'anciens cadres du parti Baas, fidèles de Saddam Hussein, car seulement la moitié du milliard de dollars placé par Saddam dans les banques syriennes avant la guerre a été récupérée par le Pentagone. Beaucoup d'anciens baasistes ou de membres de la famille de Saddam sont réfugiés en Syrie et sont activement impliqués dans le trafic d'armes et le soutien aux combattants dans le pays sunnite. Le financement provient également de riches donateurs saoudiens et d'organismes de

charité islamiques, car le gouvernement saoudien ne fait pas tout ce qu'il faut pour bloquer les transferts de fonds provenant de ses banques.

Les attentats suicides commis en Irak depuis mars 2003 ont tué plus de 700 personnes, soit plus que les attentats commis en Israël en près de trois ans et demi (475 victimes en 112 attentats). Par ailleurs, les mouvements de guérilla ont enlevé plus de 150 étrangers. La plu-

part ont été échangés contre une rançon, mais 28 ont été tués par leurs ravisseurs (1). Le prix « standard » pour effectuer un attentat à la bombe sur le passage d'un convoi américain ou de la police est de 100 à 300 dollars, ce qui est élevé dans un pays où beaucoup d'anciens militaires sont au chômage. La période du ramadan qui vient de s'achever a vu une augmentation de 25 % du nombre des actions violentes.

Les actions entreprises par la diplomatie et les services français dans un contexte aussi chaotique étaient donc extrêmement difficiles. Quelle que soit l'action à l'origine de la libération des deux journalistes, il convient de saluer le travail complexe et dangereux effectué, sur place, depuis près de quatre mois, par tous ceux qui ont œuvré dans l'ombre.

\* Directeur du Centre français de recherche sur le renseignement  
Dernier ouvrage paru :  
*Al-Qaeda, Les Nouveaux Réseaux de la terreur*, Ellipses, 2004.  
(1) Alexis Debat, « Vivisectiong the Jihad, (part II) », *The National Interest*, octobre 2004.

# Iraqi insurgents kill 24 in deadliest attack on coalition

By John Reed in Baghdad and Peter Spiegel in London

Insurgents struck a US military base near the northern Iraqi city of Mosul with a rocket yesterday, killing 24 and wounding at least 60 in the bloodiest single attack on coalition forces since the war began.

The blast occurred around noon local time in the base's dining tent as hundreds of soldiers from the US army and Iraqi security forces sat down for lunch.

A reporter for a Virginia newspaper embedded at Camp Marez said the explosion engulfed the roof of the tent in a huge fireball. The blast sprayed shrapnel across the dining area and blew soldiers off their feet and out of their chairs.

American officers at the base said at least 14 of the dead were US soldiers; the identities of another six fatalities were still

being determined last night. Brigadier General Carter Ham, commander of Task Force Olympia - the division responsible for security in northern Iraq - said Iraqi troops and foreign contractors were also among those killed.

The two previous deadliest incidents for US forces in Iraq were both attacks on helicopters in November 2003, which killed 17 and 16, respectively.

The attack comes just 24 hours after President George W. Bush acknowledged that "bombers are having an effect" on Iraqi morale ahead of the elections. According to a Washington Post/ABC News poll, 56 per cent of Americans - a new high - said the conflict in Iraq was "not worth fighting" given the costs, and 57 per cent said they disapproved of the way Mr Bush was managing the war.

The timing and accuracy of the attack suggested a new level of

sophistication in the insurgents' capabilities. The base's dining tent had been targeted more than two dozen times in the past year. Bases are regularly hit by rockets or mortars, but most attacks miss their mark because of the inaccuracy of targeting.

US commanders have long suspected Iraqi security forces have been infiltrated by insurgents; Iraqi National Guard troops also operate from Camp Marez, which surrounds an airfield on the south side of the city. Informants were widely blamed for helping guerrillas trap and kill nearly 50 Iraqi national guardsmen who were travelling home from their army base on the night of October 23.

The attack heightens concerns over security surrounding next month's planned Iraqi elections. American and Iraqi officials have vowed to move forward with the vote despite calls for a delay.

Tony Blair, British prime minister, yesterday made a surprise visit to Baghdad to bolster the election efforts.

Pentagon officials have considered staggering the poll over several days to concentrate forces in voting areas.

Officials said the attack was caused by a rocket but the radical Muslim group Ansar al-Sunna claimed responsibility saying it was a "martyrdom operation", the term usually associated with a suicide bombing.

Meanwhile, French journalists Georges Malbrunot and Christian Chesnot, who were held hostage in Iraq for more than four months, were finally released.

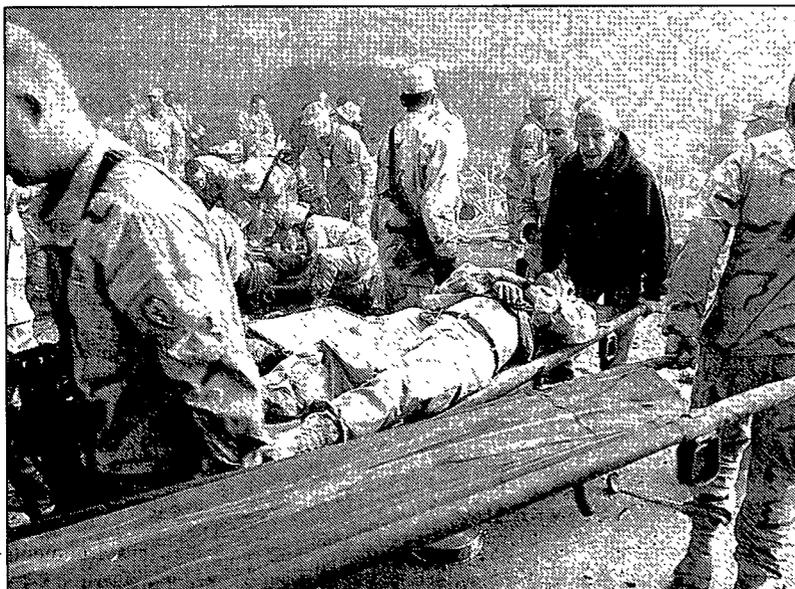
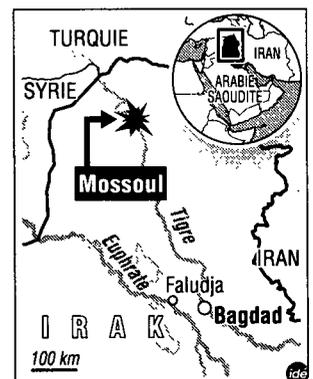
FINANCIAL TIMES WEDNESDAY DECEMBER 22 2004

## Un attentat vise une base américaine à Mossoul

Une attaque a tué au moins 22 personnes, dont 19 Américains, et fait 60 blessés, hier, dans une base militaire américaine de Mossoul, au nord de l'Irak. Quatre employés de la société pétrolière Halliburton figurent parmi les victimes. Le groupe Ansar al-Sunna, lié au

réseau terroriste al-Qaida, a revendiqué cet attentat, le plus meurtrier contre l'armée américaine en Irak depuis le 1<sup>er</sup> mai 2003, date à laquelle le président américain George W. Bush avait décrété la fin des opérations militaires majeures dans le pays.

Présent sur les lieux de l'attaque, le journaliste américain Jeremy Redmon a indiqué que l'attaque avait touché une tente remplie de centaines de soldats qui venaient juste de s'asseoir à table pour déjeuner. Dans leur communiqué, diffusé sur un site Internet islamiste, les terroristes



Les tirs qui ont touché le réfectoire à l'heure du déjeuner ont tué au moins 22 personnes et fait 60 blessés.

(Photo Dean Hoffmeyer/AP.)

ont expliqué qu'« un membre des moudjahidins de l'Armée d'Ansar al-Sunna a mené une opération martyre dans un ré-

fectoire des forces d'occupation dans la base ».

La Maison-Blanche a immédiatement réaffirmé que la violence en Irak ne ferait pas « dérailler » le processus démocratique en cours dans ce pays. « Au fur et à mesure que nous aidons les Irakiens à construire un Irak libre et démocratique, les ennemis de la liberté cherchent à faire dérailler cette transition », a estimé le porte-parole Scott McClellan. George W. Bush a

LE FIGARO MERCREDI 22 DÉCEMBRE 2004

réagi peu après, en déclarant que les Américains ont en Irak « une mission vitale pour la paix ». Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a estimé pour sa part que les violences en Irak auraient un impact sur les élections prévues le 30 jan-

vier, mais que seul le pays pouvait décider du maintien du scrutin.

Troisième ville d'Irak, Mossoul est, depuis plusieurs semaines, le théâtre de troubles. Des insurgés sunnites avaient chassé de la ville la police ira-

kienne en novembre, et Abou Moussab Zarkaoui, allié d'al-Qaida en Irak, aurait déplacé certaines de ses activités vers cette ville.

Par ailleurs, l'armée américaine a été accusée hier par la plus grande organisation améri-

caine de défense des droits civils, l'ACLU, d'avoir étouffé des affaires meurtriers de prisonniers irakiens, tués par des militaires américains à Tikrit, au nord de Bagdad, et à Mossoul.

(AFP.)

## Iraq kidnappers free two French journalists

By John Thornhill in Paris

France rejoiced last night as two of its journalists, who had been held hostage in Iraq, were released after 124 days in captivity.

Jean-Pierre Raffarin, the French prime minister, told parliament that the two journalists, Christian Chesnot and Georges Malbrunot, had been freed. MPs greeted the news with a standing ovation.

"Our joy will be complete when they are safely back on home soil," Mr Raffarin said.

Mr Chesnot, who works for Radio France International (RFI), and Mr Malbrunot, a correspondent with Le Figaro newspaper, are expected to return to France today.

Robert Ménard, secretary general of the media group Reporters Without Frontiers, said it would have been terrible for the two men to have spent Christmas in captivity. "It's fantastic news. We are mad with joy," he said. "This is the most wonderful



Freud: French journalists Georges Malbrunot (top) and Christian Chesnot

Christmas present we could have."

The fate of the two journalists, who were kidnapped with their Syrian driver on August 20 while travelling from Baghdad to Najaf, had captivated the French people. Regular candle-lit vigils were held for the two men and the media constantly kept their plight in the news.

Intense diplomatic efforts

in the days immediately after their capture had raised hopes that the two men would be quickly released. French diplomats toured the Middle East reminding local representatives that Paris had opposed the Iraq war and had no troops in the country.

In September, some of the leaders of France's 5m-strong Islamic community also travelled to Baghdad to enlist the help of local religious leaders.

However, French hopes were dashed amid reports that the hostage-takers were demanding that Paris lift its ban on female Muslim pupils wearing headscarves at school. Other reports suggested that the kidnappers were demanding a ransom.

French efforts to release the two men later descended into farce as Didier Julia, a French politician, embarked on a freelance mission to Iraq. Mr Julia claimed to have the official blessing of the French authorities, but was later denounced by officials.

During the two Frenchmen's time in captivity, several other foreign hostages - including two Britons, Kenneth Bigley and Margaret

Hassan - were murdered by their kidnappers.

The Reuters news agency reported that about 120 foreigners had been kidnapped in Iraq since April and more than 36 of them had been killed.

Earlier yesterday, al-Jazeera, the Arab television station, reported that Islamic militants had handed over the two journalists to the French embassy in Baghdad. The two men were later

reported to have travelled to Amman.

The two journalists' driver, Mohammed al-Joundi, who had been freed in November in Falluja by US marines, had given interviews to French newspapers describing the stoic endurance of the two journalists during their captivity.

Antoine Schwarz, president of RFI, thanked all those who had helped release the two men.

## Irak : George Bush va demander au Congrès une rallonge de 80 milliards de dollars

Un camion-citerne a explosé, vendredi, à Bagdad

GEORGE BUSH devrait demander au Congrès, en février 2005, un budget supplémentaire de 80 milliards de dollars pour les opérations militaires en Irak, selon le chef d'une délégation de parlementaires américains en visite à Bagdad, Jim Kolbe. « Cela constituerait le plus important crédit budgétaire supplémentaire », a déclaré, vendredi 24 décembre, M. Kolbe, président (républicain) de la sous-commission des opérations à l'étranger au sein de la Chambre des représentants.

Il a critiqué le rythme des dépen-

ses pour la reconstruction du pays, dans la mesure où les 87 milliards de fonds supplémentaires pour les opérations et la reconstruction en Irak et en Afghanistan avaient été approuvés en octobre 2003 par le Congrès car jugés « nécessaires de façon urgente ». Or, sur un montant estimé à 18,3 milliards de dollars alloués aux projets de reconstruction en Irak en octobre, environ 1 milliard de dollars a été dépensé. La situation sécuritaire constituerait l'obstacle principal. M. Kolbe a déploré le « peu de planification » dans la façon dont les fonds sont dépensés.

Le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, rendant visite vendredi aux militaires américains basés à Mossoul, a affirmé que ces fonds seraient dépensés pour l'équipement de l'armée de terre et des marines en 2005 et 2006. Il s'est ensuite rendu à Tikrit et à Camp-Fallouja, à proximité de Bagdad. Dans la capitale, il a rencontré le général George Casey, commandant des forces américaines, puis le président irakien Ghazi Al-Yaouar. « La situation est difficile aujourd'hui, mais nous sommes certains de réussir, c'est juste une question de temps », a-t-il déclaré. Il a annoncé qu'il y avait d'ores et déjà 150 000 soldats américains sur le terrain.

La gestion de la guerre en Irak continue à être de plus en plus critiquée outre-Atlantique. « Les Etats-Unis ont envahi l'Irak sans avoir de plan bien défini pour l'occupation et la stabilisation du pays, ce qui nuit aux efforts de l'armée améri-

ne dans ce pays », écrit le Washington Post, dans son édition de samedi, citant un historien de l'armée de terre, le major Isaiah Wilson. Historien officiel de la campagne militaire américaine en Irak, M. Wilson estime que l'armée de terre a jusqu'ici été « médiocre », et n'a pas su reconnaître qu'elle était engagée dans une « guerre populaire ». Par conséquent, estime-t-il, les Etats-Unis « risquent peut-être de perdre la guerre, après l'avoir soi-disant gagnée ».

Un camion-citerne a explosé vendredi soir dans l'ouest de Bagdad, faisant au moins un tué et 19 blessés. Plusieurs maisons ont pris feu. L'attentat s'est produit dans le quartier Mansour. Plusieurs ambassades se trouvent près du lieu de l'explosion, notamment celles de Jordanie, de Libye et du Maroc. - (AFP, Reuters.)

# The grim realities of rebuilding Iraq

**O**n Tuesday, an explosion ripped through a dining tent at lunch hour on an American military base near Mosul, killing at least 24 people and injuring 57. The day before, President George W. Bush finally acknowledged that many of the more than 100,000 Iraqi trainees Washington had been counting on to take over basic security tasks were far from being up to the job. And on Sunday, car bomb attacks killed more than 60 people in the Shiite holy cities of Najaf and Karbala, while in Baghdad, unmasked assassins brazenly dragged three election officials out of their cars in full daylight and executed them on the spot.

This is not just pre-election mayhem. It is stark evidence that with a crucial election now less than six weeks away, America's effort to bring into being a new Iraqi government representing all major population groups and capable of defending itself and its citizens still has a very long way to go. Some 21 months after the American invasion, U.S. military forces remain essentially alone in battling what seems to be a growing insurgency, with no clear prospect of decisive success any time in the foreseeable future.

Washington has no significant international military partners besides Britain, and no Iraqi military support it can count on. The election that once looked as if it might produce a government with nationwide legitimacy increasingly threatens to intensify divisions between the groups that are expected to participate enthusiastically — the Shiites and Kurds — and an estranged and embattled Sunni community, which at this point appears likely to stand aloof.

There may still be time for Washington to try to salvage the election, but that would require paying much more serious attention to legitimate Sunni grievances and showing an openness to postponing the election for several months, if that had a reasonable chance of attracting broader Sunni participation. So far, Bush has strongly resisted such an approach. As weeks go by without discernible progress, hopes for a decent outcome get progressively harder to sustain.

Right now, the only progress seems to lie in the willingness of the re-elected Bush to face some hard truths:

One certainly involves Iraqi security forces, which have always been presented as the key to American withdrawal. For more than a year,

Defense Secretary Donald Rumsfeld and other Pentagon officials had been claiming that many tens of thousands of Iraqis were being trained to take over frontline security duties, allowing American forces first to pull back from major cities and then, at a later phase, come home. Last week, at a meeting with America's two top military commanders responsible for Iraq, Bush got a candid evaluation of the actual combat readiness of these Iraqi trainees, who now officially number about 114,000. Bush was admirably blunt about it at his news conference on Monday, noting that while a few good generals and some good foot soldiers had been trained, "the whole command structure necessary to have a viable military is not in place."

We are glad to hear Bush acknowledge this sobering reality, but we are still waiting for him to explain who will have to fill in for these noncombat-ready Iraqis and for how long. Given the lack of other countries willing to put up their hands as volunteers, the only answer seems to be more American troops, and not just through the spring, as currently planned. Since the first days of the occupation, American troops have been too light on the ground in Iraq, allowing the looting and sabotage that soon turned into insurgency to get a costly head start.

And facing the need for an expanded American military presence means more than a simple reshuffling of deployments. If more troops in Iraq are not going to translate into a dangerously exhausted and overstretched Army, Marine Corps and National Guard, these forces need to be expanded through stepped-up recruitment. That means bigger spending on the least politically attractive part of the military budget, basic personnel salaries, and less for costly new weapons systems.

Another harsh reality that needs to be confronted head-on is the prospect for the Iraqi elections. The Jan. 30 elections were supposed to usher in a legitimate national government and a broadly representative assembly to draw up a constitution acceptable to all elements of Iraq's fragmented population — secular and religious, Shiite and Sunni, Arab and Kurd. But things now appear headed toward a badly skewed result. Enthusiasm and participation seem high among Shiites and Kurds, who suffered greatly under Sunni minority rule and now thirst for self-government.

But in predominantly Sunni areas, including Mosul, parts of Baghdad

and most of central and western Iraq, there is a deep and growing alienation that threatens to depress electoral turnout and provides a large reservoir of support for the insurgency. Without an acceptable level of participation across Iraq, the elections will not be able to produce a legitimate government capable of standing on its own, mastering the insurgency and surviving without the indefinite presence of large numbers of American troops.

**T**he timing of last month's military assault on Falluja rested, in part, on the argument that Iraq's Sunnis really wanted to participate in the election, but were being held back by intimidation from the insurgents. The causes of Sunni alienation from the current political process actually run far deeper, and affect large numbers of people who cannot be classified as Al Qaeda supporters, Islamic fundamentalists or sworn followers of Saddam Hussein. A broader feeling has begun to take root that Sunnis have no political, professional or personal future in the new Iraq being shaped by Washington and its Shiite and Kurdish allies.

This feeling grew out of such earlier American mistakes as the wholesale dismissal of the old, Sunni-led Iraqi national army and the blanket exclusion of even midlevel former Baathists from government jobs during the early months of the occupation. It has fed off the continuing failure to assure that authentic Sunni nationalist politicians had an adequate voice in the interim government and election preparations.

A further level of resentment has been added by the physical destruction of homes, jobs and infrastructure produced by American counterinsurgency campaigns in densely populated Sunni towns like Falluja. A coalition of Sunni political leaders led by Adnan Pachachi, a respected moderate, has repeatedly called for postponing the January election for several months to encourage broader Sunni participation. His pleas need to be taken seriously, not brushed aside as they have been up till now by Baghdad and Washington.

Leaving Iraq's Sunnis in such a sullen, resentful mood would undermine the creation of a new and stable Iraq and poison its relations with the rest of the Arab world, where Sunnis strongly predominate. Iraq's interim prime minister, Ayad Allawi, somehow seems unable to recognize this. Instead of reinforcing him in his folly, the Bush administration should be actively encouraging him to think afresh. If postponing the election date can ensure more adequate Sunni participation, it is in everyone's interest to do so.

## Pétition pour un référendum sur un Etat kurde

Une organisation de Kurdes irakiens a remis, mercredi 22 décembre, à des responsables de l'ONU, une pétition signée par 1,7 million de personnes en faveur de la tenue d'un référendum sur la création d'un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak. « *Les Kurdes sous protection internationale exercent de fait leur indépendance dans le Sud-Kurdistan (nord de l'Irak) depuis treize ans et ils ne souhaitent pas être contrôlés par un Irak à domination arabe* », déclare le groupe, qui affirme qu'aucun des signataires n'appartient à un parti politique. Au Caire, les ministres des affaires étrangères de l'Égypte et de la Jordanie ont insisté sur « l'arabité » de l'Irak, six semaines avant les élections irakiennes prévues le 30 janvier. « *Nous craignons la mise en place d'un système politico-confessionnel en Irak. Nous devons préserver le caractère arabe de l'Irak, qui unit chiites et sunnites* », a déclaré M. Moulki. – (AFP.)

# La redoutée Armée islamique en Irak

Sunnite, elle est composée d'ex-serviteurs de Saddam Hussein et d'islamistes radicaux.

**E**tonnant alliage qui réunit des anciens membres des services secrets et de l'armée de Saddam Hussein à des éléments islamistes radicaux, l'Armée islamique en Irak est cependant emblématique de la guérilla sunnite irakienne. C'est probablement une coïncidence mais avec la force du symbole, elle serait née (*Libération* du 29 novembre) dans un ancien bureau du Baas, reconverti en centre d'éducation coranique près de Latifiya, à une trentaine de kilomètres de Bagdad. Depuis, elle contrôle la majorité des mosquées de cette région. C'est en mars que cette organisation, dont on ne sait alors rien, attire l'attention en revendiquant le meurtre à Fallouja de quatre Américains, dont les corps de deux d'entre eux seront retrouvés atrocement mutilés. Depuis, dans tous ses communiqués, elle n'a cessé de réclamer le retrait des troupes étrangères d'Irak, appliquant aussitôt ses menaces au pied de la lettre.

**Plier.** Le 26 juillet, elle décapite deux Pakistanais accusés de travailler avec les Américains. Elle récidive peu après en assassinant le journaliste italien Enzo Baldoni parce que Rome avait refusé de se plier à ses exigences. Le 7 mai, l'Armée islamique avait aussi exécuté deux reporters polonais. En revanche, elle épargnera la vie d'un camionneur philippin après

avoir obtenu de Manille le retrait anticipé de ses soldats.

Depuis l'enlèvement de Christian Chesnot et Georges Malbrunot, on connaît mieux l'Armée islamique. Si l'habillage des communiqués emprunte la terminologie jihadiste, notamment l'appel répété à la guerre sainte, le contenu est le plus souvent ardemment nationaliste. Même si, dans une première vidéo adressée à Al-Jezira, elle avait exigé que Paris abroge « la loi sur [l'interdiction du] voile islamique » à l'école. « *L'Armée islamique est essentiellement composée d'anciens militaires, d'hommes de la garde républicaine ou des services secrets. Mais, comme le Baas est haï par la popu-*

*lation, ils sont obligés maintenant de se déclarer islamistes et de se rapprocher des religieux* », souligne un spécialiste franco-libanais des services secrets arabes. Cela pour les cadres car le gros des troupes est composé de paysans de la région. C'est vrai que l'on retrouve dans les pratiques de l'Armée islamique tous les travers des anciens *moukhabarats* (services secrets) de Saddam, dont ce goût pour l'espionnage et, à l'inverse, cette hantise de l'espionnite. Sans parler de cette haine à peine déguisée envers les chiïtes considérés comme des hérétiques, voire des renégats, et auxquels elle fait payer un lourd tribut (*Libération* du 20 décembre). Mais, en même temps, l'argent qui afflue vers elle est bien islamiste. Revient le nom d'un donateur venu des Emirats Arabes Unis, qui a pris la tête de l'organisation et demeurerait à Bagdad. Et puis le nom – Armée islamique en Irak et non d'Irak – laisse croire qu'elle est une branche d'une mouvance islamiste internationale, ce qui n'est nullement avéré.

**Mort.** Si l'on en croit l'un de ses anciens membres, l'organisation est essentiellement présente dans ce qu'on appelle aujourd'hui le « triangle de la mort », une région majoritairement sunnite entre Bagdad et le « pays chiïte ». A la différence de Fallouja, elle accueillerait en son sein peu, voire aucun, de ces « jihadistes » venus de l'extérieur. Mais, si l'on connaît aujourd'hui assez bien cette formation, il reste des zones d'ombre. Le 4 août, elle avait enlevé Ferydoun Jahani, le consul d'Irak à Kerbala. Malgré un ultimatum adressé à Téhéran portant sur la « *libération de 500 soldats irakiens* » (disparus lors de la longue guerre Irak-Iran), l'otage n'a pas été exécuté. Depuis, plusieurs sources officielles iraniennes ont affirmé que sa libération, le 27 septembre, devait beaucoup aux propres services de sécurité du Premier ministre Allaoui, laissant entendre que ceux-ci avaient les moyens de manipuler une organisation dont le seul nom fait trembler une large partie de l'Irak. ◀

JEAN-PIERRE PERRIN

## Kurds Try To Invest 14 Tons of Cash

By Thomas Catan in London  
*Financial Times* - December 10 2004

A Washington-based lobbying firm with strong ties to the US Republican party has been in talks with international banks to facilitate the placing by the Iraqi Kurds of more than half a billion dollars in cash.

The money is part of \$1.4bn in Iraqi oil revenues paid in cash by the US-led occupation authority to the Kurds in June 2004, just days before it handed power to an interim Iraqi government.

Barbour, Griffith & Rogers, a firm founded by two senior aides of President George H.W. Bush and a former chairman of the Republican National Committee, is representing the Kurdistan Democratic Party in Washington. Robert Blackwill, until last month White House chief adviser on Iraq, has also joined the firm.

Ed Rogers, a founding partner, confirmed the firm was working for the Kurds but said it was not managing any money for them. "Know that BGR has no role in managing investments for the Kurds and the only comment about our role that we can make is what is listed in our foreign agent registration filing," he wrote in an e-mail. People familiar with the matter say that the firm has made inquiries about investing the cash, which is currently held at a Kurdish bank, in Switzerland. However, the efforts have been delayed as banks make checks on the provenance of the cash.

The Coalition Provisional Authority had shipped the money to the Kurds in three helicopters filled with shrink-wrapped blocks of \$100-dollar notes. The money, which was outside the regular budget, would have weighed 14 tonnes and represented the equivalent of around six months regular financing for the Kurdish regional government. It was part of nearly \$1.8bn paid by the

CPA to the Kurds outside its regular financing in its final two months of life. The money came from the Development Fund for Iraq, set up by the United Nations following the war for use in rebuilding the country.

The Kurds have refused to give UN-mandated auditors access to their records, but say they have not spent any of the money. A spokesman for the Kurdish Regional Government said the payment was part of \$4.5bn in funds it claims the UN owes the region as part of the now defunct oil-for-food programme. He declined to confirm or deny the contents of talks with banks. But he said the KRG was actively seeking investment from abroad in projects, including a new airport.

No one has alleged that the transactions being mooted are improper. But the lack of transparency has fuelled questions about that payment, as well as billions of dollars handed out by the CPA in the weeks before the handover.

Before dissolving on June 28, the CPA spent or earmarked around \$20bn from the DFI, which contained the proceeds of Iraqi oil sales, Iraqi government bank accounts frozen in 1991 and money left over from the UN-administered "oil-for-food" programme.

The International Advisory and Monitoring Board, a UN-mandated watchdog made up of several international financial institutions, is scheduled to issue its opinion on the CPA's stewardship of Iraqi funds on Monday. The CPA's Inspector General is also preparing to publish a hard-hitting report on the issue. A draft of the report is understood to have angered senior US Pentagon officials and Paul Bremer, the former US administrator of Iraq.

## Broader rights, deeper democracy:

### Expectations of Turkey's Kurds from negotiations process with EU

*Turkish Daily New*

By Gul Demir - December 23, 2004

ISTANBUL - Some 200 Kurdish writers, intellectuals, artists, politicians, mayors and nongovernmental organization representatives living in Turkey and Europe placed an advertisement in the Dec. 10 edition of the *International Herald Tribune* and *Le Monde* newspapers outlining their demands for a solution to the Kurdish problem before the European Union negotiations process begins. That process is now scheduled to start Oct. 3, 2005. The public prosecutor's office in Ankara has just opened an inquiry into the people who signed the advertisement.

"Ninety to 95 percent of Kurds want the EU because it will make their conditions more livable. That's why the Kurds are not against the EU," said publisher-writer

Umit Firat, who says that Kurds are hopeful that the accession talks process will make Turkey's regime "more democratic and more livable."

Turkey's Kurdish population have some things they want from Turkey's entry into the EU, he said, adding: "There was speculation that the Kurds expected that the demands they expressed in the text published on Dec. 10 would be fulfilled by Turkey on Dec. 17. But the text, titled 'The Demands of Turkey's Kurds,' was not a hand-cup for Turkey on Dec. 17 during the bargaining that went on in Brussels over a starting date for negotiations on full membership in the EU. Also, Turkey could have defended this text. Turkish intellectuals and journalists could have approached the issue differently but, unfor-

unately, they approached it like a tragedy." Firat explained his views about the expectations of the EU process on the part of Turkey's Kurds in an exclusive interview with the Turkish Daily News:

"Kurds want where they live in Turkey to have good economic and democratic conditions. They need an environment of freedom. Basic rights, freedoms and democracy are the reasons why Kurdish intellectuals are close to the EU. We have seen in history that Turkey cannot easily adopt a culture of democracy and freedom. Turkey obtaining an international position will require the implementation of European law [as it stands today] in this country. European countries have been implementing the basic rules of law like freedom of thought, expression and assembly. These problems are still continuing in Turkey. Kurds want and expect the implementation of European legal norms."

Kurds haven't demanded the opening of Kurdish courses. Firat went on to say that despite it being late, Turkey would adopt the culture of discussion and democracy in time, and he evaluated the changes regarding Kurds' speaking their own language:

"The Kurdish language must be recognized by the state. Kurdish is regarded as a local language. It doesn't officially exist. If broadcasting in a native language is free, people want to watch television and read newspapers in Kurdish. They don't want to listen to Kurdish music only. A few documentary films and some music are being broadcast in the Kurdish language. A language does not become free in this way, but these are the indicators of recovery. Kurds never demanded of Turkey the opening of Kurdish courses because they don't need Kurdish courses just as Turks don't need Turkish courses. Starting courses in a native language doesn't

fulfill the needs of a society. Those needs will be fulfilled by opening schools and providing education in the native language of a society."

Noting that when Turkey joins the EU it would do so under a roof like a federation with European countries, Firat said: "Turkey doesn't have a chance of not recognizing southern Cyprus, and southern Cyprus can't maintain its policy against Turkey. There will not only be economic integration between Turkey and Europe, there will also be political integration. If France enlarges its army today, this is not against Spain but non-EU member countries. Consequently, the Cyprus problem will be solved during the negotiation process. Policies can be softened by also considering the demands of the northern Cypriots. Due to the fact that populist policies are unfortunately dominant in Turkey, Cyprus is being used as an domestic policy tool."

According to Firat, Turkey's infrastructure is not adequate for conducting negotiations. He explained it by saying: "In Turkey there are 30 different countries. If the per capita income is \$15,000 in one region but \$120 in another, this is sufficient response. The president of the European Parliament has seen Istanbul and Diyarbakir and said, 'Istanbul can be accepted into the EU, but Diyarbakir cannot under these conditions.'

Political and economic balances must be formed according to regions. There exists a great gulf even among the districts of Istanbul. Districts like Taksim, Maçka and Tesvikiye make you think you are in Europe, but when you go to Altinsehir, you see this chasm. Also, the perpetrators of thousands of murders cannot be interrogated and tried in Turkey. Turkey's infrastructure and its implementation of policies must be revised. These are negative factors in the EU negotiation process."

#### MAIN KURDISH PARTIES TEAM UP

### Does new collaborative spirit between two big Kurdish parties come too late to maximize election gains?

*Institute for War and Peace Reporting (IWPR)*

By Rebaz Mahmood in Sulaimaniyah - December 17, 2004

Iraq's Kurdish parties are mobilising for the January election in the hope that the poll will usher in a new era of stability. But although the two main parties are joining forces for the ballot, there is concern that the dual administration system they operate in the Kurdish region could weaken claims to greater independence. Iraqi voters are scheduled to go to the polls on January 30 to choose a 275-member National Assembly which will replace the interim administration appointed by the Coalition Provisional Authority in June this year. In addition, Iraqis living in the semi-autonomous northern region of Kurdistan will be asked to vote for candidates to their own 111-member parliament. The three provinces that make up the Kurdish region are currently governed by two separate administrations, with the Patriotic Union of Kurdistan, PUK, in charge of the eastern part and the western section run by the Kurdistan Democratic Party, KDP. The PUK and KDP have

announced they will have joint political ticket for January's election, in a refreshing sign of unity between two factions that fought a civil war in the mid-Nineties.

Members of both parties described the joint list as an attempt to maximise the number of seats Kurds can take in the National Assembly, which should in turn enable them to write Kurdish autonomy into the new constitution. Taking this consolidation as their lead, smaller Kurdish parties are also forming coalitions to field common candidates. But despite the apparent show of unity, some local politicians believe divisions inside the region have already weakened Kurdish chances of making political gains in the elections.

Iraq's Transitional Administrative Law recognises a single Kurdistan regional government, a fact which calls into question the legitimacy of the current twin adminis-

trations. "It would have been better to have united the two administrations long before now. This would have reinforced the Kurdish position," said PUK member Aso Ali.

The KDP declined to comment on the matter.

Ahmed Hamid, a member of the Kurdistan Communist Party, agreed that the political divide could discredit Kurdish demands for more autonomy, "It's a weakness. The Arab parties look at us and say, 'you have three small governorates and two totally separate governments'."

The Kurdistan Conservative Party said that while the current position is not ideal, the fact the two big parties are no longer at each others' throats is a sign of progress. "One administration would be better for the election, but at least this is still better than civil war," commented a spokesperson. With question-marks still remaining over whether the elections will actually go ahead on schedule, the majority of Kurdish parties interviewed by IWPR are opposed to postponing the vote.

But a few were in favour of rescheduling it.

"What is the point in a rushed election with imperfect results" asked Musheer Ahmed Soorchi, member of the Kurdistan Conservative Party leadership. The Kurdistan

Islamic Group believes that holding an election without adequate Sunni representation across Iraq could have a negative impact on the country's future. "If the Sunnis are not fully represented in parliament, the constitution will be unbalanced. For this reason, we think it better to postpone the election," said party member Muhammed Hakim. But whatever they think of the timing of elections, all parties agreed that voting for a new Kurdish parliament was long overdue. The region's elections are widely expected to end the dual administration system, with all parties saying they are ready to accept the results of the vote, providing it is deemed to be fair. "We will accept defeat in the same way that we would accept success," said the PUK's Aso Ali. "But if we are wronged in the name of democracy and our rights are violated, we will take a stand."

While the political parties may be ready to embrace the democratic process, the stiffest resistance may come from voter apathy. Members of the smaller parties told IWPR that the dual government system, the lack of an active Kurdish parliament, and misuse of power by the two main parties have eroded confidence among the electorate. To combat this, they say they will encourage voters to focus on the future of Iraqi Kurdistan, not its difficult past.

Rebaz Mahmood is an IWPR trainee.

---

## **Kurdistan Offers a Happier Picture of Iraq liberation**

By Jack Fairweather in Irbil  
*Telegraph* - Dec 18, 2004

A wedding is being held at the newly built Sheraton hotel in Irbil. The Kurdish bride and groom sit blinking into a video camera, their family clustered around. In the background, American contractors are drinking Turkish beer.

This place of smiles and shining marble is the Iraq that was meant to be after the fall of Saddam Hussein. It existed for a brief moment after the invasion when American soldiers were at first greeted as liberators. Now the only place still deeply grateful for getting rid of the dictator is in the north of the country, in Kurdistan, a sanctuary for contractors, Baghdad officials and lost American ideals.

Western businessmen move freely around the region's capital, Irbil, and American soldiers eat in restaurants without their body armour. In the crowded foyer of the Sheraton, Kurdish businessmen and politicians discuss reconstruction work.

After the 1991 Gulf war, the Kurdish areas - long victim of Saddam's Arabisation policies - lived in turbulent but slowly prospering autonomy, protected by the no-fly zones enforced by Britain and America. They are now booming. Since the 2003 invasion the regional economy has had more than £100 million in investment, channelled mostly into building houses, roads, water-treatment systems, and two new university campuses. Most of the money has come from the regional govern-

ment, although western firms have also moved north from Baghdad looking for reconstruction contracts.

A British businessman, Richard Hadler, said: "I recently told a business seminar in London: "You can come to Kurdistan. There are dangers involved, but on the whole it is stable. And there's a lot of work to be done. But the success of the Kurdish region comes at a price. There was a three-year civil war between the two main political groups, before a grudging peace and a two-party electoral system. Officials say the success of the 1998 elections for a Kurdish regional assembly is another reason for accepting the US occupation. There has been only one serious bombing in the city, in January, when 15 people died. The violence further south in the country only exacerbates the sense of separateness among a people with a distinct language and customs. The Kurdish flag now flies over police stations in place of the Iraqi one. Iraqi government officials, many of whom come north for a break from the violence, are treated with disdain or confusion when they try to implement edicts from Baghdad.

A recent petition of Kurds asking if they wanted full independence was signed by 1.7 million people in a region of five million.

"People look to the south and see people's heads getting cut off, and think, 'Do I really want to be associated with

that?," said Hiwa Othman, who runs the Institute for War and Peace reporting, which trains local journalists. "The new generation that has grown up with 12 years of

freedom, are not prepared to rejoin Iraq on the old terms of subservience to the central government. Instead the new Iraq should join us."

## Two American Army Captains Describe Their Experiences in Kurdistan

CPT Justin Thomas, US Army Reserve  
CPT Kevin Curseaden, US Army Reserve  
*Kurdistan Observer* - Dec 24, 2004

Dr. Sabah Salih's article, "Of Halabja, the Kurds, and American Politics" certainly struck a chord within us. His eloquent observations and arguments as to the disregard of Kurds and Kurdish identity by the international community are representative of the opinions we heard from the Hawramani Kurds from the first day of our arrival. It would become a conversation we learned by rote by the time we left Iraqi Kurdistan one year later.

As U.S. Army Civil Affairs Officers, we were tasked to assist the local government in maintaining a safe and secure environment and fostering further inroads to peace and prosperity for all Iraqis. It was our good fortune to be assigned the region of Hawraman in Iraqi Kurdistan. We arrived in April of 2003, and attended a meeting held by the Ministry of Cooperation and Reconstruction in Sulaymaniah for Non-Governmental Organizations (NGOs). The meeting's purpose was to provide a strategy for the use of any funds that would rebuild Iraqi Kurdistan from the decades of neglect under the Ba'athist regime, as well as from the recent war damage. It was then that the Minister stated that the priority for aid should be given to the Hawraman area due to three reasons:

1. The area deteriorated under the recent rule of Ansar-al-Islam and other militant fundamentalist organizations;
2. The area sustained considerable damage in the US/Peshmerga fight against Ansar-al-Islam; and
3. The area's traditional role as Kurdistan's cultural epicenter.

We agreed that we would assist in any way possible

We consider ourselves lucky due to the fact that we were able to access multiple resources of money for reconstruction projects. In all, we spent over \$2.2 million in construction projects in towns like Byara, Khormal and Tawallah. These were small towns, and identifying the immediate needs was not difficult. It proved to be more difficult, however, for the town of Halabja. Long before we entered Iraq, we knew of Halabja. We recall the then obscure name being discussed by nightly news reporters and college professors in 1988, and we were certainly reminded of it during the preparations of war. It is for this reason that it struck us as odd to discover that any NGO or UN presence in the town was conspicuously absent.

Once in the area, every representative and citizen with whom we spoke told us of the horrible events in 1988. At the end of an excellent lunch in the residence of Halabja Mayor, Jamal, he showed us a well-thumbed book of

photographs depicting the victims of the atrocious attacks. Momasta Shaho, our dearest friend, brought us to the Memorial and showed us the cemetery throughout its somber construction. Everyone we interviewed responded with a similar theme; nobody in the world did a thing to avenge, correct or address the gassing of the Kurds. There was a small amount of activity by various NGOs, but no help of any significant amount. It did not take long to become apparent to us that this feeling of isolation and alienation is deep in the identity of the Kurds of Hawraman. And why shouldn't it be?

We can say that we did the best with what we had. As Americans, we thought it our job to attract the greatest amount of funds to the region, and we worked hard to do so. Once we had the funds, it was the Kurds' turn to work hard in the design and execution of the projects, which they did extremely well. We were able to work with the wonderful Kurdistan Save the Children to rehabilitate three schools in Halabja. They did a magnificent job, far above and beyond the NGO industry standard. We also worked with local computer and internet providers to purchase computers and internet service for places like the hospital and Halabja Memorial, so they could connect with the outside world, and, more importantly, so that the outside world can connect with them. We funded the acquisitions of games and toys for the youth center and library, and even musical instruments, such as eastern pianos and violins, so that the region that is so well known for its music could continue its legacy.

But we came to understand that these acts, although beneficial, were not addressing the true ailment of Halabja; the feeling that, even still, no one cares about the attacks, except politicians who use them in speeches. Realizing this, we took the remainder of our funds to build an addition to the Halabja Hospital, one that would be used as critical care unit, but double as the base for the caring of victims of the attacks, as well as a center for research on the immediate and long term effects of chemical exposure. It was here that we hoped that the psyche of Halabja would begin its healing process, by demonstrating that the outside world acknowledges the despicable crimes that were allowed to be committed against the Kurds, the cowardly inaction of the international community, and a desire to right the wrongs. What has become of our initiative, we do not know because, although we left the project funded, our tour was over before construction could begin. Although we are happy with our efforts, we do wonder why more attention was not paid to Halabja. And, not just to Halabja, but to all the Iraqi Kurds. What other citizens of Iraq fought alongside (and, in many instances, in front of)

U.S. forces? What other citizens of Iraq offered security and housing to U.S. forces? We do hope that the days of the international community neglecting the Kurds are coming to a close, and we will be sure to pay close atten-

tion and provide assistance in any way we can. It's the least we can do for those who did so much for us, and who desire to do so much more for themselves.

## Kurds Petition U.N. For Independence from Iraq

BY BENNY

*New York Sun* - December 24, 2004

UNITED NATIONS - A group of Kurdish activists has delivered to the United Nations a petition calling for an independent Kurdistan that was signed by more than 1.7 million Kurds, or almost half the Kurdish population in northern Iraq.

Members of the American-led coalition and the U.N. fear that an independent Kurdistan could lead to the breakup of Iraq. It is also a major concern for neighboring Turkey, which has its own Kurdish population with aspirations for independence.

The American-led coalition, as well as the transitional law that currently governs Iraq, calls for a unified nation. The petition, signed by residents in what the Kurdish activists define as "southern Kurdistan," demands a referendum that will lead to independence and the breakup of Iraq.

The petition was handed Wednesday night to Carina Perelli, director of the U.N. electoral assistance division that is helping to organize Iraq's crucial nationwide election on January 30. A U.N. spokesman, Fred Eckhard, said yesterday that the organization receives similar petitions on a "routine" basis. The U.N. also supports a united Iraq. "We have all been working on the basis that you are going to have a unitary state, an Iraq that is united and at peace with itself and with its neighbors," Secretary-General Annan said in a recent press conference.

The Kurdish leadership in northern Iraq, including the leader of the Kurdistan Democratic Party, Massoud Barazani, and the head of the Patriotic Union of Kurdistan, Jalal Talabani, has also expressed its support for a unified Iraq. But according to the Kurdish delegation to the United Nations, that is merely a tactical position.

The Kurdish delegation of seven activists, two of them from northern Iraq and five who live in America and Europe, is relying on the petition that was circulated among Iraqi Kurds, whose numbers are estimated at between 4 million and 5 million. "Independence is the goal of the Kurdish people," a California businessman who is the group's coordinator, Ardi Rashidi, told *The New York Sun*. When asked about the international calls for a unified Iraq, Mr. Rashidi said: "Of course that is the current position of the U.N.

On the other hand, the U.N. charter gives people the right for self-determination. So we are trying to respect the current applicable law" and at the same time continue to seek independence by peaceful means. The Kurds, as the petition notes, are different "ethnically, culturally, and philosophically from the Iraqi Arabs" and are "a distinctive

nation." For 80 years, according to the petition, the Kurds "have been subjected by the Iraqi Arab state to repression, enslavement, and genocide."

Since the northern no-fly zone was established in the aftermath of the 1991 Iraq war, giving the Kurds what the petition calls a "de-facto state," they have realized that "they do not wish to be controlled by an Arab-dominated Iraq," the petitioners said. It demanded the U.N. send a delegation to run a referendum on independence.

"Indeed, almost all ordinary Kurds would like to see complete independence," a New York University professor who helped the Iraqis write the transitional law, Noah Feldman, said. "But thus far the Kurdish leadership has understood that it's much better for the Kurds to have autonomy de-facto, as part of a federal Iraq."

He argued that the leadership's position on independence will be steadfast, even after the election. Calls for Kurdish independence would undoubtedly increase, he added, if the security situation elsewhere in Iraq worsens or a civil war breaks out. "But we are not quite there yet," he said. Mr. Feldman said the public position of the leadership has helped keep the Kurdish independence movement peaceful. "They don't want to bite off more than they can chew," he said. Specifically, the Kurdish leadership would like to avoid antagonizing the Americans, who have been their allies.

Mr. Rashidi argued from a different perspective, saying the petition movement relies on the fact that the Kurds have been good allies for America and that therefore Washington and other allies - including Israel, for instance - should reciprocate by heeding their wish for independence. Another complicating factor is the Turks, who are wary of their very large Kurdish population that has fought for independence from Ankara for decades. Turkey is concerned that increased autonomy for Iraqi Kurds would lead to more demands for separation by Turkish Kurds.

The Turks are "absolutely right" to have such fears "and we don't need to be shy about it. We have to be honest," a Washington-based activist for Kurdish independence from Turkey, Kani Xulam, told the *Sun*. "From the perspective of the Kurds in the north, there is an opportunity."

Like Mr. Feldman, Mr. Xulam noted that there is no danger for now that the Turks would attempt to invade northern Iraq to put an end to independence aspirations there. Any such military invasion would be detrimental to the most burning current Turkish goal, joining the European Union.

## Kurds: Bombers are militant splinter group

BY MOHAMAD BAZZI

Newsday - December 24, 2004

IRBIL, Iraq -- The group that claimed responsibility for Tuesday's attack on a U.S. military base in Mosul is an offshoot of a Kurdish militant group that pioneered the use of suicide bombings in Iraq, Kurdish security officials say. Ansar al-Sunna took credit for the apparent suicide bombing inside a dining tent on the U.S. base, which killed 22 people including 14 American service members. The group has absorbed members and leaders from Ansar al-Islam, a militant organization that fought a two-year civil war aimed at toppling secular parties that rule the autonomous Kurdish region in northern Iraq.

In 2001, Ansar al-Islam was the first group to dispatch suicide bombers in Iraq during its battle with other Kurdish factions. Ansar al-Islam ("Partisans of Islam") moved its operations to Mosul after it was driven out of a remote, mountainous part of northern Iraq by U.S. bombardment last year. Kurdish officials say the group, which once had about 700 members, has provided scores of recruits for suicide attacks since the U.S. invasion of Iraq.

"During the war, many Ansar al-Islam members fled from Iraq. They returned after the war, and they split into several factions," said Dana Ahmad Majid, head of security for the Patriotic Union of Kurdistan, one of two parties that control the autonomous Kurdish region. "There were some ideological splits, and there was also a decision by some of the leadership to create other groups."

Ansar al-Islam members splintered into small cells and began working with Jordanian militant Abu Musab al-Zarqawi, according to Majid and other Kurdish officials. Some Ansar members gravitated toward two groups with strong ties to al-Zarqawi: Tawhid wa Jihad ("Monotheism and Holy War") and Ansar al-Sunna ("Partisans of the Righteous Path").

"There are no defined boundaries between many of these militant groups," said Sadi Ahmed Pire, head of security operations in Mosul for the Patriotic Union of Kurdistan. "People move between different groups at different times." Some Kurdish officials theorize that the leaders of Ansar al-Islam effectively renamed the group Ansar al-Sunna in order to shed its Kurdish identity and attract Sunni Arabs into its ranks. The Sunna is the collection of sayings and traditions of the Prophet Muhammad, and most Sunni militants regard it as the only other source of Islamic guidance besides the Quran.

Ansar al-Sunna declared its existence on Sept. 20, 2003, by issuing a statement on an Islamist Web site. "Jihad in Iraq has become an individual duty of every Muslim after the infidel enemy attacked the land of Islam," the group said in its founding declaration.

A Kurdish intelligence official said Ansar al-Sunna quickly began to draw Sunni Arabs from Iraq and other Sunni fighters from neighboring Arab countries. "They repackaged the message of Ansar al-Islam as a pan-

Islamic and pan-Arab movement," said the official, who spoke on the condition of anonymity.

In a videotape circulated on the Internet, the group presented seven young men who it described as volunteers for suicide attacks. Six spoke Arabic with a different accent than Iraqis, suggesting that they were foreign jihadists. The seventh appeared to be an Iraqi Kurd.

In a sign of how difficult it is to track Islamic militant groups, Kurdish officials disagree on exactly who is leading Ansar al-Sunna. Pire said the group is led by Mahdi Al-Humaira, a Sunni Arab from Mosul, and Sheik Abdullah Shafi, a Kurd and a former leader of Ansar al-Islam. Between 2001 and 2003, Shafi helped recruit and train more than 20 suicide bombers for Ansar al-Islam, according to Kurdish officials who have interrogated prisoners from the group. But the intelligence official, who is from the Kurdistan Democratic Party, said Ansar al-Sunna is led by Abu Abdullah bin Mahmoud, a Jordanian with ties to al-Zarqawi. Bin Mahmoud has signed several statements as the group's "emir," or prince. Ansar al-Sunna claimed responsibility for twin suicide bombings on Feb. 1 in Irbil, the capital of Iraq's Kurdish region.

The attacks killed 105 people and injured 130 others. The bombings targeted offices of the two major Kurdish parties, and several of those killed were senior Kurdish leaders. But some Kurdish security officials blamed Ansar al-Islam for the Irbil attacks. Over the past year, Ansar al-Sunna has claimed responsibility for several suicide bombings, beheadings, assassinations and kidnappings throughout central and northern Iraq. One of its most gruesome acts was the videotaped execution of 12 Nepalese hostages in August.

Ansar al-Islam was the most violent offshoot of an Islamist movement that has a long history in Kurdish politics. The largest group, the Islamic Movement in Kurdistan, has renounced violence and is participating in the Kurdish self-government led by secular parties. Kurdish Islamists were inspired by the 1979 Islamic Revolution in neighboring Iran, even though most Kurds belong to the Sunni branch of Islam while the majority of Iranians are Shia Muslims. Militant Islam received another local boost in 1988, when Saddam Hussein's regime, with chemical weapons, killed 5,000 Kurds in the city of Halabjah. The Islamists exploited the chemical attacks and the poverty that followed the 1991 Gulf War.

The Kurdish Islamist parties adhere to Salafism, an austere brand of Sunni Islam that was relatively unknown in Iraqi Kurdistan until about two decades ago. It arrived from Saudi Arabia, through Kurds' exposure to Saudi fighters in Afghanistan and through Saudi financial backing of charitable activities in northern Iraq after the area was opened up in the early 1990s. Most Kurds, by contrast, are Shafiite Sunnis, a branch with a far less stern interpretation of Islam. The majority of Kurds display few signs of deep religious devotion.

# KIRKOUK

## Main basse sur l'or noir

Une épaisse fumée noire : un oléoduc a encore été attaqué à Kirkouk.



MARWAN NAAMANI/AFP/GETTY IMAGES

**Irak** Revendiquée par les Kurdes, les Arabes et les Turkmènes, Kirkouk menace de se transformer en champ de bataille. Chaque clan cherche à s'emparer du pactole pétrolier et les fondamentalistes jettent de l'huile sur le feu. **DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL OLIVIER WEBER**

**B**alayé par un vent de poussière venu du désert, le camp de Baba Gourgour ressemble à une oasis de tranquillité perdue dans une mer de désolation. Pour pénétrer dans le grand champ pétrolier de Kirkouk, entre faubourgs surpeuplés et collines dénudées, il faut montrer patte blanche, franchir une herse digne d'un château du Moyen Age, passer des chicanes et subir une fouille en règle. Le chef des gardes ne lésine pas sur la sécurité, avec sa célèbre « police du pétrole ».

Régulièrement visé par les islamistes, le bastion de Baba Gourgour, exploité par la Naft al-Chimal (« Pétrole du Nord ») avec l'aide des Américains et des Britanniques, est la fierté du major Ismaïl Mohamed Hassan, qui commande ses hommes comme un raïs local. Les attentats se succèdent dans la ville de Kirkouk et

les fondamentalistes guettent en embuscade les cadres de la société. Au-delà du champ pétrolier, s'élève vers le ciel une fumée noire, comme un sinistre présage : vingt-cinq jours plus tôt, un petit oléoduc a été saboté juste à la sortie du camp et personne n'est parvenu à le rafistoler. Mais le major n'en a cure et préfère vanter les mérites de son armée privée. Si le gardien des lieux est fier, ce n'est pas tant pour l'or noir qui jaillit de la terre de Kirkouk, ni pour les 500 000 barils/jour extraits tant bien que mal sur un total de 2,2 millions que produit l'Irak. Non, sa fierté suprême, c'est ce bataillon de 700 centurions d'origines diverses qui protègent pour 120 dollars par mois « la compagnie », forte de 12 000 employés et cadres. Autour de lui campent des Arabes sunnites, des chiites, des Kurdes, des Turkmènes. « Une société idéale, comme

celle de Kirkouk, où tous les habitants se sentent d'abord irakiens », plaide crânement cet ancien militaire.

Voilà pour le royaume ultradéfendu de l'or noir de Kirkouk. Dès la barrière franchie, il en va autrement. La guérilla fait rage dans les ruelles avoisinantes. A deux pas de la casemate du major et de sa « milice du pétrole », une femme chrétienne dont le fils est traducteur auprès de l'armée américaine a été enlevée dans sa belle demeure par une escouade de fondamentalistes. Les ravisseurs ont réclamé une rançon de 20 000 dollars, sans qu'on ait aucune nouvelle de la captive. Plus loin, dans le centre, un attentat a failli coûter la vie du gouverneur de la province, l'un des dix-huit que compte l'Irak. A entendre les habitants de la ville, à majorité kurde, la bataille pour Kirkouk a déjà commencé.

Si les fusils crépitent, c'est non seulement pour l'or noir mais d'abord pour une autre raison, plus complexe. Longtemps victimes de Saddam Hussein, les réfugiés kurdes expulsés de leur ville et souvent remplacés par des colons arabes exigent de rentrer dans leurs maisons de Kirkouk, ville de 1 million d'âmes, qu'ils ont dû abandonner à cause de la politique d'arabisation menée par le régime baasiste. Selon l'organisation Human Rights Watch, 250 000 Kurdes et autres non-Arabes ont été expulsés de la région depuis les années 70, dont 120 000 à partir de 1991. Un rapport du parti Baas au temps de Saddam Hussein évoquait une colonisation de 270 000 Arabes dans la contrée. «*Pqs question de négocier le statut de la ville dans le nouvel Irak. Kirkouk a toujours été kurde et le restera!*» proclame Jalal Jawhar, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan, le parti du dirigeant kurde Jalal Talabani. Et le chef des peshmergas, les anciens combattants de la rébellion, de prôner la cause de la «*kurdité*» historique de la ville qui, selon les cartes ottomanes du XVIII<sup>e</sup> siècle, abritait deux tiers de Kurdes et un tiers de Turkmènes et d'Assyriens – de confession chrétienne.

Les colons arabes? «*Ils repartiront, et nous espérons que cela sera de leur plein gré avec des indemnités de Bagdad.*» Déjà, déclare Jalal Jawhar, 50 % des Kurdes expulsés sont rentrés au bercail. Dans son fief montagneux de Seri Blind, Massoud Barzani, l'autre grand chef kurde, dirigeant du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), va plus loin encore: «*Kirkouk est le cœur de l'identité kurde, et nous y sommes très attachés. Pour l'instant, nous comptons sur la négociation. Mais si les Arabes implantés là-bas ne partent pas, nous les expulserons, lance-t-il. Les autres, Turkmènes et Arabes de souche, sont nos amis. Kirkouk deviendra alors une ville de concorde entre les peuples...*»

Dans les faubourgs de Kirkouk et les villages de réfugiés alentour ou dans les montagnes du Nord, les Kurdes déplacés ne disent pas autre chose. Ils menacent de pointer leurs canons sur les Arabes si ceux-ci ne décampent pas au plus vite.

Problème: les Turkmènes, descendants des familles turques implantées ici au temps du florissant califat abbasside (VIII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècle), revendiquent aussi cette ville comme la leur depuis des siècles. «*Notre peuple a été opprimé de tout temps et continue de l'être. Mais nous som-*

*mes dans cette région depuis huit mille ans et nous formons la majorité dans la ville*», assure Sana Ahmet Aga, poète prolifique, président sortant du Front turkmène d'Irak et considéré par le Premier ministre irakien, Iyad Allaoui, comme «*le père spirituel des Turkmènes*».

### «**Cette ville est un volcan**»

La question de Kirkouk devient ainsi explosive. «*Cette ville est un volcan*», avertit l'animateur de télévision Aram Saed. Jamais les tensions intercommunautaires n'ont été aussi vives. A tout moment, celle que les intellectuels appellent la «*Jérusalem du Nord*» peut entrer en éruption. La bataille se joue autant dans les bâtiments officiels que dans la rue. Le gouverneur de la province, Abdurrahmane Mustafa Fatah, plaide pour le dialogue pacifique, tout en revendiquant le retour des Kurdes. Mais le maire adjoint, arabe, exige que les Arabes soient mieux représentés dans les instances locales.



Sur le seuil de sa petite villa, la Turkmène Latifa Kerkouki peste contre les expulsions. «*Les Kurdes chassent les Arabes de leurs maisons et les pillent, dit cette informaticienne de la compagnie Naft al-Chimal au salaire quintuplé depuis la chute de Saddam Hussein, soit 400 dollars mensuels. Les plus violents sont ceux qui se sont réfugiés en dehors de la ville. Ceux-là parlent de vengeance. Contre tout le monde...*» Elle observe la rue pour voir si quelque passant suspect s'aventurerait dans ce quartier privilégié qui a déjà connu plusieurs enlèvements. «*J'ai peur d'une guerre ici, souffle-t-elle. On espère encore l'éviter, car si elle survient, nous sommes tous certains qu'elle sera terrible, et pire qu'ailleurs en Irak.*»

Déjà, pour attiser l'ancestrale discorde entre Kurdes, Arabes et Turkmènes, des

cohortes de fondamentalistes se sont infiltrés dans la ville. Selon un Irakien qui rentre de Fallouja et qui compte quelques solides amitiés dans la résistance, les chefs de section des groupes islamistes disposeraient chacun de 10 000 à 20 000 dollars, fruits de la rapine, de l'industrie du kidnapping et des détournements de camions, aux chargements revendus à vil prix. A leurs côtés, les anciens baasistes. «*Ils connaissent tout à Kirkouk*, dit Ahmed, officier retraité de l'armée de Saddam. *L'un de leurs chefs s'appelle le général Jawal. C'est lui qui dirigeait les moukhabarat [les anciens services de renseignement]. Ils ont beaucoup d'armes, des kalachnikovs qu'ils achètent 200 dollars, de l'argent et surtout les informations!*» Un important responsable militaire kurde, qui préfère garder l'anonymat, ajoute que la Syrie et l'Iran, peu soucieux de voir les Américains réussir en Irak, ferment les yeux aux frontières lorsque défilent les volontaires du djihad.

A la tête de 220 policiers, le commissaire du poste de Rahem-Awa – Kirkouk en compte sept – se tient prêt, lui, à affronter la guerre civile. Turkmène d'origine mais Irakien de cœur, Gengis Rachid veut encore croire à l'entente entre les peuples. «*Le drame, c'est que les vrais auteurs de troubles viennent du dehors, que ce soient les colons ou les baasistes.*» A ses côtés, Bassim Mokhtar Hussein, un inspecteur arabe, estime que la ville sera bien défendue.

Avant d'ajouter que son point faible demeure les oléoducs, ravagés chaque jour par des attentats à la bombe, à la grenade, à la mine ou au simple fusil d'assaut. Auparavant, cet officier sportif et au visage carré était chargé de protéger au sein d'une unité spéciale les précieux pipelines. Des tribus ont pris la relève, avec une solde de 500 000 dinars par mois (soit 270 euros) et par puits. La tribu qui veille sur les 50 puits du quartier reçoit ainsi un pactole, avec des gardes payés mensuellement 750 000 dinars (405 euros) par kilomètre d'oléoduc surveillé – des centaines de kilomètres de petits tuyaux parcourent la contrée. «*Mais quand les gardes de la tribu Hamdane ou Talabani regardent à gauche de l'oléoduc, les islamistes frappent à droite...*» Bassim Mokhtar Hussein croyait avoir trouvé la planque au commissariat de Rahem-Awa. Las! Un attentat à la voiture piégée a salué son arrivée, emportant six de ses collègues.

Dans la bourgade de Daratu, bidonville de réfugiés à une heure de route de



DEAN HOFFMEYER/AP SIPA/RICHMOND TIMES

L'armée américaine frappée au cœur : mardi, une explosion dans le réfectoire d'une base située près de Mossoul, dans le nord de l'Irak, a tué 22 personnes et blessé une soixantaine d'autres. Parmi les victimes : des soldats américains, des gardes nationaux et des civils irakiens.

► là, le boucher Rafur Osman Mahouf, 48 ans, n'attend qu'une chose : retrouver son havre, le quartier d'Al-Andalous, à Kirkouk. Lui n'a pas eu de chance et ses mésaventures ressemblent à la terrible épopée du peuple kurde. Soldat de l'armée de Saddam dès le premier jour de la guerre Iran-Irak en septembre 1980, il fut blessé par des shrapnels, au bras puis à l'épaule huit ans plus tard. Démobilisé, il rentre à Kirkouk, pour en être expulsé en vingt-quatre heures par les baasistes. Manu militari, Rafur, sa femme et leurs cinq enfants sont jetés dans un camion pour rejoindre la légion des déplacés à

Daratu, cloaque de boue et de désespoir. Avant d'être réexpédié sans salaire sur le front du Koweït en 1991. Avec sa maigre pension pour invalidité de 75 000 dinars par mois – 40 euros –, il ne peut nourrir les siens et débite d'une seule main des tranches de mouton sur un billot sommaire, tout en rêvant d'expulser les Arabes de Kirkouk. « Les Kurdes sont désormais prêts à faire la guerre, claironne-t-il à qui veut l'entendre. Cela fait même des années qu'on lutte pour ça. »

A l'orée des faubourgs de Kirkouk, l'oléoduc saboté par les combattants islamistes fume encore, tandis que le cré-

puscule bruit des rumeurs lancées par les partisans du feu à outrance. Dans son atelier, le commerçant Rozgar Hamid se frotte les mains, pleines de cambouis. Il vend des extincteurs à 30 euros le grand modèle et 20 le petit. « Les écoles achètent, les bâtiments officiels aussi, les hôpitaux, les magasins... » Devant l'atelier, la pelouse porte les traces noires d'un essai fructueux. Alentour, à l'heure où seuls vagabondent les chiens, la ville tant disputée se prépare au pire, le grand incendie. Riche de son or noir, meurtrie de ses dissensions, Kirkouk sait qu'elle est assise sur deux barils de poudre ■

### TROISIÈME RÉSERVE MONDIALE DE PÉTROLE

<p>L'Irak produit actuellement environ 2,2 millions de barils/jour (MBJ). Avant la guerre de 2003, la production s'élevait à 2,8 MBJ (250 000 barils/jour en mai 2003, un mois après la chute de Saddam Hussein, et 1,5 MBJ en septembre de la même année). Sur ces 2,2 MBJ, 460 000 barils/jour sont consommés en Irak et</p>	<p>1,7 million sont exportés, par le golfe Arabo-Persique et la Turquie, grâce à l'oléoduc de Ceyhan, périodiquement endommagé, et à des camions turcs. Le pétrole brut qui est raffiné en Turquie est en partie réexpédié par camions pour les besoins intérieurs de l'Irak. Les réserves, les troisièmes mondiales par leur impor-</p>	<p>tance, après celles de l'Arabie saoudite et de l'Iran, sont estimées à 115 milliards de barils – dont 10 milliards à Kirkouk. Mais, selon l'institut de recherche américain EIA, des gisements inconnus pourraient encore augmenter ce chiffre. Selon le Baker Institute et le Centre for Global Energy Studies, 100 autres milliards de</p>	<p>barils seraient exploitables, notamment dans le désert occidental. Le ministre irakien du Pétrole parle même de 214 milliards de barils de « réserves non confirmées ou potentielles »... Les perspectives d'exploitation sont estimées à 6 MBJ pour 2010. Le gouvernement autonome kurde du nord de l'Irak procède à</p>	<p>des recherches sur les sites de Koy Sanjak et de Chamchamal, très prometteurs, selon un responsable local. Le budget national irakien dépend à 95 % des recettes pétrolières. Les pertes dues aux sabotages des oléoducs irakiens s'élèvent à 7 milliards de dollars pour 2004 ■ O. W.</p>
--	--	---	--	---

# Disparity in Rebuilding Inflames Tensions in Iraq

## U.S. Budget for Fallujah Is Less Than for Shiite City, Feeding Sunnis' Anger

By YOCHI J. DREAZEN

WASHINGTON—A sharp disparity between rebuilding efforts in the former Sunni stronghold of Fallujah and in several Shiite areas that saw far less combat is threatening to further inflame the Sunni-led insurgency roiling Iraq and exacerbate tensions between the two groups before next month's elections.

Despite weeks of fighting that devastated Fallujah, the U.S. still plans to spend \$80 million (€59.8 million) on reconstruction there—the same amount intended before last month's military offensive on the city, according to the Pentagon's Project and Contracting Office, which is overseeing the \$18.4 billion reconstruction in Iraq. In the Shiite Sadr City neighborhood of Baghdad, the U.S. plans to spend \$209 million on water and sewage projects alone.

The issue highlights a central struggle of the troubled American occupation of Iraq, where military success is often followed by a reconstruction effort that is unable to keep pace with the raging insurgency there. The violence has already forced at least one company to pull out of Iraq despite the lucrative work available there, and others could soon follow. **Contract International Inc.**, of Arlington, Virginia, withdrew from a \$325 million contract to rebuild Iraq's transportation infrastructure because of the mounting violence. It is the first large Western company to pull out of the country entirely, though others have cut back their expatriate work forces sharply.

It's particularly challenging in Fallujah, given the damage it sustained during the fighting. A U.S. official who visited there recently said that two quadrants of the city lack electricity because of downed power lines and shattered substations,

and many streets were filled with standing water from broken sewer and water pipes. On several main thoroughfares—including the street where four American contractors were gruesomely killed and then burned by an enraged mob last spring—nearly every store or house appears damaged or destroyed, he said.

It's unclear how much of that damage will be repaired. American officials say their reconstruction work in Fallujah will use a list of projects first drawn up earlier this year that may not reflect the city's current state, and they add that contracting rules make it impossible to devote U.S. money to repairing private

### Rebuilding Iraq

The U.S. is trying to speed the rebuilding of the regions of Iraq most damaged during recent battles with insurgents. Below, dollars earmarked for projects under way as of Dec. 1 or slated to begin by Feb. 28.

CITY	SECT	AMOUNT
Baghdad	Mixed	\$2.07 billion
Mosul	Sunni	\$68.2 million
Fallujah	Sunni	\$59.5
Najaf	Shiite	\$48.4
Samarra	Sunni	\$15.7

Source: Project and Contracting Office

homes. That technicality has been a key source of public anger in Iraq.

Many Sunni leaders complain that the differences in reconstruction planned for Fallujah and Shiite areas such as Sadr City are part of a pattern of discrimination on the part of the U.S. and the government of interim Iraqi Prime Minister Ayad Allawi, a Shiite.

"The Americans always talk about how they will rebuild everything they have destroyed in our towns and cities, but we see no evidence of that," said Mohammad Faik Riffat, a top official in the Iraqi Islamic Party, the country's

largest Sunni political organization. "They care only about putting the Shiites in power over us."

The reconstruction is also almost certain to complicate the American-led effort to persuade all of Iraq's ethnic groups to participate in next month's national elections. It could leave Iraq's Sunni minority, which has threatened to boycott the elections and demanded that they be delayed, feeling even more marginalized and mistrustful of the U.S.

"There are no negotiations with the Sunnis right now and no dialogue, and that means that the U.S. is pressing ahead with a system that will result in a great deal of polarization and disenfranchisement," said Larry Diamond, a Stanford University scholar who served as a senior adviser to the Coalition Provisional Authority in the spring. "It will be very worrisome if the Sunnis are excluded from the elections or wind up excluding themselves, because that means they'll have no seat at the table when important decisions about Iraq's future are debated."

American officials say they are aware that their funding decisions are likely to be unpopular with many Sunnis, but they say they are trying to divide the reconstruction money equitably among sectar-

ian groups, based on regional demography and the desire to choose projects that will benefit as many people as possible.

"There will always be perceived inequities when you have a limited amount of resources, and everyone always feels that they're not getting their fair share," said Charles Hess, director of the project and contracting office. "But the reality is that you can't take care of just one element—you need a balance that allows you to try and take care of all of them."

Mr. Hess noted that relatively little money is being spent in the Kurdish cities of northern Iraq, even though the region's security situation is strong enough that rebuilding could push ahead quickly there. "The Kurds might ask why peaceful areas get so little money when they would be better investments than cities where fighting is continuing," he said.

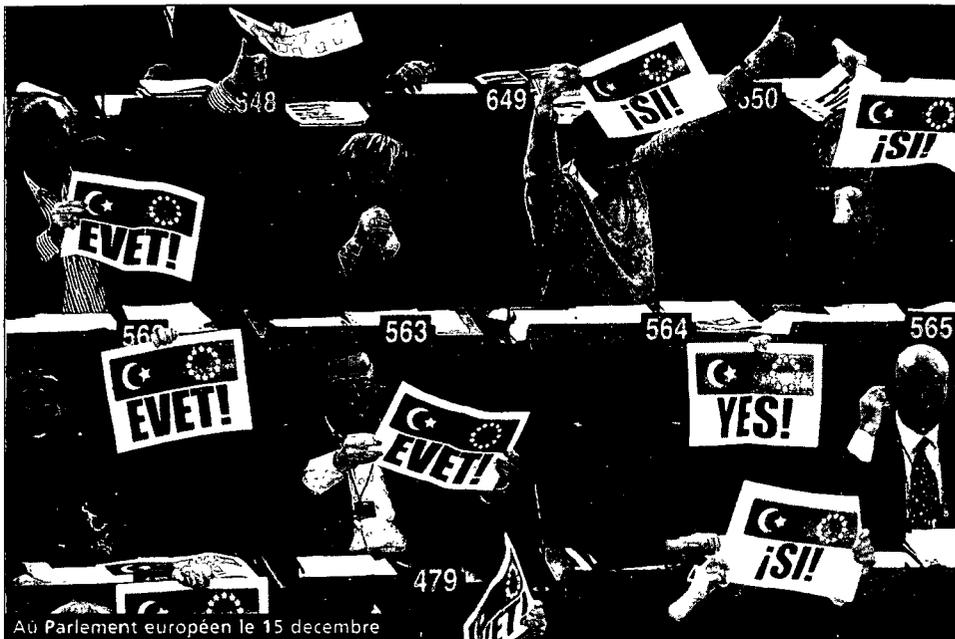
Shiites make up a numerical majority in Iraq, but the Sunnis have long had a monopoly on political power. In recent weeks, Sunni politicians, joined by leaders of Iraq's Kurdish minority, have said the elections, which will elect a new government charged with drafting the country's permanent constitution, should be postponed for six months, because of the poor security situation. Shiite officials, dismissing the demand as a veiled attempt to keep them from taking control, have said the elections should go forward on time even if few Sunnis participate.

The political wrangling between the two groups is accompanied by rising violence. On Sunday, suicide bombings in the Shiite holy cities of Najaf and Karbala killed at least 67 people, one of the largest civilian death tolls since the U.S. transferred formal political sovereignty to Mr. Allawi's government on June 28. On Tuesday, an explosion tore through a U.S. military base in northern Iraq, killing at least 24 people, including 15 soldiers. Both attacks were blamed on Sunni militants.

The U.S. effort to suppress the Sunni insurgency is what put Fallujah, a city of about 300,000 people once known for its elaborate mosques, into American crosshairs last month.

# Du feu rouge au feu clignotant *Un oui angoissé*

Le Conseil européen a accepté  
l'ouverture des négociations avec la Turquie.  
Non sans inquiétude...



Au Parlement européen le 15 décembre

**A**ccueil triomphal à Ankara de Recep Erdogan sacré « conquérant de l'Europe », inquiétude dans l'Union. Comme si l'accord à l'arraché sur l'ouverture de négociations donnait la mesure des exigences futures d'un partenaire rugueux. Euphorie au-delà du Bosphore, gueule de bois en deçà. Pris de vertige à l'idée d'une hypertrophie incontrôlable, les membres de l'Union s'interrogent : et si la décision qui met désormais un pays de 72 millions d'habitants dans l'antichambre de l'Europe était une bombe à retardement ? Avec trois déclencheurs possibles.

La méfiance des citoyens européens vis-à-vis d'une décision prise par des élites politiques.

Le coût réel de l'admission turque par rapport aux capacités budgétaires de l'Union.

L'angoisse née de l'absence d'un grand projet guidant l'évolution d'une région incluant bientôt un immense espace oriental bordé par l'Irak, la Syrie et l'Iran.

**La méfiance des citoyens.** A l'exception notable des Espagnols (65% sont pour) et à un moindre degré des Italiens (49% favorables) et des Britanniques (41%), les opinions publiques européennes se démarquent nettement des positions adoptées par leurs dirigeants : 67% des Français, 55% des Allemands s'opposent au-

jourd'hui à l'entrée de la Turquie (sondage « le Figaro »-Ifop du 13 décembre). Sur les « valeurs », une façon indirecte d'évoquer les opinions religieuses et de mesurer la compatibilité entre l'islam et une Europe judéo-chrétienne, les enquêtes révèlent un décalage encore plus net. Selon l'institut GFK (« The Wall Street Journal » du 10 décembre), plus de la moitié des Européens de l'Ouest (52%) disent croire à l'existence dans leur pays d'un rejet des musulmans avec un « pic » d'islamophobie en Suède (72%) et aux Pays-Bas (72%). En Allemagne, où vivent pourtant 2,5 millions de Turcs et 600 000 citoyens allemands d'origine turque, 60% des personnes interrogées reconnaissent qu'il existe dans leur pays un rejet de l'islam.

**Le coût de l'adhésion turque.** Bien qu'il soit difficile d'apprécier ce qu'il pourrait être dans quinze ou vingt ans, Bruxelles évoque une fourchette de 16,5 à 27,5 milliards d'euros par an dès 2025. Calcul « purement hypothétique » ? Peut-être, mais qui renvoie à un casse-tête budgétaire puisque les Etats membres refusent d'augmenter le budget communautaire (limité à 1% du PIB de l'Union), alors que les nouveaux arrivants (les dix pays de l'Est plus la Turquie) vont se disputer l'accès aux fonds qui ont permis naguère à l'Irlande, la Grèce ou l'Espagne de moderniser leurs infrastructures.

**L'absence de projet.** Le grand débat élargissement-approfondissement vient de se clore par la victoire retentissante du premier. Une vaste zone de libre-échange et de paix voit le jour mais aussi un agrégat de peuples désunis. Du coup, la question d'un projet adapté à la nature de l'Europe reste entière. Quelles sont ses frontières, après la Turquie, l'Ukraine ? Et faut-il renoncer désormais à toute intégration ?

Dans la colonne des inquiétudes, les pessimistes inscrivent aussi le télescopage inévitable de la question turque avec le référendum sur le traité constitutionnel prévu, en France, au printemps prochain. Avec en mémoire la décision de Bruxelles, il sera difficile d'éviter la « turquisation » d'une consultation populaire brouillée par les fantasmes que charrie encore l'ex-Empire ottoman. Dernière ambiguïté anxiogène, le calendrier. Comme il s'agit non pas d'un traité d'association mais d'une intégration dans une communauté, les chefs d'Etat européens ont souligné que les discussions qui s'engageront le 3 octobre ne déboucheront sur une adhésion que si tous les critères – politiques, économiques, judiciaires, respect des libertés publiques – étaient remplis. En donnant au peuple souverain l'appréciation finale à la fin

● *Il sera difficile d'éviter la « turquisation » d'une consultation populaire brouillée par les fantasmes.*

de la période probatoire (dix ou quinze ans) selon le président français, Jacques Chirac et le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel ont donc introduit un ultime verrou. Demander aux générations futures de trancher introduit un doute supplémentaire sur la capacité de modernisation turque comme sur la volonté réelle de l'Europe d'ouvrir ses portes.

L'Anglais Tony Blair, l'Espagnol José Luis Zapatero ou Joschka Fischer, le ministre des Affaires étrangères allemand, insistent d'abord sur le fait que l'entrée d'un grand pays musulman dans une Europe « chrétienne » de 450 millions d'habitants est une occasion historique de déclarer la paix à l'ensemble des nations du Proche et du Moyen-Orient. La Syrie, l'Irak et l'Iran, qui constitueront la nouvelle frontière de cette nouvelle Europe, devraient être sensibles, via la Turquie et un islam sécularisé, à cet appel à une cohabitation pacifique renforçant la stabilité de la région. « A un continent fermé sur lui », selon l'expression de Tony Blair, ils préfèrent une Europe affrontant l'immense problème de l'islam en lui apportant une autre réponse que celle de l'Amérique en Irak. Cette politique de rapprochement peut-elle favoriser la reconstitution d'un « noyau dur » prêt à une intégration plus poussée ? Ce serait une autre façon de retrouver l'approfondissement après les mirages de l'élargissement.

**JEAN-GABRIEL FREDET**

**ASSEMBLÉE NATIONALE** Lors d'un débat dans l'hémicycle, le premier ministre s'est efforcé de rassurer sa majorité

# Turquie : les députés UMP affichent leur désaccord avec le chef de l'Etat



L'intervention du premier ministre (à gauche) a clôturé la séance consacrée à la Turquie. Les quatre groupes ont tour à tour interpellé le gouvernement. François Bayrou (au centre) a regretté « un recul de la France en Europe ». Les socialistes (à droite) ont applaudi l'intervention de Jean-Marc Ayrault se demandant : « Y a-t-il un pilote dans l'avion ? » (Photos S. Soriano/Le Figaro)

A l'occasion du débat sur la Turquie qui s'est déroulé hier à l'Assemblée, débat qui n'était pas suivi d'un vote, Bernard Accoyer a défendu la position du groupe UMP, qui est aussi celle de Nicolas Sarkozy, de privilégier « la mise en œuvre d'un partenariat privilégié avec la Turquie ». L'UMP reste donc en désaccord avec le chef de l'Etat, qui juge « pas raisonnable » la solution d'un partenariat privilégié. A tous ceux qui réclament, à l'UMP comme à l'UDF, un vote du Parlement sur la Turquie, Jean-Pierre Raffarin a répondu qu'il était d'accord pour un « dialogue régulier » avec le Parlement, mais sans vote, afin de « ne pas mettre en cause les institutions de la V<sup>e</sup> République ».

Sophie Huet

Si suspense il y avait, il a été levé hier. Le groupe des députés UMP demeure largement hostile à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, quitte à rester en porte à faux avec la position du président de la République. « L'UMP pense qu'il est hautement probable que la

Turquie ne remplira pas toutes les conditions (d'adhésion à l'Union européenne) que le sommet de Bruxelles a pour la première fois émises pour ouvrir les négociations d'adhésion », a affirmé hier matin Bernard Accoyer, à l'issue de la réunion de son groupe. Ce que Jean Leonetti a formulé différemment : « En fait d'un « oui si » à la Turquie, c'est plutôt un « non sauf si, peut être un jour »...

En séance publique, le président du groupe UMP a tenu le même langage : oui à l'ouverture de négociations d'adhésion, mais « négociation ne vaut pas adhésion ». Et Bernard Accoyer a clairement privilégié l'instauration d'un « lien fort et approfondi entre l'Union et la Turquie ».

Ces propos sont en contradiction avec les déclarations faites par Jacques Chirac le 15 décembre sur TF1. « Demander à un pays comme la Turquie de faire des efforts aussi considérables pour arriver à un résultat aléatoire ou partiel, ce n'est évidemment pas raisonnable », avait souligné le chef de l'Etat.

## Jean-Pierre Raffarin : « Il n'y a pas automaticité de la négociation à l'adhésion »

Voici les principaux extraits du discours prononcé hier par Jean-Pierre Raffarin à l'Assemblée nationale.

« Le président de la République a fixé la position de la France : oui à l'entrée de la Turquie à terme, si elle remplit les critères d'adhésion à l'Union européenne. Pourquoi ? Parce que, si les conditions sont réunies, ce sera l'intérêt de la France et de l'Europe. Ce choix nous engage. Ce n'est pas un choix d'opportunité, c'est un choix qui s'appuie sur une vision de la France et de l'Europe.

« Nous proposons à la Turquie de faire sa véritable révolution européenne. Notre projet européen réunit un projet de paix et de stabilité, un projet pour la démocratie, les libertés et les droits de l'homme, un projet de développement économique et social. C'est sur ces valeurs que la Turquie devra répondre.

« Rien ne condamne la Turquie à l'exclusion éternelle de l'Europe. Aujourd'hui, nous voulons résolument qu'elle penche du côté européen. N'ouvrons pas à nos portes un foyer d'instabilité tourné contre une Europe qui aurait refusé l'espoir.

« Négociation n'est pas adhésion. Il n'y a pas,

contrairement aux caricatures que j'ai entendues, automaticité de la négociation à l'adhésion. Le processus va être long et durer au minimum dix ans, et peut être quinze ou vingt. Pour une raison simple : ni l'Europe ni la Turquie ne sont prêtes aujourd'hui à une adhésion. En Europe d'abord, et en France en particulier, il faudra du temps pour faire partager à tous les acteurs concernés l'intérêt de la candidature turque. Evidemment, La Turquie doit consolider sa démocratie, progresser en matière de respect des droits de l'homme et des minorités, avec notamment les tragiques questions arménienne et kurde, confirmer le processus de réconciliation nationale qui a été engagé avec la Grèce et régler la question de Chypre dans l'esprit de réconciliation qui caractérise l'esprit européen.

« Il va de soi, s'il s'avérait que la Turquie ne veut pas ou ne peut pas adhérer à l'ensemble de ces réformes, que l'Union lui proposera un lien partenarial en lieu et place de l'adhésion. La possibilité d'arrêter les négociations est maintenue.

« Toute nouvelle adhésion fera l'objet d'un traité qui sera obligatoirement soumis, pour ratification, à référendum. Le peuple souverain aura le dernier mot. »

Bayrou : « Les 577 députés et 340 sénateurs sont en fait interdits d'expression »

A l'inverse, le président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault, en parfait accord avec la démarche du chef de l'Etat, a eu beau jeu de souligner hier en séance le « décalage abyssal » entre Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy sur la question turque. « Y a-t-il un pilote dans l'avion ? » a-t-il demandé sous

les huées des élus UMP. Le député maire de Nantes a aussi accusé l'UMP et l'UDF de « faire assaut de simplisme pour expliquer que la Turquie et l'Europe sont incompatibles (...) en attisant les peurs et les fantasmes ».

Autre pomme de discorde entre l'UMP et le gouvernement, la question d'un vote au Parlement sur la Turquie. Lors de la réunion du bureau du groupe UMP, Edouard Balladur, qui veut faire modifier par amendement l'article 88-4 de la Constitution pour obliger le gouvernement à transmettre aux assemblées tous les documents européens afin de permettre au Parlement de voter sur des questions de politique internationale, a été soutenu hier matin dans sa démarche par de nombreux UMP, dont Hervé de Charette et Claude Goasguen.

Lors de son intervention dans l'hémicycle, François Bayrou a d'ailleurs vivement critiqué le gouvernement, qui refuse aux députés « le droit le plus élémentaire : le droit de voter ». Fustigeant une « démocratie

française concentrée, verrouillée et sans contre-pouvoir », le président de l'UDF, qui réclame depuis des mois un vote sur la Turquie, a affirmé que « les 577 députés et 340 sénateurs sont en fait interdits d'expression et d'engagement sur les sujets lourds, interdits d'histoire ». Et Bayrou de lancer, à l'adresse du premier ministre : « S'il n'y avait pas la discipline de parti et le verrouillage des institutions, ce serait une majorité qui, dans cette assemblée, vous dirait non. » Employant quasiment les mêmes termes que le président de l'UDF, Jean-Marc Ayrault a également dénoncé « une pratique indigne de la démocratie, une conception archaïque de la V<sup>e</sup> République, qui considère les questions européennes comme le domaine réservé de l'Elysée ».

Jean-Pierre Raffarin a répondu à tous ces arguments de manière on ne peut plus claire. « Nous engageons avec le Parlement un dialogue qui sera

régulier, transparent et conforme à la Constitution. Ce dialogue durera tout au long des négociations, qui peuvent s'échelonner jusqu'à 2020. J'engage donc mes successeurs... mais aussi les vôtres, a lancé le premier ministre aux socialistes. Mais ne comptez pas sur moi, ni sur mon gouvernement, pour mettre à mal les institutions de la V<sup>e</sup> République, qui ont fait leurs preuves, et qui donnent au chef de l'Etat la mission essentielle de négocier les traités, et au Parlement et au peuple la possibilité de les ratifier. Le peuple souverain aura le dernier mot ! » a conclu le chef du gouvernement.

Hostiles à l'adhésion de la Turquie, les dirigeants de l'UMP ont parallèlement la hantise d'un échec du référendum sur le traité européen, prévu en juin 2005, qui serait inévitablement jugé comme un désaveu politique du chef de l'Etat. « Il faut gagner le référendum, car la France ne doit pas se mettre en marge de l'Europe, au moment où la Turquie risque d'y entrer »,

expliquait Hervé Mariton dans les couloirs. De son côté, Nicolas Sarkozy a affirmé devant le bureau du groupe UMP qu'il y aurait « un vote sur la Constitution européenne » lors du conseil national de l'UMP qui se tiendra en mars 2005.

Résolument hostile au traité de Bruxelles, Alain Bocquet a accusé le gouvernement de vouloir « parasiter la question essentielle, celle du référendum sur la Constitution ultra-libérale Chirac-Giscard-Seillière » par la question turque. Le président du groupe communiste a même fustigé « le oui d'opérette, un oui frileux qui est concédé à la Turquie ». Ces divisions, de droite comme de gauche, sur la Constitution ont gâché la joie des « souverainistes ». « On a assisté dans ce débat au chant du cygne du traité européen », assurait ainsi Jacques Myard (UMP) dans les couloirs.

## A Mossoul, Donald Rumsfeld promet la victoire

Donald Rumsfeld a atterri, hier, en Irak pour visite surprise auprès des soldats américains. A la veille de Noël, le secrétaire à la Défense a, avant

tout, tenu à rendre un hommage appuyé aux troupes. « Je suis profondément reconnaissant envers chacun d'entre vous. Vous vous souviendrez dans dix, vingt ou trente ans et

vous saurez que vous avez participé à quelque chose d'important », a-t-il déclaré. Le président des Etats-Unis, George W. Bush, s'est pour sa part entretenu par téléphone avec des militaires déployés en Irak pour les remercier de leurs sacrifices.

C'est à Mossoul que Donald Rumsfeld a débuté sa tournée éclair, sur la base même où, mardi, un attentat suicide dévastait une tente réfectoire, faisant vingt-deux morts, dont quatorze soldats et quatre civils américains. Cette attaque, la plus meurtrière essuyée par les forces américaines depuis le déclenchement de la guerre, a provoqué un choc parmi les GI en mettant en lumière les failles dans le dispositif de sécurité des sites militaires. Entouré de strictes mesures de sécurité, le patron du Pentagone a continué sa tournée vers Tikrit et Faludja, théâtres réguliers d'accrochages avec des insurgés.

Face aux marines, Rumsfeld a reconnu que la détérioration de la situation dans le Nord irakien pouvait être le fait d'éléments rebelles ayant échappé à l'opération américaine contre Faludja, ville longtemps considérée comme un bastion islamiste. « Je ne doute pas un seul instant que certains de ces types de Faludja soient venus à Mossoul », a-t-il expliqué. Et d'avouer que la situation actuelle en Irak était difficile et pouvait même paraître sombre pour certains. Mais il s'est dit certain que l'issue serait heureuse. « Il n'y a pas de doute dans mon esprit », a-t-il affirmé, dessinant un parallèle avec la situation en Afghanistan.

Pas de doute non plus à ses yeux que la présence des forces américaines en Irak s'inscrit dans le sens du « grand balancier de l'histoire ». Selon lui, tout dépendra de la formation



Sur la base de Tikrit, Donald Rumsfeld a posé aux côtés des soldats encore sous le choc de l'attentat-suicide de mardi à Mossoul, qui a fait 22 morts, dont quatorze GI's. (Photo Spc. D. Dyer/US Army/AP.)

et du recrutement des forces de sécurité irakiennes.

A son arrivée à Bagdad, pour une étape plus politique, Rumsfeld a passé une vingtaine de minutes à huis clos avec le général George Casey, commandant des forces américaines en Irak, avant de rencontrer le

président irakien, Ghazi al-Yaouar. Il devait ensuite retrouver la troupe pour un repas de Noël sur une base près de l'aéroport de la capitale.

Ce déplacement surprise intervient alors qu'un GI a récemment interpellé le secrétaire à la

Défense, lui reprochant de ne pas accorder une protection suffisante aux soldats engagés sur les théâtres d'opération. Il coïncide aussi avec des appels à la démission lancés par des démocrates, mais aussi des républicains, en raison de sa gestion de

la guerre en Irak et de son insensibilité apparente pour le sort des militaires américains. Jeudi, le patron du Pentagone avait réagi en se déclarant « *sinèrement attristé* » par ces critiques.

(AFP.)

## U.S. looks past Iraq vote Guaranteed role for Sunnis envisaged

By Steven R. Weisman

**WASHINGTON:** The Bush administration is talking to Iraqi leaders about guaranteeing Sunni Arabs a certain number of ministries or high-level jobs in the future Iraqi government if, as is widely predicted, Sunni candidates fail to do well in Iraq's elections.

An even more radical step, one that a Western diplomat said had been raised already with an aide to Grand Ayatollah Ali al-Sistani, Iraq's most revered Shiite cleric, is the possibility of adding some seats to the 275-member legislature for the top Sunni vote-getters, even if they lose to non-Sunni candidates.

The diplomat said even some Shiite politicians who are followers of Sistani are concerned that a victory by Shiites, effectively shutting Sunni Arabs out of power, could alienate Sunnis and lead to more internal strife. Shiites make up about 60 percent of Iraqis and were generally denied power under Saddam Hussein.

The idea of adding seats to the legislature for Sunnis after the election was acknowledged by officials as likely to be difficult to carry out, but they said it might be necessary to

avoid Sunni estrangement.

Sunni Arabs make up about 20 percent of the population and formed the core of Saddam's power structure. Kurds make up the other 20 percent. Much of the insurgency is taking place in Sunni-dominated areas in the central part of the country, and some Sunni leaders have called for a boycott of the election. This has led to fears that large numbers of Sunnis will obey the call or be afraid to vote.

"There's some flexibility in approaching this problem," an administration official said. "There's a willingness to play with the end result — not changing the numbers, but maybe guaranteeing that a certain number of seats go to Sunni areas, even if their candidates did not receive a certain percentage of the vote."

The idea is so sensitive that administration officials who spoke about it did not want their names disclosed. Some experts on Iraq say such talk could undercut efforts to drum up support for voting in Sunni areas.

[In Baghdad, an official of Iraq's election body rejected the idea of adjusting the results of next month's vote to benefit the Sunni minority, Reuters reported Sunday. Speaking of "unacceptable" interference, Farid Ayar, a spokesman for

the Electoral Commission said: "Who wins, wins. That is the way it is. That is the way it will be in the election."]

Guaranteeing a certain number of positions in government for certain ethnic groups is not without precedent. Lebanon, for example, has a power-sharing arrangement among its main sectarian groups. The Parliament in Iran has seats reserved for religious minorities.

It was not known whether Ayad Allawi, the Iraqi prime minister, had been consulted about the possibility of such action.

Any suggestion of delaying the elections because Sunnis are reluctant to vote has been knocked down by U.S. officials. An administration official said, for example, that when King Abdullah II of Jordan visited President George W. Bush earlier this month, he began the meeting by telling the king not even to raise the issue of postponing the elections because it was beyond consideration. Instead, Bush has pressed Abdullah and the leaders of Saudi Arabia, Egypt and other countries to spread the word to Sunnis in Iraq to support their candidates and to vote.

Secretary of State Colin Powell and other top U.S. officials have said in the past week that they were generally pleased with indications that an overwhelming majority of Iraqis wanted to vote and that many well-known Sunni leaders were running for office, despite the calls for a boycott by other prominent Sunnis.

But there are also U.S.-made factors hobbling full participation in the election. Administration officials said, for example, that one reason that some Sunnis were not running was that they had refused to sign documents renouncing their former affiliation with the Baath Party of Saddam, as demanded by the Iraqi authorities.

"I've talked to a number of people in the Baath Party, and they bitterly resent having to sign such a document," a Western diplomat in Baghdad said. The diplomat said that the requirement had been an obstacle to an inclusive range of candidates, including figures associated with Saddam who are believed by Western diplomats to be ready to take part in the political process if they do not have to renounce their past ties.

He said Shiite and Kurdish leaders in Iraq had pressed for an outlawing of the old Baath Party since the beginning of the U.S. occupation, when L. Paul Bremer 3rd, the former civilian commander of the occupation, ordered a ban. There is disagreement within the



Jason P. Howe for The New York Times

A campaign poster in a Baghdad shop window. Officials fear a victory by Shiites could alienate Sunnis and lead to internal strife.

administration about whether this was a mistake that reflected a difficult tradeoff by U.S. policy makers at the beginning of the occupation. But now many officials say they have no choice but to go along with what the interim Iraqi leadership wants.

U.S. officials said many of those leaders opposed any effort to let former Baath Party officials run without renouncing their old affiliation, saying that their stand was analogous to banning the Nazi Party in postwar German elections.

"Given the number of people running for office in Iraq, you have to be impressed with the breadth of Iraqi society represented," the Western diplomat said. "What you don't have running, however, are the old-style Sunni nationalists, the old regime elements who used to dominate the country's politics."

Not everyone sees the idea of altering the results after the election as practical or desirable. "This idea is a nonstarter," said Feisal al-Istrabadi, Iraq's deputy permanent representative at the United Nations. "But what it tells you is that inherently people are concerned about the problems with respect to legitimacy of the elections, not because people are going to boycott, but because people are going to be afraid to vote."

Istrabadi said that, unlike most Iraqi officials in Baghdad, he did not oppose postponing the elections, an idea advocated by some Iraqi politicians and raised by Arab leaders in the region, if a delay could help secure certain areas and persuade people to vote.

He explained that he viewed the idea of adding legislators after the election as having practical and legal difficulties. However, others said that be-

cause the plan for a 275-member legislature was put forward by an unelected government, an elected government might be able to do what it wanted.

"You do the math," said Larry Diamond, a senior fellow at the Hoover Institution in Stanford, California, who was an adviser to the U.S. occupation in Baghdad. "If Sunnis don't vote, they could become only 5 percent of the electorate." Iraqis are to choose among 107 slates and 7,000 candidates.

If Sunnis are marginalized in that fashion, Diamond said, it could lead to further alienation, an increased insurgency and possibly a civil war, especially if the Kurdish and Shiite victors attempt to write a constitution that favors their interests over those of the Sunnis.

The New York Times

## IRAK D'après un message audio diffusé par al-Jezira

# Ben Laden reconnaît Zarqaoui comme l'émir d'al-Qaida

Le chef d'al-Qaida, Oussama Ben Laden, reconnaît Abou Moussab Zarqaoui comme l'émir du réseau terroriste en Irak, selon un message audio qui lui est attribué, diffusé hier par la chaîne al-Jezira. Il y appelle aussi les Irakiens à boycotter les élections prévues le 30 janvier. Un membre de la Commission électorale irakienne a déclaré hier que les élections se tiendraient dans les temps, en réaction à ce message, qui n'a pas encore été authentifié. « Il s'agit a priori de la réponse de Ben Laden au serment d'allégeance que lui a professé Zarqaoui, ce qui ne représenterait pas une surprise », a commenté un responsable américain, sous couvert d'anonymat. En octobre, un site Internet islamiste avait publié un communiqué attribué à Zarqaoui, qui affirmait avoir prêté allégeance à al-Qaida et à son chef.

Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, a souhaité hier que

la communauté sunnite irakienne continue d'être représentée dans le gouvernement après ces élections. Il a fait ces remarques alors que le siège du principal parti chiite irakien a été visé hier à Bagdad par un attentat qui a fait 13 morts, tandis que le plus important parti sunnite se retirait de la course électorale, etant donné les conditions actuelles de sécurité.

Les bureaux d'Abdel Aziz Hakim, chef du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), ont été visés par un kamikaze à bord d'une voiture piégée tôt hier matin. Abdel Aziz Hakim conduit la liste de la Coalition irakienne, donnée favorite pour les élections. Son fils, Mohsen Hakim, a attribué l'attaque aux « ennemis de la nation irakienne qui refusent que les élections aient lieu à la date prévue », ajoutant : « Ce sont les mêmes qui ont tué Mohammed Baqer al-Hakim », l'ancien chef

de CSRII, tué en août 2003 par une voiture piégée à Nadjaf, ville sainte chiite située au sud de Bagdad.

L'attaque contre le bureau de Hakim intervient après des attentats, le 19 décembre, dans les villes chiites de Nadjaf et Kerbala, qui ont fait 66 morts et près de 200 blessés. Ces attaques ont été interprétées comme un avertissement aux chiites, majoritaires dans le pays, avant les élections auxquelles ils s'apprentent à participer en masse.

La liste d'Abdel Aziz Hakim a été formée avec la bénédiction du plus prestigieux des chefs religieux chiites d'Irak, le grand ayatollah Ali al-Sistani. A Téhéran, les autorités ont condamné l'attentat contre ce responsable, qui a vécu de nombreuses années d'exil en Iran. Le porte-parole du gouvernement iranien a fait sienne l'exigence d'Abdel Aziz Hakim, qui réclame des élections générales à la date prévue.

La principale formation sunnite, le Parti islamique irakien, a créé la surprise en annonçant son retrait de la course électorale, pour protester contre le refus des autorités de reporter les élections de six mois afin d'attendre une amélioration de la sécurité. Dans une interview publiée par des médias chinois, le ministre des Affaires étrangères irakien, Hoshiyar Zebari, déclare que ces élections pourraient être retardées « dans des régions dangereuses comme Mossoul et autour de Bagdad ».

De son côté, le général John Abizaid, chef du commandement central (Centcom) américain, a déclaré sur CNN que « Mossoul nécessitera un renfort de militaires pendant la période électorale ». A Samarra, au nord de Bagdad, douze Irakiens, dont sept gardes nationaux, ont été tués dimanche soir et hier matin. Enfin, la presse jordanienne a fait état de la libération d'un routier jordanien en Irak par l'armée américaine, qui l'avait arrêté et détenu pendant quatre mois. (AFP.)

LE FIGARO MARDI 28 DÉCEMBRE 2004

Le Monde 29 DÉCEMBRE 2004

## La Turquie est prête à renégocier sur Chypre

ANKARA. La Turquie a annoncé, lundi 27 décembre, qu'elle était favorable à une reprise des négociations pour la réunification de Chypre sur la base du projet de l'ONU, reprise qui interviendrait avant l'ouverture de ses propres pourparlers pour l'adhésion à l'Union européenne (UE), en octobre 2005. « Nous espérons que les négociations pourront reprendre dans

le cadre des Nations unies sur la base du plan Annan et que ce problème sera résolu avant le 3 octobre », a annoncé à la presse le porte-parole du gouvernement, Cemil Cicek, à l'issue d'une réunion gouvernementale.

Le plan du secrétaire général des Nations unies avait été rejeté par les Chypriotes grecs en avril, alors que les Chypriotes turcs l'avaient approuvé massivement. L'échec du plan de Kofi Annan a eu pour conséquence que seule la partie grecque de l'île a intégré l'Union européenne en mai. L'UE a donné son feu à l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie le 3 octobre 2005 à condition que ce pays fasse un geste envers le gouvernement chypriote grec. - (AFP.)

# Bomb misses chief of Iraq's largest Shiite party

By Erik Eckholm

**BAGHDAD:** A suicide car bomber set off a huge explosion outside the Baghdad headquarters of the nation's largest Shiite political party on Monday, killing nine party guards and visitors and wounding 67, the Interior Ministry said.

The leader of the party, Abdul Aziz al-Hakim, who has emerged as one of the country's most powerful political figures in the run-up to national elections next month, was inside the building but unhurt in the blast, which was felt across central Baghdad on Monday morning.

Still, the deadly bombing underscored the fragility of the electoral process here and also evoked the lurking threat of sectarian strife or even civil war, Iraqi political experts said. Hakim's son, in an interview after the explosion, blamed the attack on die-hard Baathists and Sunni Islamic extremists, who, he charged, "are trying to undermine the election process."

In another setback for the elections for a Constitutional Assembly, which are scheduled for Jan. 30, the largest of the Sunni parties in the ring with a slate of candidates announced Monday that it was withdrawing because security conditions would not permit fair elections.

The Sunni group, the Iraqi Islamic Party, said it was not calling for a boycott of the elections, as the more militant Muslim Scholars Association has, but repeated demands for a six-month delay in voting.

The bomb attack Monday on the offices of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, one of two huge Shiite parties with a strong religious leaning, follows a series of murders and bombings of Shiite clerics. In a typical example reported Sunday, a cleric was shot in his car as he approached Baghdad from the south.

That campaign, many Iraqis believe, is being waged by former Baathists and Sunni Islamists who fear the ascendancy of Shiites, a group that comprises 60 percent of the population but has long been dominated by the Sunni minority of central Iraq. Some Sunni leaders also charge that Hakim and other religiously oriented Shiite politicians are too much under the sway of Iran, a Shiite theocracy.

Hakim spent the Saddam Hussein years in exile in Iran and ran the militia of his party, which is known as Sciri. He is at the top of the election slate put forth by a coalition of mainly Shiite groups, apparently engineered with the

blessing of the reclusive but hugely powerful Shiite leader, Grand Ayatollah Ali al-Sistani.

Both Hakim and Sistani have said they reject an Iranian-style rule by clerics, but their religious roots are deep.

Hakim took over Sciri after his brother and the group's founder, Ayatollah Muhammad Bakr al-Hakim, was killed

## Sunnis and Baathists 'are trying to undermine the election process.'

by a car bomb in the Shiite holy city of Najaf in August 2003.

So far, Shiite leaders including Hakim have counseled restraint in the face of the apparently targeted violence, instead keeping up pressure on the Americans and the interim government to proceed with the January elections, which they are likely to win in a historic shift of power.

"Al-Hakim is in good health and this explosion will increase our persistence in continuing the political process without fear," Hakim's son, Amar al-Hakim, said in an interview. "The aim of the bombing is to push the Iraqis to fight each other and to derail the elections."

The car explosion, at 9:15 a.m. local time, left a huge hole in the pavement and damaged five nearby houses and 65 cars, officials said. Among those killed, a witness said, were a police colonel and a female Iraqi journalist, there to conduct an interview. Four other Iraqi journalists, from a television station, were wounded.

The Sciri headquarters is in the former home of a senior aide to Saddam, Tariq Aziz, who is in jail in Baghdad awaiting trial for crimes associated with that regime.

Later in the day, in an Islamic ritual sacrifice, members of Hakim's party led sheep to the bomb site and slaughtered them, giving thanks for the survival of their leader.

Restraint in the face of what they perceive as deadly provocations has made sense for Shiite leaders, who, in effect, need the support of American forces to complete the elections they crave.

"If the Shia retaliate in a major way they'll lose more than they gain," said Ghassan al-Atiyah, a former exile and political analyst and a Shiite who has established a secular, multi-ethnic slate to contest the elections. "The Americans are doing the dirty work for them, killing the Sunni insurgents, so why should they get involved?"

But some Iraqis fear that the assassination of a popular leader like Hakim could easily lead to demands for revenge, fanning the embers of ethnic war.

This may only play into the hands of Sunni militants. They may feel, "What do we have to lose if we cause mayhem? We are bound to be dominated by the Shia anyway," Atiyah said.

"This would be the beginning of sectarian war," he said in an interview at the small research institute he has set up just blocks from the site of Monday's car bombing.

At the same time, American diplomats and many Shia leaders are well aware that, if elections proceed without substantial Sunni participation, the resulting constitution and government will lack legitimacy among this key fifth of the population.

The United States and interim government of Prime Minister Ayad Allawi have tried to coax more moderate Sunnis to join the race, which is why the announcement Monday by the Iraqi Islamic Party could be a serious setback.

In a statement Monday the party leader, Mohsen Abdel Hamid, said the party remains committed to the idea of elections but that in view of the "deteriorating security situation," and the refusal of the authorities to consider a delay, the party is withdrawing and will consider its results "irrelevant."

Over the weekend, American diplomats floated the idea of guaranteeing seats for a certain number of Sunni leaders, chosen in some manner by Sunni groups, even if they did not receive enough votes in the election.

The reaction here, in public at least, has been negative. The head of the elections commission called it illegal.

On Sunday, Sheik Harith al-Dhari, the head of the Muslim Scholars Association, rejected the American idea, declaring in an interview with Agence France-Presse, "No elections under occupation." Sunnis lose nothing by boycotting the process, he said, because once the Americans leave, the people will have to rethink their constitution and make it more inclusive anyway.

Atiyah, the secular liberal candidate, said: "You can't fake legitimacy, it's like saying you are only half pregnant."

He said he favored delaying the elections until a larger swathe of moderate Sunnis can be brought on board and warned, "To enter into a bad election will be a prelude to civil war."

But U.S. officials say they have evidence that the majority of Iraqis want the elections to proceed and tinkering with the structure, in this early stage of democracy, is safer than delaying a vote.

The New York Times

# Was fordern die Kurden in der Türkei?

Nach dem Bericht der Europäischen Kommission vom Oktober 2004 leben 15 bis 20 Millionen Kurden in der Türkei und stellen somit ca. ein Viertel der Bevölkerung dieses Landes dar.

Wie jede andere historisch gewachsene menschliche Gemeinschaft haben auch die Kurden das Recht, in Würde auf dem Land ihrer Vorfahren zu leben, ihre Identität, Kultur und Sprache zu pflegen und sie uneingeschränkt ihren Kindern zu überliefern.

Nachdem ihnen während des gesamten 20. Jahrhunderts großes Unrecht widerfahren ist, setzen sie nun ihre Hoffnung auf die Beitrittsverhandlungen zwischen der Türkei und der Europäischen Union, in der sie vor allem einen multikulturellen Raum des Friedens, der Demokratie und des Pluralismus sehen. Aber um sich in diese Familie der Demokratien anschließen zu können, muss die Türkei zunächst selbst zu einer wirklichen Demokratie finden, die kulturelle Vielfalt und den politischen Pluralismus respektiert. Vor allem muss sie ihren kurdischen Bürgern Rechte einräumen, wie sie die Basken, Katalanen, Schotten, Samen, Südtiroler und Wallonen in den demokratischen Staaten Europas genießen und die sie selbst für die Türken auf Zypern einfordert.

Eine Politik, die mit zweierlei Maß misst, kann von der Öffentlichkeit nicht geduldet werden. Sie würde auch die Glaubwürdigkeit der Europäischen Union unterminieren und die türkische Regierung würde in den Augen der europäischen Öffentlichkeit in Misskredit kommen.

Der europäische Beitrittsprozess öffnet neue, vielversprechende Perspektiven einschließlich für Türken und Kurden und bietet die Möglichkeit für eine Aussöhnung aufgrund einer friedlichen Regelung

der Kurdenfrage innerhalb der heutigen Landesgrenzen. Diese Chance, kann nicht hoch genug eingeschätzt werden.

Die Unterzeichner, die die kurdische Gesellschaft in ihrer politischen und kulturellen Vielfalt vertreten, sind der Auffassung, dass eine solche Einigung vor allem die folgenden Forderungen erfüllen muss:

- eine neue, demokratische Verfassung, in der die Existenz des kurdischen Volkes anerkannt und ihm das Recht auf ein staatliches Bildungssystem und auf Medien in seiner Sprache sowie auf die Gründung von Vereinen, Institutionen und Parteien mit dem Recht auf freie Meinungsäußerung und als Träger seiner Kultur und seiner politischen Bestrebungen garantiert wird;
  - eine allgemeine politische Amnestie als vertrauensbildende Maßnahme zugunsten der Aussöhnung und endgültigen Abkehr von Gewaltanwendung und bewaffneten Konflikten;
  - die Schaffung eines umfassenden wirtschaftlichen Förderprogramms für die kurdische Region, aus dem mit europäischer Unterstützung insbesondere der Wiederaufbau der mehr als 3.400 in den neunziger Jahren zerstörten Dörfer und Anreize für die Rückkehr der drei Millionen vertriebenen Kurden in ihre Heimat finanziert werden können.
- Wir fordern die türkischen Behörden und die europäischen Regierungen dazu auf, den Kurden in der Türkei durch die Berücksichtigung ihrer berechtigten Anliegen um des regionalen Friedens und der regionalen Stabilität willen Gerechtigkeit zuteil werden zu lassen und die Erfüllung dieser Forderungen zu einem wesentlichen Kriterium für die Bewertung der Fortschritte der Türkei auf dem Wege zur Mitgliedschaft in die Europäischen Union zu erheben.

15. Dezember 2004  
Stuttgarter Allgemeine

**ERSTE UNTERZEICHNETE - TÜRKIE** — : Mehmet **ABBASOĞLU**, ehemaliger Vorsitzender der demokratischen Volkspartei (Dehap); Songül Erol **ABDİL**, Bürgermeister von Tunceli; Nesimi **ADAY**, Dichter, Schriftsteller; Müslüm **AKALIN**, Präsident der Anwaltskammer von Urfa (Edesse); Nilüfer **AKBAL**, Sängerin; Abdullah **AKENGİN**, Bürgermeister von Dicle; Abdullah **AKIN**, ehemaliger Bürgermeister von Batman; İbrahim **AKSOY**, ehemaliger Abgeordneter von Malatya; İhsan **AKSOY**, Schriftsteller; Hacı **AKYOL**, Rechtsanwalt, ehemaliger Bürgermeister von Yazihan, Malatya; Mahmut **ALINAK**, ehemaliger Abgeordneter von Sırmak; Süleyman **ANIK**, Bürgermeister von Dargeçit, Mardin; Firat **ANLI**, Bürgermeister von Yenisehir, Diyarbakir; M. Nezir **ARAS**, Bürgermeister von Bulanik; Rusen **ARSLAN**, Jurist; İsmail **ARSLAN**, Bürgermeister von Ceylanpinar; Mehmet Ali **ASLAN**, Rechtsanwalt, ehemaliger Vorsitzender der türkischen Arbeiterpartei (TIP); Naci **ASLAN**, Abgeordneter von Agri; Sedat **ASLANİTAS**, Rechtsanwalt, Generalsekretär der Menschenrechtsstiftung der Türkei; Fahrettin **ASTAN**, Bürgermeister von Besiri; Nuran **ATLI**, Bürgermeister von Mazıdağ; Mustafa **AVCI**, Generalsekretär der Angestelltengewerkschaft der öffentlichen Dienste (KESK); Eshat **AYATA**, Schriftsteller, Verleger; Sukran **AYDIN**, Bürgermeister von Bismil; Behrun **AYGÖREN**, ehemaliger Bürgermeister von Dicle; Hüseyin **AYYILDIZ**, Generalsekretär der Gewerkschaft der städtischen Angestellten der Türkei (Tüm-Belsen); İhsan **BABAĞLU**, Sprecher der Plattform für die Demokratie, Diyarbakir; Tuncer **BAKIRHAN**, Vorsitzender der demokratischen Volkspartei (Dehap); Murat **BATGI**, Schauspieler; Osman **BAYDEMİR**, Bürgermeister von Diyarbakir; Seyhmus **BAYHAN**, Bürgermeister von Lice; Mehmet Celal **BAYKARA**, Präsident der Stiftung für die Erforschung der kurdischen Kultur (KÜRTKAV); Sefik **BEYAZ**, Präsident des kurdischen Instituts von Istanbul; Dr. Ekrem **BİLEK**, ehemaliger Bürgermeister von Siirt; Nevzat **BİNGÖL**, Journalist, Schriftsteller; Nadir **BİNGÖL**, Bürgermeister von Ergani; Kemal **BIRLIK**, ehemaliger Abgeordneter von Sırmak; Murat **BOZLAK**, ehemaliger Vorsitzender der Partei der Demokratie des Volkes (Hadep); Ali **BUCAK**, Rechtsanwalt, Präsident des Kulturzentrums von Urfa; Aydin **BUDAK**, Bürgermeister von Cizre; Feridun **ÇELİK**, ehemaliger Bürgermeister von Diyarbakir; Demir **ÇELİK**, Bürgermeister von Varto; Ömer **CETIN**, Mitbegründer der Stiftung für die Sozialforschung (TOSAV); Yusuf **ÇETIN**, Präsident des Filmschauspielerverbands (Casod); Murat **CEYLAN**, Bürgermeister von Kurtalan; Emrullah **CİN**, Bürgermeister von Viranşehir; Muzaffer **DEMİR**, ehemaliger Abgeordneter von Mus; Selim **DEMİR**, Bürgermeister von Kozluk; Cafer **DEMİR**, Präsident der Elazığ-Sektion des Menschenrechtsverbands; Ahmet Turan **DEMİR**, Vorsitzender der Partei der freien Gesellschaft (ÖTP); Abdullah **DEMİRTAS**, Bürgermeister von Suriçi, Diyarbakir; Hatip **DİCLE**, ehemaliger Abgeordneter von Diyarbakir, ehemaliger Vorsitzender der Partei der Demokratie (DEP); Dr. İlhan **DIKEN**, Präsident der Ärztekammer von Diyarbakir; Orhan **DOĞAN**, ehemaliger Abgeordneter von Sırmak; Faik **DURSUN**, Bürgermeister von Beytüşebap; Dr. Tarik Ziya **EKINCI**, ehemaliger Abgeordneter von Diyarbakir, ehemaliger Generalsekretär der türkischen Arbeiterpartei (TIP); Tahsin **EKINCI**, Rechtsanwalt; Adnan **EKMEN**, ehemaliger Minister, ehemaliger Abgeordneter von Batman; Serafettin **ELÇI**, ehemaliger Minister, ehemaliger Abgeordneter von Mardin; Nurettin **ELHÜSEYİNİ**, Schriftsteller, Übersetzer; Gıyasettin **EMRE**, ehemaliger Abgeordneter von Mus; Hamit **ENGİN**, Bürgermeister von Hazro; Mehmet Ali **EREN**, ehemaliger Abgeordneter von Istanbul; Ahmet **ERTAK**, Bürgermeister von Sırmak; Enver **ETE**, Sprecher der Plattform für die Demokratie, Mardin; Mehmet Fuat **FIRAT**, ehemaliger Abgeordneter von Erzurum; Ümit **FIRAT**, Verleger, Schriftsteller; İbrahim **GUÇLU**, Rechtsanwalt; Nezir **GÜLCAN**, ehemaliger Bürgermeister von Kurtalan; Ahmet **GÜMÜSTEKİN**, Maler; Hasim **HASIMI**, ehemaliger Abgeordneter von Diyarbakir, ehemaliger Bürgermeister von Cizre; Dr. Necdet **İPEKYUZ**, ehemaliger Präsident der Ärztekammer von Diyarbakir; M. Tahir **KAHAMANER**, Bürgermeister von Malazgirt; Hüseyin **KALKAN**, Bürgermeister von Batman; Ramazan **KAPAN**, Bürgermeister von Derik; Hasip **KAPLAN**, Rechtsanwalt; Seyhmus **KARAHAN**, ehemaliger Präsident der Union der Bauingenieure von Urfa; Zülküf **KARATEKİN**, Bürgermeister von Karapınar, Diyarbakir; Selahattin **KAYA**, ehemaliger Bürgermeister von Bingöl; Hasan **KAYA**, ehemaliger Präsident des kurdischen Instituts von Istanbul; Gülten **KAYA**, Musikverlegerin; Ferzende **KAYA**, Journalist; Mehmet **KAYA**, Bürgermeister von Kocaköy, Diyarbakir; Fikret **KAYA**, Bürgermeister von Silvan; Eren **KESKİN**, Präsidentin der Istanbul-Sektion des Menschenrechtsverbands (İHD); Abdullah **KESKİN**, Verleger; Abdullah **KIRAN**, Schriftsteller; Muhsin **KIZILKAYA**, Schriftsteller; Servet **KOKAKAYA**, Musiker; Muhsin **KONUR**, Bürgermeister von Silopi; Burhan **KORHAN**, Bürgermeister von Besiri; Mukkades **KUBILAY**, Bürgermeister von Döğubeyazıt; Cabbar **LEYGARA**, ehemaliger Bürgermeister von Bağlar, Diyarbakir; Ahmet **MELİK**, ehemaliger Abgeordneter von Urfa; Yılmaz **ODABASI**, Dichter; Hüsnü **OKÇUOĞLU**, ehemaliger Abgeordneter von Istanbul; Dr. Selim **OLÇER**, ehemaliger Präsident der Union der Ärztekammern der Türkei; Eyüp Sabri **ÖNCEL**, Rechtsanwalt, ehemaliger Präsident der Anwaltskammer von Urfa; Esat **ÖNER**, Bürgermeister von Gercüş; Dr. Mahmut **ORTAKAYA**, ehemaliger Präsident der Ärztekammer von Diyarbakir; Çelal **OVAT**, Präsident der Gewerkschaft DIS-GIDA İS; Selim **ÖZALP**, ehemaliger Bürgermeister von Siirt; Sahabettin **ÖZARSLANER**, ehemaliger Bürgermeister von Van; Mustafa **ÖZER**, Rechtsanwalt, ehemaliger Präsident der Anwaltskammer von Diyarbakir; Hicri **ÖZGÖREN**, Dichter; Yurdusev **ÖZKÖMENLER**, Bürgermeister von Bağlar, Diyarbakir; Mesut **ÖZTÜRK**, ehemaliger Bürgermeister von Van; Fadil **ÖZTÜRK**, Dichter; Dr. Kemal **PARLAK**, Sprecher des Demokratischen Konsens und der Initiative für eine Lösung der Kurdenfrage (DEMOS); Selim **SADAK**, ehemaliger Abgeordneter von Sırmak; Resul **SADAK**, Bürgermeister von İdil; Ethem **SAHİN**, Bürgermeister von Suruç; Sirri **SAKİK**, ehemaliger Abgeordneter von Mus; Rahmi **SALTUK**, Musiker; Suzan **SAMANCI**, Schriftsteller; Menderes **SAMANCIAR**, Schauspieler; Mehmet **SANRI**, Verleger; Dr. Mehmet Emin **SEVER**, ehemaliger Abgeordneter von Mus; Yasar **SEYMAN**, Präsident der Pressegewerkschaft (BAS-SEN), ehemaliger stellvertretender Vorsitzender der republikanischen Volkspartei (CHP); Enver **SEZGIN**, Schriftsteller; Emir Ali **SİMSEK**, Generalsekretär der Lehrergewerkschaft (Eğitim-Sen); Cihan **SINCAR**, Bürgermeister von Kiziltepe; Mahmut **SÖNMEZ**, ehemaliger Abgeordneter von Bingöl; Mehmet **TANHAN**, Bürgermeister von Nusaybin; Sezgin **TANRIKÖLU**, Präsident der Anwaltskammer von Diyarbakir; Nimet **TANRIKÖLU**, Präsident des Kulturzentrums von Tunceli; Metin **TEKÇE**, Bürgermeister von Hakkari; Hürsit **TEKİN**, Bürgermeister von Semdinli; Deniz **TOPKAN**, Sprecher der Plattform für die Demokratie, Batman; Ahmet **TULGAR**, Journalist; Ferhat **TUNÇ**, Musiker; Sehnaz **TURAN**, Rechtsanwältin, Präsidentin der Forschungsstiftung TOHAV; Ahmet **TÜRK**, ehemaliger Abgeordneter von Mardin; Şehmus **ÜLEK**, Rechtsanwalt, stellvertretender Präsident des Verbands der Menschenrechte MAZLUM-DER; Rojin **ÜLKER**, Sängerin; Mehmet **UZUN**, Schriftsteller; Behlül **YAVUZ**, ehemaliger Hauptgeschäftsführer der Handels- und Handwerksunion von Diyarbakir; Feridun **YAZAR**, ehemaliger Bürgermeister von Urfa, ehemaliger Vorsitzender der Arbeiterpartei des Volkes (HEP); Canip **YILDIRIM**, Publizist; M. Salih **YILDIZ**, Bürgermeister von Yükeköy; Sedat **YURTDAŞ**, ehemaliger Abgeordneter von Diyarbakir; Mehdi **ZANA**, ehemaliger Bürgermeister von Diyarbakir; Leyla **ZANA**, ehemalige Abgeordnete von Diyarbakir, Sakharov-Preis des Europaparlaments; Veysi **ZEYDANLIOĞLU**, Rechtsanwalt.

— **EUROPA** — : Aso **AGACE**, Leiterin des Internationalen Frauenzentrums für Bildung und Information, Berlin; Salih **AKIN**, Dozent an der Universität Rouen; Hacı **AKMAN**, Professor an der Universität Bergen, Norwegen; Rohat **ALAKOM**, Schriftsteller, Schweden; Faruk **ARAS**, Publizist, Schweden; Nizamettin **ARIC**, Musiker und Filmregisseur, Berlin; Günay **ASLAN**, Journalist, Deutschland; Mustafa **AYDOĞAN**, Schriftsteller, Schweden; Kazım **BABA**, Politiker, Deutschland; Hêlin Evrim **BABA**, Mitglied des Abgeordnetenhaus Berlin, Deutschland; Kurdo **BAKSI**, Journalist, Olof Palme Friedenspreisträger, Schweden; Riza **BARAN**, Vorsitzender des Gemeinderats von Friedrichheim-Kreuzberg, Berlin; Rojen **BARNAS**, Schriftsteller und Poet, Schweden; Hamit **BOZARSLAN**, Dozent an der Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris; Sermin **BOZARSLAN**, Vorsitzende der Föderation der Verbände des Kurdistans in Schweden; Serhat **BUCAK**, Jurist, Deutschland; Yılmaz **CAMLİBEL**, Schriftsteller, Deutschland; Firat **CEWERI**, Schriftsteller und Verleger, Schweden; Ali **ÇİFTÇI**, Verleger, Schweden; Mürad **CIWAN**, Wissenschaftler, Schweden; Faysal **DAGLI**, Journalist, Deutschland; Abdullrahman **DURRE**, ehemaliger Mufti von Diyarbakir, Deutschland; **ELİŞHER**, Schriftsteller, Schweden; Hasan Basri **ELMAS**, Dozent an der Universität Paris VIII, Frankreich; Derwesh **FERHO**, Präsident des kurdischen Instituts Brüssel; **Stiftung der Kurden Anatolien**, Schweden; **Stiftung für die kurdische Kultur in Stockholm**; Gülistan **GÜRBEY**, Wissenschaftlerin, Deutschland, Metin **INCESU**, Vorsitzender von NAVEND-Zentrum für Kurdische Studien e.V., Bonn; Haydar **ISIK**, Journalist, Deutschland; Ahmet **KAHRAMAN**, Journalist, Deutschland; Yasar **KAYA**, ehemaliger Vorsitzender der DEP, Deutschland; İlhan **KIZILHAN**, Dozent an der Universität Konstanz, Deutschland; Cahit **MERVAN**, Journalist, Deutschland; Hesenê **METE**, Schriftsteller, Schweden; Kendal **NEZAN**, Präsident des Institut kurde von Paris; Özz **NUJEN**, Schauspieler, Schweden; Nihal **OTURAN**, Forschungsingenieur, Frankreich; Mehmet Ali **OTURAN**, Professor, Frankreich; Nalin **PEKGÜL**, Vorsitzende des Nationalen Verbands der sozialdemokratischen Frauen Schwedens, ehemalige Abgeordnete; Sivan **PERWER**, Musiker, Preisträger der Charles Cros Akademie, Deutschland; **REMZI**, Maler, Paris; Serdar **ROSHAN**, Schriftsteller, Schweden; Mehmet **SAHİN**, Koordinator des Dialog-Kreises, Deutschland; Gıyasettin **SAYAN**, Mitglied des Abgeordnetenhaus Berlin, Deutschland; Abubekir **SAYDAM**, Geschäftsführer des Internationalen Zentrums für Menschenrechte der Kurden, Bonn; Nezir **SEMMIKANLI**, ehemaliger stellvertretender Bürgermeister von Çankaya-Ankara; Nizamettin **TOĞUÇ**, ehemaliger Abgeordneter von Batman, Niederlande; Feleknas **UCA**, Europaabgeordnete, Deutschland; Ali **YIGIT**, ehemaliger Abgeordneter von Mardin, Vorsitzender von KONGÜRD, Niederlande; Kotan **YILDIZ**, Wissenschaftlicher Mitarbeiter an der Technischen Hochschule Berlin, Deutschland; Kerim **YILDIZ**, Hauptgeschäftsführer des Kurdish Human Rights Project, London; Reso **ZILAN**, Sprachwissenschaftler, Schweden; Ahmed **ZİREK**, Schauspieler, France.

# What do the Kurds

The Kurds make up about a quarter of the population of Turkey, numbering between 15 and 20 million, according to the October 2004 Report of the European Commission.

Like all historically constituted human communities, they have the right to live in dignity in the land of their ancestors, and to preserve their identity, culture and language and hand them down freely to their children.

Having been victims of great injustice throughout the 20th century, the Kurds now pin their hopes for a better future on the process Turkey must undergo to become a member of the European Union, which they perceive as being, above all, a multicultural area of peace, democracy and pluralism. To join this family of democracies, Turkey itself must become a true democracy, with respect for its own cultural diversity and political pluralism. In particular, it must guarantee its Kurdish citizens the same rights that the Basques, Catalans, Scots, Lapps, South Tyroleans and Walloons enjoy in the democratic countries of Europe - and which it is itself demanding for the Turkish minority in Cyprus.

Public conscience will not abide a policy of double standards, which would eventually undermine the moral credibility of the European Union and tarnish the image of the Turkish government in European public opinion.

The European process offers both Turks and Kurds new and promising prospects, and gives them a chance for reconciliation on the basis of a peaceful settlement of the Kurdish question, with due respect for existing borders. This opportunity must be appreciated at its true value.

We the undersigned, representing Kurdish society in all its political and cultural diversity, consider that such a settlement calls for:

- a new and democratic Constitution, recognising the existence of the Kurdish people, and guaranteeing it the right to a public school system and media in its own language and the right to form its own organisations, institutions and parties with the aim of contributing to the free expression of its culture and its political aspirations.

- a general amnesty in order to establish a climate of confidence and reconciliation and, once and for all, to turn the page on violence and armed conflict;

- the implementation, with European support, of a vast programme of economic development of the Kurdish region, particularly including rebuilding the more than 3,400 Kurdish villages destroyed in the 1990s, and incentives for the three million displaced Kurds to return to their homes.

We ask the Turkish authorities and the European leaders to do justice to the Kurds in Turkey by acceding to their legitimate demands in order to ensure regional peace and stability, and to consider the fulfilment of those demands to be an essential criterion by which to measure Turkey's progress along the road to membership of the European Union.

**FIRST SIGNATORIES — TURKEY :** Mehmet **ABBASOGLU**, Former President of the People's Democratic Party (Dehap), Songül Erol **ABDİL**, Mayor of Tunceli ; Nesimi **ADAY**, Poet, writer ; Müslüm **AKALIN**, barrister, President of the Bar at Urfa (Edessa) ; Nilüfer **AKBAL**, musician ; Abdullah **AKENGİN**, Mayor of Dicle ; Abdullah **AKIN**, former Mayor of Batman ; Ibrahim **AKSOY**, Former Mayor of Malatya ; İhsan **AKSOY**, writer ; Hacı **AKYOL**, barrister, former Mayor of the Yazihan Malayata ; Yusuf **ALATAS**, barrister, President of the Human Rights Association of Turkey ; Mahmut **ALINAK**, barrister, former Member of Parliament for Sırnak ; Süleyman **ANIK**, Mayor of Dargeçit, Mardin ; Firat **ANLI**, Mayor of Yenisehir, Diyarbakir ; M. Nezir **ARAS**, Mayor of Bulanik ; Rusen **ARSLAN**, lawyer, writer ; İsmail **ARSLAN**, Mayor of Ceylanpinar ; Mehmet Ali **ASLAN**, barrister, former President of the Workers' Party of Turkey ; Naci **ASLAN**, Member of Parliament for Agri ; Sedat **ASLANTAS**, barrister, General Secretary of the Human Rights Foundation of Turkey ; Fahrettin **ASTAN**, Mayor of Besiri, Batman ; Nuran **ATLI**, Mayor of Mazidag ; Mustafa **AVCI**, General Secretary of the Confederation of Public Service employees (KESK) ; Eshat **AYATA**, writer, publisher ; Sukran **AYDIN**, Mayor of Bismil ; Behrun **AYGÖREN**, former Mayor of Dicle ; Hüseyin **AYYILDIZ**, Secretary General of Tium-Belsen ; İhsan **BABAĞLU**, Spokesman for the Democratic Platform, Diyarbakir ; Tuncer **BAKIRHAN**, President of the Democratic People's Party (Dehap) ; Murat **BATGI**, actor, Osman **BAYDEMİR**, Mayor of Diyarbakir ; Seyhmus **BAYHAN**, Mayor of Lice ; Mehmet Celal **BAYKARA**, barrister, President of the Foundation for Research on Kurdish Culture (KÜRTKAV) ; Sefik **BEYAZ**, President of the Istanbul Kurdish Institute ; Ekrem **BİLEK**, former Mayor of Siirt ; Nevzat **BİNGÖL**, journalist, writer ; Nadir **BİNGÖL**, Mayor of Ergani ; Kemal **BİRLİK**, former Member of Parliament for Sırnak ; Murat **BOZLAK**, Former President of People's Democratic Party (Hadep) ; Ali **BUCAK**, barrister, President of the Urfa Cultural Centre ; Aydın **BUDAK**, Mayor of Cizre ; Feridun **ÇELİK**, former Mayor of Diyarbakir ; Demir **ÇELİK**, Mayor of Varto (Mus) ; Ömer **ÇETİN**, co-founder of the Research Foundation on Social Issues (TOSAV) ; Yusuf **ÇETİN**, President of free contemporary Actors' Association (Çasod) ;

# Want in Turkey ?

Murat CEYLAN, Mayor of Kurtalan ; Emrullah CIN, Mayor of Viransehir ; Muzaffer DEMIR, Former member of Parliament for Mus ; Selim DEMİR, Mayor of Kozluk ; Cafer DEMİR, President of Elazig Chapter of Human Rights Association ; Ahmet Turan DEMİR, President of the Free Society Party (OTP) ; Abdullah DEMIRTAS, Mayor of Suriçi, Diyarbakir ; Hatip DICLE, former Member of Parliament for Diyarbakir, former President of the Democracy Party (DEP) ; İlhan DIKEN, President of the Diyarbakir Medical Association ; Seyhmus DIKEN, writer ; Orhan DOĞAN, former Member of Parliament for Sırnak ; Faik DURSUN, Mayor of Beytülsebab ; Tarik Ziya EKINCI, former Member of Parliament for Diyarbakir, former General Secretary of the Worker's Party of Turkey (TIP) ; Tahsin EKINCI, lawyer ; Adnan EKMEN, former Minister, former Member of Parliament for Batman ; Serafettin ELÇI, former Minister, former Member of Parliament for Mardin ; Nurettin ELHÜSEYİNİ, writer, translator ; Giyasettin EMRE, former Member of Parliament for Mus ; Hamit ENGIN, Mayor of Hazro ; Mehmet Ali EREN, barrister, former Member of Parliament for Istanbul ; Ahmet ERTAK, Mayor of Sırnak ; Enver ETE, Spokesman for the Democratic Platform, Mardin ; Mehmet Fuat FIRAT, former Member of Parliament for Erzurum ; Ümit FIRAT, publisher, writer ; İbrahim GÜÇLÜ, lawyer, writer ; Nezir GÜLCAN, former Mayor of Kurtalan (Siirt) ; Ahmet GÜMÜSTEKİN, painter ; Hasim HASIMI, former Member of Parliament for Diyarbakir, former Mayor of Cizre ; Necdet İPEKYÜZ, former President of the Diyarbakir Medical Association ; M. Tahir KAHAMANER, Mayor of Malazgirt ; Hüseyin KALKAN, Mayor of Batman ; Ramazan KAPAN, Mayor of Derik ; Hasip KAPLAN, barrister ; Seyhmus KARAHAN, former President of the Urfa Association of Civil Engineers ; Zülküf KARATEKİN, Mayor of Karapınar, Diyarbakir ; Selahattin KAYA, former Mayor of Bingöl ; Hasan KAYA, former President of the Istanbul Kurdish Institute ; Ferzende KAYA, journalist ; Mehmet KAYA, Mayor of Kocaköy, Diyarbakir ; Fikret KAYA, Mayor of Silvan ; Gülten KAYA, music publisher ; Eren KESKİN, Former President of Istanbul Chapter of Human Rights Association of Turkey (IHD) ; Abdullah KESKİN, publisher ; Abdullah KIRAN, writer ; Muhsin KIZILKAYA, writer ; Servet KOCAYAYA, musician ; Muhsin KONUR, Mayor of Silopi ; Burhan KORHAN, Mayor of Besiri ; Mükades KUBILAY, Mayor of Dogubeyazid ; Cabbar LEYGARA, barrister, former Mayor of Bağlar, Diyarbakir ; Ahmet MELİK, former Member of Parliament for Urfa ; Yilmaz ODA-BASI, poet, writer ; Hüsnü OKÇUOĞLU, former Member of Parliament for Istanbul ; Selim ÖLÇER, former President of the Union of Medical Associations of Turkey ; Eyüp Sabri ÖNCEL, barrister, former President of the Urfa Bar ; Esat ÖNER, Mayor of Gercüş, Batman ; Mahmut ORTAKAYA, former President of the Diyarbakir ; Medical Association ; Selim ÖZALP, former Mayor of Siirt ; Sahabettin ÖZARSLANER, former Mayor of Van ; Mustafa ÖZER, barrister, former President of the Diyarbakir Bar ; Hicri ÖZGÖREN, poet ; Osman ÖZGÜVEN, Mayor of Dikili, Izmir ; Yurdusev ÖZSÖKMENLER, Mayor of Bağlar, Diyarbakir ; Mesut ÖZTÜRK, former Mayor of Van ; Fadil ÖZTÜRK, poet ; Kemal PARLAK, spokesman of the Democratic Consensus and Initiative for a solution to the Kurdish Question (DEMOS) ; Selim SADAK, former Member of Parliament for Sırnak ; Resul SADAL, Mayor of Idil ; Ethem SAHİN, Mayor of Suruç ; Sirri SAKIK, former Member of Parliament for Mus, ; Rahmi SALTUK, musician ; Suzan SAMANCI, writer ; Menderes SAMANCI, actor ; Mehmet SANRI, publisher ; Naci SAPAN, President of the Association of Journalists of the South-East ; Mehmet Emin SEVER, former Member of Parliament for Mus ; Yasar SEYMAN, President of the Press Trade Union of Turkey (BAS-SEN), Former vice-President of People's Republican Party (CHP) ; Enver SEZGIN, writer ; Emir Ali SIMSEK, General Secretary of the Teachers' Union (Egitim-Sen) ; Cihan SINCAR, Mayor of Kiziltepe ; Mahmut SÖNMEZ, former Member of Parliament for Bingöl ; Mehmet TANHAN, Mayor of Nusaybin ; Sezgin TANRIKULU, barrister, President of the Diyarbakir Bar ; Nimet TANRIKULU, President of Tunceli Cultural Center ; Metin TEKÇE, Mayor of Hakkari ; Hursit TEKİN, Mayor of Semdinli ; Deniz TOPKAN, Spokesman for the Democratic Platform, Batman ; Ahmet TULGAR, journalist ; Ferhat TUNÇ, musician ; Sehnaz TURAN, barrister, President of the Foundation for Research into Society and the Law (TOHAV) ; Ahmet TÜRK, former Member of Parliament for Mardin ; Sehmus ÜLEK, barrister, Vice-President of the MAZLUM-DER (Association for Human Rights) ; Rojin ÜLKER, singer ; Mehmet UZUN, writer ; Behlül YAVUZ, former General Secretary of the Diyarbakir small shopkeepers and artisans Union ; Feridun YAZAR, barrister, former Mayor of Urfa, former President of the People's Labour Party (HEP) ; Canip YILDIRIM, Publisher ; M. Salih YILDIZ, Mayor of Yüksekova ; Sedat YURTDAS, former Member of Parliament for Diyarbakir ; Leyla ZANA, Former member of Parliament for Diyarbakir, winner of the European Parliament's Sakharov Prize ; Mehdi ZANA, Former Mayor of Diyarbakir ; Veysi ZEYDANLIOĞLU, lawyer.

— EUROPE — : Aso AGACE, Director of the Women's Training Centre, Germany ; Salih AKIN, Lecturer at Rouen University, France ; Haci AKMAN, University Professor of Bergen, Norway ; Rohat ALAKOM, writer ; STOCKHOLM Foundation for Kurdish Culture, Sweden ; Faruk ARAS, essayist, Sweden ; Nizamettin ARIÇ, musician and film director, Germany ; Günay ASLAN, journalist, Germany ; Mustafa AYDOĞAN, writer, Sweden ; Kazim BABA, Politician, Germany ; Hêlin Evrim BABA, member of the Berlin Regional Parliament, Germany ; Kurdo BAKSI, journalist, winner of the Olof Palme Peace Prize, Sweden ; Riza BARAN, President of the Friedriechhein-Kreuzberg, local Council, Germany ; Rojen BARNAS, writer and poet, Sweden ; Hamit BOZARSLAN, Lecturer at the School for Advanced Studies in Social Sciences, France ; Sermin BOZARSLAN, President of the Federation of the Kurdish associations in Sweden ; Serhat BUCAK, Lawyer, Germany ; Yilmaz ÇAMLİBEL, writer, Germany ; Firat CEWERİ, writer and publisher, Sweden ; Ali ÇİFTÇİ, publisher, Sweden ; Mûrad CIWAN, research worker, Sweden ; Faysal DAGLI, Journalist, Germany ; Seyhmus DAGTEKİN, poet and novelist, winner of the International Prize for Poetry in the French Language, France ; Mehmet DEMİR, President of the Federation of Kurdish Associations (YEKKOM), Germany ; Abdullrahman DURRE, former Mufti of Diyarbakir, Germany ; ELISHER, writer, Sweden ; Hasan Basri ELMAS, Lecturer at Paris-VIII University, France ; Derwesh FERHO, President of the Brussels Kurdish Institute, Belgium ; FOUNDATION of Kurds from Anatolia, Sweden ; Gülistan GURBAY, Researcher, Germany ; Metin INCESU, Director of the Center for Kurdish Studies (Navend), Allemagne ; Haydar ISIK, journalist, Germany ; Ahmet KAHRAMAN, Journalist, Germany ; Yasar KAYA, Former President of the Democracy Party (DEP), Germany ; Cahit MERVAN, Journalist, Germany ; Hesenê METÊ, Writer, Sweden ; Kendal NEZAN, President of the Paris Kurdish Institute, France ; Ozz NÜJEN, actor, Sweden ; Nihal OTURAN, Research Engineer, France ; Mehmet Ali OTURAN, University Professor, France ; Nalin PEKGUL, President of the National Federation of Women Social-Democrats of Sweden, former Member of the Swedish Parliament ; Sivan PERWER, musician, Prize-winner of the Charles Cros Academy for the Music of the World, Germany ; REMZİ, painter, Paris ; Serdar ROSHAN, writer, Sweden ; Mehmet SAHİN, Coordinator of the Kreise-Dialogue, Germany ; Giyasettin SAYAN, member of the Berlin Regional Parliament, Germany ; Abubekir SAYDAN, President of the International Center for Kurdish Human Rights, Germany ; Nizamettin TOGUÇ, Former member of Parliament for Batman, Holland ; Feleknas UCA, member of the European Parliament, Germany ; Ali YIGIT, Former member of Parliament for Mardin, President of the Union of Democratic Kurdish Federations in Europe (KONKURD), Holland ; Kerim YILDIZ, Executive Director of the Kurdish Human Rights Project, London ; Kotan YILDIZ, Resarcher at the Technical University of Berlin, Reso ZİLÂN, Linguist, Sweden ; Ahmed ZİREK, actor, France.

## KURDISH INSTITUTE OF PARIS

106, rue La Fayette, 75010 - Paris - www.fikp.org — info@fikp.org

# Que veulent les Kurdes

Les Kurdes qui selon le rapport d'octobre 2004 de la Commission européenne sont de 15 à 20 millions en Turquie forment environ le quart de la population de ce pays.

Comme toute communauté humaine historiquement constituée, ils ont le droit de vivre dans la dignité sur la terre de leurs ancêtres, de préserver leur identité, leur culture, leur langue et de les transmettre librement à leurs enfants.

Victimes de grandes injustices tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, ils placent leurs espoirs d'un avenir meilleur dans le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne qu'ils perçoivent avant tout comme un espace multiculturel de paix, de démocratie et de pluralisme. Pour intégrer cette famille de démocraties, la Turquie doit elle-même devenir une démocratie véritable, respectueuse de sa diversité culturelle et du pluralisme politique. Elle doit notamment garantir à ses citoyens kurdes des droits comparables à ceux dont bénéficient Basques, Catalans, Ecosseis, Lapons, Sud-tyroliens ou Wallons dans les pays démocratiques d'Europe ou à ceux qu'elle réclame elle-même pour les Turcs de Chypre.

Une politique de deux poids deux mesures ne saurait être tolérée par la conscience publique et elle finirait par saper le crédit moral de l'Union européenne et assombrir l'image du régime turc auprès de l'opinion européenne.

Le processus européen offre aux Turcs et aux Kurdes des perspectives nouvelles et prometteuses et leur donne l'opportunité de se réconcilier sur la base d'un règlement

**PREMIERS SIGNATAIRES - TURQUIE** — : Mehmet **ABBASOGLU**, ancien président du Parti démocratique populaire (Dehap) ; Songül Erol **ABDIL** maire de Tunceli ; Nesimi **ADAY**, poète, écrivain ; Müslüm **AKALIN**, bâtonnier du barreau d'Urfa (Edesse) ; Nilüfer **AKBAL**, chanteuse ; Abdullah **AKENGİN**, maire de Dicle ; Abdullah **AKIN**, ancien maire de Batman ; Ibrahim **AKSOY**, ancien député de Malatya ; İhsan **AKSOY**, écrivain ; Hacı **AKYOL**, avocat, ancien maire de Yazihan, Malatya ; Yusuf **ALATAS**, avocat ; Mahmut **ALINAK**, ancien député de Sırnak ; Süleyman **ANIK**, maire de Dargeçit, Mardin ; Fırat **ANLI**, maire de Yenisehir, Diyarbakir ; M. Nezir **ARAS**, maire de Bulanık ; Rusen **ARSLAN**, juriste ; İsmail **ARSLAN**, maire de Ceylanpinar ; Mehmet Ali **ASLAN**, avocat, ancien président du Parti ouvrier de Turquie (TIP) ; Naci **ASLAN**, député d'Agri ; Sedat **ASLANTAS**, avocat, secrétaire général de la Fondation des droits de l'homme de Turquie ; Fahrettin **ASTAN**, maire de Besiri ; Nuran **ATLI**, maire de Mazıdag ; Mustafa **AVCI**, secrétaire général de la Confédération des syndicats des employés des services publics (KESK) ; Eshat **AYATA**, écrivain, éditeur ; Sukran **AYDIN**, maire de Bismil ; Behrun **AYGÖREN**, ancien maire de Dicle ; Hüseyin **AYYILDIZ**, secrétaire général du syndicat des employés municipaux de Turquie (Tüm-Belsen) ; İhsan **BABAĞLU**, porte-parole de la Plateforme pour la démocratie, Diyarbakir ; Tuncer **BAKIRHAN**, président du Parti démocratique populaire (Dehap) ; Murat **BATGI**, comédien ; Osman **BAYDEMİR**, maire de Diyarbakir ; Seyhmus **BAYHAN**, maire de Lice ; Mehmet Celal **BAYKARA**, président de la Fondation de recherche sur la culture kurde (KÜRTKAV) ; Sefik **BEYAZ**, président de l'Institut kurde d'Istanbul ; Dr. Ekrem **BİLEK**, ancien maire de Siirt ; Nevzat **BİNGÖL**, journaliste, écrivain ; Nadir **BİNGÖL**, maire d'Ergani ; Kemal **BİRLİK**, ancien député de Sırnak ; Murat **BOZLAK**, ancien président du Parti de la démocratie du peuple (Hadep) ; Ali **BUCAK**, avocat, président du Centre Culturel d'Urfa ; Aydın **BUDAK**, maire de Cizre ; Feridun **ÇELİK**, ancien maire de Diyarbakir ; Demir **ÇELİK**, maire de Varto ; Ömer **ÇETİN**, co-fondateur de la Fondation de recherche sur les questions sociales (TOSAV) ; Yusuf **ÇETİN**, président de l'Association des comédiens du cinéma (Çasod) ; Murat **CEYLAN**, maire de Kurtalan ; Emrullah **CİN**, maire de Viranşehir ; Muzaffer **DEMİR**, ancien député de Mus ; Selim **DEMİR**, maire de Kozluk ; Cafer **DEMİR**, président de la section d'Elazığ de l'Association des droits de l'homme ; Ahmet Turan **DEMİR**, président du Parti de la Société libre (OTP) ; Abdullah **DEMİRTAS**, maire de Suriçi, Diyarbakir ; Hatip **DİCLE**, ancien député de Diyarbakir, ancien président du Parti de la démocratie (DEP) ; Dr. İlhan **DIKEN**, président de l'Ordre des médecins de Diyarbakir ; Orhan **DOĞAN**, ancien député de Sırnak ; Faik **DURSUN**, maire de Beytülsebat ; Dr. Tarık Ziya **EKİNCİ**, ancien député de Diyarbakir, ancien secrétaire général du Parti ouvrier de Turquie (TIP) ; Tahsin **EKİNCİ**, avocat ; Adnan **EKMEN**, ancien ministre, ancien député de Batman ; Serafettin **ELÇİ**, ancien ministre, ancien député de Mardin ; Nurettin **ELHÜSEYİNİ**, écrivain, traducteur ; Giyasettin **EMRE**, ancien député de Mus ; Hamit **ENGİN**, maire de Hazro ; Mehmet Ali **EREN**, ancien député d'Istanbul ; Ahmet **ERTAK**, maire de Sırnak ; Enver **ETE**, porte-parole de la Plateforme pour la démocratie, Mardin ; Mehmet Fuat **FIRAT**, ancien député d'Erzurum ; Ümit **FIRAT**, éditeur, écrivain ; İbrahim **GÜÇLÜ**, avocat ; Nezir **GÜLCAN**, ancien maire de Kurtalan ; Ahmet **GÜMÜSTEKİN**, artiste peintre ; Hasim **HASIMI**, ancien député de Diyarbakir, ancien maire de Cizre ; Dr. Necdet **IPEKYÜZ**, ancien président de l'Ordre des médecins de Diyarbakir ; M. Tahir **KAHAMANER**, maire de Malazgirt ; Hüseyin **KALKAN**, maire de Batman ; Ramazan **KAPAN**, maire de Derik ; Hasip **KAPLAN**, avocat ; Seyhmus **KARAHAN**, ancien président de l'Union des ingénieurs en bâtiment d'Urfa ; Zülküf **KARATEKİN**, maire de Karapınar, Diyarbakir ; Selahattin **KAYA**, ancien maire de Bingöl ; Hasan **KAYA**, ancien président de l'Institut kurde d'Istanbul ; Gülten **KAYA**, éditrice de musique ; Ferzende **KAYA**, journaliste ; Mehmet **KAYA**, maire de Kocaköy, Diyarbakir ; Fikret **KAYA**, maire de Silvan ; Eren **KESKİN**, ancienne-présidente de la section d'Istanbul de l'Association des droits de l'homme (İHD) ; Abdullah **KESKİN**, éditeur ; Abdullah **KIRAN**, écrivain ; Muhsin **KIZILKAYA**, écrivain ; Servet **KOCAKAYA**, musicien ; Muhsin **KONUR**, maire de Silopi ; Burhan **KORHAN**, maire de Besiri ; Mukkades **KUBILAY**, maire de Dogubeyazid ; Cabbar **LEYGARA**, ancien maire de Baglar, Diyarbakir ; Ahmet **MELİK**, ancien député d'Urfa ; Yilmaz **ODABASI**, poète ; Hüsnü **OKÇUĞLU**, ancien député d'Istanbul ; Dr. Selim **ÖLÇER**, ancien président de l'Union des chambres de médecins de Turquie ; Eyüp Sabri **ÖNCEL**, avocat, ancien bâtonnier du barreau d'Urfa ; Esat **ÖNER**, maire de Gercüş ; Dr. Mahmut **ORTAKAYA**, ancien président de l'Ordre des médecins de Diyarbakir ; Celal **OVAT**, président du syndicat DIS-GIDA İS ; Selim **ÖZALP**, ancien maire de Siirt ; Şahabettin **ÖZARSLANER**, ancien maire de Van ; Mustafa **ÖZER**, avocat, ancien bâtonnier du barreau de Diyarbakir ; Hicri **ÖZGÖREN**, poète ; Osman **ÖZGÜVEN**, maire de Dikili, Izmir ; Yurdusev **ÖZSÖKMENLER**, maire de Baglar, Diyarbakir ; Mesut **ÖZTÜRK**, ancien maire de Van ; Fadil **ÖZTÜRK**, poète ; Dr. Kemal **PARLAK**, porte-parole du Consensus Démocratique et Initiative pour

# en Turquie ?

pacifique de la question kurde dans le respect des frontières existantes. Cette chance doit être appréciée à sa juste valeur.

Les soussignés, qui représentent la société kurde dans sa diversité politique et culturelle, considèrent qu'un tel règlement nécessite notamment :

- une Constitution nouvelle et démocratique, reconnaissant l'existence du peuple kurde, lui garantissant le droit de disposer d'un système d'enseignement public et des médias dans sa langue ainsi que le droit de fonder des associations, des institutions et des partis destinés à concourir à la libre expression de sa culture et des aspirations politiques;
- une amnistie politique générale afin d'instaurer un climat de confiance et de réconciliation et de tourner définitivement la page de violences et de conflits armés ;
- mise en œuvre avec le soutien de l'Europe d'un vaste programme de développement économique de la région kurde comprenant en particulier la reconstruction de plus de 3 400 villages kurdes détruits dans les années 1990 et des mesures incitatives pour le retour à leurs foyers des trois millions de déplacés kurdes.

Nous demandons aux autorités turques et aux dirigeants européens de rendre justice aux Kurdes en Turquie en faisant droit à leurs revendications légitimes pour assurer la paix et la stabilité régionales et de considérer la satisfaction de ces revendications comme un critère essentiel pour mesurer les progrès de la Turquie sur le chemin de son adhésion à l'Union européenne.

une solution la question kurde (DEMOS) ; Selim SADAK, ancien député de Sirmak ; Resul SADAK, maire d'Idil ; Ethem SAHIN, maire de Suruç ; Sirri SAKIK, ancien député de Mus ; Rahmi SALTUK, musicien ; Suzan SAMANCI, écrivain ; Menderes SAMANCI, comédien ; Mehmet SANRI, éditeur ; Naci SAPAN, président de l'Association des journalistes du Sud-Est ; Dr. Mehmet Emin SEVER, ancien député de Mus ; Yasar SEYMAN, président du Syndicat de la presse (BAS-SEN), ancien vice-président du Parti républicain du peuple (CHP) ; Enver SEZGIN, écrivain ; Emir Ali SIMSEK, secrétaire général du Syndicat des Enseignants (Egitim-Sen) ; Cihan SINCAR, maire de Kiziltepe ; Mahmut SONMEZ, ancien député de Bingöl ; Mehmet TANHAN, maire de Nusaybin ; Sezgin TANRIKULU, bâtonnier d'un barreau de Diyarbakir ; Nimet TANRIKULU, président du Centre culturel de Tunceli ; Metin TEKÇE, maire de Hakkari ; Hursit TEKIN, maire de Semdinli ; Deniz TOPKAN, porte-parole de la Plateforme pour la démocratie, Batman ; Ahmet TULGAR, journaliste ; Ferhat TUNÇ, musicien ; Sehnaz TURAN, avocate, présidente de la Fondation des recherches sur la société et le droit (TOHAV) ; Ahmet TÜRK, ancien député de Mardin ; Sehms ÜLEK, avocat, vice-président de l'Association des droits de l'homme MAZLUM-DER ; Rojin ÜLKER, chanteuse ; Mehmet UZUN, écrivain ; Behlül YAVUZ, ancien secrétaire général de l'Union des commerçants et artisans de Diyarbakir ; Feridun YAZAR, ancien maire d'Urfa, ancien président du Parti travailliste du peuple (HEP) ; Canip YILDIRIM, publiciste ; M. Salih YILDIZ, maire de Yüksekova ; Sedat YURTDAS, ancien député de Diyarbakir ; Mehdi ZANA, ancien maire de Diyarbakir ; Leyla ZANA, ancienne députée de Diyarbakir, lauréate du Prix Sakharov du Parlement européen ; Veysi ZEYDANLIOGLU, avocat.

— EUROPE — : Aso AGACE, directrice du Centre international d'information pour les femmes, Berlin ; Salih AKIN, maître de conférence à l'Université de Rouen ; Haci AKMAN, professeur à l'Université de Bergen, Norvège ; Rohat ALAKOM, écrivain, Suède ; Faruk ARAS, essayiste, Suède ; Nizamettin ARIÇ, musicien et cinéaste, Berlin ; Günay ASLAN, journaliste, Allemagne ; Mustafa AYDOGAN, écrivain, Suède ; Kazim BABA, homme politique, Allemagne ; Hêlin Evrim BABA, membre du Parlement régional de Berlin ; Kurdo BAKSI, journaliste, lauréat du Prix Olof Palme pour la paix, Suède ; Riza BARAN, président du Conseil municipal de Fridrichhein-Kreuzberg, Allemagne ; Rojen BARNAS, écrivain et poète, Suède ; Hamit BOZARSLAN, maître de conférence à l'École des hautes études en sciences sociales, Paris ; Sermin BOZARSLAN, présidente de la Fédération des associations du Kurdistan en Suède ; Serhat BUCAK, juriste, Allemagne ; Yilmaz ÇAMLIBEL, écrivain, Allemagne ; Firat CEWERI, écrivain et éditeur, Suède ; Ali ÇİFTÇI, éditeur, Suède ; Mürad CIWAN, chercheur, Suède ; Faysal DAGLI, journaliste, Allemagne ; Mehmet DEMIR, président de la Fédération des associations kurdes (YEKKOM), Allemagne ; Abdullrahman DURRE, ancien mufti de Diyarbakir, Allemagne ; ELISHER, écrivain, Suède ; Hasan Basri ELMAS, maître de conférences à l'Université Paris VIII, France ; Derwesh FERHO, président de l'Institut kurde de Bruxelles ; Fondation des Kurdes d'Anatolie, Suède ; Fondation pour la culture kurde de Stockholm ; Gülistan GURBEY, chercheuse, Allemagne ; Metin INCESU, directeur du Centre d'études kurdes (Navend), Allemagne ; Haydar ISIK, journaliste, Allemagne ; Ahmet KAHRAMAN, journaliste, Allemagne ; Yasar KAYA, ancien président du Parti de la démocratie (DEP), Allemagne ; İlhan KIZILHAN, professeur à l'Université de Constance, Allemagne ; Cahit MERVAN, journaliste, Allemagne ; Hesenê METE, écrivain, Suède ; Kendal NEZAN, président de l'Institut kurde de Paris ; Ozz NÜJEN, comédien, Suède ; Nihal OTURAN, ingénieur de recherche, France ; Mehmet Ali OTURAN, professeur des Universités, France ; Nalin PEKGUL, présidente de la Fédération nationale des femmes social-démocrates de Suède, ancienne députée au Parlement suédois ; Sivan PERWER, musicienne, lauréate de l'Académie Charles Cros pour musiques du monde, Allemagne ; REMZI, artiste peintre, Paris ; Serdar ROSHAN, écrivain, Suède ; Mehmet SAHIN, coordinateur du Dialogue-Kreise, Allemagne ; Giyasettin SAYAN, membre du Parlement régional de Berlin ; Abubekir SAYDAN, président du Centre International pour les droits de l'homme des Kurdes, Bonn ; Nezir SEMMIKANLI, ancien maire-adjoint de Çankaya-Ankara ; Nizamettin TOGUÇ, ancien député de Batman, Pays-Bas ; Feleknas UCA, membre du Parlement européen, Allemagne ; Ali YIGIT, ancien député de Mardin, président de l'Union des fédérations démocratiques kurdes en Europe (KONKURD), Pays-Bas ; Kotan YILDIZ, chercheur à l'Université technique de Berlin ; Kerim YILDIZ, directeur exécutif de Kurdish Human Rights Project, Londres ; Reso ZILAN, linguiste, Suède ; Ahmed ZİREK, comédien, France.

## INSTITUT KURDE DE PARIS

106, rue La Fayette, 75010 Paris — Tél. : 01 48 24 64 64 - Télécopie : 01 48 24 64 66 — www.institutkurde.org - info@fkip.org